

حکومت الرشید

Sans Visa : printemps en clair-obscur à Erevan

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15039 7 F

SAMEDI 5 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'Ukraine et ses missiles

APRÈS des mois de tergiversations, le Parlement ukrainien s'est décidé à ouvrir le débat sur la ratification de l'accord Start I signé en 1991 entre les États-Unis et l'URSS. Il était grand temps. A quelques jours de l'arrivée à Kiev du secrétaire américain à la défense, Les Aspin, continuant à traîner des pieds, aurait fini d'indisposer une administration américaine déjà très agacée par le refus des Ukrainiens de s'engager clairement et définitivement dans la voie que les grandes puissances ont tracée pour eux, et qu'ils avaient promise de suivre : renoncer définitivement à l'arme nucléaire, et en laisser le monopole dans l'ex-URSS à la Russie.

Pour manifester son impatience, Washington, d'abord par des confidences anonymes à la presse, ensuite par des déclarations officielles du porte-parole du département d'État, a laissé entendre que l'Ukraine essaierait de se donner les moyens d'exercer, à terme, un contrôle opérationnel sur les 176 missiles à ogives multiples actuellement déployés sur son territoire, et dont les « clés » sont actuellement sous commandement russe. Le président Kravtchouk insiste régulièrement sur le fait qu'il n'a pas le pouvoir d'appuyer sur le bouton, mais peut seulement, aux termes des accords conclus au sein de la CEI, s'opposer à un lancement à partir du territoire ukrainien.

LES « informations » distillées par Washington sont-elles fondées, ou seulement destinées à prévenir toute « mauvaise » intention de la part des responsables ukrainiens ? L'entreprise demande en tout cas à être conduite avec doigté : les pressions exercées cet hiver par les États-Unis ont blessé la fierté ukrainienne, et la cicatrice est loin d'être refermée.

Au moment où l'Ukraine, indépendante depuis dix-huit mois seulement, connaît des difficultés économiques graves, est plus ou moins paralysée par une crise politique, et voit se réveiller la querelle sur la flotte de la mer Noire qui l'oppose à la Russie, il peut être tentant de considérer que le moment est arrivé de donner un coup de pouce sur le seul sujet considéré comme essentiel par les Occidentaux : la renonciation à l'arme nucléaire.

L'annonce, pourtant, n'est pas assurée. Si les dirigeants de Kiev ont plaidé vigoureusement devant les députés pour la ratification de Start I, ils paraissent plus réservés sur l'adhésion au traité de non-prolifération nucléaire et, plus généralement, hésitent à renoncer sans sérieuse contrepartie à une tactique qui réussit si bien à la Russie : susciter l'inquiétude, donc l'intérêt, et l'aide qui l'accompagne. Qu'il s'agisse des négociations complexes sur le dette et l'héritage de l'URSS, ou des questions nucléaires, les Occidentaux ont toujours donné l'impression de privilégier Moscou « de facto ».

De la même manière, pour ne pas heurter les sensibilités du Kramlin, l'OTAN rechigne à donner à Kiev une « garantie de sécurité » que les Ukrainiens réclament, entre autres, en échange de leur renonciation définitive à l'argument nucléaire. Le meilleur moyen d'exercer une « pression » positive sur Kiev ne serait-il pas pour les Occidentaux de manifester un peu plus vivement leur intérêt pour un pays où se joue, tout autant qu'à Moscou ou à Varsovie, le sort du monde post-communiste ?



Les élections législatives du 6 juin Les socialistes et la droite au coude à coude en Espagne

A la veille des élections législatives du dimanche 6 juin, en Espagne, les deux grandes formations politiques sont au coude à coude. Ni le Parti socialiste du chef du gouvernement, Felipe Gonzalez, ni le Parti populaire (droite) de José Maria Aznar, ne paraissent en mesure de l'emporter nettement et d'obtenir la majorité absolue des sièges aux Cortes. Il n'est pas exclu que l'un ou l'autre soit obligé de faire alliance avec les nationalistes catalans, actuellement la troisième force politique du pays.

MADRID

de notre correspondant

Jamais une campagne électorale n'avait duré aussi longtemps. Jamais un scrutin n'a été aussi disputé et son résultat aussi incertain. Il suffira d'un rien, dimanche 6 juin, pour que l'Espagne reste sous la houlette socialiste ou bascule vers la droite, tant la balance est équilibrée entre le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le Parti populaire (PP) selon les derniers sondages.

Le week-end dernier, les enquêtes d'opinion donnaient pour la plupart un faible avantage à la droite, mais elles ont été effectuées avant le second face-à-face télévisé du 31 mai, où Felipe Gonzalez l'a nettement emporté sur son rival José Maria Aznar,

devant plus de dix millions de téléspectateurs. Cela a-t-il convaincu les indécis, qui représentent dans les sondages entre trois et six millions d'électeurs sur trente millions ?

Ce marais hésitant peut donner aux socialistes la possibilité de former un quatrième gouvernement ou bien permettre à la droite d'accéder au pouvoir pour la première fois depuis la mort de Franco, il y a dix-huit ans. Ce que José Maria Aznar appelle la « troisième étape » de la reconversion démocratique du pays après la transition assurée par la coalition centriste d'Adolfo Suarez et la consolidation réalisée au cours des dix années de régime social-démocrate.

MICHEL BOLE-RICHARD

Lire la suite page 5

Imbroglie post-électorale au Cambodge

La prince Sihanouk a renoncé provisoirement, vendredi 4 juin, à former la « gouvernement national » qu'il avait annoncé la veille et dans lequel il cumulerait les fonctions de chef de l'État, de premier ministre et de chef des forces armées et de la police. Pour justifier sa décision, l'ancien souverain a fait état de difficultés et de certaines oppositions. Il semble en particulier que le mouvement sihanoukiste FUNCINPEC, arrivé en tête aux élections face au Parti du peuple (PPC) représentant le régime de Phnom-Penh, soit réticent face au montage préconisé par le prince, craignant qu'il ne fasse la part trop belle au PPC de Hun Sen et Chas Sim.

page 6

Le Front national au seuil de la mairie de Perpignan

Le 5 mai dernier, le conseil des ministres prononçait la dissolution du conseil municipal de Perpignan, qui avait refusé à deux reprises de voter le budget du maire, Paul Alduy (UDF-PSD). Après trente-quatre ans de pouvoir municipal sans partage, le « vieux lion » catalan a été contraint de se retirer, laissant derrière lui une droite divisée entre son ancien premier adjoint, Claude Barate (RPR), et son propre fils, Jean-Paul Alduy (CDS). Le premier tour des élections municipales a lieu dimanche 6 juin. Dans une ville économiquement déstabilisée, fatiguée par les règlements de comptes politiques et les affaires, le Front national est devenu le poulain favori. Jean-Claude Martinez croit en ses chances de devenir le premier maire d'extrême droite d'une ville de plus de cent mille habitants.

page 10

Invité par M. Balladur à se mobiliser

Le patronat refuse de garantir le succès du « plan emploi »

Confronté à de sombres perspectives en matière de chômage, Edouard Balladur cherche à mobiliser le patronat en faveur de son plan-emploi. Le premier ministre, qui estime qu'il n'est plus temps de s'interroger sans cesse, recevra lundi 7 juin vingt-huit présidents de fédération professionnelle. Toutefois, le Conseil national du patronat français (CNPF),

n'a pas l'intention de s'engager sur les résultats du « plan emploi » du gouvernement. Tout en annonçant le lancement d'un « plan de mobilisation », François Pericot, son président, a prévenu jeudi 3 juin qu'il fallait que « la confiance revienne d'abord chez les consommateurs avant de demander des efforts aux chefs d'entreprise ».

par Jean-Michel Normand

Mais à quoi sert donc le CNPF ? Irrité par ce qu'il considère comme un manque de mobilisation du patronat devant la montée continue du chômage, le gouvernement - à commencer par le premier ministre lui-même - dissimule de moins en moins son impatience.

Après avoir annoncé des allègements des charges et de la fiscalité au profit des employeurs et corrigé le tir de ses orientations économiques, en présentant le 25 mai un dispositif de relance réclamé par de nombreux représentants professionnels, Edouard Balladur escomptait du Conseil national du patronat français qu'il lui rende la monnaie de sa pièce.

Lire la suite page 22



Les tensions sociales en Allemagne et la récession dans les Länder de l'ouest

Les Turcs, citoyens de seconde classe

Arrivés en masse dans les années 60 pour contribuer au miracle économique, les immigrés sont intégrés mais pas assimilés.

FRANCFORT

de notre correspondant

Que faire contre un adolescent de seize ans qui, le tête étroite, nourrie d'idées rapides, le bras démené par la violence, un soir à Solingen dans la Ruhr, met le feu à une maison de Turcs ? Les autorités allemandes sont moitement incapables de répondre. Les violences racistes qui se sont multipliées ces derniers mois à l'est de l'Allemagne - souvent contre des demandeurs d'asile des pays

de l'est - et à l'ouest - souvent contre des Turcs, - les plongent dans le désarroi le plus total.

Le 15 mars 1992 à Saal, dans le Mecklembourg-Poméranie, des jeunes bettois à mort un réfugié roumain, un Tsigane. Trois jours plus tard, à Buxtehude en Basse-Saxe, deux « skinheads néonazis » tuent un homme parce qu'il avait des propos hostiles à Hitler. Le 23 octobre à Mölln près de Hambourg, deux femmes turques et une fillette périsent dans un incendie criminel.

La chronique de l'horreur est longue jusqu'à Solingen, où deux femmes, une adolescente et deux fillettes sont mortes carbonisées. Des dizaines d'atten-

tats contre des personnes, des habitations, des mosquées. En un peu plus d'un an : vingt-deux morts, sept à l'est, quinze à l'ouest. L'Allemagne cauchemardesque : voilà qu'un repaire à l'étranger du racisme ou du fascisme. Mobilisée, l'immense majorité des Allemands veut prouver le contraire.

Elle organise dans les grandes villes des « chaînes de lumière », défilés immenses de centaines de milliers de personnes une bougie à la main. Aucun autre grand pays occidental n'est plus capable d'un tel mouvement contre le racisme, pense-t-on.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 8

Une économie grippée

Au premier trimestre de cette année, le produit intérieur brut de la partie ouest de l'Allemagne a reculé de 3,2 % par rapport au premier trimestre 1992.

Il s'agit de la plus forte chute trimestrielle depuis le début de l'année 1975. Si le ministre de l'économie « ne voit pas de signes de reprise », la Bundesbank affiche un certain optimisme, estimant que la fond de la dépression est atteint et que l'activité pourrait redémarrer dès le second semestre. Mais les milieux patronaux se montrent plus pessimistes.

page 22

Un entretien avec Simone Veil

« Nous allons bénéficier de cinq milliards de francs supplémentaires pour la ville »

Le gouvernement va consacrer une partie du produit de la privatisation à la réhabilitation de certains quartiers défavorisés et y implanter des services publics. C'est ce que nous a déclaré Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, en précisant que cette somme dégagee grâce à l'emprunt sera de 5 milliards de francs.

« Nous avions jusqu'ici un ministre chargé exclusivement de la ville. Vous êtes à la tête d'un ministère géant, comprenant aussi les affaires sociales et la santé. Avez-vous le temps et les moyens de coordonner la politique urbaine ?

- Certains préfèrent en effet la formule d'un ministre à compétence transversale, avec peu de

services, mais chargé d'animer une politique à laquelle le gouvernement entend donner une portée symbolique forte. Toutefois, l'expérience montre qu'il est alors très difficile d'avoir une prise concrète sur tous les dossiers et d'agir efficacement. A la différence de mes prédécesseurs, MM. Delebarre et Tapie, je dispose des services et instruments d'un grand ministère, implanté sur tout le territoire. C'est un atout pour la politique de la ville.

- Vous avez beaucoup d'instruments, mais avez-vous assez d'argent ?

- Les masses financières dont dispose mon ministère sont considérables.

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD et ROBERT SOLÉ
Lire la suite page 14

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Francia, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, Cont., 180 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Ouverture à Moscou de la « conférence constitutionnelle »

La Russie en panne de loi fondamentale

La « conférence constitutionnelle », convoquée par le président Boris Eltsine pour débattre de la future Constitution de la Fédération de Russie, devait s'ouvrir, samedi 5 juin, à Moscou. Quelque 700 députés participent aux travaux, qui s'achèveront le 16 juin. M. Eltsine pense que la nouvelle loi fondamentale russe doit être adoptée dans le courant de l'automne au plus tard.

MOSCOU

de notre correspondant

Justifié ou non, le reproche est toujours le même, et les « amis » du président sont les premiers à le formuler : Boris Eltsine pousse les batailles et s'endort sur ses lauriers. Le référendum du 25 avril avait un objectif précis : établir définitivement la prééminence du président sur le Parlement et l'inscrire dans la Loi fondamentale. Le référendum a été gagné, la victoire grossie et dûment célébrée, et il attend toujours la suite.

Après avoir maintenu pendant six semaines le brouillard sur ses intentions, Boris Eltsine a fini par laisser annoncer par ses proches que la « conférence constitutionnelle » qui s'ouvre samedi 5 juin n'aurait qu'un rôle consultatif. Lui-même a expliqué que la nouvelle Constitution devrait être adoptée « pas plus tard que cet automne », ce qui semble vouloir dire qu'il a renoncé à tout espoir d'accélérer le mouvement.

Reste sans doute l'hypothèse d'une ruse : ces déclarations éphémères ne seraient destinées qu'à endormir l'adversaire ; la « conférence constitutionnelle », en attendant, se tiendrait dans les coulisses du pouvoir, et M. Eltsine a d'ailleurs modifié la composition au tout dernier moment : ex-équidistantes sous le régime de surveillance de ses représentants personnels, serait transférée d'un coup de baguette présidentielle en Assemblée constituante... Bref M. Eltsine se réveille soudain, frapperait ses adversaires de stupeur, et partirait en vacances avec en poche « sa » Constitution.

Un prix à payer

Telle était, en gros, la tactique recommandée dès le lendemain du référendum par certains des conseillers les plus radicaux du président. Mais, dans les circonstances présentes, le « coup » semble difficilement jouable. D'abord parce que le plan est épuisé, et surtout parce que M. Eltsine ne dispose pas des forces nécessaires pour l'imposer. Le référendum a certes considérablement affaibli ses adversaires du Congrès. Mais les limites de son propre succès sont très rapidement apparues.

Les proches du président et la presse pro-gouvernementale ont eu beau dire et répéter que M. Eltsine était désormais la seule autorité

« légitime » dans le pays, il a bien fallu se rendre à l'évidence : le Parlement était toujours en place, les électeurs ne l'avaient pas congédié, et c'était toujours lui qui détenait, selon la loi, les clés de l'adoption d'une nouvelle Constitution. M. Eltsine n'ayant pas le pouvoir légal de le dissoudre, et ne se décidant pas à franchir définitivement le pas qui sépare la démocratie du pouvoir autoritaire, a donc cherché à s'appuyer sur d'autres représentants de la « légitimité » : les dirigeants des régions et des Républiques.

La démarche était logique, mais périlleuse. Les dirigeants des Républiques, dont le souci principal est d'obtenir des garanties d'autonomie de la part du centre et de pouvoir disposer à leur guise de leurs richesses, ont immédiatement fait savoir qu'il y avait un prix à payer, et un prix d'autant plus élevé que dans la plupart de ces Républiques le « non » avait emporté au référendum. Le Tatarstan, la Cardie, la Bachkirie et la Jakoutie (rebaptisée Sakha) sont particulièrement gourmands, puisqu'ils souhaitent se réserver le droit de lever des impôts et même d'émettre de la monnaie. Certains ministres, à commencer par celui des finances, Boris Fiodorov, freinent déjà à l'idée que M. Eltsine pourrait céder à leurs exigences.

Pour l'instant, M. Eltsine a seulement fait valoir que son projet de Constitution limitait les prérogatives du « centre » et accroissait celles des régions et des Républiques... Ses interlocuteurs ont enregistré ses assurances, accompagnées de diverses promesses d'assistance économique, mais en même temps n'ont pris aucun engagement. Faut-il dire, le porte-parole de M. Eltsine a donc fait état d'un gentleman's agreement, purement verbal, aux termes duquel les dirigeants des Républiques et des régions soutiendraient le projet présidentiel de Constitution.

Certains l'ont laissé dire, d'autres ont rétorqué que le projet de M. Eltsine n'est celui que le Parlement, pour faire bonne mesure, a ressorti de ses cartons et le satisfaisait. Bref, le marchandage est loin d'être terminé, et il n'est pas du tout sûr qu'il le soit le 16 juin, date à laquelle devrait en principe s'achever la « conférence constitutionnelle », après examen des

1 500 amendements déposés à ce jour...

Tout cela pour un simple baratin d'œuvre, puisque M. Eltsine devra alors s'attaquer à la question essentielle, sur laquelle il a toujours soigneusement évité de se prononcer lui-même : à supposer qu'un « projet définitif » finisse par être élaboré, comment le faire adopter ? Nouveau référendum, élection d'un nouveau Parlement qui voterait la Constitution, ou bien même adoption d'un projet de compromis par l'actuel Congrès, préalablement « travaillé » par l'équipe présidentielle ?

Toutes ces hypothèses ont été émises tour à tour par différents représentants de l'entourage de M. Eltsine, toutes présentent de sérieuses difficultés, et toutes demandent du temps pour être menées à bien : la crise institutionnelle, qui à en croire les amis du président, bloque la poursuite des réformes et à en croire ses ennemis a été « inventée » pour masquer l'échec de ces réformes, semble donc appelée à durer.

Freiner le mouvement

Le temps passé depuis le référendum n'a pourtant pas été complètement perdu pour M. Eltsine : il a permis de faire apparaître au grand jour les faiblesses d'une opposition malgré tout secouée par sa défaite, et qui a prêté le flanc aux manœuvres de division agencées par les amis du président. Une entreprise de déstabilisation du Tribunal constitutionnel a ainsi été engagée.

Une partie des juges du tribunal - mais pas son président, M. Zorkine, considéré comme hostile - ont ainsi été « invités » à rencontrer Boris Eltsine au Kremlin. Pour l'instant, le résultat n'est pas très positif : appelé à statuer sur la suppression par le Parlement de Mordovie du poste de président de cette République, occupé jusqu'à présent par M. Goussiatnikov, un partisan de Boris Eltsine, le Tribunal constitutionnel a considéré que cette décision était légale. Une fois de plus, il a donc contrecarré la volonté expresse de M. Eltsine, et ce sur un sujet particulièrement sensible.

L'effort principal a cependant porté sur le préjudice du Parlement, et cette fois avec succès. Au sein de cette direction collective, M. Rousslan Khasboulatov, arc-

bouté dans son opposition au projet présidentiel de Constitution, doit désormais faire face à des hommes comme Nicolas Riabov, qui, au nom du réalisme, prêche pour le compromis. Attaqué de toutes parts et plus ou moins tenu en otage par les conservateurs, M. Khasboulatov donne même parfois l'impression de perdre pied : il est « à l'agonie », titre avec jubilation un quotidien populaire pro-éltsinien, *Moskovski Konsumol*.

De plus en plus amer et sarcastique, M. Khasboulatov n'a pourtant pas admis sa défaite. Et si ses plans paraissent étranges (il propose désormais d'organiser l'autonomie d'un référendum sur trois projets concurrentiels de Constitution, celui du président, celui du Parlement et celui des communistes), sa tactique est clairement de jouer la montre. Et attendant des jours meilleurs, M. Khasboulatov s'abstient sagement de convoquer le Congrès des députés, qui en principe aurait dû se réunir en juin mais où il risquerait d'être mis en minorité.

Tous ceux qui, à l'image du secrétaire de la commission constitutionnelle du Parlement, M. Rousslanov, plaident désormais pour une synthèse des divers projets de Constitution poursuivent apparemment des objectifs similaires : freiner le mouvement. Après tout, si le débat constitutionnel traîne jusqu'à l'automne, si la situation économique continue à se dégrader et si les « centristes » finissent par concrétiser leurs tentatives de création d'une coalition politique crédible, le rapport de forces actuel, plutôt favorable au président, pourrait être modifié.

C'est en tous cas le calcul que semble faire le vice-président Rouskov : lui aussi subit les pressions, on lui a élevé toutes ses fonctions officielles, on l'empêche de recevoir des visiteurs et des journalistes dans son bureau du Kremlin, et on menace même à présent de le chasser du palais présidentiel... Il n'empêche qu'il est toujours là, plus acerbé que jamais, et que M. Eltsine n'a pas vraiment le moyen de s'en débarrasser - du moins tant que l'actuelle Constitution reste en vigueur.

Autant d'obstacles dont aucun peut-être n'est insurmontable mais qui tous traverrent les projets présidentiels : de la charge sabre au clair qui semblait s'esquisser au lendemain du référendum, on en est insensiblement revenu à une vaste et complexe offensive contre une opposition bien décidée à défendre ses tranchées. Une fois de plus, le monde politique moscovite semble donc s'être coupé des préoccupations du public, bien en mal de suivre le feuilleton constitutionnel, et l'indifférence est prise d'attente. M. Eltsine lui-même semble conscient du problème, et a déjà désigné un coupable : « Après le 25 avril, a-t-il récemment déclaré d'un ton sévère, l'activité du gouvernement a baissé, une certaine mollesse s'est manifestée ».

JAN KRAUZE

ALBANIE : extension des grèves. Les cours ont cessé, jeudi 3 juin à Tirana. Les enseignants ont en effet repris les revendications salariales de leurs collègues en grève à Shkoder dans le nord du pays. Ils rejoignent les mouvements menés depuis dix jours par les « propriétaires » en grève de la faim contre une loi de restitution estimée injuste, ainsi que la grève des journaux indépendants, en conflit avec leur imprimerie offerte par l'organisation américaine Media Foundation qui entend désormais faire payer ses services. - (AFP)

ANDORRE : signature d'un traité avec la France et l'Espagne. La principauté d'Andorre a signé, jeudi 3 juin, un traité de « bon voisinage, d'amitié et de coopération », avec la France et l'Espagne, qui deviennent les deux premiers États à reconnaître Andorre comme État souverain. La viguerie d'Andorre devrait disparaître pour être remplacée par un consulat et une ambassade. Le gouvernement andorran a par ailleurs demandé son admission à l'ONU et désigné son ministre des relations extérieures, Antoni Armengol, ancien responsable des relations avec la CEE. - (AFP)

L. Z.

ALLEMAGNE : rectificatif. - (C'est par erreur que, dans nos éditions du 1^{er} juin, nous avons mentionné Francfort parmi les villes allemandes ayant été récemment le théâtre de violences racistes. Les plus graves incidents ayant eu lieu à Hinxte, Hoyerwerda, Mölln et Rostock.

SERBIE : le durcissement du pouvoir

Le parquet de Belgrade demande l'interdiction du parti de Vuk Draskovic

Le coup de force au Parlement fédéral, qui a entraîné la chute du président yougoslave, Dobrica Cosic, et l'arrestation du chef de l'opposition, Vuk Draskovic, ne semblent marquer que le début du durcissement du pouvoir serbe. Le parquet de Belgrade a recommandé, jeudi 4 juin, l'interdiction du Mouvement du renouveau serbe (SPO), la parti de M. Draskovic. L'ensemble de l'opposition serbe et monténégrine a dénoncé la mise en place progressive d'un régime totalitaire.

BELGRADE

de notre correspondant

M. Milosevic ne veut pas d'une opposition qui, en Serbie, puisse le déstabiliser. Après avoir fait arrêter son leader, l'écrivain Vuk Draskovic, dont l'état de santé est « extrêmement grave », selon ses proches, c'est à son parti qu'il s'en prend. Le parquet a demandé, jeudi, l'interdiction du Mouvement du renouveau serbe (SPO) et a saisi la Cour constitutionnelle de Serbie. Cette Cour, étroitement contrôlée par M. Milosevic, ne devrait pas tergiverser face à un acte d'accusation accablant. Le parquet estime que l'activité du parti de M. Draskovic « sort du cadre autorisé et habituel de la lutte par-

lementaire » et qu'il a été « l'inspirateur et l'initiateur d'une série d'actions ayant ouvert pour lui un changement violent de l'ordre constitutionnel ».

Il reproche donc au principal parti d'opposition d'avoir organisé, en mars 1991, des manifestations violentes qui avaient fait deux morts (un policier et un manifestant) ainsi que le rassemblement de juin 1992 au cours duquel il a réclamé « la destitution violente du pouvoir et un changement du système d'Etat ». Le parquet rend responsables des émeutes de mardi le SPO et son leader, qui a invité les manifestants à pénétrer de force dans le Parlement fédéral, à s'en emparer et à le détruire. Il accuse d'autre part Vuk Draskovic d'appeler des mineurs à participer à des manifestations violentes, ce qui est « interdit par la loi ».

En revanche, le parquet n'a pas jugé nécessaire de poursuivre le député ultranationaliste Branimir Vukic, qui est responsable de l'incident qui avait provoqué la manifestation de mardi soir. Des milliers de Belgradois étaient descendus dans la rue pour protester contre le passage à tabac de Mihaljo Markovic, député du SPO dans les coulisses du Parlement fédéral. Enfin, le parquet n'a pas jugé nécessaire d'inclure les policiers qui ont battu M. Draskovic et son épouse pendant leur détention.

FLORENCE HARTMANN

Un appel en faveur du leader de l'opposition

Nous avons reçu de plusieurs personnalités un appel pour la libération du principal leader de l'opposition en Serbie, victime du durcissement du régime de M. Milosevic. En voici le texte :

« Vuk Draskovic est le principal leader de l'opposition serbe. C'est également un écrivain. Il combat la guerre et la purification ethnique entreprises par le gouvernement de Belgrade. Dans la nuit du mardi 3 au mercredi 4 juin, par centaines, des policiers armés ont envahi le local de son parti (SPO) où il tenait une conférence de presse. Il a été arrêté, battu, enchaîné. Sa femme se nomme Danica ; elle a subi le même traitement. »

« L'agression publique, féroce, d'une personnalité connue de tous relève de l'action exemplaire et de l'appel au lynchage généralisé. Elle menace tout individu osant penser librement, dignement, en Serbie. »

SUISSE : l'acquisition de nouveaux avions de combat

Le référendum met aux prises partisans et adversaires de l'armée

Au-delà de l'acquisition de nouveaux avions de combat et de la limitation des pièces d'armes - les deux questions soumises à référendum - c'est un peu la conception de l'armée suisse et de son avenir qui se jouera, dimanche 6 juin, au fond des urnes. A en juger par la vivacité du débat et des arguments des uns et des autres, rarement l'armée de milices, si chère au cœur de bon nombre de Suisses, sera devenue pareille pomme de discorde.

BERNE

de notre correspondant

Dans un ultime effort pour retourner une opinion d'abord plutôt rétive, les inconditionnels de l'armée n'ont pas lésiné sur les moyens. Alors que, jusque-là, leurs adversaires semblaient tenir le haut du pavé, ils ont battu le rappel de la majorité silencieuse. Quinze jours avant le scrutin, dans un pays où le tir est un sport national, la Société suisse des carabiniers a réuni trente-cinq mille personnes sur la place du palais fédéral, à Berne, en présence du ministre de la défense.

Dans la foulée, une affiche percutante a fait son apparition sur les murs et dans la presse avec pour slogan : « Un suicide national - non et non à un avenir sans protection », sur fond de maisons bombardées avec, au premier plan, une femme et son bébé sur le chemin de l'exode, quelque part dans l'ex-Yougoslavie.

Autre signe de l'exaspération des tensions, M. Andreas Gross, député socialiste de Zurich et chef de file du Groupe pour une Suisse sans armée (GSa), à l'origine de cette nouvelle campagne, a déposé plainte

Cette escalade violente des autorités de Belgrade nécessite une réponse internationale. Après avoir purifié la Bosnie, Milosevic entend liquider l'apposition et éradiquer toute volonté d'en finir avec sa guerre.

« Il faut au moins aider les opposants serbes », déclarait récemment Simone Veil à FR3, en exprimant le sentiment de tout responsable lucide. « Il est grand temps de les aider, en effet. »

Ce texte est notamment signé par Adnan Gholubicki, Dinko Covic, Benoit, Englebert, Yves Simon, Patrice Chéreau, Jorge Semprun, Alain Corneau, Jacques Ruppik, Nathalie Dubanel, Mario Betti, Daniel Rondeau, Alain Finkielkraut, Michèle Barzach, Daniel Mesguish, Andrej Zulawski, Erik Orsenna, Daniel Radford, Jean-François Colson, Jacques Lanzmann, Elie Wiesel et René Friedmann.

En 1989, déjà, il avait réussi à mobiliser 35,6 % des votants en faveur d'une initiative populaire réclamant l'abolition pure et simple de l'armée. Encouragé par ce premier succès relatif, le GSa a donc récidivé, après la décision prise en 1991 par le gouvernement bernois d'acheter trente-quatre avions de combat américains F/A-18, pour un montant de 3,5 milliards de francs suisses. Le F/A-18 Hornet avait finalement été préféré à l'appareil français Mirage 2000 afin de remplacer cent trente Hunter britanniques datant de 1958 et condamnés à la ferraille.

Profitant de l'après-guerre froide et invoquant le dégradation des finances publiques, le GSa a saisi l'occasion de contester cet achat avant sa ratification par le Parlement. En un temps record, plus de 500 000 signatures, soit nettement plus que les cent mille requises, ont été collectées au printemps 1992 en faveur de l'initiative « pour une Suisse sans nouveaux avions de combat ». Si ce projet est accepté par les électeurs, la Suisse s'interdirait d'acquiescer de nouveaux avions de combat jusqu'en l'an 2000, avec effet rétroactif pour les trente-quatre F/A-18 malgré le feu vert donné en juin 1992 par les Chambres.

Le gouvernement, ainsi que les parts de droite et du centre, font valoir que « dans la période d'insécurité actuelle il serait irresponsable d'exclure d'emblée par une disposition constitutionnelle tout renouvellement d'une arme aussi vitale que l'aviation militaire ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

GRANDE-BRETAGNE : selon les sondages

John Major est le premier ministre le plus impopulaire depuis la seconde guerre mondiale

LONDRES

de notre correspondant

Bien que ses fidèles affirment qu'il ne gouverne pas avec les sondages, et que la reprise économique aidant, l'image du premier ministre peut se redresser rapidement, les derniers sondages sont quand même préoccupants pour John Major. Sa cote d'impopularité dépasse celle de Neville Chamberlain après la débâcle militaire de 1940, celle de Harold Wilson dans les mois qui ont suivi la dévaluation de 1967, celle de James Callaghan après l'hiver du mécontentement de 1976, enfin celle de Margaret Thatcher au printemps de 1990, en plein cœur de la révolte contre la « poll tax » et six mois avant que le parti Tory ne se débarrasse de son chef.

L'Institut Gallup, qui effectue des sondages en Grande-Bretagne depuis 1938, est formel : avec 21 % d'opinions favorables, John Major est le premier ministre le

plus impopulaire depuis la seconde guerre mondiale, son score étant inférieur de deux points au plus mauvais résultat jamais obtenu par son prédécesseur. 23 % des Britanniques sont satisfaits du gouvernement et le Parti conservateur n'attire plus que 25 % d'intentions de vote, contre 23 % pour les démocrates libéraux et 49 % pour les travaillistes. L'opposition détient donc un avantage théorique de 24 points, un score qu'elle n'a obtenu qu'une seule fois dans le passé.

Le gouvernement n'est cependant pas menacé par le calendrier électoral, du moins s'agissant des élections générales, lesquelles, en principe, n'auront pas lieu avant 1996-1997. Mais l'élection parlementaire partielle qui doit avoir lieu (sans doute le mois prochain), à Christchurch, dans le comté de Dorset, constituera un test politique significatif. Une défaite, qui s'ajouterait à celle, le 6 mai dernier, de Newbury, donnerait un

élan déterminant à la contestation de plus en plus ouverte qui s'est engagée au sein du Parti conservateur à propos de la compétence de M. Major. Dans l'immédiat, les résultats de Gallup montrent que le renouveau du gouvernement, auquel M. Major a procédé le 27 mai, ne constitue nullement, comme l'espérait le 10 Downing Street, un « nouveau départ » pour le gouvernement et son chef, au contraire. Le droit du parti Tory dénonce le « lâchage » de Norman Lamont, remplacé au poste de chancelier de l'Echiquier, par Kenneth Clarke.

L. Z.

ALLEMAGNE : rectificatif. - (C'est par erreur que, dans nos éditions du 1^{er} juin, nous avons mentionné Francfort parmi les villes allemandes ayant été récemment le théâtre de violences racistes. Les plus graves incidents ayant eu lieu à Hinxte, Hoyerwerda, Mölln et Rostock.

EUROPE

L'Espagne désenchantée

IV. - Les Basques debout dans la tempête

Après un premier volat consacré aux mutations de la société espagnole (le Monde du 2 juin), notre série d'articles traite de l'organisation de l'Etat en « communautés autonomes ». L'exemple de l'Estrémadure (le Monde du 3 juin) et de la Catalogne (le Monde du 4 juin), est suivi, aujourd'hui, de celui du Pays basque.

BILBAO

de notre envoyée spéciale

« Putréfiée, mais elle bouge encore. » Evoquant ainsi Bilbao il y a quelques dizaines d'années, le poète basque Blas de Otero se doutait-il que sa description vaudrait encore en 1993 ? Comme le sureau auquel on a raté l'estocade, elle est toujours là, métropole de plus d'un million d'habitants, étalant son industrie rouillée le long de la rive gauche de l'estuaire du Nervión.

Les bourgeois sur la rive droite, les ouvriers sur la rive gauche, coincés entre les collines, les hauts-fourneaux et les chantiers navals. Deux reconversions, dont la seconde est en cours, n'ont pas eu raison de la bête. Soignée, Bilbao bouge encore, et le pétrolier Tordis-Knutsen, livré la semaine dernière à l'armateur norvégien Knutsen par la Naval, entreprise du groupe Astilleros Españoles, avait des airs d'insolent défi face aux grues paralysées par la récession.

L'autre grand chantier naval, Euskalduna, lui, a fermé depuis longtemps. On comprend mieux, alors, que « La Naval », comme on appelle ici les chantiers de Sestao, dans la banlieue de Bilbao, clairoisne ses bénéfices retrouvés en 1992 pour la première fois depuis 1971. Un exploit ! Un carnet de commandes qui lui permet d'exister

jusqu'à 1994 ? Sur la rive gauche, par les temps qui courent, ça frise le miracle.

La *margen izquierda* : empire de l'acier et du fer bâti au siècle dernier, fier du Pays basque, la rive gauche est devenue le symbole de son déclin. Les vrais Basques de Bilbao ne peuvent s'empêcher d'éprouver comme une tendresse pour ce paysage d'immeubles noirs, linge aux fenêtres, étroitement imbriqués dans les hauts-fourneaux et entrepôts de briques aux vitres brisées. C'est toute leur histoire. On commence l'industrie, on finit l'habitat ? Seuls savent ceux qui vivent là. Incongrue, une église dresse son clocher dans ce magma de fer et de brique, aussitôt flanquée de HLM fatiguées. Dans l'entrelacs de passerelles métalliques et de tuyaux qui surplombent la route, entre deux camions-citernes, surgit une cour d'école... Il y a aussi des enfants sur la rive gauche.

« L'acier, c'est fini »

Altos Hornos de Vizcaya (AHV), le grand complexe sidérurgique, craque encore ses flammes sans conviction. Compressé une première fois, il est pratiquement voué à la disparition : un nouveau plan de restructuration, élaboré par le groupe public Corporación Siderúrgica Integral à Madrid - « tout le vent moulera nous vient de Madrid », commente une jeune femme cadre de Bilbao - et actuellement soumis à la CEE, prévoit la fusion d'AHV et d'Ensidesa, les aciéries d'Asturies, et la perte de quelque 9 700 emplois, dont 3 500 pour la rive gauche.

Celle-ci n'hésiterait que d'une aciérie compacte à Sestao, employant 600 à 700 personnes. Mais même cette mini-aciérie, à part le gouvernement basque, personne n'y croit beaucoup,

sinn pour la voir couler à son tour dans cinq ans. Ecrasé par les entités financières, celui de l'énergie et l'effacement des prix, AHV a perdu 10 milliards de pesetas (1 peseta = 5 centimes environ) au premier trimestre, soit 59 % de plus qu'au premier trimestre 1992. « L'acier, pour nous, c'est fini », dit-on tristement sur la rive gauche.

ministre des finances du gouvernement autannme, devenu président de IBV, filiale de diversification de la campagne électrique Iberdrola et du Banco Bilbao Vizcaya. « D'une part, parce que, globalement, l'économie espagnole va mal. Et, d'autre part, parce que, au Pays basque, les reconversions nécessaires n'ont pas vraiment été réalisées. »



En 1977, le Pays basque était, en revenu par capita, la première région d'Espagne. Frappé jusqu'à 1985, par une crise qui coule à son industrie le tiers de ses emplois, Euskadi commence à récupérer de 1987 à 1989 et, en 1990, affiche une croissance de la production industrielle de 4 %. Malheureusement, 1991 apporte un renversement de tendance et 1992 se révèle catastrophique pour l'emploi, surtout dans l'industrie, qui assure au Pays basque 45 % du PIB, contre 25 % pour l'ensemble de l'Espagne.

« La situation est franchement mauvaise », reconnaît l'un des hommes-clés de l'économie basque, Alfonso Basagoiti, ex-mi-

A part les secteurs chimique et énergétique et la banque, la récession frappe toute l'activité, de la machine-outil (une autre spécialité du Pays basque) à la construction. Le chômage atteint des sommets difficilement imaginables en France : 23 % de la population active, 2 % de plus que la moyenne nationale. José Elorrieta, secrétaire général du syndicat basque ELA, majoritaire dans la région, prévoit 25 % à la fin de l'année et évoque « le stress des représentants syndicaux ».

Pis encore, peut-être : la démographie chute aussi. Moins nombreux, les Basques élisent dimanche deux députés de moins au Parlement espagnol qu'en 1989. Le taux de natalité est ici le plus bas de la CEE et les immigrants, venus de l'Espagne pauvre en des temps plus fastes, commencent à repartir avec l'argent des retraites. La rive gauche se vide. Le syndicat ELA a renoncé au slogan « Les jeunes vont devoir émigrer », jugé trop démoralisant, pour celui plus positif de « Je veux travailler en Euskadi ».

Crise du nationalisme

« Le panorama n'est pas très encourageant », admet à Victoria Jon Azua, vice-président du gouvernement basque, chargé de l'industrie. La crise a ébranlé les Basques dans leur raison d'être : l'industrie. « La société basque doit réaliser qu'elle ne sera plus jamais à l'avant-garde, ni de l'Espagne ni de l'Europe », observe Jaime del Castillo, économiste indépendant. Ce dante est si profond qu'il touche une autre fierté des Basques : leur nationalisme.

Nan pas que le nationalisme basque soit en voie de disparition, tant s'en faut ! Il est toujours omniprésent, proclamé et revendiqué. Mais quel nationalisme ? Quel projet « national » ? Si le Parti nationaliste basque (PNV) reste largement dominant, il souffre de scissions et de divisions. Herri Batasuna, proche de ETA, dont une partie de la base réclame l'abandon de la lutte armée, est en pleine crise. « Qui sommes-nous, qui voulons-nous être ? Il y a une grande confusion là-dessus, relève un responsable du gouvernement basque. Le problème se pose toujours : où veut se situer Euskadi dans ou avec l'Etat espagnol, et dans l'Europe ? »

Le cas de la langue basque est symptomatique : on continue à mettre les enfants dans les ikastolas, écoles basques dont on est très fier, on continue à exiger des épreuves de basque pour les concours administratifs, mais, contrairement aux Catalans, on utilise à peine la langue.

Dominé par le PNV, le gouvernement basque lui-même, issu du statut d'autonomie de 1979, est accusé d'être déjà devenu un monstre bureaucratique, où des plantons doivent utiliser des caddies pour transporter les montagnes de papiers d'un bureau à l'autre. L'administration basque a elle aussi cédé à la fragmentation : les trois provinces historiques d'Euskadi (Bizcaya, Guipuzcoa et Alava) se sont taillées des compétences considérables, notamment en matière fiscale.

Du coup, le PNV a déplacé le combat autonomiste sur le terrain économique, accusant Madrid de s'être arrêté à la moitié du chemin dans la mise en œuvre du statut d'autonomie et réclamant en particulier le transfert des compétences pour la gestion de la Sécurité sociale, de la formation et de l'emploi, ainsi qu'une « Banque publique » (voir encadré).

Le costume neuf

Tard, jugent certains : « L'administration basque a beaucoup investi dans le politique et le culturel, mais pas dans l'économie », estime José María Gorordo, ancien maire de Bilbao. Le chistu et le tombour, c'est bien, mais ce n'est pas tout. On lui reproche aussi d'avoir laissé l'Etat espagnol démanteler l'industrie lourde, sans contrepartie : « On ne jette pas le pontalon troué avant d'avoir le costume neuf », écrit José María Gorordo.

Mais le costume neuf n'est pas hors de portée. Euskadi boogie encore et les Basques, têtus parmi les têtus, n'ont pas dit leur dernier mot. Une personne sur quatre au chômage ? Ils arrivent pourtant à maintenir une paix sociale remarquable, grâce surtout, dit-on, aux « structures familiales restées très fortes ».

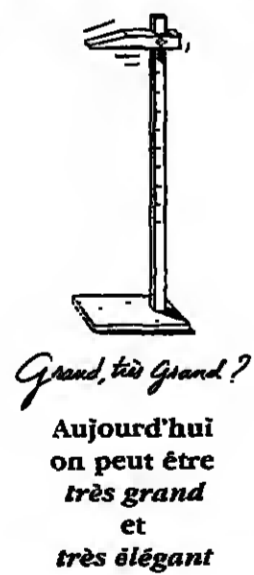
(Les femmes et les jeunes sont les plus touchés) et aux généreuses indemnités de licenciement versées par l'Etat pour « acheter le silence ».

L'acier se meurt ? De dynamiques entrepreneurs basques tentent de faire oublier l'abandon de l'industrie lourde, cherchent à renforcer le tissu des PME et à pousser leur avantage dans d'autres secteurs, la finance, l'aéronautique, la distribution, la technologie. « Ici, il y a une culture financière et une culture d'entreprise importantes, fait valoir Alfonso Basagoiti. Il y a de la matière grise. »

Pour attirer l'investissement, le gouvernement basque met sur pied d'alléchantes mesures d'incitations fiscales qui font envier Madrid, mais qui vont de pair avec le sentiment qu'avec l'organisation para-militaire ETA, « on en a bien fini ». La rive gauche périclite ? Les municipalités, inondées de crédits par l'autonomie fiscale du Pays basque, multiplient les équipements collectifs. Blessée d'avoir été négligée par l'Espagne au profit de Barcelone et de Séville, Bilbao se lance dans de gigantesques projets urbains pour devenir la métropole eurorégionale atlantique.

Le nationalisme s des états d'âme ? Le PNV se prépare, pour la première fois depuis sa participation au gouvernement de la République, à jouer un rôle, avec les Catalans, dans le gouvernement indubitablement minoritaire qu'il faudra former après le 6 juin. Paradoxe, pour des gens qui répètent à l'envi qu'ils n'ont « pas besoin de l'Etat espagnol ». « Il faut rendre ce pays gouvernable, rétorquent les réalistes, les régions industrielles, même en déclin, ont besoin que le pays aille bien. Quelque part, les Basques ou peuvent s'empêcher d'attendre un second souffle de ces élections espagnoles. »

SYLVIE KAUFFMANN
FIN



Capel
26, BD MALESHERBES
75008 PARIS
TEL: (1) 42 66 34 21
Parking Malesherbes

CENTRE COMM. MAINE-MONTPARNASSE
(1^{er} ETAGE) 75015 PARIS
TEL: (1) 45 38 73 51
Parking souterrain

74, BO SEBASTOPOUL
75003 PARIS
TEL: (1) 42 72 28 09
Parking St Martin et Beaubourg

La banque qui « menaçait l'intégrité de l'Etat »

BILBAO

de notre envoyée spéciale

Le 18 mai, le gouvernement autonome basque approuve un projet de loi portant création de la Banque publique d'Euskadi (Euskadiko Banka Publikoa). A trola semaine des élections, c'est une patita bomba en pleine campagne, d'autant plus que les dirigeants catalans s'empressent de manifester leur propre intérêt pour ce projet qui, renchérit-on, se justifie davantage encore par la puissance catalana que pour la Pays basque.

Madrid s'indigne aussitôt, évoque l'unité de l'Etat, rappelle les compétences de la Banque d'Espagne, brandit un jugement du tribunal constitutionnel d'octobre 1992 - dont les Basques entendaient l'interprétation. Felipe Gonzalez qualifie d'« inopportune » la volonté de « créer des espaces économiques internes ». « L'addition de régionalismes, dit-il, n'a jamais donné un gouvernement, n'a jamais donné un budget, n'a jamais donné une politique sérieuse, que l'on ne peut avoir qu'avec une majorité solidaire d'un projet global, pour tous. »

A Bilbao et à Vitoria, on fait mine de s'étonner. Cette banque basque, après tout, est un « vieux projet ». Il n'a jamais été question, bien entendu, d'en faire une banque d'émission. Il s'agit simplement de donner au gouvernement basque, qui dispose déjà d'une fiscalité autonome, une « entité de crédit public », un « instrument susceptible d'organiser les finances publiques » et de rationaliser les flux financiers internes à la communauté autonome basque, avec l'objectif déclaré d'« obtenir l'autonomie financière maximale pour Euskadi ».

Le problème, c'est que le gouvernement basque revendi-

que eussi pour sa banque la gestion des réserves obligatoires que sont tenues de déposer les cinq caisses d'épargne basques à la Banque d'Espagne - rôle joué au France par la Caisse des dépôts. Ça qui donnerait à la Banque d'Euskadi le contrôle de quelque 160 milliards de pesetas. Bénéficiaires escomptés dès la première année : 7 milliards de pesetas. Pour Jon Azua, vice-président du gouvernement basque chargé des questions économiques, « s'il existe un instrument pour contrôler la solvabilité des caisses d'épargne, il nous paraît logique et cohérent qu'il soit entre nos mains. Nous ne voyons pas pourquoi la Banque d'Espagne devrait avoir à sa disposition un instrument de financement aussi privilégié ».

Les dirigeants basques se défendent de vouloir intervenir dans la fixation du taux de réserves obligatoires, qui est un élément de la politique monétaire de Madrid. En gros, résume l'un des pères du projet, Alfonso Basagoiti, ancien membre du gouvernement basque aujourd'hui à la tête d'un puissant holding industriel, « vous fixez les taux, et moi je demande la simple dépôt des réserves obligatoires. Alors dire que ça, c'est attentat à l'intégrité de l'Etat, c'est tromper le peuple ! »

Sourd aux arguments selon lesquels « on ne demande pas autre chose que la Banque du Land de Bavière », Madrid insiste : cet instrument financier ne quittera la Banque d'Espagne que pour une éventuelle banque centrale européenne. Qu'importe. « Nous n'attendons pas, riposte Jon Azua. Nous allons créer dès cette année un instrument intermédiaire. » Jusqu'au prochain épisode.

S. K.

En attendant « Super-Lopez »

BILBAO

de notre envoyée spéciale

Au Pays basque, il est attendu comme le Messie. De son vrai nom José Ignacio Lopez de Arriortua, il est devenu, dans la presse espagnole, « Super-Lopez ». Ce Basque au visage austère, qui fait le une du Spiegel et du Financial Times, a été mis en tête d'installer une usine de production automobile dans son village natal, Amorrieta. Et dans une région en crise comme celle-ci, on e autant besoin des 2 000 emplois directs qu'alla pourrait générer que du coup de fouet psychologique d'une telle opération.

Alors, tout le pays se passionne pour les épisodes successifs du « roman-feuilleton », comme dit un industriel qui participe aux négociations. D'abord, lorsqu'il était responsable mondial des achats à General Motors, « Super-Lopez » avait tenté de convaincre le constructeur automobile d'ouvrir une usine au Pays basque. Puis, au mars dernier, il est passé sans crier gare à Volkswagen, amenant avec lui sept cadres de haut niveau (le Monde du 18 mars).

S. K.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

POLYTECHNIQUE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

EUROPE

Espagne : les socialistes et la droite au coude à coude

Suite de la première page

Le Parti populaire, descendant de l'Alliance populaire de Manuel Fraga, estime que son tour est maintenant venu. Il se veut l'incarnation d'une nouvelle droite, moderne, ouverte, et se veut tout à fait compatible avec le franquisme et un conservatisme sévère. Son président, José María Aznar, est l'incarnation de cette renaissance. Agé de quarante ans, il s'est entouré d'une équipe jeune et a su sortir la droite de sa stagnation. Cet inspecteur des finances choisi par Manuel Fraga est allé vite, puisqu'en trois ans il a réussi à faire jeu égal avec les socialistes. Une performance due en partie à l'assise du PSOE, sanctionnée pour l'échec de sa politique économique et les scandales de corruption. Il n'en demeure pas moins que pour la première fois la droite présente une solution de compromis crédible au pouvoir socialiste, qui n'avait jamais été menacé jusqu'ici.

Le PP s'est bien préparé, et depuis longtemps, à cette bataille. Il a mis tous les moyens disponibles en œuvre. Il a bénéficié du soutien du patronat et s'est appuyé sur les déçus du socialisme et les partisans d'un changement pour proposer une nouvelle donne « raisonnable, mesurée, prudente ». Cela suffira-t-il ? Cela permettra-t-il de passer outre à la vacuité d'un programme et aux réponses insuffisantes du président du parti ? La campagne des populistes a surtout été un travail de démolition systématique du bilan socialiste, sans qu'apparaissent vraiment des propositions concrètes, de solutions à la crise, autre chose enfin que des généralités et des allégations de bon sens.

José María Aznar a été qualifié par son adversaire de « robot », de « marionnette programmée », de « disque rayé ». Francisco Umbral, éditeur du quotidien *El Mundo*, peu suspect de sympathie pour les socialistes, a parlé d'un « leader préfabriqué, prêt-à-porter, un politicien de bandes dessinées auquel manquent non seulement la chaleur humaine, mais aussi la chaleur humaine ». Aznar, le teigneux est malgré tout parvenu à faire valoir son son, président Felipe Gonzalez lors d'un premier face-à-face, télévisé.

Sûr de la victoire, il a réussi à s'imposer sur les terres contristes et à séduire les basés du PSOE. Toute la difficulté est de savoir quelles sont les limites entre la lassitude envers les socialistes, souvent qualifiés d'arrangants, et l'acceptation d'une droite quelconque brouillonne, souvent inutilement agressive et toujours convaincue de pouvoir sortir le pays du marasme. Une frontière oscillante.

En face, le PSOE a agité l'épouvantail : « Au secours, la droite revient ! », laissant transparaître qu'elle ne s'était pas détachée de ses anciennes fréquentations franquistes et d'un conservatisme qui a fait prendre du retard au pays. Felipe Gonzalez a porté à bout de bras cette campagne, promettant, sans dire vraiment de quoi il s'agissait, « le changement du changement », insistant sur le rattrapage déjà effectué par l'Espagne, se présentant comme le garant d'un « modernisme, du progrès et de la solidarité ». Termes qui sont sans cesse revenus dans les discours des dirigeants socialistes avec le souci de démontrer que désormais la démocratie est solidement implantée, que le pays est accroché à l'Eu-

rope et qu'il a retrouvé sa place dans le monde. Felipe Gonzalez a promis un gouvernement d'ouverture composé de personnalités indépendantes.

Il n'est pas sûr qu'il ait procédé à une « décontamination de l'air » en s'attaquant à la corruption. Mais comment peut-il faire croire à nouveau que ce ne sera plus comme avant alors que beaucoup lui reprochent non seulement de n'avoir pas tenu ses promesses mais de s'être fourvoyé et d'avoir conduit le pays dans une situation pire que celle de ses voisins européens ? Sans parler des graves divisions au sein du PSOE, à l'origine de la tenue anticipée de ces élections.

Des alliances difficiles

Aucun des deux grands partis ne semble en mesure de l'emporter nettement. Chacun espère que l'écart qui le sépare de la majorité absolue sera suffisamment faible pour lui permettre de former un gouvernement, minoritaire certes, mais qui serait en mesure de diriger le pays en s'appuyant sur une majorité au coup par coup et en faisant l'économie d'une alliance avec les nationalistes basques ou catalans. Les dirigeants du PP et du PSOE comptent sur le système électoral de la proportionnelle départementale (listes bloquées), qui favorise la formation arrivée en tête. C'est ainsi que les socialistes, avec seulement 39,63 % des voix, avaient obtenu 175 sièges (sur 350) en 1989.

Le faible écart de voix peut donc se traduire par une différence en sièges plus importante. Mais il se peut malgré tout qu'aucun parti n'ait suffisamment de sièges (il en faut environ 150) pour éviter une alliance. Le PSOE devrait alors aller chercher un appui auprès des forces du PNV (Parti nationaliste basque) avec lequel il forme déjà une coalition au niveau local, ainsi que chez les Catalans de Convergence et union (CIU), troisième force politique du pays (actuellement 18 députés) devant la coalition « Izquierda, unida » (IU-17 députés) dominée par le parti communiste de Julio Anguita. Le leader communiste - qui a dû arrêter la campagne à la suite d'un infarctus, vendredi 28 mai - avait exhorté « pour s'entendre avec Felipe Gonzalez » considéré comme « la quintessence du capitalisme primitif ».

Pour le PP, en revanche, les possibilités de trouver l'appui nécessaire pour former une majorité stable apparaissent beaucoup plus réduites en raison des divergences plus grandes qui séparent la droite des mouvements nationalistes. Une courte victoire de José María Aznar risque donc de conduire plus sûrement à l'ingouvernabilité du pays.

Quel que soit le résultat de cette consultation, présentée comme « la plus délicate depuis la transition », par Felipe Gonzalez, une nouvelle ère va s'ouvrir en Espagne. « Pour la première fois, l'esprit de la coalition va s'installer dans le pays », constate Miquel Roca, chef de file de CIU, un Catalan proche des socialistes. Rien ne sera plus comme avant. On va devoir accepter la pluralité, renoncer au dogmatisme, apprendre à dialoguer avec l'adversaire, et cela, c'est une très bonne chose pour l'Espagne. »

MICHEL BOLE-RICHARD

AMÉRIQUES

BOLIVIE : l'élection présidentielle du 6 juin

L'ex-dictateur Hugo Banzer fait face à un riche homme d'affaires

Un homme d'affaires riche, Gonzalo Sanchez de Lozada, et un ex-dictateur reconverti en défenseur de la démocratie, le général Hugo Banzer, sont les favoris de l'élection présidentielle du dimanche 6 juin, la troisième depuis le rétablissement de la démocratie en 1982.

LA PAZ

de notre envoyé spécial

« Général, nous l'aimons de tout notre cœur ! » Tel est le refrain qui accueille, sur la place Villarroel de La Paz, au milieu des pétards et des feux d'artifice, le général Banzer, ex-dictateur et candidat pour la cinquième fois à la présidence de la République. Il n'est pas impossible que cette fois soit la bonne et que le général devienne ainsi, à soixante-sept ans, le premier dirigeant latino-américain à retrouver, au fond des urnes, un pouvoir jadis conquis à la pointe du fusil. Les vingt mille partisans du général, chauffés depuis des heures par des orchestres de musique andine, ne se lassent pas en tout cas d'agiter des torches et de crier leur « amour » pour leur chef sur cette place tout en gradins, dominée par un impressionnant cinquième étage de montagnes.

Hugo Banzer avait gouverné la Bolivie comme un dictateur ordinaire, c'est-à-dire brutalement, de 1971 à 1978, avant d'être lui-même renversé par un autre militaire. Sa conversion à la démocratie paraît sincère. Il a été candidat à chaque élection depuis 1979, obtenant régulièrement des résultats honorables, mais il a toujours échoué jusqu'ici au second tour de l'élection présidentielle. Si aucun candidat n'obtient 50 % des voix, ce sont en effet les députés et les sénateurs qui choisissent, le 6 août, le nouveau président, qui ne sera pas nécessairement le candidat arrivé en tête. Le scrutin ouvre donc une période de marchandage intense parmi les parlementaires.

Le retour de la Bolivie à la démocratie, vieux souhait de onze ans, paraît acquis, à en croire les discours des quatre principaux candidats et le silence remarquable de l'armée. Ce n'est nullement en



uniforme que le général en retraite Banzer baragouine la foule, mais vêtu d'un blouson aux couleurs de son parti. Le seul point un peu saillant de son programme est la gratuité des soins pour les enfants de moins d'un an. Cet ex-chasseur de maquisards a choisi comme colistier, pour la vice-présidence, un ancien dirigeant communiste, Oscar Zamora, connu sous le nom de « Commandant Rolando » du temps de la guérilla.

Un accent américain

Le plus curieux, dans ce pays qui a connu plus d'un président par an depuis son indépendance, en 1825 - le plus souvent à la suite d'un coup d'État - est le consensus de la classe politique. Tout le monde ou presque ne jure que par l'économie de marché, la libre convertibilité de la monnaie, les privatisations et le maintien du pays dans les grands organismes internationaux, au premier chef desquels le FMI.

C'est donc davantage une haine

personnelle qu'une quelconque différence idéologique qui sépare le général Banzer de l'autre favori de cette élection, Gonzalo Sanchez de Lozada, surnommé « Goni ». L'histoire politique récente explique l'hostilité entre les deux hommes. Le général Banzer avait loyalement soutenu le président Paz Estenssoro de 1985 à 1989, comptant bien que le parti de ce dernier, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), lui rendrait la pareille le moment venu. Mais c'est « Goni » qui s'est présenté en 1989 sous les couleurs du MNR, arrivant en tête au premier tour.

Le général Banzer, en un spectaculaire revirement, préféra faire élire par les députés et les sénateurs Jaime Paz Zamora, un candidat de gauche arrivé en troisième position, qu'il avait pourtant fait emprisonner et durement traité du temps de sa dictature.

Depuis quatre ans, la Bolivie est donc gouvernée par un social-démocrate, vice-président de l'Internationale socialiste, avec le soutien sans faille de l'ex-dictateur. L'alliance entre le parti d'Hugo Ban-

zer, issu des tréfonds de la droite, et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) de M. Paz Zamora paraissait un peu surréaliste au début. Elle a pourtant parfaitement tenu, et le président sortant fait campagne sans rechigner en faveur du général. A charge de revanche là encore, puisque la Constitution interdit deux mandats successifs à un même président. Il est clair pour tous que M. Paz Zamora, qui n'a que cinquante-trois ans, sera à nouveau candidat en 1997.

Tout cela ne fait évidemment pas l'affaire de « Goni ». Les Boliviens reprochent à cet homme d'affaires sexagénaire son accent un peu trop américain. « Goni » n'est en effet rentré des États-Unis qu'à vingt et un ans. Il est à la tête d'une fortune considérable dans le secteur minier et bancaire. « Si j'ai cet accent, réplique l'intéressé, c'est parce que mes parents ont dû s'expatrier, alors que je n'avais pas un an par la faute d'un général. »

Un troisième personnage haut en couleur pourrait bouleverser ce jeu très personnel entre le général Banzer et « Goni ». Il s'agit d'un brasseur de bière, riche comme lui aussi, Max Fernandez, qui s'est déconverti un goût tardif pour la politique. M. Fernandez a recouru à une méthode électorale inhabituelle, mais qui obtient un franc succès : il distribue sa bière gratuitement par brocs entiers. Lui aussi évidemment est favorable à l'économie de marché. Il est également « pour la justice sociale », sans préciser vraiment ce qu'il entend par là. Carlos Palenque, enfin, ancien guitariste folklorique, se présente au nom des valeurs indiennes traditionnelles.

Personne ne semble croire beaucoup ici à la fiabilité des sondages. Il semble cependant que « Goni » doive arriver en tête dimanche, suivi par le général Banzer, puis par Max Fernandez et Carlos Palenque. La grande affaire sera l'écart entre les deux premiers : « S'il est de deux ou trois points, Banzer sera élu président par le Congrès. S'il est de sept à huit points, tout est ouvert », estime un observateur. Rien n'empêche en effet, comme on l'a vu, les alliances les plus contre nature.

DOMINIQUE DHOMBRES

ÉTATS-UNIS : nouveau gage aux conservateurs

Le président Clinton annule la nomination d'une juriste libérale

WASHINGTON

de notre correspondant

Au risque de mécontenter l'aile « gauche » de son parti, les « libéraux » démocrates, et la communauté noire, le président Bill Clinton poursuit sa politique de recentrage. Donnant un gage de plus aux conservateurs de sa formation et à l'opposition républicaine, il a annulé, jeudi 3 juin, la nomination d'une juriste « progressiste » à un poste de haute responsabilité au ministère de la justice.

L'épisode, qui rappelle de précédentes mésaventures lors de la désignation de l'Attorney général (le ministre de la justice), viendra,

à coup sûr, conforter l'impression de flottement ou d'impréparation à la Maison Blanche. Lori Guinier (quarante-trois ans), amie personnelle du président et de son épouse, professeur de droit en Pennsylvanie, avait été choisie en février pour prendre la tête du département des droits civiques du ministère. C'est une direction qui traite de toutes les questions concernant les minorités ethniques. Sa candidature répétait notamment et le maintien du pays dans les grands organismes internationaux, au premier chef desquels le FMI.

Mais la confirmation de M. Guinier par la commission de la justice du Sénat s'avrait de plus en plus problématique. Conserva-

teurs démocrates et républicains ont fait alliance pour dénoncer certains écrits de la candidate, qu'ils estimaient contraires à l'esprit et à la lettre de la Constitution. En gros, M. Guinier, qui est de père noir, avait prôné le principe d'une représentation des minorités ethniques dans certaines institutions pour compenser leur manque de poids électoral.

Nombre de modérés démocrates y venaient une atteinte au suffrage universel, bref une politique que le ministère de la justice ne peut en aucun cas endosser. Les républicains, eux, étaient trop contents d'avoir l'occasion de venger plusieurs précédents qui virent les démocrates annuler les nomina-

tions proposées par les présidents Reagan et Bush.

Après avoir déjà dû retirer, cet hiver, deux candidats au poste d'attorney général, M. Clinton se retrouvait à nouveau dans une situation où il ne pouvait que perdre. Aller à la « bataille » au Sénat pour obtenir la confirmation de M. Guinier, c'était risquer le conflit avec les centristes et les conservateurs de son parti. Or le président a besoin des tous les démocrates modérés pour faire passer au Sénat, dans quelques semaines, son projet de budget.

Virage à droite

Plutôt que d'essayer une défaite, il a donc préféré retirer une candidature contestée. Il s'est justifié - faiblement - en disant jeudi soir qu'il ne l'aurait jamais nommée s'il avait, au départ, été au courant de certains de ses écrits. Récusant M. Guinier, le président a profondément déçu le groupe parlementaire noir et l'ensemble des militants pour les droits civiques. Il conforte dans leurs convictions ceux qui l'accusent de manquer de fermeté d'opinion.

M. Clinton a jugé plus important de confirmer le virage à « droite » récemment amorcé avec la nomination à la Maison Blanche, au poste de super-conseiller du président, de David Gergen qui fut, durant trois ans, un des proches collaborateurs du républicain Ronald Reagan. Abandonné par une partie de la classe moyenne blanche, fraction essentielle de son électoral, le président entend corriger l'impression d'une administration trop à gauche.

Il devrait accentuer ce virage de manière plus spectaculaire encore en nommant la semaine prochaine un modéré à la Cour suprême pour remplacer le juge Byron White, parti à la retraite.

ALAIN FRACHON

Dans « le Monde diplomatique » de juin

Russie, Balkans, Orient

Sous très haute tension, trois zones qui se jouent, quand elles ne se mêlent pas. L'ancienne Union soviétique, et d'abord la Russie, ressemble à un « volcan » prêt à exploser, écrit Ignazio Ramonet dans le Monde diplomatique de juin : crise morale, crise financière, crise des nationalités qui atteint jusqu'à la petite Transcarpatie ukrainienne où a enquêté Jean-Marie Chauvier. Les Balkans tout entiers, touchés de plein fouet par la catastrophe yougoslave, sont à la merci du moindre débordement ; Grèce et Turcs se retrouvent une fois encore face à face, expliquent Alain Gresh, Christophe Chictel, J.-C. Lamouroux et A. Shukilsky. Et, sur leur « front » méditerranéen, l'Orient islamique, l'Égypte et l'Iran notamment, est plus que jamais une terre de violences, comme le montrent les analyses de Mohamed Sid Ahmed, Ahmed Salameh, Yves Thoral et François Burgat. Ce même numéro du Monde diplomatique traite, sous des angles

divers, de la crise des cités françaises mais aussi du réveil des citoyens (article de Hassan de Castel et de Haecine Belmessous), et une nouvelle de Philippe Loiseau. Une également sur les difficultés de la CEE et, en son sein, de l'Allemagne et de la Belgique, les articles d'André Riche, Laurent Carroué, Brigitte Pardo, Sergio Carrozzo ; des analyses du réarmement en Asie par Andrew Mack et Philippe Le Corre, des Impasses de l'ONU par Maurice Bertrand, de la protection des peuples autochtones, par Norbert Rouland ; des réflexions sur l'histoire et ses dangereuses réécritures, et du rôle des médias dans l'affaiblissement de la citoyenneté, par Henri Madelin, Eduardo Galeano, Philippe Videllier et Serge Halimi ; une enquête sur les nouveaux spectacles africains, par Pierre Oestrov-Foucher, une interrogation de Victor Scardigli sur progrès technique et sens de la vie, etc.

ASIE

CAMBODGE : l'imbricatio post-électorale

Le prince Sihanouk renonce provisoirement à former un gouvernement de coalition

Annouée jeudi 4 juin, la formation d'un « gouvernement national du Cambodge » présidé par le prince Sihanouk s'est heurtée, dans les heures suivantes, à des difficultés, à telle enseigne que l'ancien roi a affirmé, tôt dans la matinée de vendredi, qu'il renonçait à son projet.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Quand le palais royal avait diffusé, jeudi en fin d'après-midi, un « rapport » de Norodom Sihanouk « au respect et bien aimé peuple cambodgien », on avait pensé que les tractations en cours depuis trois jours pour la formation d'un gouvernement Sihanouk avaient abouti. Le prince avait, en effet, déclaré avoir « accepté d'assumer officiellement les fonctions de chef de l'Etat et président du Conseil des ministres du gouvernement national du Cambodge et celles de commandant suprême des forces armées, des forces auxiliaires et des forces de police ».

Il s'était empressé de dire qu'il avait pris sa décision « sur la demande insistante et répétée » des dirigeants de Phnom-Penh (Chen Sim, président du PPC, Parti du peuple, et M. Hun Sen, premier ministre) et, ce qui est tout aussi important, « avec le plein accord et le soutien inconditionnel » de l'un de ses fils, le prince Ranariddh, président du FUNCINPEC, mouvement qui a emporté, d'une courte tête, les élections du mois dernier devant le PPC.

Selon le schéma adopté jeudi, le prince Ranariddh et Hun Sen devaient obtenir le poste de vice-premier ministre et chaque ministre serait géré par deux « ministres », l'un du FUNCINPEC et l'autre du PPC. Les petits partis réunis au sein de l'Assemblée constituante auraient hérité de postes de vice-ministres. Cette solution s'accompagnait d'une reconnaissance, par le PPC, du scrutin organisé par l'APRONUC. L'autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge, ainsi s'évanouissait la possibilité d'un coup de force de la part d'un régime qui s'est révélé mauvais ordant. Tout le monde, à l'exception importante des Khmers rouges, se replaçait sous la bannière de l'ancien roi.

Deux messages clairs

Mais il faut croire que des problèmes de dernière heure se sont posés. « Des difficultés », écrit le prince dans un message à son peuple « n'ont pas encore été résolus. D'une part, le FUNCINPEC, qui a pourtant emporté sa victoire électorale sur le nom de Sihanouk, aurait posé quelques conditions. D'autre part, Norodom Sihanouk, qui semblait avoir trouvé la meilleure solution pour éviter une épreuve de force, s'est visiblement irrité que, selon lui, « certains Khmers et « Onusiens étrangers » aient évoqué un « coup d'Etat constitutionnel ».

« Le seul but que je visais, écrit-il au prince Ranariddh, était d'éviter un conflit sanglant que Hun Sen m'aurait imposé ». Se retirant du jeu — ou, plus exactement, entendant faire comprendre les graves conséquences d'un éventuel retrait de sa part — Norodom Sihanouk ajoute qu'il « laisse désormais » les deux adversaires électoraux d'être, le PPC et le

FUNCINPEC, « assumer, chacun de son côté, toutes les responsabilités de ce qui pourrait arriver de sanglant et tragique à notre infortunée patrie et à notre malheureux peuple ».

Il est probable que les dirigeants du FUNCINPEC ont émis non des réserves mais quelques requêtes à l'égard d'une solution qui revient, pour l'instant, à geler la situation, un gouvernement mixte en attendant l'administration et les forces de sécurité du régime de Phnom-Penh. Doonant satisfaction au FUNCINPEC, le prince Sihanouk a déjà annoncé qu'un autre de ses fils, Chakrapong, vice-premier ministre de son gouvernement. Mais, si l'on ignore les autres objections de ses partisans, on en devine les préoccupations quand ils demandent au prince Sihanouk « sous l'empire de quelle législation le gouvernement national du Cambodge fonctionnera ». Non sans raison, le FUNCINPEC se demande si ses ministres ne seront pas assignés à des postes de co-pilotes privés de volant.

En outre, que des étrangers, « Onusiens » ou autres, soient désignés ou peu s'en faut par la solution proposée par Norodom Sihanouk n'est pas surprenant. Pour avoir sous-estimé la popularité du prince, ils s'étonnent aujourd'hui que les élections organisées par l'ONU, très populaires, aient délivré deux messages clairs : une volonté de voir Sihanouk reprendre les choses en main, doublée d'une très forte aspiration à la paix.

Le prince Sihanouk en a, pour sa part, tiré la conclusion qu'il devait réaliser, autour de lui, l'« union nationale » et prôner la « réconciliation nationale » tout en se passant, pour le moment, des Khmers rouges, qui se sont révélés les plus mauvais joueurs. Il n'en reste pas moins que certains n'arrivent pas à comprendre qu'une opération électorale, relativement bien menée, puisse conduire à la restauration, même dans un pays du tiers-monde, d'une autorité traditionnelle.

Mais les difficultés de dernière heure ne sont pas forcément insurmontables. Le FUNCINPEC, pour sa part, sait ce qu'il doit à Norodom Sihanouk, au nom duquel il a fait campagne et qu'il a promis de servir en cas de victoire électorale. Quant au régime en place, l'épreuve de force le conduirait dans un redoutable isolement. Il n'y songe d'ailleurs pas vraiment. La « solution Sihanouk » est donc loin d'être enterrée, même quand le prince renonce — provisoirement ? — à une initiative trop populaire.

En début de semaine, en réclamant une annulation partielle du scrutin, le PPC avait fait monter les enchères. Le FUNCINPEC en a peut-être fait autant jeudi. Mais si, ce qui semble probable, les deux camps adverses demandent à Sihanouk de revenir sur sa dernière décision, l'autorité de l'ancien roi n'en sortira que renforcée. La perspective d'une épreuve de force donne en effet déjà trop de frissons à trop de gens. Et personne n'a encore avoué une meilleure recette qu'un gouvernement Sihanouk. Ce dernier est acruellement le seul à pouvoir tenter de sortir le pays de l'ornière tout en avalisant les élections organisées par l'APRONUC.

JEAN-CLAUDE POMONTI

o **CORÉE DU NORD** : Pyongyang aurait ordonné le départ des étrangers pour le 15 juin. Selon une dépêche de l'agence japonaise Kyodo en date du 4 juin, la Corée du Nord a ordonné à tous les étrangers — à l'exception des diplomates accrédités — de quitter son territoire d'ici au 15 juin. Pyongyang aurait également décidé de suspendre l'attribution de visas jusqu'à la fin juillet. La fermeture des frontières coincide avec les discussions américano-nord-coréennes au sujet du retrait de Pyongyang du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui devait reprendre vendredi 4 juin à New-York. — (AFP, Reuters, AP).

o **INDE** : début du rapatriement de réfugiés chakmas vers le Bangladesh. — Un premier groupe de 250 des 55 000 Chakmas originaires du Bangladesh réfugiés dans le Tripura, au nord-est de l'Inde, seront rapatriés la semaine prochaine, ont annoncé, jeudi 3 juin, des officiels

des deux pays, à la suite d'un accord passé le 12 mai entre New-Delhi et Dacca. Les Chakmas sont une population tribale bouddhiste qui vit dans les collines de Chitragong, au sud-est du Bangladesh. Leurs terres ont été en bonne partie occupées, ces dernières décennies, par des colons musulmans, ce qui a conduit, en 1976, à une insurrection durement réprimée et à un exode vers l'Inde voisine. — (UPI).

o **SRI-LANKA** : accrochages meurtriers avec la guérilla tamoule. — Quatorze soldats et dix-huit guérilleros ont été tués lors d'une demi-douzaine d'accrochages survenus ces derniers jours dans le nord et l'est du Sri-Lanka, où opèrent depuis dix ans les « Tigres » du LTTE (Tigres de libération de l'Élan tamoul), désireux de créer un Etat séparé, a annoncé, jeudi 3 juin, un porte-parole des forces armées de Colombo. — (UPI).

AFRIQUE

NIGÉRIA : à une semaine du scrutin présidentiel

La volonté du régime militaire de transférer le pouvoir aux civils est mise en doute

Le Nigéria se prépare à élire, le 12 juin, son premier président civil depuis dix ans, dans un climat d'incertitude et de suspicion. Une bonne partie de la classe politique persiste à mettre en doute les intentions du régime militaire, alors même que celui-ci multiplie, depuis quelques semaines, les déclarations apaisantes.

LAGOS

correspondance

Les deux candidats en lice pour l'élection présidentielle au Nigéria, Maccabiah Abiola, pour le Parti social-démocrate (PSD), et Bashir Tafa, pour la Convention nationale républicaine (CNR), ont enfin reçu le « feu vert » de la Commission nationale électorale, trois semaines avant le scrutin. On avait craint que la Commission ne trouve à redire aux arguments « sonnants et trébuchants » qu'ils avaient l'un et l'autre utilisés pour convaincre les délégués de leur élite, lors des

conventions nationales des deux partis, fin mars : des sources indépendantes estiment que près de 2 milliards de nairas (environ 400 millions de francs) ont été distribués à cette occasion.

La campagne électorale se déroule jusqu'à présent dans le calme, mais le duel promet d'être serré entre ces deux habiles hommes d'affaires musulmans dotés de fortunes comparables. Auco des deux candidats se semble avoir la carrure d'un homme d'Etat, capable d'incarner l'« intérêt collectif » dans un pays miné par ses contradictions ethniques et religieuses.

M. Abiola, cinquante-cinq ans, un Yorouba du Sud-Ouest très connu du grand public, a aura sa tâche facile. Après de longues hésitations, il s'est résolu à prendre pour collier un brillant politicien « oordiste », Babagana Kingibe (ancien chef du PSD), lui aussi musulman, au risque de s'aliéner l'électorat chrétien, qui reprochait déjà à M. Abiola son rôle, en faveur d'une adhésion du Nigéria à l'Organisation de la conférence

islamique. En revanche, M. Tafa, quarante-six ans, un Haoussa du Nord, a choisi comme candidat à la vice-présidence un chrétien Ibo du Sud-Est, Sylvester Ugo. Il s'est aussi montré plus à l'aise face aux journalistes lors de sa première prestation télévisée.

Au moins trois cent mille « moniteurs », formés par le Centre d'études pour la démocratie, doivent veiller au bon déroulement du scrutin, en compagnie de plusieurs dizaines de diplomates et d'observateurs étrangers, venus notamment de Grande-Bretagne. Le général Ibrahim Babagida a solennellement promis de laisser la place aux civils le 27 août, huit ans jour pour jour après le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir. Il vient de renoncer, avant cette date, à l'augmentation du prix de l'essence, réclamée avec insistance par le Fonds monétaire international mais formellement impossible. Il a enfin annoncé la création de nouveaux gouvernements locaux, afin de corriger certains déséquilibres au profit du Sud.

Signaux contradictoires

Tout cela ne rassure qu'à demi une opinion désorientée par l'ampleur de la crise économique et ébranlée par trois reports successifs de l'échéance électorale. La junte militaire a envoyé des signaux contradictoires en laissant notamment se développer, dès le mois de février, une mystérieuse campagne sur le thème « Babagida doit rester », tout en pressant les militants des droits de l'homme et la presse d'opposition.

Quelques jours après le vote à l'unanimité par l'Assemblée nationale, fin avril, d'une motion hostile à une prolongation du régime militaire, celui-ci a publié deux décrets à caractère répressif, l'un visant les enseignants en grève, l'autre menaçant de saisir ceux qui, « par la parole ou par l'écrit », remettraient en cause l'unité du pays ou le fonctionnement de la République. Il s'agissait, dans le deuxième cas, d'intimider les minorités ethniques. Ogoni et Igbo — des régions pétrolières du delta du Niger, qui réclament bruyamment un partage plus équitable du territoire comme des richesses nationales.

La pénurie endémique de carburant (alors que le Nigéria exporte du pétrole), les fréquentes coupures d'eau et d'électricité depuis quinze jours dans certains quartiers de Lagos, la hausse vertigineuse des prix alimentaires, des loyers, des transports, n'incitent guère on plus à l'optimisme. Les écoles internationales fermant exceptionnellement tôt cette année, beaucoup d'expatriés européens, américains ou libanais s'arrangeront pour que leurs familles quittent le Nigéria avant le 12 juin. On redoute en effet des troubles, surtout si, dans la population, les espoirs de changement — si tenus soient-ils — devaient être à nouveau frustrés.

MICHELLE MARINGUES

AFRIQUE DU SUD

Les élections provisoirement fixées au 27 avril 1994

Jeudi 3 juin, à l'issue d'une longue réunion entre les 26 partis participant aux négociations sur l'avenir constitutionnel du pays, la date des premières élections multiraciales de l'histoire sud-africaine a été provisoirement fixée au 27 avril 1994, a annoncé l'agence SABA.

Cette date « provisoire » est sujette à des conditions, tel un « progrès suffisant » dans la cessation des violences politiques. Elle sera à nouveau discutée lors d'une réunion prévue pour le 15 juin prochain, puis soumise, le 25 juin, au forum de négociation. Le gouvernement du KwaZulu, dirigé par Mangosuthu Buthelezi, chef du parti Inkatha, le baakoustao noir du Ciskei, l'extrême droite du Parti conservateur ainsi que l'Union du peuple afrikaaner se sont opposés à cette décision. — (AFP).

ANGOLA

« Une catastrophe humaine sans précédent »

GENÈVE

de notre correspondant

Margaret Anstee, représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies pour l'Angola, a lancé un appel, jeudi 3 juin à Genève, afin que l'ONU puisse poursuivre son assistance aux populations de l'Angola. Des 226 millions de dollars dont l'organisation a besoin, seuls 70 ont été promis.

Selon M^{me} Anstee, depuis la reprise des hostilités, après l'échec des négociations d'Abidjan, des centaines d'enfants et de personnes âgées meurent, et l'on dénombre des dizaines de milliers de blessés graves. Les guerres et les déplacements forcés à l'intérieur du pays ont plongé dans la misère totale près de deux millions de personnes. L'ONU estime que les souffrances humaines entraînées par les combats de ces sept derniers mois dépassent tout ce que les observateurs avaient pu constater depuis des décennies, et que l'on se trouve face à « une catastrophe humaine d'une ampleur sans précédent ».

M^{me} Anstee, qui doit être remplacée fin juin par Blonda Boye, un ancien ministre malien des affaires étrangères, a soumis aux deux parties en conflit un plan prévoyant la mise en place de couloirs aériens et routiers qui permettraient, pendant un mois ou moins, l'acheminement des secours d'urgence. Elle n'a obtenu jusqu'à présent aucune réponse.

J. V.

TUNISIE

Amnesty International dénonce la torture contre les femmes

La torture contre les femmes est une pratique répandue en Tunisie, essentiellement contre les proches de militants islamistes ou communistes, dénonce Amnesty International dans un rapport publié, jeudi 3 juin, à Londres.

« Des centaines de femmes ont été détenues, harcelées et humiliées ces deux dernières années », précise le texte. Nombre d'entre elles ont été torturées, maltraitées, frappées, victimes d'abus sexuels et menacées de viol au ministère de l'Intérieur et dans des commissariats de police. « Des dizaines » de femmes ont été incar-

nées « en tant que prisonnières d'opinion à la suite de procès injustes », ajoute l'organisation humanitaire. Le ministère tunisien des affaires étrangères estime, dans une mise au point, que le rapport d'Amnesty International est « calomnieux dans ses allégations, systématiquement dans ses préjugés, partial et tendancieux dans ses positions ». Il assure que ce texte reproduit « sans discernement, des tracts diffusés par des groupes extrémistes qui prônent et exercent la violence, nient les droits de la personne humaine et surtout ceux de la femme ». — (AFP).

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : hostile à la « discrimination positive » pratiquée par l'Allemagne

Jérusalem presse Bonn de décourager l'immigration juive

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Conséquence obligée du passé, la politique d'immigration ultra-libérale consentie par l'Allemagne aux juifs de l'ex-Union soviétique a provoqué cette semaine une nouvelle colère parmi les députés israéliens. Président de la commission de la Knesset sur l'immigration, Emmanuel Zismann, travailliste, a lancé mardi 1^{er} juin « un vigoureux appel au gouvernement allemand pour qu'il dissuade, par tous les moyens conformes à sa Constitution, et notamment les tentatives bureaucratiques, l'immigration de juifs de la CEI sur son territoire ».

Délibérément égarés par les nouvelles réglementations allemandes concernant les demandeurs d'asile, les ressortissants juifs de la CEI continuent d'arriver outre-Rhin, à un rythme assez soutenu. Trente mille d'entre eux se sont déjà installés en Allemagne depuis

l'écroulement du mur et vingt mille autres, a révélé l'ambassadeur de Bonn à Tel-Aviv, Otto van der Cabten, ont reçu les visas qui leur permettent dans un proche avenir de rejoindre leurs corrélionnaires. « Aucun quota, aucune limite n'est appliquée à ces populations », indique-t-on au consulat allemand. En vigueur depuis le 1^{er} janvier 1991, la politique dite de « discrimination positive » à l'égard des juifs de l'ex-URSS et des autres pays d'Europe de l'Est avait été convenue entre le chancelier Helmut Kohl et les responsables de la petite communauté juive d'Allemagne (quarante mille âmes).

Inquietes du ralentissement de l'immigration juive chez elles, les autorités israéliennes, qui se sont toujours opposées à la diaspora d'Allemagne sur cette question, redoutent donc leurs critiques. Depuis la fin 1989, près de 460 000 juifs de l'ex-URSS se sont certes installés en Israël, mais

moins de 77 000, soit la moitié de l'année précédente, sont arrivés en 1992. Les difficultés étonnantes d'accueil et le chômage endémique dans cette communauté (plus de 30 %) sont les causes de ce ralentissement.

Prises entre une diaspora locale qui souhaite s'élargir et revivifier le judaïsme en Allemagne, et un Etat hébreu qui veut gagner la bataille démographique engagée avec les Arabes (1), les autorités allemandes sont embarrassées. « Nous avons des obligations spécifiques envers le peuple juif », rappelle-t-on régulièrement dans les chancelleries allemandes. « Oui, rétorque M. Zismann, mais le gouvernement de Bonn doit aussi comprendre que son obligation morale envers nous inclut la préservation du regroupement de notre peuple ». En d'autres termes, Emmanuel Zismann demande à l'Allemagne de participer plus activement à l'une des principales dimensions du sio-

oisme : la « montée » en Israël de tous les juifs du monde.

« Donner la préférence aux ressortissants juifs de la CEI, a poursuivi le député, leur consentir une immigration pratiquement libre qui n'est pas appliquée à d'autres minorités, revient à participer activement à la perte de notre peuple ». Selon le journal Haaretz, Yasha Kadmi, haut fonctionnaire chargé des relations avec l'Allemagne à la présidence du conseil israélien, a enfoncé le clou, en s'étonnant que les Tziganes et les Polonais, qui, eux aussi, ont été massacrés en masse par les nazis, ne bénéficient pas du même traitement privilégié.

PATRICE CLAUDE

(1) Israël compte 5,17 millions d'habitants dont 4,25 millions de juifs. Les Arabes de citoyenneté israélienne font la différence. Mais tant qu'un accord n'aura pas été trouvé, il faut leur ajouter près de deux millions de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés.

ESP

La mère de



elle était belle.

مجلس الشعب

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

ELECTIONS MUNICIPALES
EN ITALIE

La « mère des batailles » de la Ligue

Après l'opération « mani pulite », la capitale lombarde se cherche un maire entre les autonomistes, la classe politique traditionnelle et Nando Dalla Chiesa

Pour la première fois, les villes italiennes élisent leur maire au suffrage universel direct. Les partis traditionnels sont déstabilisés par la révolution institutionnelle qui secoue la péninsule. A Milan comme à Catane, les règles du jeu ont changé.

MILAN

de notre envoyée spéciale

MILAN, année zéro. Corso Magenta, dans l'immeuble lugubre de ce qui fut jadis la pépinière du socialisme triomphant, quelques secrétaires tuent le temps. Peu d'ampoules allumées. « Il faut faire fleurir la démocratie », dit encore un panneau jauni dans ce mausolée de Bettino Craxi. Dans le couvent d'à côté, comme par un fait exprès, une exposition célèbre les quelques deux cents années du Pio Albergo Trivulzio, l'hospice réputé, par qui tout est arrivé, lorsque, le 4 février 1992, son directeur, Mario Chiesa, était arrêté pour malversations. Le petit fil que les juges allaient tirer, au cours de l'interminable enquête de corruption politico-affairiste « mani pulite », pour arriver au grand scandale que l'on sait.

Depuis, Milan, l'ex-capitale morale à l'ombre de la « madonna dorée » du Duomo, la grande cité internationale de toutes les modes, aux mannequins suédois et aux financiers américains, celle dont une marque de digestif avait fait sa publicité (« Milano do bere ») — est une ville humiliée qui fait ses comptes (grands partis décapités, entrepreneurs arrêtés, restaurants désertés), et médite sur sa vengeance.

Un vaste chantier

Et l'occasion pourrait bien se présenter, dimanche 6 juin, pour le premier tour de l'élection « directe » du maire. La première élection qui échappera à l'emprise de la « partitocratie », la première aussi qui permettra à la Ligue de mener, ce que son chef, le Lombard Umberto Bossi, a appelé « la mère de toutes les batailles », celle qui ferait de



Dans la galerie Vittorio Emanuele, à Milan.

Milan la tête de pont de sa République du Nord. Encore que, presque au dernier moment, Bossi lui-même ait renoncé à se présenter en personne. Pour de perdre une bataille politique qu'ils ont eux-mêmes contribué à bouleverser, entre demi-

réformes et demi-projets, nouvelles règles et vieille majorité, gouvernements à terme et psychoses terroriste organisées, plus rien n'est clair. Difficile de s'y retrouver dans le vaste chantier de ce que sera demain peut-être l'Italie. Seule certitude,

réformes et demi-projets, nouvelles règles et vieille majorité, gouvernements à terme et psychoses terroriste organisées, plus rien n'est clair. Difficile de s'y retrouver dans le vaste chantier de ce que sera demain peut-être l'Italie. Seule certitude,

l'élection municipale de Milan, véritable laboratoire d'alliances laborieuses, qui préfigurent déjà celles qui se mettront en place pour les élections législatives, version « scrutin majoritaire », sera un test national. Presque un référendum sur l'avenir de la Ligue.

Parmi les forces en présence, la Ligue donc, son gouvernement « léniniste », ses armées de volontaires convaincus, ses attaques précises, ses revendications un peu trop fondées et le candidat, Marco Formentini, soixante-trois ans, le conseiller économique d'Umberto Bossi, ancien fonctionnaire de la CEE, chef du groupe à la Chambre des députés, carré, chaleureux, plein de bon sens comme un voisin de palier. L'antidote de son chef à la voix rauque. Et déjà quelques « traités », dont les emblèmes et les siges prêtent expressement à confusion, dont la propre sœur du sénateur, Angela, qui guide une liste « Ligue pour l'autonomie lombarde ».

Dans son studio bibliothèque au charme suranné, l'écrivain Giorgio Bocca, fait campagne, ouvertement : « Il faut parler sur la Ligue, dit-il en riant, c'est la première à avoir compris que les idéologies se sont atténuées, que gauche et droite ne veulent plus rien dire. Le mouvement est plus tactique que stratégique ? Plutôt tactique ? C'est vrai, mais après tant de déceptions, c'est la seule force de changement, et puis les gens de Bossi au moins sont modestes, ils peuvent apprendre. Varèse et Monza ne sont pas si mal gérés... » En face : d'autres militants tout aussi convaincus, un slogan « propriété », des nostalgies post-soixante-huitardes, beaucoup de bicyclettes, et le fils du général Dalla Chiesa assis à l'arrière, comme parler d'« alliance » par exemple. Ce qui tombe bien, car ami du leader référendaire Mario Segni qui le soutient, Enzo Bianco a derrière lui tout un arc-en-ciel de partis, le Paele pour Catane, incluant, outre le Parti républicain, les Verts et le PDS (ex-PCI) qui lui non plus n'a pas voulu faire courir quelque chose en solitaire.

Comment fonctionne cet amalgame, véritable barrage anti-Ligue, les Verts et le PDS (ex-PCI) qui lui non plus n'a pas voulu faire courir quelque chose en solitaire.

qui répond, pas autrement embarrassé : « Dalla Chiesa ? Sur son nom et son expérience nous avons pu bâtir une alliance. Reste à démontrer que les forces progressistes de gauche peuvent gouverner ensemble, offrir une alternative crédible. Avec nous, il y a de tout, des vieux ouvriers du PDS, des intellectuels transfuges du PSI. Peut-être si nous gagnons, récupérerons-nous aussi quelques « législistes » ? La Ligue est un mouvement émotionnel de protestation, mais il faut reconstruire aussi. »

Donner

le bon exemple

Et entre les deux ? Une lutte au centre au moins aussi sévère, mais plus désespérée entre deux candidats : l'ex-maire de la ville, et ex-communiste, Piero Borghini, qui paye surtout le fait d'avoir été le dernier maire du temps de la « partitocratie », et refuse énergiquement le soutien que lui propose le PSI en déroute. Et puis, bien qu'ayant pris il y a longtemps quelque distance avec son parti, la démocratie-chrétienne, l'ex-grand industriel malheureux du textile, Piero Bassetti, courtis, cultivé, soutenu par la DC le Parti social-démocrate et une liste entièrement féminine. Menant une campagne un peu « américanisée » avec citations de Kennedy, Jefferson et Clinton, dont il a consulté un des conseillers, il propose « face à deux extrêmes » et « contre le risque de populisme préfacé », une « troisième voie progressiste européenne ».

En attendant, courtoisie, sollicité, cajolé, Milan, dont les partis s'étaient bus jusqu'à la dernière goutte, fait mine de ressusciter. « Tout recommence, la ville n'a jamais eu une aussi bonne image. Elle se l'est gagnée en donnant l'exemple de la première révolution du nettoyage », dit avec un enthousiasme intéressé, Marco Mignani, le publicitaire de génie auteur du fameux slogan après la ville o été gouvernée par des paysans pendant des années, bêtise, utilisée, était la piste des bêtises, ou derrière la partitocratie rien ne repoussait. Je crois qu'aujourd'hui le slogan qui conviendrait serait : « Milano da rinascere », (Milan o re-naître) ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Qu'elle était belle, la politique à l'ombre du volcan...

Les coups portés à la Mafia et à ses proches ont transformé le climat de Catane. Les partisans du renouveau ont le vent en poupe. A moins que l'extrême droite n'en profite

CATANE (Sicile)

de notre envoyée spéciale

NARGUANT la ville à l'horizon, les neiges de l'Etna paraissent inaccessibles, et seules les premières communitaires, en dentelles blanches, apportent l'illusion d'un peu de fraîcheur sur la promenade du bord de mer. La foudrerie de ce début juin, à Catane, n'est guère clémente pour les politiciens.

A quelques jours de la première élection « directe » du maire, contraints de quitter leurs bureaux spacieux et leurs voitures climatisées pour aller serrer des quantités de mains moites sur les marchés afin d'acquiescer un peu de « visibilité », les onorevoli ont trop chaud. Et dans leurs yeux fatigués se lit parfois comme un regret : la politique était si belle, jadis, à l'ombre du volcan, avant ce tremblement de terre juridico-financier venu du Nord qui a tout emporté, ou presque. Loin de cette gymnastique électorale éprouvante, « à l'américaine », on se réunissait, par affinité, entre partis, clans, familles. Et de la discussion de tous ces gens raisonnables naissaient alliances et projets qu'il suffisait ensuite de faire voter.

Pourtant, cette fois, quatre ans de pouvoir assuré et enfin de vraies responsabilités valent bien quelques bonnes suées. Et Catane, avec ses palais dix-huitième assoupis, ses quartiers entiers dépeints, ses 40 000 chômeurs, ses 6 000 bureaucrates et sa moyenne de 520 homicides par an, suit l'exercice avec intérêt, se souvenant de ses rêves européens écartés, elle que l'on appelait il y a

longtemps « la Milan du Sud », avant qu'elle ne devienne la porte du tiers-monde. Car, même ici, le changement est arrivé.

Coup sur coup, ces derniers jours, deux des anciens rois de Catane sont tombés. Le 18 mai à l'aube, « U Nittu », pour l'état civil Benedetto Santapaola, « boss » incontesté de la ville et présumé numéro deux de Cosa Nostra derrière le mytique Totò Riina, aujourd'hui en prison, était arrêté par la police, après des années de mystérieuse disparition. Comme sera arrêté pour faire bonne mesure, le 2 juin, un de ses plus solides lieutenants, Giuseppe Poliventi, pris comme un lapin dans le tunnel souterrain qui menait à l'une de ses caches.

La chute du « proconsul » androïdien

Entre-temps tombait l'autre roi, et non le moindre, l'ex-député démocrate-chrétien l'ingénieur Nino Drago, tout-puissant « proconsul » androïdien en Sicile orientale et patron politique de Catane, qui s'est constitué prisonnier. Tour à tour maire, président de la province ou secrétaire régional du parti, depuis les années 60 rien ne s'est fait sans passer par les mains de l'ingénieur, aujourd'hui en prison pour répondre d'accusations de malversation et de concussion. Et pourtant, avant même la triste fin de son alter ego palermitain, l'onorevole Salvo Lima, assassiné par la Mafia au printemps dernier, pour n'avoir pu offrir, sans doute, les garanties politiques habituelles.

Nino Drago avait senti le vent tourner et pris déjà quelque recul. Reconnaissant pour cela au coquet

avantage représenté par plus de cent mille votes « acquis » à coup sûr, il ne s'était pas présenté aux élections législatives d'avril 1992. Calcul malhabile qui lui vaut de ne plus bénéficier de l'immunité parlementaire.

Avec le départ de ces deux « éléphants » (c'est aussi le symbole de la ville) disparaît non seulement une tranche d'histoire, mais presque toute une « culture ». Une culture du pouvoir et du partage bien compris, sur laquelle quatre gros entrepreneurs se disputent « victimes » de la rapacité des politiciens ou brusquement déçus de parler, espérant pour certains couper l'herbe sous le pied d'une justice décidément plus curieuse qu'à l'ordinaire.

De cette opération « mains propres » à la catanaise, il ressort qu'un véritable comité d'affaires gère la ville : Et les noms et les chiffres s'alignent sans discontinuer : en échange de l'octroi des travaux sur le dépourteur, disent deux de ces néo-repentis des affaires, Nino Drago aurait demandé une « enveloppe » de 100 millions de lire ; l'ex-maire DC Francesco Attaglia, déclarant modestement 30 millions pour la construction de trois écoles, etc. Résultat : le 2 juin sont écrites treize mandats contre les membres de l'Assemblée provinciale. Depuis, il y a de la démission dans l'air.

C'est comme un château de cartes qui s'écroule. Avant, on prenait tel ou tel, mais le réseau restait en place, à présent tout vient d'un coup... Dans son appartement surveillé nuit et jour par une poignée de soldats armés, le juge Felice Lima n'en finit pas de s'enthousiasmer. Pièce consolatoire dans son placard blindé pour celui qui a dû revenir aux affaires civiles, pour avoir, en

précurseur, mis les mains trop énergiquement sur le dossier, après s'être retrouvé en butte à quelques tracasseries disciplinaires : faute d'interlocuteurs, il parlait trop à la presse. Il est vrai qu'il « n'y a pas si longtemps on ne parlait pas à Catane. Pas de question, tout allait de soi : « la Mafia avait presque réussi à faire croire aux gens qu'elle n'existait pas : la perfection », dit encore le juge Lima. A l'inauguration des magasins élitistes, via Etnea, le préfet citoyen Nino Santapaola, un commerçant comme les autres, et la police, atteinte de myopie, ne retrouvait jamais sous ses nez les mafieux officiellement « cachés ».

Un favori médiatique

A présent, tout est changé, les associations anti-racket fleurissent, trois membres de la Commission provinciale anti-Mafia ont été arrêtés et — grande première — Catane est descendue massivement dans la rue l'autre semaine pour manifester sa solidarité le jour anniversaire de l'attentat meurtrier contre le juge Giovanni Falcone. Mais qui va, à la mairie, porter à terme ce printemps catanaise ? La DC ? Sérieusement blessée, elle n'a réussi qu'à s'inventer un candidat jeune mais peu convaincant, le docteur-député Antonio Scavone. Le PSI ? Il n'a guère personne, depuis les ennemis de l'autre ex-potentat de Catane, l'ex-ministre socialiste de la défense Salvo Ando, accusé d'avoir pris des votes mafieux.

Aussi les candidats les mieux placés sont-ils tous résolument sous le signe du « renouveau ». Il y a surtout le « renouveau-renoué » du favori, le

député républicain Enzo Bianco, éphémère maire populaire de la ville à la fin des années 80. Cravaté de motifs d'éléphants, aisance, gentillesse, Enzo Bianco, qui se propose de « rendre la source à la ville », joue la partie à la technocrate. Avec conseiller médiatique, un de ceux de Fiat et des voyages du pape, qui lui a suggéré, dit-il, d'utiliser des références aux textes sacrés pour donner « un peu de profondeur » au discours, comme parler d'« alliance » par exemple. Ce qui tombe bien, car ami du leader référendaire Mario Segni qui le soutient, Enzo Bianco a derrière lui tout un arc-en-ciel de partis, le Paele pour Catane, incluant, outre le Parti républicain, les Verts et le PDS (ex-PCI) qui lui non plus n'a pas voulu faire courir quelque chose en solitaire.

Le candidat voudrait ajouter compétence et efficacité. Et si possible transparence et indépendance : les comptes de la campagne sont publiés (70 millions de lire), et 65 % des gens sur la liste sont indépendants. « Mon expérience à la mairie n'a duré un an et quatre mois, explique-t-il, mais les jeunes m'appellent toujours « U sindaco » en ville. J'ai été le premier à ne pas être démocrate-chrétien, c'est pour cela que la situation a été vite insupportable. Si je ne m'étais pas présenté, cette fois ils auraient pris cela pour une trahison. »

Le troisième homme

Face aux nombreuses promesses de cette « force tranquille » (autre auto-définition d'Enzo Bianco), deux visages totalement différents. Le premier, c'est celui de Claudio

Fava, trente-six ans, le tout jeune candidat et député de la Rete (mouvement anti-Mafia) que Leoluca Orlando, le chef du mouvement, est venu défendre l'autre jour dans un grand fracas de mitrailleurs et de gardes du corps. Appuyé aussi par les « puristes » de Rifondazione comunista, Claudio Fava, journaliste lui-même et fils d'un journaliste assassiné par la Mafia, se veut l'homme « anti-compromission ». Campagne puritaine, généreuse dans les quartiers délaissés, son QG est un ancien bordel désaffecté.

« Il y a cette fois, confie-t-il, une occasion unique de libérer la ville. Bianco est pour, moi, pour la confrontation. » Son objectif ? Avec beaucoup de lucidité, « arriver peut-être jusqu'au ballottage pour donner le signal que le changement est vraiment possible ».

Reste le troisième homme, le plus dangereux peut-être pour le favori, qui, au deuxième tour, face à lui, serait moins sûr de l'emporter : le très puissant avocat Enzo Trantino, soutenu par les néo-fascistes du MSI et la vieille droite catanaise, dans une ville assez conservatrice pour donner en 1971 la majorité relative au parti de la flamme tricolore. Mondain, cultivé, non sans superbe, Enzo Trantino, qui fut jadis l'avocat de Nino Santapaola (« un cabinet de pénalité », c'est comme aux urgences, on ne refuse aucun client ») et se définit comme « un progressiste conservateur », propose, « face à la Catane de l'émotion et à celle de la politique, la Catane rationnelle de la reconstruction ».

M.-C. D.

L'IMMIGRATION
EN EUROPE

ESPACE EUROPEEN

Les Turcs en Allemagne

Trois tentatives de retour, trois échecs

FRANCFORT

de notre correspondant

EN 1960, il y a un demi-million de postes vacants pour 180 000 demandes d'emploi en Allemagne. Les chefs d'entreprise convainquent les hommes politiques de faire venir des travailleurs immigrés. Ces *Gastarbeiter* sont invités, comme partout en Europe à cette époque, avec l'idée qu'une fois un pécule amassé ils repartiront dans leur pays d'origine.

La population turque en Allemagne passe de 6 500 en 1960 à 132 000 en 1965 et à 910 000 en 1973. Les travailleurs immigrés, souvent seuls, vivent entassés dans des chambres; ils cherchent à épargner au maximum, dans une précarité décrite par les films de Fassbinder. Pour l'économie turque, les mandats qu'ils envoient apportent alors plus de devises que le tourisme.

En 1974, la crise pétrolière inverse la philosophie des employeurs. Le recrutement est stoppé net, et les salariés sont autorisés seulement à faire venir leur femme et leurs enfants de moins de dix-huit ans. La mentalité des Turcs se modifie peu à peu et, en 1980, ils

sont 40 % à ne plus vouloir repartir. La proportion ne cessera d'augmenter à la suite des échecs de ceux qui, revenus au pays, ne parviennent pas à se réintégrer.

La première vague de retours est individuelle. Dans les années 60, ceux qui, épargne amassée, reviennent en Turquie sont mal acceptés. Ils essaient d'assurer leur avenir dans de petites entreprises ou dans l'acquisition de maisons, mais l'inflation considérable a vite fait de roger leur magot. L'emploi au pays, mal payé, ne leur convient plus.

Une politique
restrictive

Se développent alors, deuxième type de retour, des « sociétés de salariés » que les immigrés turcs en Allemagne créent collectivement pour fonder une activité en Turquie. Moyen de se donner un emploi au retour pour l'immigré, ces sociétés vont jusqu'à avoir 2 300 actionnaires, comme Türksan, fondée à Cologne pour produire des papiers peints. Elles reçoivent des aides du gouvernement fédéral dans le cadre d'un soutien à l'industrialisation de la Turquie rurale. L'engagement est tel qu'en 1983 on compte 320 sociétés de salariés, avec 345 000 actionnaires, dont 180 000 travaillent encore en Allemagne. On parle d'un « modèle turc ». Malheureusement, ces entreprises capotent à leur tour, souvent à cause de mauvais projets de départ (1). Début 1990, 80 % ont fait faillite.

La troisième vague de départs est provoquée par l'arrivée du gouvernement Kohl, en 1982. Le nouveau chancelier a promis de réduire le nombre des immigrés. Il distribue des primes au retour et des subventions diverses. Environ 220 000 personnes acceptent. Mais les conditions sur place (le chômage, la place des femmes, la formation des enfants ne parlant pas le turc...) font que beaucoup regrettent et le disent à ceux restés en Allemagne. Le plan gouvernemental échoue: le nombre de Turcs en Allemagne grimpe de 1,5 million en 1981 à 1,850 million l'an dernier. Désormais, il est une certitude: ils resteront ici.

E. L. B.

(1) « Problèmes et difficultés d'intégration des immigrés turcs en RFA », par Faruk Sen, février 1991. Zentrum für Türkeistudien.

La peur et la volonté d'intégration

ESSEN

de notre envoyé spécial

« La communauté turque commence à avoir peur. » Pour le professeur Faruk Sen, directeur du Zentrum für Türkeistudien d'Essen, l'incendie criminel dont ont été victimes deux femmes, une adolescente et deux fillettes à Solingen, faisant suite à celui de Mölten en novembre dernier (deux femmes et un enfant mort dans les mêmes conditions), provoque une montée des craintes, de la rancœur, de la haine et des réflexes d'autodéfense chez les Turcs. Les manifestations violentes et les heurts avec la police qui ont eu lieu depuis « ne sont que la débâcle d'un engrenage qui risque de se développer d'autant plus vite que l'économie allemande est en forte récession. »

Les attentats « vont continuer », prévient Faruk Sen qui se refuse à imaginer ce qui se passera si tel est le cas, tant ses craintes sont grandes et « ses avertissements précédents restés vains ». Il ajoute qu'il se

réjouit des « chaînes de lumière », ces manifestations de solidarité qui ont eu lieu dans toute l'Allemagne pendant lesquelles des centaines de milliers de personnes ont défilé une bougie à la main, mais les problèmes restent irrésolus tant que le gouvernement ne fait « rien de concret ». Le chancelier Kohl, il n'y a pas deux semaines, avait assuré que ce qui s'était passé à Mölten ne se reproduirait pas...

« Trop allemands »
pour la Turquie

Que faire? Pour Faruk Sen, les attentats de l'extrême droite ne peuvent pas atteindre leur objectif principal qui est de pousser les Turcs à rentrer dans leur pays. Ce retour forcé ou aidé, les autorités allemandes ont tenté de le provoquer à plusieurs reprises, y compris en l'assortissant d'aides financières. Ce fut toujours un échec.

« Les Turcs resteront en Allemagne, y compris pour leur retraite », estime Faruk Sen en

expliquant que 60 % des Turcs sont ici depuis plus de dix ans et 25 % depuis plus de vingt-cinq ans. Ils sont devenus « trop allemands » pour se réinstaller en Turquie et pour y être acceptés. Sans compter que leurs enfants et petits-enfants, nés en Allemagne, parlent mal turc, se sentent beaucoup plus allemands que turcs et n'imaginent pas de partir. Peu de retour possible donc: l'Allemagne doit faire face à un problème d'intégration et d'assimilation.

Faruk Sen demande en particulier que le droit de vote aux élections locales s'impose dans la Communauté des Douze, que les autorités allemandes acceptent de donner la double nationalité aux Turcs (une mesure qui ne résoudra rien mais qui est symbolique) et, enfin, que les services publics centraux et régionaux ouvrent leur portail largement aux ressortissants étrangers, comme cela a commencé dans la police.

E. L. B.

Citoyens
de seconde classe

Suite de la première page

Le gouvernement, après une loque interrogation, décide d'interdire les groupuscules d'extrême droite.

Et puis il y a Solingen. Cinq morts qui démontrent que la peste est là, tapie, vive. Les « villes de plomb » sont indifférentes à la réprobation générale, elles s'en nourrissent même sans doute. La répression gouvernementale, disent certains experts, les aurait plutôt poussés vers plus d'intransigeance... Que faire?

Le désarroi est d'autant plus grand que la coexistence avec les étrangers se passe, dans le cas général, sans violence. Aucune banlieue allemande ne s'enflamme les soirs d'été comme en France. Les communautés sont acceptées et les 6 millions d'étrangers sont plutôt intégrés, au sens d'une cohabitation séparée mais pacifique. Les Turcs, en particulier. Arrivés à partir de 1961 comme *Gastarbeiter*, travailleurs bêtes dont l'Allemagne avait besoin pour ses usines, ils ont fait venir leur famille. Disposant de leurs journaux, de quatre chaînes de télévision en langue turque sur le satellite et le câble, de leurs magasins et de multiples réseaux de solidarité, les Turcs d'Allemagne sont

près de 2 millions. Ils paient des impôts et des taxes, sont indispensables à nombre de secteurs industriels (sidérurgie, charbon, automobile) et, preuve de leur dévouement, ont créé 35 000 entreprises employant 125 000 personnes, ce qui, dans le commerce des fruits et légumes et la restauration, une contribution à l'économie nationale, que le patronat allemand, mobilisé lui aussi « contre la haine et la violence », juge « remarquable ».

Les gigantesques problèmes scolaires posés dans les années 70 et 80 par un afflux d'enfants ne parlant pas allemand, sont, sinon en passe d'être réglés, du moins en voie d'amélioration lente. On compte 13 000 étudiants turcs dans les universités.

Un « développement
séparé »

Turcs et Allemands restent pourtant séparés. Les Turcs veulent conserver la nationalité turque et entendent préserver leur culture et leur religion. Les Allemands, conformément au « droit du sang », refusent leur assimilation. Moins de 2 000 Turcs obtiennent la nationalité allemande chaque année. Les communautés continuent de vivre dans des quartiers à part, et lorsque les familles plus aisées veulent fuir ces ghettos, les propriétaires allemands refusent le plus souvent de leur louer un logement.

Les jeunes de la deuxième génération, et plus encore de la troisième qui arrive, ne comprennent pas ces discriminations. Ils veulent vivre comme leurs copains d'école, mais découvrent, par les attentats mais aussi dans les actes de marginalisation au jour le jour, qu'ils restent des *Mitbürger*, des citoyens seulement associés, et seconde classe. Certains par réaction, alors même qu'ils parlent à peine le turc, alors que la seule patrie qu'ils se connaissent est l'Allemagne, plongent dans l'islamisme fondamentaliste ou le nationalisme.

Beaucoup de libéraux allemands sont d'accord pour penser que le mal vient en grande partie de cette non-assimilation. « Faire des étrangers des citoyens », demande l'hebdomadaire *Die Zeit* du 4 juin. Les Turcs ne repartiront pas, c'est désormais une certitude. « Il faut que l'Allemagne accepte de se considérer comme un pays d'immigration », dit Deniz Ozkoc, du Zentrum für Türkeistudien de Essen, ce qui passe en particulier par une réforme du code de la nationalité en Allemagne. Mais ce serait un virage à 180 degrés pour un chancelier élu en 1982 en promettant qu'il réduirait la population immigrée. Ce serait une révolution dans un pays, qui a une tradition d'émigration et dont la culture profonde encourage la cohabitation respectueuse mais rejette le sang mêlé. C'est ce qui fait craindre que le temps soit donné à la récession économique pour aviver les plaies et à l'extrême droite pour tenter à tout moment d'enclencher la spirale des haines.

ERIC LE BOUCHER

TRIBUNE

Un dialogue ancien et difficile

par Semih Vaner

D E tous les pays d'Europe occidentale, c'est probablement l'Allemagne qui a marqué le plus l'Empire ottoman et plus tard la Turquie républicaine. Les mondes germanique et ottoman sont en contact immédiat dès le seizième siècle, lorsque les armées de Soliman le Magnifique arrivent aux portes de Vienne, en 1529. C'est de cette époque aussi que date l'alliance de la Sublime Porte avec François I^{er} contre les Habsbourg. La *Türkenglocke* (la cloche du Turc) retentit souvent dans les villages prussiens, écho des incursions de l'armée ottomane escortée de Tatars et de Cosaques. Lorsqu'elles ne se font pas la guerre, les deux puissances dominantes se tiennent en respect, imposant en Europe centrale et orientale, et dans les Balkans, un partage implicite.

Quand les Ottomans se rendent compte de leur retard, notamment dans le domaine des techniques militaires, ils font appel à des conseillers occidentaux, souvent allemands. A la fin du dix-neuvième siècle, les jeunes Turcs héritiers regardent aussi vers l'Occident. C'est autant en France — dont les révolutions les effrayent pourtant — que dans le modèle allemand, chez Hegel et Schelling, que la majorité d'entre eux cherche leur inspiration. Le succès remporté par l'Allemagne dans la guerre de 1870 est, pour les idéologues de l'époque, la preuve éclatante de l'efficacité de la voie bismarckienne. La Turquie et l'Allemagne sont jugées complémentaires, le panturquisme et le pangermanisme apparaissent comme des alliés naturels.

Une conception germanique
de la nation

Des officiers allemands sont appelés en 1913 à réorganiser l'armée impériale vaincue et démolie lors des premières batailles des longues guerres balkaniques. Au cours de la première guerre mondiale, les dirigeants d'Union et progrès, qui cherchent surtout une protection contre la Russie, se voient contraints d'engager au côté de l'Allemagne la guerre contre les puissances alliées, accélérant ainsi la chute de l'empire. C'est à Berlin que le grand vizir Talât

Pachacha, l'un des dirigeants du triumvirat unioniste, périt en 1921 atteint par les balles d'un nationaliste arménien.

Les idéologues des premières décennies de la République s'inscrivent dans la tendance dure des Jeunes Turcs. Partisans d'un Etat fort, centralisé, et de la reconstitution d'une entité autour de la nation turque, ils forment le nouveau nationalisme kémaliste. Sans être indifférents à la France, ils développent une conception quasi raciale de la nation — justifiée à leurs yeux par la « trahison » des peuples non turcs de l'empire, — qui les rapproche de la vision allemande.

Toutefois, Kemal prendra nettement ses distances par rapport à Hitler. Le régime kémaliste accueillera les intellectuels et scientifiques allemands fuyant le nazisme, qui seront à l'origine de la création de nouveaux départements dans les universités d'Istanbul et d'Ankara.

Des Anatoliens basanés
dans les rues allemandes

Au prix d'un exercice délicat d'équilibre, Ankara parvient à rester neutre pendant la deuxième guerre mondiale. « Ce que nous désirions, c'est que les Allemands détruisent l'Armée. Alors nous nous sentirions vraiment en sécurité. » Cet avis, exprimé par un Turc pendant la guerre et rapporté par B. Lewis, résume la position inconfortable de la Turquie. Selon certains historiens, celle-ci aurait essayé de jouer son entrée en guerre au plus offrant en demandant des compensations alternativement à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Pendant la guerre froide, la Turquie retrouve sa position d'avant-poste de l'Alliance atlantique, dont elle est avec l'Allemagne un des deux piliers européens. Ainsi se crée une sorte de « relation spéciale », que l'on évoque avec une pointe de nostalgie dans les discours officiels turcs.

Le début des années 60 est marqué par une forte émigration en direction de l'Allemagne. Les jeunes Anatoliens, basanés et moustachus, que l'on croise dans les rues de Hanovre ou de Düsseldorf, extraits brutalement de leurs cam-

pagnes soumises à une mécanisation rapide, forment les bataillons de l'expansion industrielle allemande. C'est une main-d'œuvre dure à la tâche, discrète et docile. Leurs envois de fonds constituent toujours un appoint inestimable pour l'économie turque. Elle deviendra aussi la question la plus épineuse non seulement des relations turco-allemandes, mais turco-communautaires, à partir de 1974. La libre circulation des travailleurs turcs prévue par l'accord d'Ankara pour être réalisée dès 1986 est ajournée, surtout à l'initiative du gouvernement allemand qui se cache parfois derrière le veto permanent d'Athènes.

Les clivages politiques internes à la Turquie sont présents, voire amplifiés, dans la communauté turque d'Allemagne (environ deux millions de personnes). L'islam en est un (il y a aujourd'hui huit cents mosquées en Allemagne), avec ses prolongements politiques. A côté de divers mouvements, un leader religieux, C. Kaplan, s'est autoproclamé le « Khomeiny turc » à Cologne. Bien que relevant du pittoresque, ce ne manque d'inquiéter les autorités turques, de même que les préoccupent les activités du FKJ, qui a en Allemagne des centres de publication et des antennes d'information.

Il existe aussi un lobbying turc lié aux partis politiques allemands et à leurs fondations. Selon des chiffres de 1988, le nombre d'entreprises appartenant à des Turcs en RFA s'élevait à trente mille. Le montant des capitaux investis par les Turcs se montait la même année à 5,1 milliards de deutschemarks, tandis que le chiffre d'affaires de ces entreprises atteignait 23,4 milliards.

L'Allemagne est actuellement le premier partenaire économique de la Turquie: en 1992, sa part dans les importations était de 16,4 % (devant les Etats-Unis), et de 24,9 % dans les exportations (devant l'Italie). Contrairement à la situation avec les autres pays de la CEE, les échanges germano-turcs sont relativement équilibrés. Dans les investissements directs étrangers en Turquie, l'Allemagne occupe la deuxième place (avec 12,7 %), derrière les Pays-Bas.

Concurrence
ou complémentarité?

La désintégration de l'empire soviétique a accru le poids de la Turquie que les Allemands appellent *Schwelienland* (pays-seuil ou pays de/en transition), d'une part parce qu'elle est située au croisement des mondes arabe, slave et latin, d'autre part parce qu'émerge un monde turcophone en Transcaucasie, en Asie centrale, voire dans les Balkans. D'aucuns pensent cette nouvelle donne en termes de retour de l'Histoire et de rivalités entre deux puissances, bien que le poids relatif de l'une et de l'autre ne soit pas comparable.

Au Moyen-Orient, par exemple,

les firmes turques de travaux publics et de génie civil commencent à faire concurrence aux entreprises allemandes. En 1991, quatre sociétés turques avaient obtenu la totalité des contrats pour la construction des 32 000 logements destinés aux militaires russes rapatriés de l'ex-RDA, pour un chiffre d'affaires évalué à 4 milliards de deutschemarks. M. Toutefois, le gouvernement allemand fit valoir que le payeur, c'est-à-dire lui-même, avait le droit de choisir les maîtres d'œuvre, et évita trois des sociétés turques pour les remplacer par des firmes allemandes.

En avril 1992, une crise a éclaté entre les deux pays, quand Bonn a suspendu son aide militaire à Ankara pour protester contre l'intervention de l'armée dans le Sud-Est anatolien contre le rébellion kurde. Déjà lors de la guerre du Golfe, le gouvernement allemand avait lésiné sur sa solidarité avec la Turquie au cas où celle-ci aurait été attaquée par l'Irak. Qu'elle ait été due à la volonté de ne pas mécontenter la communauté immigrée turque dont une partie est d'origine kurde ou à une analyse superficielle du contexte régional, la brutalité de la réaction de Bonn a surpris les autorités d'Ankara.

Des journalistes turcs connaissant bien l'Allemagne, mettent l'accent sur la campagne systématiquement négative dont la Turquie est l'objet dans la presse ouest-allemande à propos du respect des droits de l'homme. Les Turcs ont d'autant plus de peine à comprendre cette attitude que les Allemands se semblent pas s'embarrasser de beaucoup de scrupules dans leurs relations commerciales mais aussi politiques, par exemple avec l'Irak qui est plus brutal avec les opposants kurdes.

Le dialogue entre les deux gouvernements reste difficile et ce n'est pas la récente visite du chancelier Kohl, accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires, qui contredit cette appréciation. Selon les Turcs, elle semble avoir été dictée par une vision étroite des intérêts allemands dans la région et par le souhait de lancer des actions communes en Asie centrale. Les drames de Mölten et de Solingen n'arrangeront rien.

► Semih Vaner est chercheur au CERF qui dépend de la Fondation nationale des sciences politiques.

□ Bibliographie. — La quinzième livraison des *Cahiers d'étude sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), dirigés par Semih Vaner, est consacrée à la « Zone de coopération économique des pays riverains de la mer Noire » et à leurs multiples contentieux, que le conflit yougoslave risque d'aviver. CEMOTI : 4, rue de Chevreuse, Paris 75006.

Six millions
d'étrangers

L'Allemagne compte environ 6 millions d'étrangers vivant sur son sol, soit 9 % de la population totale. Parmi eux 1 850 000 Turcs, 650 000 Yougoslaves, 550 000 Italiens, 320 000 Grecs, 135 000 Espagnols (et 45 000 Français).

Près de 2 millions d'étrangers travaillent, soit 8,5 % de la population active. Parmi eux 850 000 Turcs, 375 000 Yougoslaves, 170 000 Italiens (d'après l'Institut der deutschen Wirtschaft de Cologne).

Une majorité (80 %) des Turcs travaille dans l'industrie et dans le commerce (15 %). Ils ne sont que 1 300 dans les banques. Ils représentent 13 % des effectifs dans le secteur automobile et 25 % dans la fondrière.

Les étrangers paient 25 milliards de marks d'impôts et de taxes sociales par an. Ils représentent un potentiel de consommation de 60 milliards de marks.

Une famille turque compte une moyenne de 4,1 personnes contre 2,35 pour une famille allemande. Environ 45 000 familles sont propriétaires de leur logement. Le revenu mensuel moyen par famille est de 3 650 marks.

On compte 35 000 entreprises turques employant 125 000 personnes.

LE MONDE
diplomatiqueDix-huitième volume
de la collection
« Manière de voir »LES FRONTIÈRES
DE L'ÉCONOMIE GLOBALE :
SÉGRÉGATIONS PLANÉTAIRES

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - 42 F

Calme raci

BULLETIN D'ABO

سكان النمل

ESPACE EUROPÉEN

L'IMMIGRATION EN EUROPE

Calme racial en Grande-Bretagne

Comparé à la situation sur le continent, le consensus britannique paraît exemplaire. Mais le « modèle » est relatif : la politique de l'immigration se durcit et les discriminations perdurent

LONDRES
de notre correspondant

La Grande-Bretagne est-elle une oasis de paix, un modèle d'intégration raciale, dans une Europe que le récession économique rend de plus en plus intolérante face à une vague d'immigration sans précédent ? A l'heure où l'Allemagne connaît un regain de violence contre la communauté turque et où la France décide de fermer ses frontières au flux de l'immigration, le Royaume-Uni semble bénéficier d'une période d'harmonie raciale. Comme si, après avoir, eux aussi, traversé une période de troubles, les Britanniques savouraient les fruits de leur expérience et d'une certaine sagesse. Les apparences, en tout cas, accablent un tel constat : les derniers excès xénophobes de Brixton et de Toxteth, dans les banlieues de Londres et Liverpool, remontent à 1981, et un certain racisme « à la française » n'a pas cours outre-Manche.

C'est donc à la surprise générale que Winston Churchill a lancé, le 29 mai, ce qui est apparu comme un pavé dans la mare. S'il n'est pas fin, de façon urgente, en « flux implacable » de l'immigration, a-t-il affirmé, est composée à plus de 50 % d'immigrés et les musulmans « prétendent que leurs coreligionnaires sont aujourd'hui plus de deux millions ». La classe politique britannique s'est interrogée : l'île de la région de Manchester paraît-elle pour sa part, c'est-à-dire une circonscription où le pourcentage de la population d'origine étrangère est relativement fort ?

Les responsables du Parti conservateur ont rapidement pris leurs distances avec des propos jugés doublement dangereux. Sur le plan racial d'abord : chacun a immédiatement fait le rapprochement avec le discours incendiaire prononcé en avril 1948, à Birmingham, par Enoch Powell. A l'époque, l'éloquent terrible des torres avait prédit à son pays des « rivières de sang » si un coup d'arrêt n'était pas porté à l'immigration des gens de couleur. Sur le plan politique ensuite : le parti de John Major courtise assidûment la population allochtone : sans le soutien de la communauté en provenance d'Asie du Sud, une douzaine de sièges aux Communes seraient probablement passés à l'opposition lors du scrutin d'avril 1992.

Les incidents restent isolés

Bref, Winston Churchill a été officiellement qualifié de « solitaire ». D'autant qu'il s'est partiellement trompé, ce qu'il a d'ailleurs reconnu : dans aucune ville du Royaume-Uni, les immigrés ne représentent 50 % de la population locale. Tout au plus 20 %, dans une demi-douzaine de localités du nord de l'Angleterre. Dans l'ensemble, cette coexistence est pacifique ; bien que les incidents raciaux ou soient ni rares ni même en diminution : selon le ministère de l'Intérieur, 7 780 attaques à connotation raciale se sont produites en 1991, et, depuis trois ans, ce nombre s'accroît d'environ un million de cas chaque année. A Londres notamment, le nombre d'agressions de ce type est passé de 2 908 en 1990, à 3 373 en 1991.

Mais, pour préoccupante que soit cette évolution, les incidents restent isolés. Officiellement, le gouvernement se félicite d'un climat de relatif consensus racial. « Plurielle » et tolérante, la société britannique ? Certes, ce tout cas bleue davantage que sur le continent, et on en vient à se demander si la « vitrine » ethnique n'est-elle pas éloquent ? 800 000 Indiens,

500 000 Antillais, 430 000 Pakistanais, 110 000 Bangladaïsi, 130 000 Chinois, 115 000 Africains, etc. Au total, environ 2,7 millions de personnes d'origine étrangère (4,9 % de la population totale), vivent en Grande-Bretagne, 46 % d'entre elles étant nées sur le sol britannique. Encore s'agit-il de chiffres officiels : une évaluation plus réaliste, c'est-à-dire tenant compte de l'immigration clandestine, serait plus proche de 4 millions.

Si cette osmose entre populations allochtone et autochtone s'est effectuée, globalement, dans de bonnes conditions et si les relations raciales se sont peu à peu banalisées, c'est notamment en raison de l'ancienneté du phénomène. Les grandes vagues d'immigration se sont produites au cours des années 50 et 60, avec la disparition de l'empire britannique (à la suite de la partition des Indes), puis au début et à la fin de la décennie 70, avec l'arrivée de 28 000 Asiatiques expulsés d'Ouganda et celle de 18 000 réfugiés en provenance d'Asie du Sud-Est. Ce processus d'intégration sociale a été favorisé par la conjonction de la politique gouvernementale et la volonté des communautés concernées.

Une identité préservée

Chaque d'entre elles préserve cependant son identité culturelle, comme en témoignent notamment la vigueur d'une presse ethnique forte d'une centaine de titres, une pratique religieuse assidue (nombreuses mosquées et temples), et une éducation parfois séparée : 10 % des quelque 250 000 élèves musulmans fréquentent des écoles privées. Depuis 1974, la Grande-Bretagne dispose d'une législation antidiscriminatoire stricte - sans équivalent en Europe - dont l'application est surveillée par la Commission pour l'égalité raciale. Régulièrement, des entreprises reconnues coupables de discrimination raciale



De 2,7 à 4 millions d'étrangers vivent en Grande-Bretagne. Parfois, il faut vivre avec leurs conflits vie-à-vie de leur pays d'origine. (Ici, des sikhs protestant contre la politique de New-Delhi.)

sont condamnées par les tribunaux. Contrairement à l'Allemagne et à la France, les immigrés légaux disposent en outre du droit de vote, ce qui encourage sans aucun doute le sentiment d'appartenance à une même communauté. De leur côté, les immigrés exercent une action dynamique pour se tailler une place dans une société encore largement divisée en classes. En témoignent, les chiffres de la fréquentation scolaire : dans la classe d'âge des seize à dix-neuf ans qui poursuivent leurs études, on trouve 77 % de Chinois, 66 % d'Africains et Asiatiques, 58 % d'Indiens et seulement 37 % de « Blancs ». Ces efforts sont nécessaires, car dans bien des domaines, l'égalité des chances reste un leurre : le chômage touche 11,9 % de la population blanche, contre 19,8 % des Asiatiques et 24,2 % des Noirs.

Des tours de vis successifs

En Grande-Bretagne, on est cependant fier de souligner que certains des représentants de la télévision les plus connus (Trevor McDonald, Zainab Badawi) sont des gens de couleur, tout comme six parlementaires de la Chambre des communes, une centaine de conseillers municipaux, et bon nombre de détenteurs de grosses fortunes. Le racisme, officiellement, n'existe pas. Ou plutôt, il ne s'exprime pas ouvertement. A bien échanger, on en trouve cependant de multiples formes dans la pratique des conventions sociales, mais le discours public le proclame : les partis extrémistes de droite, comme le British National Party (BNP), restent marginaux, sans représentation électorale.

Au fond, le racisme, comme l'immigration, est un problème que l'on préfère régler en douceur. En ce sens, le tort de Winston Churchill, comme celui, jadis d'Enoch Powell, est de l'avoir mis en évidence. Dans les faits, la politique constante des gouvernements de Margaret Thatcher et de son successeur a été de mettre en place, discrètement mais efficacement, des conditions d'entrée et de séjour des étrangers de plus en plus draconiennes. Un tout

de vis législatif a été donné après chaque grande vague d'immigration : le nombre d'étrangers admis sur le sol britannique a ainsi chuté de 81 000 en 1976, 46 000 en 1987, pour se redresser légèrement (49 000 en 1989, 52 300 en 1990), avant de retomber : 50 000 en 1991.

Alors que la grande majorité des candidats à l'immigration sont aujourd'hui des parents de nouveaux citoyens britanniques, le gouvernement de John Major souhaite résister à la récente vague d'étrangers qui se pressent aux portes des pays de la Communauté européenne, les demandeurs d'asile. En Grande-Bretagne, 5 000 demandes ont été enregistrées en 1988 et 44 143 en 1991. Pour le gouvernement, la moitié d'entre elles sont « sans fondement ». Une loi est en cours d'examen au Parlement de Westminster. Son but est, officiellement, « d'accélérer et de simplifier » la procédure d'examen du droit d'asile, afin d'éliminer un retard de quelque 60 000 cas. 3000 dossiers supplémentaires sont ouverts chaque mois et l'attente dépasse seize mois.

Le délai permettant à un étranger de faire appel d'une décision de refus du droit d'asile va être nettement raccourci (à quarante-huit heures), et le projet prévoit le prélèvement des empreintes digitales des candidats à

l'entrée en Grande-Bretagne. L'opposition a dénoncé le caractère expéditif de ces dispositions, mais il est probable que le texte sera adopté avant l'été. Tout se passe comme si, pour préserver un équilibre social et racial que chacun sait fragile, il existait une sorte de consensus dans la classe politique. Peut-être parce qu'elle a longtemps accueilli sans restriction sur son sol les populations de ses anciennes colonies, la Grande-Bretagne n'a plus de scrupules pour pratiquer une politique d'accueil au compte-gouttes.

Les travaillistes et les démocrates-libéraux ont ainsi mollement critiqué le faible nombre de réfugiés en provenance des camps de détention de Bosnie finalement admis sur le sol britannique (environ 600, malgré une « promesse » d'en accueillir 4 000), et le maintien des contrôles aux frontières, en dépit des accords de Schengen que Londres n'a pas signés, n'a fait l'objet d'aucune polémique. Les Britanniques - ravis que la France ait finalement opté pour la même position - mettent en avant la nécessité de lutter à la fois contre le terrorisme, le trafic de drogue et la contrebande, l'immigration clandestine, sans compter... la rage.

LAURENT ZECCHINI

BIBLIOGRAPHIE

Histoire de la Belgique française...

Importante institution financière installée dans toute la Belgique, aussi bien en Flandre qu'en Wallonie, le Crédit communal a une politique de mécénat qui le conduit notamment à financer des travaux historiques fort utiles pour la compréhension du pays. Après une monumentale *Belgique enrichie* couvrant le dix-huitième siècle, son département éditorial publie une œuvre sur l'occupation puis l'annexion française pendant la Révolution et l'Empire, sujet délaissé entre tous au moment où les antagonismes entre francophones et néerlandophones amènent certains à s'interroger sur les chances de succès du « fédéralisme d'union » institué par la récente réforme de la Constitution.

Une équipe d'une quinzaine d'auteurs, comportant surtout des francophones mais également quelques Flamands, a écrit plusieurs années de la direction du professeur Hervé Hasquin, président du conseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles (ULB), temple de la pensée laïque francophone en Belgique, malgré la confusion que peut susciter le mot « libra » en France. Il en résulte une série de contributions d'intérêt inégal, avec quelques redites, mais globalement essentielles pour la connaissance de la « préhistoire » d'un pays vieux seulement de 163 ans, avec une iconographie qui fait regretter que la France se soit si peu intéressée au versant belge de la Révolution dans la floraison de livres publiés à l'occasion du bicentenaire.

Une chouannerie septentrionale

« De tous les pays conquis totalement ou partiellement par la France, la Belgique est certainement celui où l'empreinte laissée par la cohabitation est restée la plus métrable », souligne Hervé Hasquin. L'accent a surtout été mis sur l'héritage intellectuel, juridique, administratif et politique dont les Belges sont redevables à la Révolution française.

Pour autant, l'ouvrage de cache rien des persécution religieuses et des pressions sur la population pour la « contribution à l'effort de

guerre » qui suscitèrent en 1798 la « guerre des paysans », cette espèce de chouannerie septentrionale qui a laissé une trace profonde dans la littérature populaire et dans l'imaginaire collectif des Flamands, comme en témoignent encore certains monuments. Puis, sous l'Empire, le développement économique des neuf départements français réunis, l'introduction de l'odeur napoléonienne, la mise en place d'un système judiciaire et d'une administration qui demeure sans doute ce qu'il y a de plus solide dans la Belgique fédérale d'aujourd'hui, sont à porter à l'actif de l'occupant. « Le communisme de langue et la participation à la grandiose épopée de l'Empire ont renforcé le sentiment d'appartenance à la mouvance française et ont même éliminé en maints endroits de Wallonie une mythologie profane », constate encore Hasquin, en pensant à des faits encore perceptibles, notamment à Liège où l'on fête le 14 juillet et où l'on entretient le culte de Bonaparte.

Lors de la présentation de l'ouvrage, le 17 mai, les journalistes belges étaient nombreux, notamment les Flamands, auxquels on peut reprocher beaucoup de choses sauf de manquer de curiosité et de conscience professionnelle, même à l'égard des entreprises à dominante francophone. Après avoir écouté Hervé Hasquin, l'un d'eux demanda poliment « si une indemnisation serait demandée ». Allusion à un chapitre relatif aux préjudices opérés par un « comitè d'extraction » - sic ! - dans les musées et les bibliothèques de la future Belgique. Louis XVIII fut beau faire restituer le Descente de la croix de Rubens, il reste des traces de l'épisode dans le mémoire des « flaminguants ». Loin d'être un pays d'universitaires, la Belgique française nous plonge dans l'histoire immédiate.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

« La Belgique française (1792-1815) sous la direction d'Hervé Hasquin, Crédit communal de Belgique (division vente, 44 boulevard Paolucci, 1000 Bruxelles), 504 p., illustrées, 1990 F belges (325 F français).

...et de la République fédérale d'Allemagne

Professeur à l'université de Metz, Alfred Wahl réécrit une histoire de l'Allemagne qui avec la publication des principaux textes essentiels à la compréhension de quarante années de RFA, permet de se faire une idée sur les enjeux et les difficultés de la réunification. Plus tournée vers l'Est, plus marquée par le protestantisme, moins triomphante économiquement, la nouvelle Allemagne est toujours en quête de son identité. Coincée

entre le passé nazi et l'héritage communiste, elle n'est pas tentée par un nouveau Sonderweg, ce « chemin particulier » qui la mène par deux fois à la catastrophe, et l'Europe avec elle, mais elle a des doutes de plus en plus insistants quant à la pertinence de la construction européenne.

Alfred Wahl, *Histoire de la République fédérale d'Allemagne*, Armand Colin, 192 pages.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 205.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- La Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Crie
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tassin
15-17, rue de Colonne-Pierre-Aris
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : 44-62-72-72
Tél. : 44-62-72-72
de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 437
ISSN : 0293-2027

PRINTED IN FRANCE

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 039 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 095 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) : published daily except on Sundays and public holidays. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTAGE: 1st class. Additional charges for 1st class of NY 131A, Champlain, N.Y. 12919 - 1291.

For the documents sent by air to USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 280 USA.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Non : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

STAGE ANGLAIS USA

Dans une grande université de Californie ou de Floride.

Départs possibles tous les 2 mois.

année (8 mois) : 60.000 F env.

semestre (4 mois) : 28.000 F env.

Cours, logement, repas inclus.

University Studies in America

CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS
(1) 45 50 28 28

ISTHES

PRÉPAS

• GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

• SCIENCES PO

Paris - Province

stages annuels et intensifs

42 24 10 72 - 45 27 10 15

*La dissolution du conseil municipal a marqué la fin du long règne de Paul Alduy sur la cité catalane
Face à une droite épuisée, l'extrême droite joue gagnant*

de notre envoyé spécia

Comme son tuteur Jean-Marie, seul, à l'instar de la cupidité, la finesse de ses excès, Jean-Claude s'amuse beaucoup en politique. Alors, il a mis son humour et son espagnol au service de cette grande cause, pour caresser le Catalan dans le sens du poil. « *Quitte à être un peu espagnol, ça va mieux avec le soleil, n'est-il pas vrai ? Les voleurs de voitures qui pratiquent désormais un mienier ti hauts risques à Perpignan doivent le savoir. Il y aura des tartes, c'est sûr. Mais cette ville, qui avait des odeurs, nura des senteurs !* » Car Jean-Claude Martineau, le directeur de l'association « *Perpignan, la silhouette qui avait une besace de promesses qui s'il sème une trois vents du pays, à coups de formules gratuites et faussement généreuses. Faire de Perpignan « une nouvelle Cordoue », un nouveau phare d'intelligence en Méditerranée », « une IBIRD »), transforme les gitans en danseurs de flamenco pour touristes, vidar les ordinateurs des écoles pour acheter pianos et violons, faire éclore de nouveaux Dali et de nouveaux Casals ; installer la FNAC aux Dames de France ; pour les rugbymen, ramener le boucher le plus connu dans le pays. Le peuple n'a qu'à demander, Martineau promet.*

La « maladie hontense »

Faut-il que cette ville soit mal en point pour que cet universitaire, qui donne à son engagement d'extrême droite les allures d'un anticonformisme inoffensif, puisse ainsi multiplier les « numéros », sous des applaudissements de plus en plus nombreux et d'un personnel politique local cogué dans ses querelles et jétainé par ce péril majeur? A gauche comme à droite, ils ne sont pas nombreux à oser publiquement dénoncer la démagogie d'un homme et d'un parti qui commencent à peser lourd, trop lourd pour être pris de front.

l'attentat contre le candidat centriste aux élections législatives de mars dernier, Jean-Claude Madrenas, toujours pas élucidé à ce jour, on sera peut-être un autre.

Ces élections municipales, déclenchées par la dissolution du conseil, le 5 mai dernier, au bout de plus de deux années de guerre interne entre le vieux lion catalan, Paul Alduy, soixante-dix-huit ans, embringué dans un système qui s'est fini par se retourner contre lui, mais qui ne voulait pas mourir, et son premier adjoint Claude Barate, qui voulait enfin tuer le vieux lion, ont vu la manifestation la plus supplémentaire de cette déliquescence généralisée.

Pour en finir, prétendument, au système, Claude Berarte a monté une liste pivotaient autour d'un axe RPR-RP et comprenant, aux places de choix, pas moins de seize élus sortants ayant, du jour au lendemain, oublié qu'ils avaient fait roter, mais qui, s'ils reviennent, feront roter à nouveau, pas certaines pratiques. Claude Berarte lui-même avait été mis en cause par le maire pour des subventions versées, au bénéfice d'un RPR local, à des associations d'habitants de la commune de Saint-François Calvet, ancien directeur du cabinet de Jacques Farnan à la présidence de la chambre de commerce, a été élu député (UDF-RP), mais il est resté directeur de l'Office municipal de l'I.L.M. et d'influence extrêmement intéressante.

« *Changer tout !* » scandent, en face, les socialistes, conduits par un jeune aux dents longues, formé à l'école de Georges Frêche, Christian Bourquin. « *Barate, accuse-t-il, fait son mea culpa sur tout ce qu'il a cautionné jusqu'à présent. Nous, nous voulons reconstruire en dur et en jeune, redonner confiance à cette ville et faire tous les travaux* »

Un autre homme voudrait citer un trait sur cette classe politique locale : Jean-Paul Alduy, le fils de son père. Au bout d'une pénible histoire résistait toutes les théories du docteur Freud, ce petit gillard de cinquante ans a retrouvé le bonheur, il a eu une fille, un coup, les lieux de son enfance, sans vouloir jamais rejoindre le combat final et désespéré de celui qui a dirigé cette cité pendant trente-quatre ans. Pour « redonner de l'oxygène » à Perpignan, pour déjouer le « *shot-up* pollin, administratif », il a lancé ses élections provinciales dans la plus grande précipitation, pour démontrer le manque de courage d'une UDF qui l'a abandonné en rase campagne, ce centriste, qui se dit de gauche, a choisi de se faire un prénom à l'usage de son épouse, un homme et femme de bonne volonté, renforcés d'une portion de Génération Écologie. Ruda parait pour ce fils prodige, ce polytechnicien qui ne reconnaît plus sa ville. « Je porte le nom d'un chef de tribu, dit-il, et tout mon combat, c'est de combattre ces tribus. Pen-

Jean-Paul Aldon s'était juré de s'engager en politique si Perpignan menaçait d'être la première grande ville livrée aux mains du Front national. N'arrive-t-il pas trop tard ? « Ce sont ceux qui ont écrit cette ville, y compris mon père, qui ont fait le lit du Front national. Je n'hésite pas à dire qu'en démontrant le premier des vices de ce système, le Front national a joué un rôle progressiste. Personne d'autre n'avait le courage de condamner ce que se passait ici, et voilà où nous en sommes. » Il veut encore croire que le pire sera évité. Il est prêt à une alliance au second tour avec les socialistes, pour échapper à l'irréparable.

Mais qui contrôle vraiment qui, dans cette ville ? Certains redoutent un serment munichois – tout sauf Barate ! – qui propulserait le Front national à la mairie pour deux ans, afin de « débarrasser le plancher ». « Pour quoi serais-je pessimiste ? se vante Jean-Claude Martinez. Je me trouve au lieu géométrique de tous les règlements de comptes. »

DANIEL CARTON

■ **Elections municipales à Valenton (Val-de-Marne).** — Les habitants de Valenton, dans le Val-de-Marne, sont appelés à élire un nouveau conseil municipal, dimanche 6 juin. Depuis la mort de Roland Ruche (PC), maire de cette petite ville du Val-de-Marne, qui s'était éteint le 21 mai, le conseil municipal ne compte plus que trente-deux membres au lieu de trente-trois. Or le maire ne peut être élu que par le conseil municipal en complet, et la liste communale n'a pas encore été présentée. Elle comporte plus aucun suppléant. Quatre listes sont en présence : celle du Parti communiste ; une liste soutenue par le Parti socialiste et le Mouvement des réformateurs ; une liste de l'Union de la majorité (RPR, UDR, CNI) ; une liste agricole.

■ **Francis Delattre (UDF-PR)** (seul député-maire de la communauté d'agglomération d'Oise) — Francis Delattre, député UDF-PR du Val-d'Oise, a été élu conseiller municipal, mardi 1^{er} juin, maire de Franconville, par vingt-neuf voix sur trente-deux votants. Actuellement, autre conseiller n'avait aucun mandat. Francis Delattre a été élu à l'opposition (Cinq PS, un PC, un Front national) n'ont pas pris part au vote. Maire depuis 1983, le député a été en difficulté depuis plusieurs mois avec trois de ses douze conseillers municipaux. Francis Delattre, 47 ans, marié, deux enfants, adjoint chargé du budget. Souhaitait raménager la composition de ses commissions (Finances, Urbanisme, Travaux publics, Affaires municipales, mais surtout se séparer de son adjoint peu fidèle. Francis Delattre a été élu conseiller municipal par 29 voix sur 32 votants. L'avis prononcé le 1^{er} juin, dernier.

Subvention baladeuse en Dordogne

bénéficié au *Journal de la Dordogne*, un hebdomadaire socialisant, racheté depuis par des proches de Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères. Cet argent, 260 000 francs, avait permis de combler le découvert de la publication auprès du Crédit mutuel du Sud-Ouest, qui est aussi la banque de la Fédération Léo-Laurance.

Ces fonds déboursés de leur utilisation n'ont pas appartenant à la subvention de 533 000 francs, votée le 18 mars 1991 par le bureau du conseil général, ni s'agissaient que des élus de gauche. Contreirement à ce qu'indique le procès-verbal de la réunion, cette somme n'a jamais servi à solder un prêt contracté par la fédération auprès du Crédit municipal. En fait, la subvention votée, le docteur Belin a renoncé à la toucher et a signé une cession de créance au profit de la banque. Le formulaire, qui figura probablement dans le dossier du juge d'instruction, indique clairement que les 533 000 francs devaient être répartis sur des comptes distincts de celui du *laurentin*. Quant à

Pareonne ne conteste aujourd'hui le cheminement normal de cette subvention, qui s'est profitée à un organisme de prêt comptant parmi ses porteurs de parts Bernard Bioulac et plusieurs conseillers généraux socialistes périgourdins. Deux questions restent cependant posées : v-e-r-r-il eu

Bernard Bloucat, par l'entremise de son avocat, M^{re} Bernard Cadot, écarte sa responsabilité. Selon lui, il n'existe aucun document administratif ou bancaire portant sa signature. Et rien ne laisse supposer qu'il ait pu donner un ordre ou une directive particulière à l'égard de la banque traitant l'opération. Pourtant, Christian Mernet, le directeur général des services du département, s'indigne lors de son interrogatoire devant le juge qu'il n'avait eu qu'un rôle d'exécutant. Qu'un banquier du Crédit municipal de Paris ait pu commettre une telle faute, c'est une notion qu'ils avaient eue avec Bernard Bloucat eu début de l'année 1991. Elle avait trait aux difficultés du *Journal de la Dordogne* et, d'après eux, celui qui à l'époque était président du conseil général de la Dordogne n'avait pas eu de rôle de s'en occuper.

Pour sa part, l'actuel président du conseil général de la Dordogne, Gérard Fayolle (RPR), devra annoncer jeudi 3 juin, dans un communiqué, la « disparition » d'une autre subvention, de 367 000 francs, qui, « par une autre voie, a bénéficié au même journal pour couvrir son déficit ».

DOMINIQUE RICHARD

La mise en cause de Bernard Bioulac intervient dans le cadre de l'information judiciaire ouverte en 1991 après la déconfiture de sociétés et structures associatives créées à l'initiative du docteur Michel Belin, l'ancien président de la fédération départementale Léo-Lagrangue. Calvi-ci, pour concrétiser les idées ambitieuses qui étaient les siennes en matière de prévention sociale, avait sollicité le soutien du conseil général. Ce concours financier prenait la forme d'une aide annuelle et de quatre bourses accordées aux étudiants les plus méritants aux études supérieures.

Il y a quelques semaines, le magistrat instructeur a découvert qu'en 1991 la partie d'une subvention initialement destinée à l'association Léolo-aranga avais

**Tahiti
avec Kuoni...**

□ Le budget de la région Gandeloupe est rejeté par la chambre régionale des comptes. — La chambre régionale des comptes a rejeté le budget de la région pour l'1973 dans un avis rendu public jeudi 3 juin, selon lequel la région « n'a pas adopté de mesures suffisantes pour parvenir à réduire son déficit ». Celui-ci devrait atteindre 800 millions de francs en 1992. Le préfet est chargé d'établir un nouveau budget, et la région est mise sous tutelle de l'Etat. Le budget de la région avait été adopté en avril dernier par l'actuelle majorité du conseil régional, élu en janvier der-

nicier et présidé par Lucien Michaux-Chevry (RPR).

□ Le Sénat proroge de six mois le délai d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale. — Les sénateurs ont adopté, jeudi 3 juin, une proposition de loi de Jean-Paul Delevoye (RPR, Pas-de-Calais), président de l'association des maires de France, qui proroge de six mois, du 6 août au 31 décembre, le délai dans lequel doit être élaboré le schéma départemental de coopération intercommunal prévu par la loi du 6 février 1992 sur l'administration territoriale de la République.

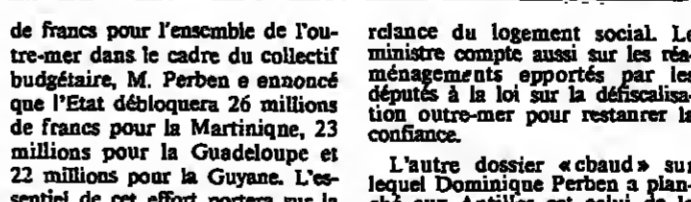
Dominique Perben ne veut pas jouer au « Père Noël »

A l'occasion de la visite qu'il a effectuée aux Antilles et en Guyane, du 19 au 28 mai, Dominique Perben a imposé l'image d'un ministre des DOM-TOM avant tout préoccupé de développement économique et allargique aux promesses faciles.

Il y a, bien sûr, les instructions d'Edouard Belduc, mais Dominique Perben, à vrai dire, ne s'est guère fait violence pour les appliquer, tant elles conviennent à son approche personnelle des dossiers. Durant ce premier déplacement outre-mer, le ministre des DOM-COM a été, en effet, un homme de prudence et de pragmatisme, au point de désarçonner quelque peu des élus locaux jusque-là habitués au faste patriarcal des personnalités du RPR de passage. A Pointe-à-Pitre, à Cayenne, à Kourou, à la Réunion, il a été inlassablement répété qu'il n'était « pas le Père Noël » venu « distribuer des petits cadeaux », pour la simple raison que la honte est vaine. « Ne comptez pas sur moi, si-til n'y a rien, pour faire des promesses non tenues », a-t-il dit.

S'ils ont globalement apprécié ce langage de la part du ministre, les élus guyanais n'ont pas moins dénoté une crise économique et financière d'une extrême gravité. Le budget de l'Etat du Guyana de 1980 est de 100 millions de francs pour le Guyana, de 800 millions de francs pour la Guadeloupe, de 900 millions de francs pour la Martinique, la Dominique et les trois autres Antilles. Le budget des collectivités locales dépendant principalement de la commande publique. Invitant chacun à prendre ses responsabilités, M. Cohen a encouragé les élus à « assumer la responsabilité de la gestion » et que s'il s'agit, personnellement, d'un « jérôme partisan de la décentralisation », il est urgent de « restaurer l'autorité de l'Etat dans

Dans l'immédiat, le gouvernement donnera un premier « coup de pouce » financier. Bénéficiant d'une enveloppe de 100 millions



sentire la sua mano posarsi sul la

cité aux Antilles est celui de la crise de la banane (le *Monde* du 2 juin), qui provoque des frictions au sein de la CEE entre les Français, soucieux de protéger les productions de la Martinique et de la Guadeloupe, et des Allemands, friands de bananes importées de la zone dollar. Dans cette affaire, le ministre a assuré les professionnels de la « *détermination* » du gouvernement à sauvegarder la « *perennité de la production agricole* », dont dépend, a-t-il précisé, « *l'équilibre de la société antillaise* ».

Prudence, donc, sur les engagements financiers de l'Etat, mais fermeté dans des négociations européennes mettant en jeu l'équilibre de l'ontre-mer français, le tout sans d'inutiles tremolos : la « méthode » Perben s'affûte.

FRÉDÉRIC BORIN

FREDEMAN, BOBIR

**Tahiti
avec AOM...**

Prudence, donc, sur les engagements financiers de l'Etat, mais fermeté dans des négociations européennes mettant en jeu l'équilibre de l'entre-monde français, le tout sans d'inutiles tremolos : la « méthode » Perben s'affine.

FRÉDÉRIC BORIN

HEBERLING, BOBIN

ahiti
AOM...

Avec Kuoni, AOM et Sofitel

**La Polynésie à ce prix-là
c'est beaucoup
moins loin qu'avant**

Vous rêvez de l'océan bleu, du tamarec, du lagon...
C'est là, Ne tenez plus votre cœur en laisse.
Soyez comme Kuoni s'occupe de tout.
Voyagez l'océan, avec la qualité du
service AOM. Chambre disponible
l'année, piscine, papeterie, cuisine,
et tout le confort d'un hôtel.
Et puis, la Polynésie, c'est aussi
dans la brochure Kuoni, la seule
disponible chez nous, pour vous.

TAHITI-MOOREA
Séjour 10 jours/7 nuits
à partir de
9 590 F

SOCIÉTÉ

Le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Une banque de paille aux Antilles...

La 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris a examiné, jeudi 3 juin, le rôle de l'International Discount Bank, située dans les Antilles anglaises, dans l'achat suspect de 91 000 actions Triangle.

Se doutant bien que dans cette ténébreuse affaire, quelques centres d'opinion des difficultés à se repérer, la présidente a clairement résumé les protagonistes d'un feuilleton qui, en 1989, contribua amplement à faire douter les citoyens français de la moralité de ses gouvernements. Ce fut une manœuvre de cours, devant une classe studieuse.

Ne compliquons pas tout, explique en substance Claude Nocquet : en 1989, avant que le géant américain Triangle, numéro un mondial de l'emballage, ne cède aux avances du groupe français Pechiney, il y eut le temps des fiançailles. Des fiançailles tumultueuses, façon XIX^e siècle : « On se rencontre en secret, on forme des projets, puis l'on rompt et enfin on se réconcilie. »

Le prétoire, vite subjugué, écoutait ce conte de fée, sachant bien que les initiés ne tarderaient pas à jouer le rôle de l'ogre. En attendant, on découvrait que ces fiançailles-là frisaient la mésalliance, Pechiney faisant figure de Petit Poucet face à Triangle Industries. « A elle seule, American National Can, la filiale de Triangle, représentait les deux tiers du chiffre d'affaires de tout le groupe Pechiney », releva Claude Nocquet.

Noue en savions alors assez, ou presque, pour plonger dans les méandres du premier sous-dossier de l'affaire Pechiney-Triangle : le moins spectaculaire mais le plus lucratif. Tandis que Pechiney faiblissait sa cour dans un secret prénuptial, quelques chiens de Bourse réfléchissaient, du 18 août au 11 novembre 1989, 81 000 titres du groupe Triangle, réalisant une semaine plus tard un gain net de vingt et un millions de francs.

A partir de là, la présidente voulut savoir qui avait eu l'idée d'acheter ces titres. Dès lors, le conte de fées devint un conte des Mille et Une Nuits, emperlé de coté à pleier, faisaient surgir un gérant de station-service au Liban, un fabricant de papiers à Beyrouth, le neveu d'un beau-frère et la nièce d'un ami. Soupçonné par le ministère public d'être à l'origine de tout, Samir Traboulsi n'eut pas le droit à la parole. Mais, dans le rôle du rictus, son ami Cherbel Ghanem, quarante-trois ans, homme d'affaires libanais, propriétaire d'une Rolls, fut digne et méritant.

Cent fois il répéta au tribunal comment un certain Cheker Khoury, notre fabricant de papiers, téléphonait régulièrement à Anguilla, dans les Antilles anglaises, à l'International Discount Bank (IDB) pour donner l'ordre d'acheter des actions Triangle ; cent fois il précisa comment cette banque saisisait sa société, la Socofinca, à Genève, pour qu'elle s'occupe de tout, et comment il demandait à la célèbre charge londonienne Prudential Seche de se porter acquiescent sur le second

mercé new-yorkais. Cherbel Ghanem fut tout simplement admiré. Car il réussit presque à faire croire que en circuit dément représentait les meilleures conditions de rapidité et de sécurité.

Cherbel Ghanem fut aussi remarquable quand il exposa brièvement la brève histoire de l'International Discount Bank, créée par ses soins à Anguilla, îlot perdu où quatre bâtisses se regardent en chiens de falaise. George Semie, gérant d'une station-service au Liban, y fut parachuté comme directeur. « C'était une banque opérationnelle, même si ce n'était pas la Chasse Manhattan », assure sans rire Cherbel Ghanem.

Brouiller les pistes

Un avocat sort de sa manche une photographie. On dicte une banque de paille cernée par les cocotiers. « M. Ghanem, je voudrais que vous nous la décriviez puisque vous y avez été plusieurs fois », demande avec gourmandise la présidente. « C'était une bâtisse avec un insigne IDB sur le porte. Il y avait deux ou trois bureaux. » « Deux ou trois ? », n'insiste la présidente. « Trois... je ne suis pas sûr... »

Durant près d'une heure, Cherbel Ghanem se souvient stoïquement. Un défilé de témoins corrige par petites touches la description de l'établissement bancaire : « C'était un bureau en sous-sol », dit l'un. « Non, c'était un studio avec un téléx », assure un autre. « J'ai vu une grande pièce avec des bureaux et une pièce vide », dit un troisième.

Se pourrait-il que l'International Discount Bank ne soit qu'une coquille vide ? Une banque de paille ? Se pourrait-il qu'elle n'ait eu pour seule fonction que d'empêcher l'identification du bénéficiaire de la plus-value des actions Triangle et de son informateur ? Une banque pour brouiller les pistes. Cherbel Ghanem récuse cette idée.

« Combien gagniez-vous en 1987 ? », s'inquiète brutalement la présidente. « J'avais un salaire et des profits. Je gagnais entre 1 million de francs suisses et 1 million de dollars. » « En francs français ? » 5 millions par an. « Cela fait quatre cent mille francs par mois. » « A peu près. »

Samir Traboulsi sourit. Claude Nocquet regarde Cherbel Ghanem : « Combien gagniez-vous par mois ? » 30 000 francs par mois. « Ce n'est pas beaucoup pour un dirigeant comparé à vos revenus. » Il cherchait du travail. C'est un salaire qu'il a accepté.

Au terme d'une longue audience, ce détournement par les Caraïbes laisse rêveur. Où peut donc nous mener la médiocre analyse des turpitudes financières ourdies par quelques obscurs brouilleurs d'opérations sous les tropiques ? Ne serait-ce que cela, l'affaire Pechiney-Triangle ? On eut alors l'envie d'entendre Samir Traboulsi et Alain Boublil sans tarder, pour se rassurer, pour s'inquiéter.

LAURENT GRELSAMER

L'archevêque de Toulouse se dit favorable à l'usage des préservatifs

Mgr André Collini, archevêque de Toulouse, a souligné, jeudi 3 juin, que l'Eglise réexamine la question de l'ordination des hommes mariés et s'est dit favorable à l'usage des préservatifs : « Il y a, a-t-il expliqué, le discours de l'épêque, mais il y a aussi celui de l'homme que je suis et qui dit clairement que si on ne peut pas changer de comportement sexuel, alors on n'a pas le droit de ne pas utiliser de préservatif, car ce serait se comporter en transgresseur de la loi que le premier commandement dit : tu ne tueras point. »

Ces déclarations venaient en conclusion de la présentation des propositions et soutiens de son synode, vœux qui devaient être présentés aux fidèles du département en septembre prochain. Ceux-ci se limitent au retour aux sacrements des divorcés, à l'accès des laïcs au ministère du sacrement de l'union des mariés et à l'accès des femmes aux ministères constitutifs. La proposition de Mgr Collini sur l'ordination des hommes mariés n'a pas reçu la majorité des deux tiers requise.

Le Parlement irlandais lève toutes les restrictions sur la vente des préservatifs. Le Parlement irlandais (Dail) a mis fin, jeudi 3 juin, à toutes les restrictions sur la vente des préservatifs dans le pays, après vingt ans de controverse autour de la question du planning familial. Les préservatifs, en vertu de la nouvelle législation, seront désormais accessibles à tous, sans limite d'âge, et pourront être vendus dans des distributeurs. Seules les personnes âgées d'un mois à dix-huit ans pourront jusqu'à maintenant acheter des préservatifs, et uniquement dans des pharmacies.

Les députés irlandais ont ainsi décidé, en dépit des pressions, notamment de l'Eglise catholique, de s'écarter définitivement de la théorie de l'ancien premier ministre Charles Haughey - « une solution irlandaise à un problème irlandais » - en vertu de laquelle les préservatifs ne pouvaient être délivrés qu'à des couples mariés munis d'une ordonnance médicale. (AFP, AP)

En Russie, l'homosexualité ne sera plus poursuivie

L'homosexualité entre personnes consentantes a été décriminalisée en Russie, et toutes les personnes détenues à ce titre pourraient être libérées, a annoncé mardi 1^{er} juin un porte-parole du ministère russe de la justice, Vladimir Zimontenko. Le président Boris Eltsine a récemment signé et donné force de loi à une décision du Parlement annulant la législation antérieure qui prévoyait des peines de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Plus de quatre cents personnes ont été emprisonnées l'an dernier, dont vingt-cinq pour homosexualité pratiquée entre personnes consentantes, a indiqué M. Zimontenko. En vertu de la décision du Parlement, les relations sexuelles entre deux hommes consentants ne constituent plus un acte passible de prison, mais en cas de violence à l'égard d'un homme ou de menaces sur des mineurs la loi reste sévère.

Cette décision rend le code pénal plus civilisé et nous rapproche des sociétés de droit civilisées », a commenté M. Zimontenko, sans préciser le nombre de personnes qui vont en bénéficier. Des militants des droits des homosexuels estiment qu'il y aurait entre plusieurs centaines et plusieurs milliers de détenus qui pourraient profiter de la mesure. Les groupes homosexuels ajoutent que cette décriminalisation va permettre de mieux lutter contre le Sida. (AFP)

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

Les mots et le silence

La 13^e chambre de la cour d'appel de Paris a entendu, jeudi 3 juin, une partie des évocations des hépatites contaminées par le virus du sida ou de leurs familles. Une suite de plaidoyers où se mêlaient parfois intimement la douleur, le droit et l'amertume.

Chacun a ses mots, chacun a sa lecture des mots des autres. Le mot de M^{re} Nathalie Boudjrad, c'est « empoisonnement ». Car, pour elle, la qualification de « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit », qui a permis au tribunal de condamner le Dr Michel Garretta à quatre ans de prison, est « inadéquante ». La cour est bruyamment ramené au début de l'audience où quelques avocats plaident l'incompétence de la juridiction au profit de la cour d'assises. Mais, au-delà de ce discours déjà entendu, M^{re} Boudjrad dénonce « l'arrogance, le mépris, la froideur » des prévenus et s'attaque plus particulièrement au Dr Jean-Pierre Allein.

Pourtant, elle évoque aussi un médecin qui n'est pas dans le box : « Je ne comprends pas pourquoi le Docteur Bahman Habibi n'a pas été inquiété, alors qu'il a falsifié un document qui devait éclairer les autorités de tutelle », s'étonne l'avocate, en faisant référence au rapport transmis par le Dr Habibi, responsable de la diffusion des produits sanguins au CNTS, le 30 mai 1985, à M. Edmond Hervé, alors secrétaire d'Etat à la santé. Etabli à partir du travail de trente-quatre experts, ce rapport comportait quelques lignes rajoutées par le Dr Habibi, qui sont interprétées comme une atténuation de la position des spécialistes demandant le rappel de tous les produits concernés.

M^{re} Sabioe Paugam utilise aussi le mot « empoisonnement ». Elle rappelle que sa plaignante avait été déposée sous cette qualification, « pas pour faire plaisir aux médias » et s'adresse aussi aux absents : « La plaignante a été déposée contre X... », souligne l'avocate. « X », c'était les médecins prescripteurs. « X », c'était les gestionnaires, il y en avait douze ou treize ; aujourd'hui ils ne sont que quatre. Mais elle ajoute : « On ne peut pas dire que l'on n'est pas responsable parce que les autres le sont ». Et M^{re} Paugam dirige aussi sa colère contre le Dr Allein, « à la fois gestionnaire et prescripteur ». Elle donne son calendrier : « 1982, le risque nait, il y a des hypothèses. 1983, il y a la connaissance. 1984, c'est l'année des prévisions. 1985, c'est l'année des certitudes. »

Hommes en blanc, hommes en noir

M^{re} Francis Lecul, du barreau l'Amiens, soupire : « Je n'arrive pas à convaincre mes jurés qu'il ne s'agit pas d'empoisonnement ». Et il énumère des prénoms d'adolescents hépatites pour expliquer qu'ils ont été contaminés parce que le CNTS « voulait écarter les stocks ». Il parle aussi « complicités politiques » et s'insurge : « Qu'on ne nous dise pas que l'on ne savait pas ! ». Enfin, M^{re} Lecul lit une lettre des parents d'un hépatite de quinze ans contaminé, qui ne présente pas encore les signes de la maladie, « il adore la vie. Quand on le regarde, on se dit que ce n'est pas possible. On crève de peur quand il dit qu'il a mal ici ou là. On le regarde et on pense : quand et comment ? On prie pour que la maladie dorme ou fonde de lui et jamais ne se réveille. »

M^{re} Georges-Paul Wagner évoque la sérénité des débats, « qui ont

apporté à la cour un certain nombre d'éclaircissements que le tribunal n'aurait pas obtenus ». Il reconnaît les qualités de Dr Jean-Pierre Allein et du Dr Jacques Roux, mais il s'étonne de leur comportement dans cette affaire en estimant qu'ils ont « deux visages ». L'avocate évoque aussi d'autres responsabilités : « Celle des politiques, je la crois certaine ; elle sera peut-être un jour recherchée... Mais elle n'exonère pas la responsabilité de ceux qui sont ici ». M^{re} Alexandre Varaut s'attaque à démontrer que le Dr Robert Netter, responsable du Laboratoire national de la santé, est un « homme honnête » qui a fait « preuve d'immobilisme ». Mais l'avocate exprime également son amertume en parlant de son jeune client contaminé : « Jonathan a perdu toute confiance dans les hommes en blanc. Je ne suis pas sûr qu'il attende beaucoup plus des hommes en noir... »

Le même ton amer se retrouve dans la voix de M^{re} Eric Dupont-Moretti, du barreau de Lille : « Toutes les responsabilités n'ont pas été cernées dans cette affaire. Un grand procès reste peut-être quand il ne prend pas en compte l'ensemble des responsabilités ». Mais lorsqu'il évoque à son tour son jeune client,

tout cela lui paraît dérisoire : « Il est en train de mourir, il a d'autres préoccupations que cette vindicte, soupire l'avocat en se tournant vers le box. Il se rapproche du ciel et aujourd'hui il vous a déjà oubliés, Messieurs ». D'une voix lasse, il ajoute : « Les mots résonnent creux. »

Est-ce pour cela que M^{re} Boudjrad a demandé une minute de silence pour honorer la mémoire de Stéphane Gaudin, jeune hépatite de quinze ans décédé la veille ? Le président André Cerdini donne son accord, tout en dédiant cet hommage à tous les enfants victimes du sida. Instant rare dans une enceinte judiciaire : il n'y a plus de plaigants et plus de prévenus. Plus de magistrats. Plus de greffiers. Plus de gendarmes. Plus de journalistes, ni de public. Loin du tumulte des débats, il n'y a que des hommes et des femmes debout, les yeux baissés. Seul le magnétophone qui enregistre les débats ne s'est pas arrêté, gravant pour l'histoire cette longue minute où le silence est infiniment plus fort que les mots.

MAURICE PEYROT

Des opposants au tunnel du Somport condamnés. Le tribunal correctionnel de Pau a jugé, mardi 1^{er} juin, trois protagonistes du mouvement d'opposition au tunnel du Somport (Pyrénées-Atlantiques). Eric Pétit, déjà condamné plusieurs fois pour « dégradation volontaire de propriété de l'Etat » et « violence à l'officier de police judiciaire », a été condamné à un mois de prison ferme et Pierre Gérard à deux mois avec sursis. Tous deux devront verser solidairement une amende de 110 000 francs. Enfin Line Blasco, qui avait brisé une vitre du fourgon cellulaire transportant Pétit et Gérard à la maison d'arrêt de Pau, a été condamnée à deux mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende.

Le courtier Francesco Smalto placé sous contrôle judiciaire. Le courtier Francesco Smalto a été mis en examen, mardi 2 mai, par le juge Philippe Valat et placé sous contrôle judiciaire, après le paiement d'une caution. La mise en cause du courtier parisien fait suite à une enquête de la brigade de répression du proxénétisme (BRP) sur un réseau de prostitu-

tion de luxe impliquant des mannequins et ayant des ramifications à l'étranger, notamment au Gabon. Selon son avocat, « aucune call-girl de luxe n'a été recrutée, ni rémunérée, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, par lui-même ou par les sociétés qui portent son nom ».

Rejet du pourvoi de Fouad Ali Salah. La Cour de cassation a rejeté, mercredi 2 juin, le pourvoi de Fouad Ali Salah et de trois autres responsables des attentats de Paris en 1983 et 1986, qui avaient fait 13 morts et plus de trois cents blessés. Le 14 avril 1992, la cour d'assises de Paris avait condamné Fouad Ali Salah, trente-cinq ans, de nationalité tunisienne, à la réclusion criminelle à perpétuité, avec une période de sûreté de dix-huit ans. Hassan Aroua, un Tunisien de trente-neuf ans, et Omar Agnaou, un Marocain de trente et un ans, avaient également été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. Un étudiant marocain, Abdelhamid Badoui, s'était vu infliger une peine de vingt ans de réclusion criminelle.

CATASTROPHES

La collision entre deux navires en mer du Nord

Sept marins tués et deux disparus

BRUXELLES

de notre correspondant

Le danger de pollution sur les côtes belges semble écarté après le remorquage du pétrolier British Trent, entré en collision avec le minéralier panaméen Western Winner, à l'aube du jeudi 3 juin (Le Monde du 4 juin). Le bâtiment de la BP, immatriculé aux Bermudes, a été pris en charge par un remorqueur qui l'a conduit vers les eaux territoriales des Pays-Bas, après que l'insouciance de son capitaine à bord ait été maîtrisée. Une partie de sa cargaison s'est répandue dans la mer, mais elle s'est consumée en

surface, sans dommage immédiat pour l'environnement.

Le bilan humain de la catastrophe est important, sept morts et deux disparus, tous membres de l'équipage du pétrolier, composé essentiellement de marins originaires de la Sierra Leone. Une vingtaine de blessés légers, hospitalisés en Belgique, devaient être rapatriés rapidement en Angleterre.

Reste à faire la lumière sur cette collision, inquiétante dans une zone fréquentée et surveillée. Les bâtiments doivent y suivre un chemin bien précis, le « rail », et des pilotes les prennent en charge à l'entrée et à la sortie du chenal conduisant à Anvers. Une embarcation venait de récupérer le pilote qui avait guidé le pétrolier et allait en conduire un autre à bord du Western Winner. Les autorités belges semblent considérer que la suite de l'enquête concerne essentiellement les deux navires.

J. de la G.

Sept morts dans l'incendie d'une raffinerie en Sicile

Sept ouvriers ont péri carbonisés dans l'incendie qui a ravagé, jeudi 3 juin, à Milazzo, sur la côte nord de la Sicile, la raffinerie Meditteranea, l'une des plus grosses unités de l'Office national italien des hydrocarbures (ENI). Une explosion, survenue vers midi au moment où la plupart des ouvriers était à la cantine, a mis le feu à une conduite d'huile sous pression et enclenché les sept hommes de garde, que les pompiers ont retrouvés ensuite carbonisés. Après inspection du site, le directeur de la protection civile a exclu l'hypothèse d'un attentat. (AFP)

FAITS DIVERS

Un arsenal au tribunal

Un jeune homme interpellé, jeudi 3 juin, dans l'enceinte du palais de justice de Rouen alors qu'il était porteur d'un sac bourré d'armes a expliqué au juge qu'il n'avait pas l'intention de se servir de cet arsenal. Il le transportait, a-t-il dit, pour le revendre.

Pris, à l'entrée de la salle d'audience où il devait comparaître pour une affaire de vol de scooter, de montrer sa conviction, David Sannier avait enroulé son sac, révélant ainsi son contenu au policier de service. Ce dernier a successivement

sorti du sac un pistolet automatique 7,65 (avec une balle engagée dans le canon), une carabine à canon acier, deux pistolets automatiques 8 mm, un revolver 22 long rifle et 55 balles. A côté des armes figuraient aussi un livre et des articles racontant les exploits de Jacques Mesrine.

David Sannier a été condamné à six mois de prison, dont trois avec sursis, pour l'affaire du scooter. Il a été entendu, jeudi soir, par le juge d'instruction sur le contenu de son dangereux bagage.

ESPRIT

Qui est responsable ?
Qui est coupable ?

Prévention du risque
et réparation des victimes

Le droit français face à la dérive américaine

Le numéro : 78 FF - Abonnements 1 an (10 numéros) : 530 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - Tél. : 48 04 00 33



SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Un espoir pour les enfants atteints de mucoviscidose

Une équipe chirurgicale française a réussi à greffer un poumon préalablement coupé en deux

Une équipe chirurgicale française a réussi à greffer sur un malade un poumon préalablement coupé en deux pour constituer deux nouveaux organes en état de marche. Cette nouvelle technique pourrait permettre de sauver, notamment, des enfants atteints de mucoviscidose : « Avec deux poumons d'adulte, il sera possible d'en faire quatre plus petits et donc d'opérer deux enfants », a déclaré à l'AFP le chirurgien, le docteur Jean-Paul Couetil, travaillant dans le service de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire du professeur Alain Carpentier, à l'hôpital Broussais, à Paris.

Recréer des artères des veines et des bronches

La greffe - « une transplantation pulmonaire avec partition bidirectionnelle » - a été réalisée dans le courant du mois de mai. L'intervention a duré une dizaine d'heures et a consisté à séparer chirurgicalement les lobes supérieur et inférieur du poumon gauche d'un donneur avant de les réimplanter dans le thorax du receveur. L'opération a obligé les médecins à recréer les artères, les veines et les bronches sur la partie du poumon qui se trouvait dépourvue.

Le donneur - un homme de 1,80 mètre pesant 80 kilos - se trouvait en coma irréversible, à la suite d'un accident de voiture. L'un de ses poumons, lésé lors du choc, était inutilisable. Le receveur est une femme de quarante ans, mesurant 1,50 mètre et pesant 40 kilos.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION

atteinte de fibrose pulmonaire idiopathique, d'asthme et de séquelles de tuberculose. « La patiente », a souligné le docteur Couetil, était confinée depuis un an et demi dans sa chambre, sous oxygène en permanence. La transplantation représentait pour elle la seule chance de survie.

Trois semaines après l'opération, la receveuse va très bien et « est sur le point de sortir de l'hôpital », mais « son avenir reste lié à un rejet aigu ou chronique qui pourrait se produire », et elle devra donc prendre à vie de la ciclosporine, un médicament anti-rejet, à l'indiquée son chirurgien.

Les tests de dépistage du sida

Cinq laboratoires fermés provisoirement pour « poolage »

Cinq laboratoires d'analyses médicales font l'objet d'une mesure de fermeture temporaire pour avoir pratiqué des tests de dépistage du sida en mélangeant les sérums de plusieurs patients (« poolage ») au lieu de les tester individuellement. Se refusant à donner les noms de ces laboratoires, la direction générale de la santé (DGS), en effet, demandée aux préfets concernés de prendre les dispositions de fermeture tempo-

naire, sanctionnant cette pratique de « poolage », dangereuse pour la santé publique. Les cinq laboratoires « poolés » ont été détectés grâce à l'enquête-sondage nationale sur 120 laboratoires, dirigée par la DGS à la suite de l'affaire du Laboratoire privé parisien d'Artois (le Monde des 2, 3, 23 février-1^{er} mars, 14-15 mars, 19 mars).

La façon dont ce laboratoire -

aujourd'hui définitivement fermé à la demande du ministre de la santé (le Monde du 20 mai) - réalisait des tests du sida (« poolage ») avec des tests rapides) avait eu effet été dénoncée, fin janvier, par l'association Act Up. Comme pour le Laboratoire d'Artois, les cinq laboratoires ont un délai pour engager une procédure contradictoire.

Banque de sperme cherche repreneur

Depuis plusieurs mois, l'une des plus importantes banques françaises de sperme humaine - qui compte près d'un million de paillettes provenant de plusieurs dizaines de donneurs - cherche un acquéreur. La Fédération nationale des CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme et des ovules humains) reprendra-t-elle un stock de spermatozoïdes obtenu en marge des règles éthiques que s'est fixées cette association? Cette affaire illustre le risque qu'il peut y avoir à laisser le secteur privé créer de telles structures, dont l'existence est conditionnée aux lois du marché et à celles de l'exercice libéral de la procréation médicalement assistée.

Les premières banques de sperme humain ont été créées il y a une vingtaine d'années à l'initiative du professeur Georges David, fondateur de la Fédération nationale des CECOS. Il s'agissait alors, grâce à la conservation par congélation des spermatozoïdes, de développer la pratique de l'insémination artificielle à partir du sperme de donneurs. Plus précisément, les

militants des CECOS entendaient ainsi promouvoir la pratique du don d'un couple fertile à un couple dont l'homme souffrait de stérilité. Ainsi les donneurs de sperme recrutés par les CECOS devaient-ils être mariés et avoir déjà des enfants. Le don anonyme de sperme ne pouvait donc faire l'objet d'aucune rémunération.

En marge du réseau national des CECOS, quelques médecins entreprirent alors de créer des banques similaires qui, elles, rémunèrent (ou « dédommagent ») leurs donneurs. C'est ainsi que devait officiellement voir le jour, fin 1989, la banque marseillaise, créée sous l'égide de l'association Nature et Fertilité, animée notamment par le biologiste Jean-Pierre Defretin.

Cette association, présidée par le docteur Michel Amram, avait pour objet de traiter et de congeler le sperme et les ovocytes humains, puis de les distribuer à des couples stériles demandeurs. Cette activité devait rapidement connaître un franc succès.

Plus de cent cinquante gynécologues privés ayant, dans différentes villes de France (Marseille, Strasbourg, La Menn, Lyon ou Nice), recouru aux paillettes de sperme (ramassées par la Sécurité

société) de Nature et Fertilité. Nature et Fertilité aurait pu accroître son développement sans la polémique nationale déclenchée à la fin de l'année 1991 par le docteur Jean-Jacques Adnet, directeur du CECOS de Reims : s'exprimant sur le cinquième chaîne de télévision, il avait dénoncé l'existence d'un « trafic de sperme » dans l'Hexagone (le Monde des 24, 25, 26 et 27 septembre 1991). Au terme d'un imbroglio réglementaire et administratif, la banque de sperme marseillaise avait, malgré tout, été autorisée à reprendre son activité (le Monde du 11 février 1992).

Survint alors, l'été dernier, un conflit privé entre M. Defretin, biologiste agréé au titre des activités de procréation médicalement assistée, et le directeur d'un laboratoire d'analyses privé marseillais, où étaient stockés les spermatozoïdes conservés par congélation. M. Defretin décida de quitter Marseille pour Lyon, où il exerce aujourd'hui. Selon un bilan de septembre 1991, l'association Nature et Fertilité comptait, après deux ans d'activité, plus d'une centaine de donneurs potentiels de sperme, la moitié ayant été acceptée. A cette date, près de cinquante grossesses avaient été obtenues à

partir de spermatozoïdes stockés au sein de la banque marseillaise.

Qua faire des spermatozoïdes des donneurs recrutés par Nature et Fertilité lorsque cette association a décidé de se dissoudre? La banque marseillaise Brécard a proposé son stock de paillettes, devenu encombrant, au CECOS de Marseille, qui l'a refusé. L'offre a en revanche été acceptée par le professeur Claude Humeau, biologiste du CHU de Montpellier, qui, associé au professeur Hedon, clinicien, est à la tête de l'un des plus gros centres français de fécondation *in vitro*.

Un transfert inhabituel

Le transfert - tout à fait inhabituel - du stock de Marseille à Montpellier fut autorisé lors de la dernière séance de la commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction, qui s'est tenue le 23 mars à Vannes, dans les locaux de la direction générale de la santé. « M. Humeau informe la commission qu'il a été contacté par le laboratoire marseillais Brécard-Michotey pour accueillir au CECOS de Montpellier son stock de paillettes de sperme », peut-on lire dans le procès-verbal de cette

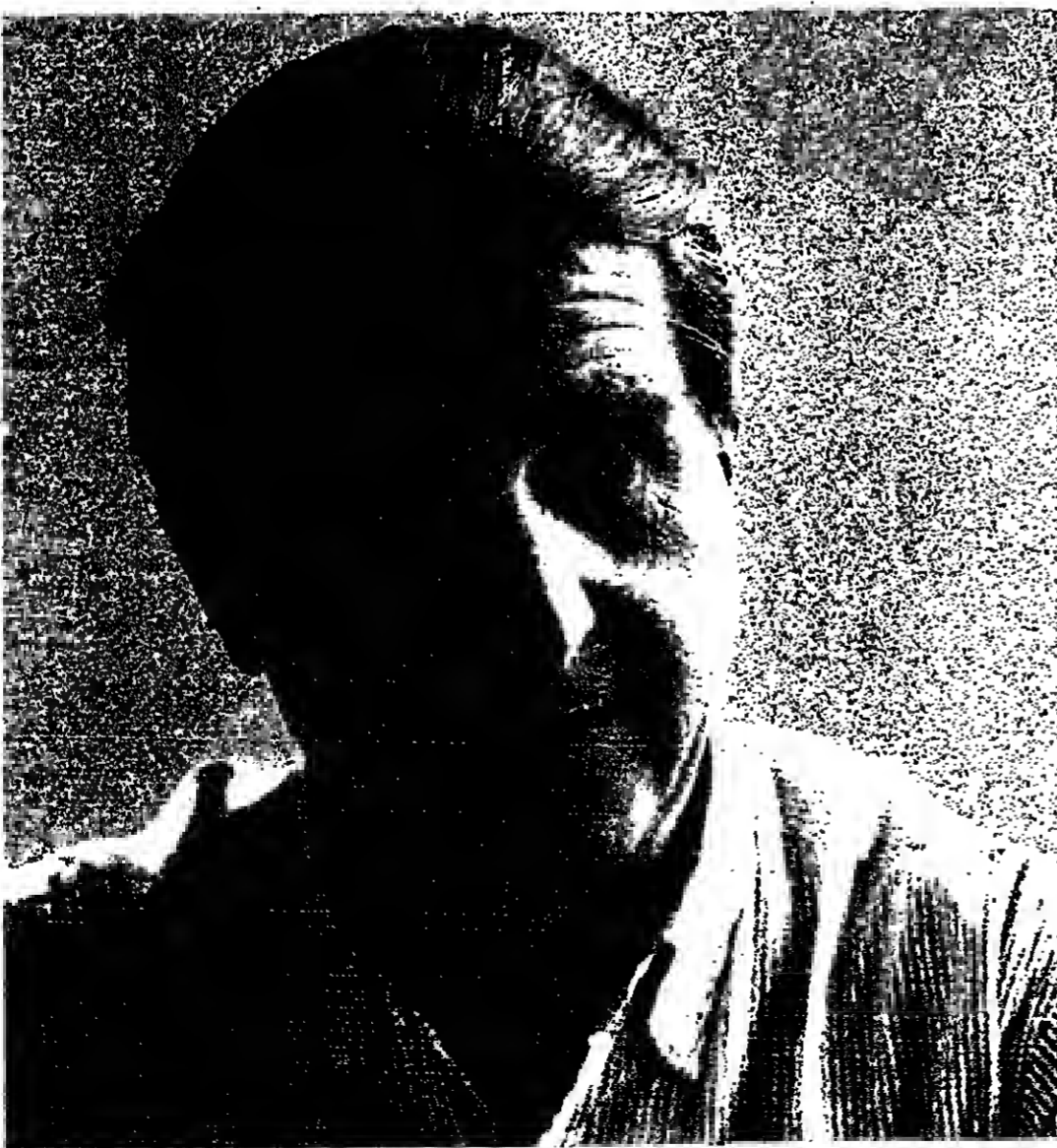
réunion, présidée par Jean Méchaud. « Le départ du responsable des activités biologiques de procréation médicalement assistée, M. Defretin, a provoqué cette décision, qui est bien accueillie par la commission ».

La question est d'autant plus importante que l'ensemble des CECOS doivent faire face à un manque chronique de spermatozoïdes. La polémique porte, dans un premier temps, sur des données sanitaires. Y a-t-il un risque à utiliser ces paillettes de sperme? Il semble que l'ensemble des critères habituellement retenus par les responsables de la Fédération des CECOS (enquête génétologique, virologique, etc.) ont ici été repris. Dès lors, le débat se déplace sur des questions d'ordre plus moral que technique. Peut-on ou non conserver par congélation des paillettes de sperme qui ont été obtenues à partir d'hommes célibataires plus ou moins rémunérés pour un tel don (près de 500 francs l'éjaculat) et qui pourraient demain soutenir devant un tribunal qu'ils sont, preuves scientifiques à l'appui, les pères biologiques de tel ou tel enfant?

JEAN-YVES NAU

Patrick Hamelle, Jacadi :

“Nous, nous habillons les enfants. Eux, ils les exploitent, parfois dès 6 ans. Et Bruxelles ferme les yeux : c'est scandaleux.”



Les chiffres du Bureau International du Travail sont terrifiants.

Des millions d'enfants sont mis en usine en Asie, la plupart du temps dans le textile, dès 6 ou 7 ans, de 12 à 16 heures par jour, pour quelques francs par semaine.

Au Pakistan, la moitié des 50 000 enfants qui travaillent de force dans les ateliers de tapis n'atteignent pas l'âge de 12 ans tant les conditions y sont inhumaines.

Pour faire cesser ce scandale, les négociations du GATT pourraient être une arme décisive. Mais la Commission de Bruxelles ne demande rien, ne voit rien, ne fait rien : elle se tait.

Les Gouvernements européens - et en premier lieu le Gouvernement français - doivent lui rappeler son devoir de défendre les droits de l'homme en toutes circonstances.

Et lui imposer qu'en échange de l'accès à nos marchés elle exige l'abolition de l'esclavage des enfants partout dans le monde.

L'UNION DES INDUSTRIES TEXTILES
UIT
SE BAT POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Plus de 20 millions de chômeurs en Europe, c'est assez.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Plus de trente mille personnes ayant été touchées

L'ONU lance un appel pour lutter contre l'épidémie de névrite qui frappe Cuba

L'Organisation des Nations unies a lancé un appel à la communauté internationale pour lutter contre la mystérieuse épidémie de névrite qui touche la population cubaine depuis un peu plus d'un an. Selon l'ONU, plus de 33 000 personnes ont déjà été touchées par cette épidémie.

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Dix-huit mois après son apparition dans la province de Pinar del Rio, à l'ouest de Cuba, la mystérieuse épidémie de névrite paraît avoir amorcé une tendance décroissante à la baisse, selon le docteur Raul Gomez Cabrera, l'un des spécialistes mobilisés contre la maladie. A l'hôpital Hermanos Ameijeiras, l'un des plus grands de La Havane, que dirige le docteur Gomez, les patients atteints de «névrite épidémique» se plaignent de troubles de la vision et de crampes douloureuses aux bras et aux jambes. L'épidémie n'a provoqué aucun décès.

Sa rapide extension dans l'île causée au cours des derniers mois a provoqué une mobilisation générale des médecins cubains, sous la supervision directe du président Fidel Castro. Les autorités sanitaires ont mis en place onze groupes thérapeutiques pour tester divers traitements. A titre

préventif, elles ont entrepris la distribution à toute la population de vitamines A et B sous forme de comprimés. Selon le ministère de la Santé, Cuba devra trouver plus de 30 millions de dollars au cours des douze prochains mois pour combattre l'épidémie.

Ces dernières semaines, des représentants de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et plusieurs spécialistes étrangers de haut niveau, dont le virologue américain Carleton Gajdusek, lauréat du prix Nobel de médecine en 1976, se sont succédés à La Havane. «L'origine de cette maladie demeure mystérieuse. Les experts étrangers nous ont encouragés à poursuivre nos recherches dans trois directions : l'aspect nutritionnel, les facteurs toxiques et la piste virale», explique le docteur Gomez.

L'étude des premiers cas de névrite optique apparus en 1992 chez les travailleurs des plantations de tabac de la province de Pinar del Rio semblait accrédi- ter la thèse d'une maladie d'origine toxico-nutrition-

nelle. Plus de 90 % de ces patients qui se plaignaient de décalé partiel et de perte de la vision des couleurs, étaient fumeurs et souffraient d'un manque de vitamines B1. Cette première manifestation de l'épidémie touchait surtout les hommes, dans une proportion de trois hommes pour une femme.

«A mesure que l'épidémie s'est étendue à travers l'île, les cas de névrites périphériques (provoquant des troubles de la sensibilité dans les membres) ont augmenté plus vite que les névrites optiques, ce qui nous a conduit à repenser la thèse toxico-nutritionnelle», souligne le docteur Gomez. L'épidémie est-elle liée aux difficultés, notamment d'approvisionnement alimentaire, que connaît Cuba depuis l'effondrement du camp soviétique? «C'est vrai que la crise économique que traverse notre pays a influé négativement sur l'alimentation de la population. Mais les Cubains restent mieux nourris que beaucoup d'autres peuples du tiers-monde, où la névrite épidémique n'existe pas»,

répond le docteur Gomez, avant d'ajouter : «On préférait que la cause soit la carence vitaminique car on aurait déjà la solution».

Selon les premières conclusions du groupe d'experts de l'OMS, l'épidémie paraît avoir une «origine multifactorielle». La combinaison de carences alimentaires et de facteurs toxiques n'exclut pas la présence d'un agent viral. Cette thèse ne contredit pas les observations du docteur Alfredo Sadun, l'un des médecins américains qui se sont rendus à Cuba au mois de mai. Selon le docteur Sadun, la maladie est provoquée par l'ingestion d'alcool artisanal riche en méthanol et en cyanure, alors que la population souffre d'une carence d'acide folique. Pour combattre le mal, le docteur Sadun a suggéré au président Castro de distribuer gratuitement du rhum de bonne qualité, un produit actuellement rationné.

JEAN-MICHEL CAROT

Un entretien avec Simone Veil

Suite de la première page

«Les directions des affaires sociales peuvent suivre et orienter l'action des organismes qui sont sur le terrain et des associations qui font le travail de proximité. Même dans les domaines qui relèvent d'autres départements ministériels - que ce soit l'emploi, le logement, l'école ou même la justice - les services sociaux participent activement à la mise en œuvre des politiques. Je n'entends pas «kidnapper» ce qui relève de ces ministères, mais il est important que la vision particulière des problèmes sociaux soit intégrée dans leurs actions. Pour l'emploi, par exemple, contre le RMI, qui est de ma compétence directe, nous sommes en relation constante avec le ministère du travail, pour que les 650 000 contrats d'emploi-solidaire privilégient les habitants des quartiers défavorisés. Mon ministère est également très impliqué dans la politique des logements sociaux».

— Pour la ville, quelles sont vos priorités?

— Il faut, d'une part, assurer une meilleure coordination des actions, sur le plan national comme sur le plan local. D'autre part, mieux cibler nos interventions, en coopération avec les élus. Enfin, simplifier les procédures, qui sont aujourd'hui très complexes. Tous les élus nous le disent : on prend de mauvaises décisions, mais l'argent arrive trop tard, et entre-temps il y a eu un drame. Je voudrais que, pour les nouveaux crédits dont nous allons disposer, on puisse aller très vite.

— Parce que vous allez disposer de crédits supplémentaires?

Oui, d'importants crédits viennent d'être affectés par le gouvernement à cette priorité que constitue la politique de la ville. Une partie des ressources de la privatisation lui sera consacrée. Grâce à l'emprunt, nous allons ainsi bénéficier de 5 milliards de francs supplémentaires pour la ville, qui s'ajoutent aux 7 milliards actuels.

— Pour un quota de logements sociaux

— Comment utiliserez-vous cet argent?

— Nous utiliserons d'abord un milliard de francs pour implanter des services publics dans les quartiers les plus défavorisés, là où les besoins se font sentir de la façon la plus aiguë. Un exemple : lors du débat sur la ville à l'Assemblée nationale, M. Julien Dray s'était plaint du manque de policiers à Grigny et avait demandé qu'un commissariat soit implanté dans un quartier particulièrement difficile. Il aura satisfaction. Ailleurs, ce sera la création d'un bureau de poste ou d'une agence de l'ANPE, toujours en concertation avec les élus. Nous aiderons aussi les collectivités locales - communes, départements et régions - à financer leurs projets d'équipements publics, comme les centres de protection maternelle et infantile, les centres sociaux ou les centres de formation d'apprentis. Cela vaut aussi pour la réhabilitation des écoles et des collèges, car j'ai constaté que sur certains sites des bâtiments scolaires étaient restés vétustes au milieu de quartiers rénovés.

— Et les 4 autres milliards?

— Ils seront plus particulièrement consacrés à des opérations lourdes de réhabilitation de certains sites. Une liste prioritaire de grands projets urbains existe déjà, mais nous mènerons d'autres opérations d'investissements en dehors de ces restructurations urbaines lourdes. Parfois, il faudra démolir une tour et reconstruire, aménager les transports, les routes. Parfois, opérer une «tronçonne» pour désenclaver un quartier. Parfois, simplement rénover... C'est à venir, cas par cas, avec les élus locaux, sans oublier l'environnement, notamment les espaces verts et la lutte contre le bruit, comme me l'a demandé M. Baraier. Il faudra aussi, le cas échéant, adapter le mode de financement des travaux de réhabilitation, de façon que les locataires ne soient pas chassés de leur logement par des loyers devenus trop chers du fait de ces travaux.

— Cambien de quartiers seront concernés?

— Plusieurs dizaines... Nous ne retiendrons que les projets vraiment indispensables, mais prêts à démarrer : nous voulons pouvoir utiliser cet argent rapidement, pour contribuer à la renaissance du bâtiment.

— En quoi innovez-vous par rapport à la politique précédente de la ville?

— Nous apportons des sommes supplémentaires considérables,

Nous voulons simplifier les procédures et aussi mieux concentrer les efforts. Je m'étais demandée à un moment s'il n'y avait pas trop de contrats de ville... Finalement, je ne le pense pas. Mais les opérations lourdes dont je parle ne seront pas dispersées.

— M. Tapie, votre prédécesseur, avait pensé utiliser les compétences de certaines grosses entreprises du bâtiment.

— Les projets que nous avons trouvés en arrivant doivent être revus, pour les rendre conformes au code des marchés publics.

— C'est une idée que vous ne poursuivrez pas?

— Si. Nous souhaitons réellement faire appel aux entreprises privées, non seulement pour passer des marchés de réhabilitation et de construction, mais en donnant la priorité à celles qui sont prêtes à s'investir dans les quartiers et à faire travailler leurs habitants. Nous voulons aussi faire revenir les commerçants qui sont partis, en leur offrant des facilités appropriées et des garanties de sécurité.

— Les maires souhaitent avoir plus de pouvoir dans l'attribution de logements sociaux. Qu'en pensez-vous?

— La loi leur en accorde déjà beaucoup. L'objectif est de mettre autour de la table des représentants des organismes d'HLM, de l'Etat et des maires, afin de définir des critères transparents pour l'attribution des logements.

— Les maires souhaitent aussi avoir leur mot à dire pour l'installation d'étrangers dans leur commune.

— L'attribution des logements ne doit pas se faire selon un critère de nationalité. Mais la concentration de familles à problèmes ou simplement de familles très nombreuses, françaises ou étrangères, dans un même immeuble ou dans une même commune, crée d'insurmontables difficultés. Prévenir ce phénomène implique, bien entendu, que d'autres communes acceptent ces familles. Aujourd'hui, les étrangers se concentrent dans certains quartiers parce que d'autres les refusent. C'est un résultat déplorable, l'inverse de ce que nous recherchons : la ségrégation au lieu de l'intégration.

— Ne faut-il pas obliger les communes les plus riches à avoir un quota de logements sociaux?

— Le principe d'un quota de logements sociaux me paraît inévitable pour parvenir à l'équilibre souhaitable au sein de chaque cité. La mixité prévue par la loi d'orientation sur la ville doit être mise en œuvre.

— Au cours du débat sur la ville à l'Assemblée, Patrick Devedjian, maire d'Antony, avait lancé un mot d'ordre provocateur : «Des HLM à Neuilly!».

Y souscrivez-vous, y compris pour Paris?

— Il est nécessaire que certains terrains à bâtir, notamment ceux qui seraient libérés par des organismes publics, soient réservés à des logements sociaux. Actuellement, il n'est même plus possible pour des ménages appartenant aux classes moyennes de se loger dans la capitale.

Pas de dépenalisation des drogues «douces»

— La politique de la ville est souvent perçue comme une manière d'éteindre des incendies, d'endiguer la violence. Cette image vous satisfait-elle?

— Pas du tout. D'ailleurs la politique de la ville et l'action des maires ont déjà réussi à redresser la situation de quartiers dans l'image était très négative. La vie y est revenue, les gens y sont retournés. Il faut multiplier ces situations exemplaires.

— Quand vous voyez détruire une tour, applaudit-on vous?

— En tant que fille d'architecte, j'ai toujours été effarée par ce qu'on a pu construire en France après-guerre. Et dire que cela correspondait à une idée qui se voulait socialement et politiquement réfléchie! Quand on démolit une tour, c'est très bien pour l'œil. Mais il faut se préoccuper simultanément de construire quelque chose de mieux et de reloger ses habitants dans des conditions convenables. Certains bâtiments sont dans un tel état de délabrement que tout le monde souhaite leur disparition. Il ne faut pourtant pas généraliser : ainsi, à Sarcelles, il s'est créé dans certains quartiers une vraie communauté de vie, qui n'existe pas à Paris.

— Comment le ministre de la Santé et de la Ville considère-t-il la question de la drogue dans les banlieues?

— C'est un phénomène dont l'aggravation est dramatique : non

Bonne nouvelle

Vous pouvez essayer gratuitement les radiotéléphones numériques dans les Agences France Telecom



POUR CONNAÎTRE LES AGENCES FRANCE TELECOM OU VOUS POUVEZ ESSAYER LES RADIOTÉLÉPHONES PORTATIFS NUMÉRIQUES ITINÉRIS, APPELEZ LE N°VERT : **05141430**

Et si vous communiquiez avec les outils d'aujourd'hui ?



France Telecom Equipements

SOCIÉTÉ

entretien Simone Veil

seulement la consommation mais les revenus et trafics qui y sont liés, avec toutes les conséquences en matière de délinquance et de démobilité à l'égard du travail.

Que peut-on faire ?

C'est notre société elle-même qui est en cause. C'est le tissu social qu'il faut restructurer, en redonnant à chacun le goût de vivre et l'espoir dans l'avenir. Il faut à la fois lutter contre les trafics, motiver les associations, encourager le sport, valoriser l'école, aider les familles. C'est un combat de longue haleine, qui ne dispense pas de répondre aux urgences.

Vous avez parlé d'endiguer les délinquants. Où les enrayeriez-vous ?

En évoquant la possibilité de les éloigner des quartiers où ils sont devenus indésirables, je ne pensais pas tellement aux petits dealers, mais aux mineurs, auteurs d'actes de violence contre les biens et les personnes, qu'il est difficile aussi bien de remettre en liberté que d'incarcérer dans les prisons ordinaires. Il faudrait avoir des établissements fermés, qui ne soient pas pour autant les maisons de correction d'autrefois, et qui soient adaptés à la situation des jeunes d'aujourd'hui. C'est un problème qui

concerne avant tout le ministre de la justice.

Quelle est votre position sur la dépenalisation des drogues dites douces ?

Je n'y suis pas favorable : ni l'exemple des Pays-Bas et de leur laxisme en la matière, ni celui de l'Espagne, qui est revenue sur sa politique de dépenalisation, ne sont probants. Mais je souhaite que l'on étende les expériences sur les produits de substitution : les deux centres que j'avais moi-même créés voici quinze ans demeurent quasiment les seuls existant à ce jour.

Une campagne d'information sur la nationalité

En tant que ministre des affaires sociales, vous avez en partie en charge l'application de la réforme du code de la nationalité. Quel sera votre rôle ?

Tous les jeunes nés en France de parents étrangers doivent savoir qu'en souscrivant une déclaration de nationalité à partir de seize ans ils peuvent devenir français. Je compte beaucoup sur l'aide du ministre de l'éducation nationale pour que l'information passe dans les établissements scolaires. Je souhaite aussi que l'on en parle à la télévision, peut-être sous la forme



d'une véritable campagne d'information, comme celles que mène le Centre d'information civique pour l'inscription sur les listes électorales. Il faudra qu'il y ait partout des informateurs disponibles, dans les administrations, les centres sociaux, les associations de quartier... Mais n'exagérons pas les différences pratiques entre les deux situations : actuellement, les enfants qui deviennent automatiquement français à leur majorité doivent déjà, lorsqu'ils demandent une carte nationale d'identité, produire les mêmes papiers qu'on exigera d'eux après la réforme lorsqu'ils choisiront de devenir français.

Pourquoi le gouvernement, contrairement à ses déclarations initiales, est-il allé au-delà du rapport Marceau Long ?

La principale différence

concerne les enfants de parents algériens eux-mêmes nés avant 1962. Le rapport Marceau Long avait en effet proposé de supprimer l'acquisition de la nationalité française à la naissance pour les enfants de personnes nées dans les anciennes colonies françaises avant l'indépendance, à l'exception de l'Algérie. Il n'a pas semblé souhaitable de maintenir totalement cette exception, qui ne valait que pour les seuls Algériens. Désormais, les enfants nés en France d'un parent algérien ne seront automatiquement français que si celui-ci a résidé en France les cinq dernières années précédant cette naissance. On a dit que cette disposition allait introduire une discrimination par rapport aux enfants des Français de métropole. Or cette différence existe déjà aujourd'hui, puisque les enfants d'Algériens ont la double nationalité, algérienne et française, ce qui leur donne une possibilité de choix, que n'ont évidemment pas les autres jeunes Français.

Cette réforme, dont vous attendez des effets positifs pour l'intégration, n'a-t-elle pas déjà provoqué des effets négatifs auprès des immigrés ?

Un sondage a montré qu'une majorité de jeunes immigrés est favorable à la réforme. L'essai d'avoir une position pragmatique plutôt qu'idéologique sur cette question, j'ai longtemps été hésitant sur la modification du code de la nationalité, parce que je craignais que les jeunes - et surtout les jeunes filles - ne laissent passer les délais pour devenir français. C'est pourquoi j'ai

tenn à ce que la loi elle-même prévienne une information efficace.

La polygamie mal vécue par femmes et enfants

A propos de la loi sur l'immigration présentée mercredi dernier en conseil des ministres, quelle est votre position ?

Il faut lutter contre la clandestinité et dans le même temps faire en sorte que notre société soit accueillante et fraternelle pour tous ceux qui résident régulièrement dans notre pays. Ils doivent bénéficier des garanties qui leur sont dues par la loi, mais la vie en France implique le respect de certaines valeurs. L'un des aspects nouveaux de la loi, ce sont les obstacles mis à la polygamie, qui est très mal vécue par les femmes et par les enfants.

Ce n'est qu'un des aspects du projet de loi...

En ce qui concerne le regroupement familial, c'est un des aspects essentiels.

On a cru comprendre que vous aviez passé en faveur du maintien de certaines prestations d'urgence aux étrangers en situation irrégulière ?

C'est le rôle d'un ministre des affaires sociales de défendre le droit des plus démunis aux prestations sociales indispensables, qui ne sont pas seulement des prestations d'urgence.

Le résultat des arbitrages gouvernementaux sur l'immigration vous satisfait-il ?

On n'est jamais satisfait de se dire qu'il y a des gens qui vivent dans les conditions où vivent les Africains dans leur pays et que l'on ne peut les

accueillir chez nous. C'est le reflet d'un monde en grande difficulté. Pourtant, lorsque je suis allée récemment à Tombouctou et à Bamako, je me suis demandée si, en dépit de la misère qui règne là-bas, les enfants que j'y ai vus auraient été plus heureux en France dans les conditions de vie qui auraient été les leurs s'ils y étaient venus avec leur famille.

Ne pensez-vous pas que, jusqu'à présent, le gouvernement a surtout adressé aux étrangers des messages de méfiance ?

Je ne suis pas de cet avis. Le débat sur la ville à l'Assemblée nationale n'a donné à personne cette impression. J'ai gardé le souvenir de propos très humanistes, venant de tous les bancs de l'hémicycle et de celui du gouvernement.

Avez-vous le sentiment de travailler en complémentarité avec M. Pasqua ?

Chacun tient sa place du point de vue de ses responsabilités ministérielles. Au ministre de l'intérieur, il revient de s'occuper en priorité de l'ordre public et de la sécurité ; au ministre des affaires sociales, de veiller à la dimension humaine et sociale de la vie de chacun. C'est la bonne répartition des tâches au sein d'un gouvernement, tâches que nous accomplissons l'un et l'autre avec notre tempérament propre, dans le même souci de l'intérêt public.

Propos recueillis par
PHILIPPE BERNARD
et ROBERT SOLÉ

En désaccord avec le projet de loi sur les étrangers

Le président de l'Office des migrations internationales a présenté sa démission

Pierre-Louis Rémy, président de l'Office des migrations internationales (OMI), a présenté, jeudi 3 juin, sa démission à Simone Veil, ministre de tutelle de cet établissement public chargé de la gestion des flux migratoires, de la réinsertion des immigrés retournant dans leur pays, et des Français de l'étranger. Dans sa lettre, M. Rémy exprime son « désaccord » avec le projet de loi gouvernemental sur l'immigration.

« Je crains (...) que les textes présentés et les commentaires qui les accompagnent ne confortent ceux qui considèrent les étrangers source de toutes nos difficultés, et ne portent en germe des déceptions et des risques de tension graves pour notre société », écrit Pierre-Louis Rémy, qui avait été nommé à la présidence de l'OMI en novembre 1991, pour succéder à Jean-Claude Barrean. Ce dernier, aujourd'hui conseiller chargé de l'immigration au cabinet de Charles Pasqua, avait alors été relevé de ses fonctions à la suite de la publication d'un ouvrage polémique sur l'islam.

Faisant allusion aux propos de M. Pasqua dans le Monde, M. Rémy écrit : « Je redoute que l'affirmation selon laquelle la France doit tendre vers une immigration nulle ne gêne l'intégration des étrangers résidant aujourd'hui régulièrement en France. Chacun sait d'ailleurs qu'un tel objectif n'est pas réaliste. On peut craindre, dès lors, que son énoncé n'entraîne à terme plus ou moins rapproché des réactions incohérentes de Français qui l'auront pris au pied de la lettre ». Il ajoute : « dans les périodes de crise, la peur ou la méfiance de l'étranger sont habituelles. Et notre pays traverse aujourd'hui, avec d'autres, une période diffi-

cile. La cohésion sociale est fragile. Désigner l'étranger comme bouc émissaire est donc particulièrement dangereux ».

« Une gestion plus cohérente du regroupement familial »

Le président démissionnaire de l'OMI estime que la maîtrise des flux migratoires qui fait l'objet du projet de loi Pasqua est « à l'évidence un objectif essentiel pour protéger la cohésion de la société française et éviter que s'amplifient le processus de marginalisation de populations au chômage, françaises ou étrangères (...) », mais il regrette « de n'avoir pas été consulté » sur ce texte.

M. Rémy approuve certaines dispositions comme les restrictions à la polygamie, la lutte contre les mariages blancs et la consultation des maires en cas de regroupement familial. En revanche, il estime que les nouvelles exigences pour le regroupement familial « auront pour effet de rendre plus difficiles la mise en œuvre du droit de vivre en famille et l'intégration ». « Il n'est pas sûr, ajoute-t-il, que nos concitoyens se rendant à l'étranger pour y travailler, considéreraient comme légitimes de telles restrictions, si elles étaient décidées par le pays d'accueil ». Le président démissionnaire se déclare favorable à « une gestion plus cohérente et plus active du regroupement familial et de mener une politique plus dynamique et plus positive de flux de retour, en lien avec des entreprises et les pays d'origine (...) ».

Polytechnicien et énarque, âgé de quarante-six ans, Pierre-Louis Rémy a été, de 1981 à 1982, directeur-adjoint du cabinet de Jean Auroux, ministre du travail. Entre mai et novembre 1991, il a été conseiller social d'Edith Cresson, alors premier ministre.

La discussion sur le projet de loi sur l'immigration à l'Assemblée nationale

Charles Pasqua a été entendu par la commission des lois

Charles Pasqua a présenté, jeudi 3 juin, aux députés de la Commission des lois le projet de loi sur l'immigration qui avait été approuvé la veille par le conseil des ministres.

Dans son ensemble, le projet s'a pas fait l'objet de critiques de fond, ni de contestation. Les députés feront leur travail d'amendement, ce qui est normal », a déclaré le ministre de l'intérieur, à l'issue de son audition. Plusieurs députés de la majorité ont exprimé leur satisfaction. Ainsi Ernest Chevalier, député (RPR) de l'Oise, a jugé le texte « sinon parfait, du moins proche de la perfection ». Pour Jean-Pierre Pierre-Bloch, député (UDF) de Paris, il s'agissait d'un « bon texte, dont on avait besoin ». Le président (RPR) de la

commission des lois, Pierre Mazeaud, a déclaré qu'il allait « regarder de près le texte gouvernemental pour éviter toute difficulté institutionnelle », même si « le gouvernement a tenu compte des observations du Conseil d'Etat ».

Réagissant sur France-Inter, André Lajoie, membre du bureau politique du PCF, a estimé que les mesures « présentent les immigrés comme des boucs émissaires, en quelque sorte des responsables de la crise ». De son côté, Noël Mamère, porte-parole de Génération Ecologie, a déclaré que « le gouvernement masque son hésitation face aux vrais problèmes de ce temps » en « ressortant le bon émissaire trop commode de l'immigration ».

Très bonne nouvelle :

Vous pouvez acheter
un radiotéléphone numérique européen ITNERIS
à partir de 4900F HT* seulement.



POUR CONNAÎTRE LES AGENCES FRANCE TELECOM
OU SONT VENDUS LES RADIOTÉLÉPHONES
PORTATIFS NUMÉRIQUES ITNERIS,
APPELEZ LE N°VERT : 05141430

Et si vous communiquez
avec les outils d'aujourd'hui ?



France Telecom Equipements

هكذا من الإيجل

16 Le Monde • Samedi 5 juin 1993 •

CITROËN PORTES OUVERTES LES 5 ET 6 JUIN

**CE WEEK-END, PROFITEZ DES JOURS
LES PLUS LONGS POUR ESSAYER CHEZ CITROËN
XANTIA ET TOUTES SES VERSIONS
DIESEL ET TURBO DIESEL**



Xantia

Plusieurs millions de Français et d'Européens ont en quelques semaines déjà pu découvrir XANTIA et apprécier ses nombreuses qualités.

Une grande précision de conduite grâce à l'essieu avant autostabilisant et à l'essieu arrière autodirectionnel.

Une sécurité maximum avec l'habitacle à structure renforcée.

Un comportement routier exceptionnel que lui procure la nouvelle suspension active dont s'inspirent aujourd'hui les Formules 1.

XANTIA: JAMAIS LE PROGRÈS N'A EU SI BELLE ALLURE.

Aujourd'hui, soyez les premiers à découvrir et à essayer XANTIA et les performances des nouvelles versions diesel et turbo diesel.

Modèle présenté

XANTIA V.S.X. Turbo Diesel - 1905 cm³ - 92 ch DIN - Couple maxi (mkg DIN à 1100): 20,5 à 2250. Vitesse maximum sur circuit: 180 km/h. Consommations normes UTAC: 5,01 à 90 km/h - 6,81 à 120 km/h - 7,61 en parcours urbain.

CITROËN 

JOURS
EZ CITROËN
IONS

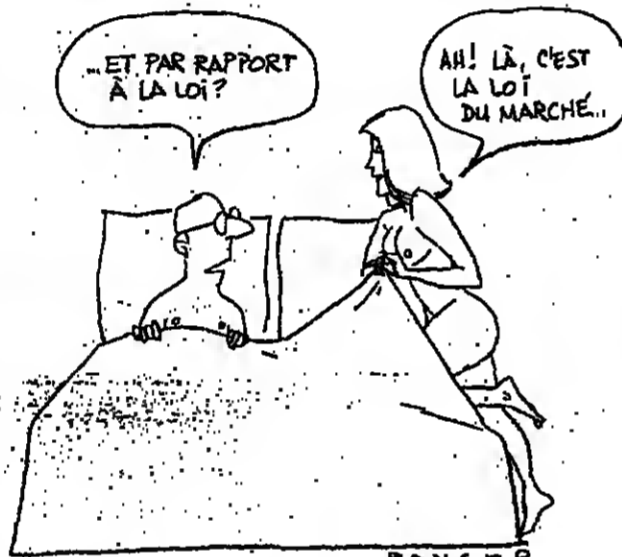
SOCIÉTÉ

QUELLE HISTOIRE ! PAR CLAUDE SARRAUTE

C'EST un client levé avenue Foch, par une prostituée au Maroc, que j'ai connue. Elle dans un cadre somptueux, toiles de maître, meubles signés, livres rares et, encadré, le diplôme décerné à cette fille superbe par une grande école. Stupéur du monsieur. Enfin, je ne comprends pas. Faut-il que vous ayez pu? Alors, elle : J'ai eu de la chance, voilà tout ! Cette petite venue, je l'ai rencontrée. Enfin, non, pas vraiment. Elle a refusé le rendez-vous que je lui proposais : imaginez qu'on se croise en route chez Maxim's. Ce serait gênant !

De mon côté, ça risquait trop. Vous, si ?
- Oui, là, maintenant, c'est une de mes cantines. A mes débuts, évidemment, j'étais dix-sept ans, je venais d'entrer à la fac, je râlais dans la rue. Non pas par nécessité, je viens d'un bon milieu, très aisé. Par vocation. Toute ma vie, je me suis occupée de ça. Mon premier baiser à un gamin de mon âge, je me le suis fait payer. La femme idéale pour moi, c'était la prostituée.

Belle de jour



Elle me dira l'envie sourde, l'incantation, l'usage du passage à l'acte. L'impression grise de transgression. D'affirmer son pouvoir sur les hommes. Les aventures chaque jour renouvelées avec des employés de bureau du côté de la Madeleine ou dans des chambres d'hôtel minables joliment décorées par des Arabes aux petits soins du côté de Pigalle.

- Et les autres filles, elles rêvaient pas ?
- Non, pourquoi ? C'est pas comme si j'avais squatté leur bout de trottoir ou leur tabouret de bar. Elles m'ont aidée, au contraire. Là, je vous parle des grandes, des vraies pro. Je m'approchais d'elles, fasciné, au Hilton, au George-V, ça les flattait, ça les amusait de jouer les Pygmalion.

Cinq ans plus tard, elles avaient réussi. M^{me} Claude s'y employait aussi, l'espace d'un été, à transformer cette étudiante mal dégrossie, mal fagotée, en super vamp façon Marlène, griffée Révillon, Azzaro, Saint Laurent et Chanel.

- Comment elle était, M^{me} Claude ?
- Efficace, méchante et rapace. Comme toutes les mères maquereilles. Mais, bon, pas chère, comparée aux tarifs actuels. Vous avez vu, il paraît qu'on les payait jusqu'à 50 000 balles, plus les frais de voyage à l'étranger, les mannequins impliqués dans l'affaire Smetana.

Très vite, elle arrive au top niveau, elle aussi. Via Escort Service, une agence haut de gamme.

- Je déjeunais au Savoy à Londres avec un roi du pétrole ou un grand industriel et je me retrouvais à une réception donnée pour un chef d'Etat de passage à Genève, la soir même. Ou dans le lit d'une rock star en tournée. Etre une call girl de réputation internationale, c'est génial. Là, je me

suis vraiment éblouie. Au point de profiter de ses heures creuses pour faire des extras sur simple appel des concierges du Meurice ou du Plaza. Et d'aller à la pêche au ver de terre sur les Champs-Élysées, histoire de se mettre en appétit avant de bemboter dans un trois-étoiles avec un gros poisson.

- Sans bâcler le boulot, je l'expédiais vite fait, bien fait. Pas touche jusqu'au plat principal. Là, je me laissais paloter, histoire de couper à la sortie en boîte et de me tirer après avoir éteint les ardeurs d'un mec comblé tant allumé et pressé d'en finir, lui aussi.

Et puis, à vingt-six ans, c'est le grand chambardement ! Elle tombe amoureuse. Lâche son boulot. Et se retrouve au bord du suicide.

- Je me rongerais à l'attendre, à espérer son coup de fil. J'étais ravagée, vieillie, moche, abîmée. Et si je suis revenue à la vénérité, c'est pour me sentir à nouveau désirée, belle, épanouie. Là je me suis remise à bosser avec des filles, des copines, indépendantes, autonomes. On se repassait les clients en nombre. Ça marchait du ton-



SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

La métamorphose de Mary Joe Fernandez

La finale dames des Internationaux de France de tennis risque d'être à sens unique. L'adversaire de l'Allemande Steffi Graf (n° 1), samedi 5 juin, sera l'Américaine Mary Joe Fernandez (n° 5) qui a fait sensation jeudi 3 mai en éliminant l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (n° 2). En dix rencontres, l'Américaine n'a réussi à prendre qu'une manche - lors de leur dernier match à Berlin - à Steffi Graf qui a reconquis la première place du classement mondial féminin en s'imposant en demi-finale contre sa compatriote Anke Huber (n° 8).

En deux jours, Mary Joe Fernandez est devenue célèbre. Sa victoire, mardi, après son match marathon contre Gabriela Sabatini au cours duquel elle a sauvé cinq balles de match (le Monde du 2 juin), a gommé huit ans de pénombre. La joueuse américaine, qui fréquente Roland-Garros depuis 1985, pourait demi-finaliste en 1989, n'avait jamais vraiment fait parler d'elle. On connaissait ses origines dominicaines, on appréciait son élégance. Mais son sportif jeu de fond de court n'attirait pas vraiment les caméras. Les hasards de la météo ont contribué à sa nouvelle gloire. Pour multiplier les interruptions de matches, pendant les averse, les télévisions

ont rediffusé presque jour et nuit les images de cette rencontre. Roland-Garros avait sa petite miraculée.

Jeudi, le charme était tombé. On ne donnait pas cher de cette saute-reluée du naufrage. Il y avait la logique du classement et cette logique ne serait pas foulée aux pieds par deux fois en quarante-huit heures. Mary Joe rencontrait cette fois Arantxa Sanchez-Vicario. Après la victoire de Steffi Graf sur Anke Huber, l'autre outsider des demi-finales, on s'attendait à combien de temps l'Américaine allait résister aux coups de boudoir de Sanchez. Roland-Garros se préparait à une finale entre l'Allemande et l'Espagnole, une revanche de 1989.

C'était oublier que, telle une miraculée, Mary Joe Fernandez savait la victoire apprivoisable. Elle s'était vue gagner à la télévision : « Ces images lui ont donné une grande confiance », a expliqué Harold Solomon, son entraîneur. Mercredi, à l'entraînement, elle n'a jamais frappé aussi fort dans la balle, elle avait récupéré de manière surprenante.

Dès le premier point, l'Américaine a pris le commandement du match et cassé la cadence de l'Espagnole en montant au filet, en frappant la balle très tôt après le rebond, en prenant son adversaire de vitesse. C'était le monde à l'en-

vers. Arantxa, amie de la victoire, avait les nerfs en pelote. Mary Joe, l'inquiète, jouait en toute insouciance. Depuis le début du tournoi, l'Espagnole a passé ses nuits en balayant ses adversaires. En quarts de finale, elle a juste été égratignée par Jana Novotna. L'Américaine avait passé près de deux fois plus de temps qu'elle sur les courts, rôlant par deux fois l'élimination.

Un moral de battante

C'était peut-être cela qui manquait dans la carrière de l'Américaine : aller au bout de ses rêves. Une rencontre difficile contre l'Australienne Brenda Schultz, dimanche, et ce tête-à-tête contre Gabriela Sabatini lui ont offert la confiance. Il était temps. A vingt-deux ans, Mary Joe Fernandez, professionnelle depuis sept ans, n'a gagné que trois tournois, restant souvent aux portes des finales. A Roland-Garros, elle sait qu'elle ne part pas favorite. « Aujourd'hui, je peux gagner, assure-t-elle. J'ai des chances comme je n'en ai jamais eu. J'ai rencontré Steffi Graf. Il y a trois semaines, à Berlin. J'avais un set d'avance et j'avais pris son service dans la deuxième manche. J'ai perdu la mise. Depuis mardi, je sais qu'il faut se battre jusqu'au bout. » En deux jours, Mary Joe Fernandez s'est allumée un moteur à la cylindrée insoupçonnée. Depuis seize

Stefan Edberg se laisse couler

Vainqueur du Suédois Stefan Edberg (n° 3) jeudi 3 juin, l'Ukrainien Andreï Medvedev (n° 11) devait affronter vendredi 4 l'Espagnol Sergi Bruguera (n° 10) en demi-finale des Internationaux de France de tennis. Spécialistes de la terre battue, les deux joueurs se sont déjà rencontrés en trois occasions. Medvedev l'emportant chaque fois en concédant un set. Un seul attaquant faisait partie du « dernier carré », le Néerlandais Richard Krajicek (n° 12) qui, en quatre matches contre son prochain adversaire, l'Américain Jim Courier (n° 2), ne s'est imposé qu'une fois.

Stefan Edberg est-il définitivement voué à incarner la mauvaise conscience de Roland-Garros ? Jeudi, le public l'a encore regardé s'abandonner du tournoi, pour la dixième fois d'affilée, sans avoir atteint son but, sans avoir imprimé la marque d'un pur attaquant dans la terre battue. Les spectateurs du court central ont semblé en concevoir quelques remords. Comme s'ils espéraient, en le voyant partir chaque année, un péché originel, peut-être celui d'avoir soutenu Ivan Lendl aux dépens de John McEnroe, autre attaquant banni de la terre battue, un jour de finale en 1984.

Le Suédois n'est toutefois pas du genre à amuser sciemment les regards, à proclamer que, décidément, Roland-Garros ne le mérite pas. Sa pudeur l'a toujours empêché de se déclarer martyr d'une cause perdue à Paris. Sa retenue le dissuade de poser son beau jeu en manifeste. Jeudi, il s'est contenté d'analyser sa défaite avec cette simplicité de grand garçon à la vie saine, qui ne se complique l'existence qu'entre des lignes blanches, en s'imposant la manière avant le résultat. Quelques minutes

Embarqué dans la terre humide

Tout avait commencé, mercredi, par une longue attente. La rencontre de deux joueurs aussi opposés, comme deux pôles de la petite balle jaune, ne pouvait que déclencher les éléments sur le court de Roland-Garros. Stefan Edberg, le discret au tennis de feu, et Andreï Medvedev, le volubile au jeu glissant, avaient patienté près de deux heures avant de pouvoir pénétrer sur le court. Les spectateurs agités leur avaient fait fête en ovationnant chacune de leurs balles d'échauffement. Ils avaient eu raison de profiter de ces quelques minutes de tennis. Car à la première grosse averse du tournoi avait succédé une inondation.

Dès les premiers points, le jeu de l'Ukrainien avait entièrement submergé celui du Suédois. Stefan Edberg n'est pas de ces joueurs qui peuvent sculpter des victoires dans la boue. Depuis le début de la quinzaine, il n'a produit ses meilleurs matches que sous le soleil et dans la poussière. Comme embarqué dans cette terre humide et lourde, qui sied si mal à ses envies de filet, il regar-

La brève prestation d'Anke Huber

Elle avait fait le meilleur impression depuis le début des Internationaux de France. Anke Huber avait montré du caractère lors des huitièmes et des quarts de finale en s'imposant en trois manches face à la Bulgare Magdalena Meleeva et à l'Espagnole Conchita Martínez. Avec ses bonnes joues de petite femme élevée au lait de vache, Anke Huber représentait le fraîcheur et la naturel qui manquent au tennis féminin. Ce tempérament rebelle avait séduit depuis longtemps le manager de Boris Becker et de Goran Ivanišević, Ion Tiriac, qui l'avait enrôlée dans son équipe de champions.

La demi-finale pour laquelle Anke Huber s'était qualifiée était d'autant plus attendue qu'elle devait affronter Steffi Graf. L'heure de la passation des pouvoirs avait-elle sonné entre les deux Allemandes ? On s'interrogeait pendant deux minutes, jeudi 3 juin, le temps pour Anke Huber d'avoir deux balles de break. Après, il n'y eut plus de match. Cella dont le climat avait impressionné ces derniers jours ne parvenait plus à tenir la balle dans le court, sans punch, sans ressort, vidée. Était-elle intimidée par la dimension du court, par la renommée de sa rivale ? Le surmon que lui avait trouvé la presse allemande, « la petite bombardière », paraissait dérisoire.

En cinquante minutes, Steffi Graf s'empara du droit de disputer, samedi 5 juin, huit jours avant de fêter son vingt-cinquième anniversaire, la finale pour la sixième fois. Après avoir vaincu Marina Navratilova (1987) et Natalia Zvereva (1988), elle a été battue par Arantxa Sanchez-Vicario (1989) et Monica Seles (1990 et 1992). L'herbe de Wimbledon où elle s'est imposée en 1991 et 1992 semblait devenue le seul terrain où elle pouvait encore résister à la jeune génération par la vertu de son seul coup droit. La Suisse Heinz Gundhardt, qui l'entraîne depuis un peu plus d'un an, a apparemment apporté quelques solutions aux problèmes qu'elle n'arrivait plus à résoudre.

A. G.

Les résultats du mercredi 2 juin

SIMPLE MESSEURS
Quarts de finale
Andreï Medvedev (Ru., n° 11) b. S. Edberg (Sué., n° 3) 6-0, 6-7, 7-5, 6-4.

SIMPLE DAMES
Demi-finales
S. Graf (All., n° 1) b. A. Huber (All., n° 8) 6-1, 6-1 ; M.J. Fernandez (Eu., n° 5) b. A. Sanchez-Vicario (Esp., n° 2) 6-2, 6-2.

Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.

VOITRE DOUBLE
N'A-T-IL PAS BESOIN
D'EXCES ?

Jaco Rabar

CULTURE

PATRIMOINE

Des jardins par milliers

Visites commentées, ouvertures exceptionnelles,
le mois de juin est celui de la découverte de nos espaces verts

La vogue des jardins va s'amplifier, et cette année la campagne «Visitez un jardin en France» qui se déroule pendant tout le mois de juin, marquée par des ouvertures et des manifestations exceptionnelles (en particulier les 5 et 6 juin) devraient conquies de nouveaux visiteurs. Le Festival international des jardins, qui se déroule pour la deuxième fois consécutive à Chaumont-sur-Loire (Loir-et-Cher), prendra le relais le 1^{er} juillet jusqu'au 15 octobre.

L'Etat a fait un effort important en engageant des inventaires «verts» dans la quasi-totalité des régions de France. Des systèmes de protection nouveaux ont été mis en place. Depuis 1987, 339 parcs ou jardins ont été protégés ou classés. Une politique de restauration encore timide se traduit par la mise en place de moyens spécifiques. En 1993, 60 millions de francs sont attribués aux espaces verts de l'Etat et 45 millions à ceux qui relèvent du privé ou des collectivités territoriales. Mais, surtout, une nouvelle génération d'architectes, de paysagistes et de jardiniers conçoivent désormais des parcs et des jardins contemporains. A Paris, celui de Javel-André Citroën, dans le 15^e arrondissement, est exemplaire.

Nous présentons ci-dessous une sélection de jardins rarement ouverts ou accueillant des manifestations exceptionnelles pour ce mois des jardins.

ALSACE
Roseraie de Saverne (67) : visite commentée le 5 juin à 14 h et 16 h, concours et fête dès le 19 juin à 14 h et le 20 juin de 14 h à 20 h.

Ungersheim (68) : journée de la fenaison dans les jardins de l'Ecomusée d'Alsace le 6 juin.

AQUITAINE
Château d'Abbadia à Hendaye (64) : exposition temporaire «Fleurs et contes» les 5 et 6 juin.

AUVERGNE
Raynes-en-Margeride (15) : fuire aux plantes et conférences à l'occasion des «Jardins» de l'Ecomusée de la Margeride (tél. : 71-23-42-96) le 6 juin.

BOURGOGNE
Dijon (21) : visite guidée du service des espaces verts de la ville toute la journée du 9 juin.

Auxerre (89) : visite guidée sur rendez-vous du parc du Conservatoire de la nature Paul-Bert du 5 au 10 juin de 14 h à 17 h.

BRETAGNE
Ouvertures exceptionnelles : parc de la Grand'ville à Brignole (22), parc du Carheil à Etables-sur-Mer, parc du Lizard à Plouha (22), parc de Trogriffon à Henric (29) les 5 et 6 juin de 14 h à 18 h.

CENTRE
Uzay-le-Venon (18) : démonstration de taille et de palissage au Jardin de la Maison du jardinier les 5 et 6 juin.

FRANCHE-COMTE
Dannemarie-sur-Crète (25) : formation destinée aux jardiniers amateurs dans l'enceinte du lycée agricole le 5 juin de 9 h à 17 h.

Overtures exceptionnelles le 6 juin : jardin du château de Bournet (25) (tél. : 81-46-00-10), parc du château de Salans (39), parc du prieuré des Carmes à Gray (70).

ILE-DE-FRANCE
Paris (75) : animation aux serres d'Auteuil (3, av. de la Porte-d'Auteuil, 16), présentation des plantes carnivores le 5 juin après-midi et de la collection Caladium le 12 juin à 10 h 30 (tél. : 40-71-75-23).

Continuums (77) : un jardin médiéval en cours de création à la Commanderie des templiers. Du 5 juin au 11 juin visite à 15 h (tél. : 64-45-08-61).

VERMOREL (78) : un jardin conçu pour les cinq sens, le potager du roi. Visites, conférences, dégustation les 5 et 6 juin de 9 h à 18 h. Le 26 et 27 juin du 28 juin au 3 juillet, de 20 h à 22 h, le «Potager du roi en musique» (tél. : 39-49-99-91).

Chambourey (78) : le jardin anglo-chinois du désert de Retz et ses fabriques en cours de restauration. Journées portes ouvertes les 5 et 6 juin de 14 h 30 à 17 h 30 (tél. : 39-76-90-37).

Comson (91) : fête romantique sur le thème de la rose dans le parc du château les 5 et 6 juin, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h (tél. : 64-59-90-12).

Méville (91) : le fantôme d'un parc et d'un château dessiné par le peintre Hubert Robert et l'architecte Belanger. Visites le 5 et 6 juin et tous les samedis de juin de 10 h 30 à 18 h (tél. : 64-95-00-04).

Les fabriques d'Hubert Robert, datant du XIX^e siècle, sont visibles au château de Jeure, à quelques kilomètres de là. Ouverture exceptionnelle les 5 et 6 juin de 10 h à 15 h (tél. : 64-94-57-43).

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Saint-Jean-de-Védas (34) : troisième rencontre «Plantes et jardins méditerranéens» au château du Terral le 20 mai.

LOIRE
Château de Nemours (37) : organisation d'un jeu de piste dans le parc du château le 6 juin à 14 h (tél. : 55-58-18-51).

Overture exceptionnelle : arborescence du Parc de la Jaille (23) le 6 juin de 8 h à 18 h.

LOIRE
Overture exceptionnelle : parc du château de Malpierre à Rigny-la-Salle (55) avec visites guidées le 6 juin à 10 h et le 20 juin à 18 h.

MIDI-PYRÉNÉES
Overture exceptionnelle : pépinière départementale de Rodéz (12) les 5 et 6 juin de 9 h à 13 h.



Le jardin anglo-chinois du désert de Retz.

NORD-PAS-DE-CALAIS
Wervicq-Sud (59) : lancement de la campagne par montgolfière à partir du parc Dalle-Dumont le 5 juin à 15 h.

NORMANDIE
Auffay (76) : visite guidée accompagnée de musique baroque du parc du château de Bosclet le 6 juin.

PAYS-DE-LOIRE
Ouvertures exceptionnelles : visite du parc du château de Saint-Mars-la-Jaille (44) les 5 et 6 juin de 14 h à 18 h, visite commentée du domaine du Closel à Savennières (49) les 5 et 6 juin de 11 h à 12 h et de 14 h 30 à 18 h 30, visite commentée du Vieux Logis des vergers à Pruniers (49) les 5 et 6 juin de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h (tél. : 41-48-08-06).

PICARDIE
Chailly (60) : balade en calèche à travers le parc de l'abbaye royale le 6 juin.

Overtures exceptionnelles : parc de Vervins (02) (tél. : 23-98-09-23) les 5 et 6 juin, parc de l'ancienne commanderie de Neuilly-sous-Clermont (60) le 6 juin de 11 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
Parc d'Albertas (13) : colloque «Paysage, patrimoine et agriculture» le 5 juin.

RHÔNE-ALPES
Circuit Jardins du Rhône : parcours destinés à découvrir les nombreux jardins de la région. A partir du 5 juin et jusqu'à la fin du mois, chaque week-end, un circuit différent est proposé (renseignements et réservation : CAUE 69, tél. : 78-42-38-39; office de tourisme, tél. : 78-42-25-73; COTR, tél. : 72-61-78-90; prix variants de 80 à 195 F selon le circuit).

Overtures exceptionnelles : parc du château de Voltaire à Ferney-Voltaire (01) le 6 juin de 14 h à 18 h, château de Tench (38) les 5 et 6 juin de 14 h à 19 h, verger conservatoire d'espèces végétales rustiques (42) le 5 juin de 14 h à 19 h pour groupes et sur rendez-vous, (tél. : 77-75-53-28).

Pour tous les renseignements généraux concernant cette manifestation, joindre l'un des ministères concernés par cette opération : ministère de l'équipement, des transports et du tourisme (tél. : 40-81-98-87), ministère de la culture et de la francophonie (tél. : 40-15-93-35), ministère de l'agriculture et de la pêche (tél. : 49-55-46-28), ministère de l'environnement (tél. : 40-81-34-48).

Deuxième festival international des jardins : Parc du Goussier, 41150 Chaumont-sur-Loire. Tél. : (16) 64-20-99-22.

PHOTOGRAPHIE

Les affaires
du «Baiser de l'Hôtel de Ville»

Robert Doisneau
gagne
ses deux procès

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a débotté, le 2 juin, les trois personnes qui affirment se reconnaître sur la célèbre photo du Baiser de l'Hôtel de Ville, où l'on voit un couple s'embrasser dans le Paris de 1950, (Le Monde des 2 et 3 mai 1993).

Les époux Laverne réclamaient 500 000 francs de dommages-intérêts pour atteinte au droit à l'image. Elle était une fleur des champs, ou la première version de la Ballade de Narayana (à nouveau filmée trente ans plus tard par Isamura, qui y gagnera une Palme d'or).

Mais, en ce temps-là (1951), Kinoshita, qui n'avait pas encore quarante ans, était un joyeux faucheur de comédies pour le grand studio Shochiku, et il fut choisi par la Fujifilm pour tourner le produit populaire qui assurait la promotion de sa toute nouvelle pellicule couleur. Kinoshita en profite pour tresser cette farce baroque, qui voit deux entraînées de bar débarquer au village, encore empreint de millénaire culture agraire, dont l'une d'elles, la Carmen du titre, est originaire - celle-ci est interprétée par Hidetaka Takamine, qui prouvera ensuite, et notamment dans d'autres films de Kinoshita, l'étendue de son talent.

Le choc des comportements, des costumes et des mots fournit le prétexte à une série de gags, de chansons et de quiproquos vaudevillesques, inspirés des comédies musicales de la MGM et de celles de René Clair, et culmine dans un numéro de strip-tease, hors champ mais devant les villageois éberlués. Si l'aspect criard des couleurs peut être imputé à la pellicule, l'abus de grimaces et d'effets comiques est bien le fait du réalisateur.

Il cherche en même temps à tirer bénéfice de la «séduction» de ses deux pétulantes héroïnes et à se couvrir sous l'ailibi d'une critique des excès manderistes qu'elles incarnent. Il est rare que pareille roublardise donne d'aussi bons résultats.

«Je suis soulagé», a déclaré Robert Doisneau, «d'avoir trouvé ces procès si absurdes que le n'arrivera pas à croire que c'était moi qui étais concerné.»

M. G.

CINÉMA

Fausse
teinte

CARMEN REVIENT AU PAYS
de Keisuke Kinoshita

Il s'agit de ce qu'on appelle une curiosité. Non pas qu'on y trouve (hélas !) de cigarière nipponne ni de samouraï-tortillard, mais parce que cette Carmen est à la fois le premier film japonais en couleurs, un rébus de la «libération des mœurs» de l'archipel au lendemain de la guerre et une improbable facétie de Kinoshita, à laquelle semble s'être laissé aller l'honorable réalisateur Keisuke Kinoshita, signataire de quarante-huit films entre 1943 et 1986, dont les intéressants Trésors du Japon, Vingt-quatre prières, Elle était comme une fleur des champs, ou la première version de la Ballade de Narayana (à nouveau filmée trente ans plus tard par Isamura, qui y gagnera une Palme d'or).

Mais, en ce temps-là (1951), Kinoshita, qui n'avait pas encore quarante ans, était un joyeux faucheur de comédies pour le grand studio Shochiku, et il fut choisi par la Fujifilm pour tourner le produit populaire qui assurait la promotion de sa toute nouvelle pellicule couleur. Kinoshita en profite pour tresser cette farce baroque, qui voit deux entraînées de bar débarquer au village, encore empreint de millénaire culture agraire, dont l'une d'elles, la Carmen du titre, est originaire - celle-ci est interprétée par Hidetaka Takamine, qui prouvera ensuite, et notamment dans d'autres films de Kinoshita, l'étendue de son talent.

Le choc des comportements, des costumes et des mots fournit le prétexte à une série de gags, de chansons et de quiproquos vaudevillesques, inspirés des comédies musicales de la MGM et de celles de René Clair, et culmine dans un numéro de strip-tease, hors champ mais devant les villageois éberlués. Si l'aspect criard des couleurs peut être imputé à la pellicule, l'abus de grimaces et d'effets comiques est bien le fait du réalisateur.

Il cherche en même temps à tirer bénéfice de la «séduction» de ses deux pétulantes héroïnes et à se couvrir sous l'ailibi d'une critique des excès manderistes qu'elles incarnent. Il est rare que pareille roublardise donne d'aussi bons résultats.

JEAN-MICHEL FRODON

La passe de cinq

CLERMONT-FERRAND 93
A PARIS

Cinq courts font-ils un long ? C'est le pari pris par le distributeur, Les Grands Films classiques, qui diffuse, dans la capitale d'abord, puis dans le reste de la France, cinq courts-métrages mis bout à bout pour constituer un unique programme «normal». Ces cinq œuvres, qui n'ont en commun que d'avoir été présentées et primées dans le cadre de la compétition française du dernier Festival de Clermont-Ferrand, bénéficient ainsi d'une chance de diffusion le plus souvent refusée aux produits courts.

Malgré la disparité des approches et des thèmes, qui différencie l'entreprise des habitués films à sketches, la qualité du programme reste à peu près constante, grâce au talent des cinq jeunes auteurs retenus. Se trouvent donc réunis un petit fabliau méchant et drôle sur l'incommunicabilité contée par Pierre Salvadori (Ménage); la journée de deux adolescents vus par le promoteur Thomas Bardinet (Le jour du bac); un Exposé, d'Ismaël Ferroukhi, qui a obtenu de ses très jeunes acteurs justesse, naturel et émotion; un chassé-croisé de destins et de sentiments dirigé par Erik Zonta (Ring); et enfin Dernière Pénitence de Sylvie Flepp et Didier Fontan, concentré tonique de comédie noire (également récompensé du grand prix du Festival d'humour de Chamrousse).

C. M.

► Clermont-Ferrand 93 à Paris. Au Saint-André-des-Arts 169. Tél. : 43-26-45-18.

► Le Festival d'Avoriaz change d'orientation et d'organisation. - C'est désormais Unifrance Film, l'association de professionnels chargée de la défense et du soutien à l'exportation des films français, qui présidera aux destinées du Festival d'Avoriaz, à l'initiative du promoteur Gérard Bémont, président de l'association du Festival d'Avoriaz. Jusqu'à présent organisée par Promo 2 000, la manifestation était consacrée au cinéma fantastique, qui au fil des années s'est de plus en plus circonscrit aux productions d'horreur américaines. L'association souhaite désormais en faire le tremplin du «cinéma de demain».

PHILATELISTES
JUN 1993 L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE N° 475-25 F

Gagnez des timbres
Tirage au sort p. 35

NOUVEAUTÉS
FRANCE
• Héros de la Résistance
• Bricolage du Musée
Cartes postales
le tennis

**VARIÉTÉS D'IMPRESSION
LA PASSION DU DÉTAIL**

Mai. En vente en kiosque

BON DE COMMANDE DU N° 475 DU « MONDE DES PHILATELISTES »

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)

Nombre d'exemplaires : _____ x 30 F = _____ F
(les virements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15

Pour être servi, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal.

CULTURE

MUSIQUES

La province où la chanson francophone est reine

Le Québec résiste vaillamment à la crise de l'industrie musicale

Chaque rencontre entre professionnels de l'industrie du disque est aujourd'hui une occasion de se plaindre de la crise, ou de la concurrence des jeux vidéo. Autre leitmotiv : la difficulté qu'il y a à lancer de nouveaux artistes nationaux tant que les grands réseaux FM persisteront à faire la sourde oreille. Dans un monde où la francophonie est en recul constant, l'exemple québécois est largement instructif comme l'ont montré les deuxièmes Rencontres France-Québec de l'industrie musicale qui se sont déroulées à Paris les 2 et 3 juin.

Avec ses quotas de chanson francophone (65 %) imposés aux radios FM, sa chaîne musicale, Musique Plus, qui diffuse des clips de qualité en continu, son réseau de labels indépendants (une cinquantaine, produisant environ soixante-dix albums chaque année), le Québec a de quoi redonner foi à ceux qui désespèrent d'une situation à la française, où la concentration et le manque de « vitrines » étouffent leur combat. Depuis 1980, les ventes de disques francophones au Québec, un marché qui est resté restreint (6 millions d'habitants), ont été multipliées par trois. 80 % de la production francophone est assurée par les labels indépendants et leurs distributeurs, qui se sont installés sur un terrain défriché par les majors (hormis BMG Music Québec) à la fin des années 70, pour cause de crise.

Un système d'aides directes

Vive la crise ! Ces rencontres France-Québec de l'industrie musicale, organisées à l'initiative de la média québécoise Radio-Activité, en collaboration avec les associations françaises Zone France et Dialogue entre les cultures (Adéc), ont d'emblée permis de mesurer l'importance des structures locales face à la politique éditoriale des multinationales. Robert Pilon, président de Média-Culture, Denis Wolff, responsable des relations internationales du label Audiogram (Richard Seguin, Michel Rivard, Jean Leloup, Geneviève Paris...), Michel Giroux, responsable de la chanson et du disque du ministère de la Culture québécois, ont souligné que la stratégie déployée au Québec reposait sur une vision globale du secteur, allant de la conception des albums au spectacle vivant, en passant par la distribution.

Pour les indépendants, qui, en France, ont disparu les uns après les autres, la condition de survie et de développement reste « la maîtrise totale de son propre destin ». Les multinationales ont donc été mises hors du jeu, puisqu'elles ne voulaient pas le jouer. « La distribution indépendante, qui prolonge l'action des producteurs de disques, permet de ne plus rester dans l'attente face à une major qui fera toujours passer Michel Jackson, qu'elle a déjà rentabilisé chez elle, avant nous », expliquait Mario Lefebvre, de la société de distribution Select. Rien ne sert d'avoir des plans de marketing si aucun disque n'est en magasin. Ce qui ramène à un autre thème récurrent en France : la disparition des réseaux de disques qui irritent les marchés locaux.

La France a opté pour un mécanisme de subventions, « l'argent gratuit » octroyé à de jeunes artistes, notamment depuis la création du programme Fair en 1989. Ce schéma, « s'il a su structurer la profession, atténue aujourd'hui ses

limites », selon Bruno Boutleux, directeur du Centre d'Information du rock et des variétés (CIR). Les Québécois ont préféré un système d'aides directes aux entreprises du secteur. La Sogic (Société générale des industries culturelles du Québec), une banque créée en 1976 à la demande de l'État, consacre ainsi un tiers de son budget à l'aide à la chanson et à la variété (soit 21 millions de dollars canadiens), sous forme de prêts sans intérêts, de crédits revolving, etc.

Le ministère de la Culture entretient quant à lui un programme de soutien aux variétés d'un montant de 7,8 millions de dollars par an (contre 317 millions pour l'aide à la production audiovisuelle). Musication, société privée à but non lucratif fondée en août 1985, qui regroupe des entreprises de radio-diffusion, des représentants du ministère fédéral des télécommunications et des producteurs de disques, agit sur le même front en accordant des prêts participatifs et des bourses. Dans ce dispositif de guerre amicale, l'exportation vers des marchés plus vastes (le Canada anglophone et la France) est en bonne place. On doit à ces efforts conjugués l'émergence ici de chanteurs québécois comme Luc Dela-roche, Jean Leloup ou Richard Desjardins, mais aussi Roch Voisine. Les menaces qui pèsent là-bas sur la langue française ont apporté un supplément de flamme : les Québécois, même quand ils font des affaires, militent d'abord contre le pouvoir anglo-saxon. Ils y croient.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Renseignements : Zone France, bureau de liaison française du conseil francophone de la chanson, 17, rue du Feubourg-Saint-Martin Paris (10^e). Tél. : 42-40-70-98.

L'Opéra de Paris entre deux eaux

Bastille et Garnier ont présenté leur saison.

Au programme pour 1993-1994 deux cent quatre-vingt-six représentations

Le budget de production de l'Opéra de Paris pour la saison 1993-1994 a été présenté en équilibre lors de la conférence de presse annuelle qui s'est tenue mercredi 2 juin. Pierre Bergé, président du conseil d'administration, a rappelé qu'il n'avait pas « attendu 1993 [et l'arrivée de la droite au pouvoir] pour faire cadrer une programmation et un budget ».

Un communiqué émanant du ministère de la Culture et rendu public la veille faisait néanmoins état des inquiétudes de la Rue de Valois. Le ministre y relève que « le nombre de productions nouvelles montées en 1993-1994 demeure très supérieur à celui prévu par le cahier des charges » — une montée en puissance dont le mélomane se félicite. La direction artistique de l'Opéra de Paris est ainsi appelée à l'ordre et sommée d'élaborer, pour la saison 1994-1995, une programmation « prenant en compte l'ensemble des charges réelles de production ».

D'ores et déjà, l'avant-projet de saison, « qui fait apparaître un déficit important sur le dernier trimestre 1994, devra être revu ».

« Les Brigands » d'Offenbach en fin d'année

Ainsi, l'institution culturelle la plus riche de France (un peu plus de 800 millions de francs de budget, dont 62 % de subventions de l'État) va devoir vivre, si l'on peut dire, à l'économie : ce n'est pas la moindre de ses contradictions. Mais l'heure n'est pas à la morosité. M. Bergé a annoncé un record de 127 représentations du Ballet (dont 10 à la Bastille), plus 30 soirées assurées par des troupes invitées.

Il y aura, en outre, 159 soirées lyriques dont on espère qu'elles attireront 430 000 spectateurs. La jauge annuelle n'était, toujours à en croire M. Bergé, que de 177 000 spectateurs à Garnier. Le prix des places maintient le cap, à 5 ou 10 francs

près (570 F le fauteuil en première catégorie à la Bastille). Le tarif collectif est désormais inférieur de 20 % au tarif tout public. Pour chaque spectacle lyrique, 1 000 places sont disponibles à moins de 200 F. L'abonnement « jeunes » réserve encore cette saison 5 000 places à 50 F. Le coût moyen des productions aura baissé de 30 %.

Jean-Marie Blanchard, administrateur de la Bastille, a déclaré clairement qu'il avait dû renoncer, en raison des restrictions budgétaires, à monter l'Admiration de Roussel (la production avait déjà été annulée l'an dernier), l'Iphigénie en Tauride de Gluck et la reprise des Troyens de Berlioz. Il pense néanmoins, pour la saison suivante, à un dossier berliozien unissant cette reprise à celle de *Bernardo Cellini*. L'administrateur du nouvel Opéra s'est félicité de la fidélité de certains artistes.

André Engel, qui avait mis en scène *Lady Macbeth de Choctakovich* (repris au printemps) revient pour une *Salomé* de Strauss que Myung-Whun Chung, directeur musical, s'est engagé à diriger, avec Karen Huffstodt, Monte Pederson, Leonie Rysaneck (février-mars 1994), Robert Wilson, dont la *Fidèle eschente* a fait fuir le box-office cette année, réglera une *Madame Butterfly*, toujours dirigée par Chung (novembre-décembre 1993).

Les fêtes de fin d'année seront occupées par dix-neuf représentations des *Brigands* d'Offenbach dans la mise en scène de la famille Deschamps, produits la saison passée par l'Opéra d'Amsterdam. Wagner entre à la Bastille avec un *Valentin* fantôme mis en scène par Werner Herzog, direction Chung (septembre-octobre 1993). Reprise des *Contes d'Hoffmann* dans la mise en scène de Polanski (octobre 1993). Karan Armstrong sera à nouveau la *Katka Kabanova* de Janacek (novembre). Jean-Luc Boutté lancera son regard

d'homme de théâtre sur *Adrienne Lecouvreur* de Cilea, avec Mirella Freni et Giacomo Aragall (décembre 1993/janvier 1994). *Les Soldats* de Zimmermann, opéra de la modernité (1965), forcent la porte, mais dans la vieille production de Stuttgart (janvier/février). Alfred Kirchner, auquel sera confié le prochain *Ring* de Bayreuth, règle une *Khovanchichina* de Moussorgski (production du Staatsoper de Vienne, mars/avril). Archim Freyer (auquel on devait le *Freischütz* au Châtelet) se chargera de mettre en place *Alceste* de Gluck, avec Maria Ewing dans le rôle-titre et Gary Lakes en Admète (avril-mai). Nouvelle production très attendue de la Tosca, direction Ozawa, avec Carol Vaness en alternance (mai-juin), avant les reprises de *Lady Macbeth* et de *Carmen*. Indéniablement, le catalogue est abécédair, d'autant qu'il s'accompagne d'activités parallèles et/ou pédagogiques à l'Amphithéâtre et au Studio.

Reprise de « la Bayadère »

La danse? Brigitte Lefèvre, administrateur de Garnier, et Patrick Dupond, directeur des activités chorégraphiques, ont fait preuve, la première, d'un enthousiasme chronique, le second, d'une tranquillité triomphante. Comme pour le lyrique, la portion congrue laissée au répertoire contemporain inquiète : seul Angelina Preljocaj, après son *Hommage aux Ballets russes* de cette fin de saison, sera amené à imaginer une nouvelle chorégraphie sur des musiques de Mozart et sur le thème précieux de la Carte du Tendre (avril 1994).

La grande tradition du Ballet de l'Opéra de Paris trouvera en revanche l'occasion de se manifester à l'occasion des vingt-huit représentations de *la Bayadère* de Nourzev, une reprise accueillie successivement à Garnier et à la Bastille grâce au méc-

nat de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris (mai 1994); et par l'entrée au répertoire de la troupe du *Casse-Noisette* de John Neumeier, dont les vingt et une représentations occuperont la période des fêtes (décembre-janvier). Outre Preljocaj, sur le versant de la création, Roland Petit créera trois ballets pour Garnier (mars). A neuf représentations des chorégraphies de Jerome Robbins, à la reprise, pour douze soirées, de *Picasso et la danse*, succédera un « Hommage à Nijinski », créateur et interprète, avec notamment la reconstruction de *Till Eulenspiegel* (douze représentations, février 1994).

Pas de grande surprise quant au coup de chapeau à six chorégraphes de notre siècle (Lander, Robbins, Forsythe, Tudor, Taylor, MacMillan, en juin), et arrivons aux compagnies invitées. Deux le sont dans le cadre de la programmation pointue du Festival d'automne. La compagnie Twyla Tharp (octobre 1993). Et celle d'Anne Teresa De Keersmaeker, avec la compagnie Rosas, dans *Mozart Arias* dirigés par Philippe Herreweghe (production du Festival d'Avignon l'an dernier, Novembre 1993). La venue du Tokyo Ballet donnera lieu à une création de Bjart également en novembre 1993. Celle du San Francisco Ballet (juillet 1994) suscitera deux programmes comprenant notamment deux chorégraphes de Balanchine à peu près inconnus en France. La bonne surprise de la saison danse.

► Opéra Bastille, 120, rue de Lyon, Paris (12^e). Tél. : 44-73-13-00, renseignements par audiotape : 43-43-96-96, location par Minitel 3616 THEA puis OPÉRA BASTILLE. Opéra de Paris Garnier, 8, rue Scribe, Paris-9^e, Tél. : 47-42-53-51, renseignements par audiotape : 40-17-35-35, location par Minitel : 3615 THEA puis OPÉRA GARNIER.

Une « Giselle » à la serpe

Un grand classique vitriolé par un chorégraphe insolent et fort doué

GISELLE à l'Opéra Garnier

Son bécot est enfoncé jusqu'aux sourcils, elle s'efforce lorsqu'on essaie de le lui enlever. Elle porte aussi un petit cardigan lie-de-vin, collant, et une jupe mauve. Elle est toujours pieds nus. Elle est pour le moins déconcertée, c'est évident, et imprévisible ; son amoureux l'attache au bout d'une corde, comme une chèvre mais parfois, fou d'amour, il la détache et elle s'enfuit en riant. Et revient. L'aimait-elle ? Il y eut entre eux une étrange relation de soumission érotique, qui n'est peut-être pas exempte de tendresse.

Peut-être est-elle d'abord folle de son corps ? Lorsque passe un jeune gandin des environs, en habit de soirée blanc, elle frémit, elle le flaire comme un animal, se frotte contre lui. D'abord intrigué, il perd un peu la boule, lui aussi. Leur passion sera peut-être plus physique que sentimentale. Allez savoir ! — mais elle sera frénétique. Et quand le gandin est rappelé à l'ordre social par ses amis chics, la fille devient furieuse. On la retrouve, au deuxième acte, dans un asile psychiatrique, au milieu d'autres folles en camisoles de force noires dans le dos, que terrorise et maternelle une impassible infirmière-chef. On ne vous racontera pas la fin.

Depuis sa création en 1982, la *Giselle* de Mats Ek a été un coup de poing pour tous les publics du monde (on le pu la voir, dansée par le Ballet Cullberg au Théâtre de la Ville) et s'est imposée comme un des indiscutables chefs-d'œuvre de notre temps. Patrick Dupond a été bien inspiré de la faire enfin entrer au répertoire du Ballet de l'Opéra — et aussi de la donner en alternance, ce mois-ci, avec la *Giselle* romantique originale, mais celle-ci, du coup, prend un sacré coup de vieux.

Créatrice d'un rôle taillé à sa mesure, Ana Laguna l'a marqué à jamais. On sent davantage la composition chez Marie-Claude Pietragalla, mais elle se jette dans l'aventure avec un emportement, une générosité, un jusqu'au-boutisme qui forcent l'admiration, en attendant une émotion qu'elle transmettra peut-être au fil des représentations. Bouleversant, en revanche, est José Martínez

— récemment élevé au grade de premier danseur — dans le rôle d'Hilarion le jaloux. Ses regards à Giselle, sa manière de se jeter à ses pieds, sa visite dans l'asile, timide et endimanchée, tenant la petite fleur bleue que lui avait lancée sa bien-aimée, tout cela serre le cœur — pour ne rien dire de la splendeur de sa danse.

Nicolas Le Riche déploie, lui aussi, sa magnifique technique, son élévation exceptionnelle, et son air enfantin donne beaucoup de justesse au gandin un peu dépassé par ce qui lui arrive. Wilfrid Romoli prouve qu'il n'y a pas de rôles « secondaires » pour les interprètes habiles, en confiant un rôle et un intérêt inattendus à l'ami du prince. On sait que l'actrice égale la danseuse en Clotilde Vayer, elle le confirme dans le double rôle de Bathilde (la fiancée du prince) au premier acte, de l'infirmière-chef au second.

Attachement à la terre

Tous les interprètes de cette *Giselle*, les solistes mais aussi les paysans armés de fourches, les paysannes chevauchant de symboliques œufs géants, les snobs (Agnes Letestu et ses mines pince-sourire), les démentes dans l'asile, tous ont mis passionnément le cœur à l'ouvrage, et ont sûrement travaillé dur pour assimiler la danse selon Mats Ek, qui ne laisse pas une seconde de répit, qui mène à la conquête « classique » de l'air (débauche de « grands jetés ») un féroce attachement « moderne » à la terre (les jambes écartées et pliées, bien enracinées, reviennent comme un leitmotiv).

Pour ceux qui n'avaient pas encore vu cette *Giselle*, l'une des surprises de la soirée sera la force imprévue que prend soudain la partition d'Adolphe Adam. A porter au crédit de la musicalité et de l'instinct dramatique de Mats Ek. Si mieux dans la version originale, elle colle ici tellement bien au déroulement de l'action qu'elle semble avoir été écrite hier, exprès pour Mats Ek...

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra de Paris-Garnier, les 5, 8, 10, 12, 15 et 17 juin, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 295 F.

LA NOUVELLE PIECE DE 100 F. EN ARGENT
CELEBRE LE BICENTENAIRE
DU MUSEE DU LOUVRE...*



*... et pourquoi pas aussi la naissance de Camille, l'anniversaire de Pierre, la fête de Julie, la première dent de Bernard...

LA NOUVELLE PIECE DE 100 F. EN ARGENT
C'EST UNE IDÉE DE CADEAU EN OR.

Disponible dans les Banques, les bureaux de La Poste et au Trésor Public.

MONNAIE DE PARIS

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-62). Le Premier : 22 h ; sam. 17 h. Rel. dim. 19 h. L'Enfant criminel : mar., mer., jeu. 20 h 30.

ANTOINE-BIMONE-BERIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45 ; dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Je cours, j'ai tellement de hâte : ven., sam., mar., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Marin : ven., sam., lun. (dernière) 20 h 30 ; dim. 17 h.

BASTILLE (43-57-42-14). Le Travail du pâtre : ven., sam. (dernière) 21 h.

BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-48-90-72). Sur le dos d'un éléphant : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. 19 h.

BATEAU-THÉÂTRE OURAGAN (40-48-01-24). Salle Folie-Méricourt. Le Placard : ven., sam. (dernière) 19 h 30. La Nuit de M. Lucienne : ven., sam. (dernière) 18 h. L'Our : dim. 18 h 30.

SERRY-ZEBRE (43-57-51-55). Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). L'Avare : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. 18 h.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX (42-39-35-53). Gala : ven., sam., mar., jeu. (dernière) 19 h.

LA BRUYÈRE (48-74-78-89). Tamps contretemps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. 18 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les Zappes : 20 h. Rel. dim. 18 h. Le Graphique de Boscop : 21 h 15. Rel. dim. 18 h. L'Espèce d'une vie : 20 h 30. Gare aux comiques : dim. 20 h.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Inde : de père en fils, de mère en fille : ven., sam. 18 h 30 ; sam., dim. (dernière) 15 h. Kato : ven., sam. 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-76-44-45). États frères ? Et ta sœur... : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. 18 h.

CENTRE CULTUREL ALGÉRIEN (45-54-95-31). Le Soleil se meurt : ven., 20 h 30.

CENTRE CULTUREL DU MINISTÈRE DES FINANCES (40-04-38-85). La Vagabonde : ven., sam., lun. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.

CENTRE D'ANIMATION PARIS-MERCUR (43-79-25-64). Cesse départ : ven. 21 h 30. Joyet et Roll Mops : sam. 22 h. Ludo : ven. 21 h. La Voche libre : sam. 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Qui : mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-68). Grande salle. On a marché sur la Terre : dim. 17 h ; lun., mar., jeu. 21 h. Croisements, divagations : ven., sam., lun., mar., jeu. 21 h ; dim. 17 h.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 19 h. Rel. dim. 18 h. Amour en pièces : 20 h 30. Rel. dim. Fele une pause, on est dimanche : ven., sam., lun., mar., jeu. (dernière) 22 h 15. Qui rit le lundi, c'est toujours ça de pris : lun. 19 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 18 h. 21 h 30. Rel. dim. 18 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 21 h ; sam. 18 h. Rel. dim. 18 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). La Fausse Suivante : 14 h. La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : ven., lun., jeu. 20 h 30. Les Précieuses ridicules : l'improvisation de Versailles : sam., mar. 14 h ; dim. 20 h 30. La Prix Martin : sam., mar. 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER (42-22-78-22). La Silence : Elle est là : 20 h 30 ; ven. 16 h 30 ; dim. 15 h. Rel. ven. soir. dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Épouse prudente : 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. La Douce Saïeur d'amour : mar., sam. 15 h ; ven., sam. 20 h ; dim. 14 h.

CRYPTÉ SAINT-SULPICE (ÉGLISE SAINT-SULPICE) (42-84-15-14). Récit d'un pèlerin russe : 20 h 30 ; sam. 16 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

CRYPTÉ SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). La Cid : mar., ven. 18 h 15 ; sam., lun. 20 h 30 ; dim. 17 h 30. La Lettre : mar., jeu., ven. 21 h 30 ; sam., mar. 16 h 30 ; dim. 15 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : ven., sam. 21 h ; sam., dim. (dernière) 15 h 30.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-69-92). La Frousse : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ESPACE HÉRAULT (43-28-88-51). Aux innocents les mains vides : ven., sam. (dernière) 22 h. Quilroye première : ven., sam. (dernière) 20 h.

ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22). Les Couleurs du rire : lun. 16 h. Les Moustaches de la reine : lun., mar., jeu. 21 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Feu le maître de madame : ven., sam. 20 h. L'île des esclaves : ven., sam., mar. 18 h ; dim. 15 h. La Moutte de Figeo : dim. 16 h. La Moutte : sam. 21 h.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (45-67-44-11). Etiam Pecata (Même les péchés) : ven., sam., mar., jeu. (dernière) 21 h.

FONDATION DOSNE-THIERS (40-16-44-30). Un jubilé et les Méfaits du tabac : ven. (dernière) 21 h.

FONTAINE (48-74-74-00). Le Cien des veuves : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun., mar.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE (42-23-88-63). Le Horia : Boule de suif : ven., sam., mar., jeu. 20 h 45. Mar. Doris, Gus : ven., sam., mar., jeu. 19 h 30 ; dim. 17 h.

GAITÉ-MONTMARTRE (43-22-16-16). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-46-04). L'Amour : mar., jeu., ven. 20 h 30 ; sam. 17 h 30.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). Le Système Ribadier : 20 h. Rel. dim. Mignonne, allons voir si la rose : 22 h. Rel. dim.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 19 h. Rel. dim. 18 h. Amour en pièces : 20 h 30. Rel. dim. Fele une pause, on est dimanche : ven., sam., lun., mar., jeu. (dernière) 22 h 15. Qui rit le lundi, c'est toujours ça de pris : lun. 19 h.

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

SPECTACLES NOUVEAUX

A LIFE IN THE THEATRE. Théâtre de Nègle (45-34-61-04) (dim., lun., 20 h 30).

BALLADE POUR UN FOU LUCIDE. Le Grenier (43-80-68-01), mar., jeu., ven. et sam. 22 h (2).

LES CARABINIERS. Théâtre ouvert-Jardin d'hiver (42-55-74-40), mar., jeu., ven. 20 h 30 ; dim. 20 h (2).

DIODER BUREAU. Splendid Saint-Martin (42-08-21-33) (dim., lun.), 22 h (2).

LA GRANDE CHARGE HYSTÉRIQUE. Théâtre ouvert-Jardin d'hiver (42-55-74-40), ven., mar., jeu. 20 h 30 et sam. 20 h (2).

LA JAVA DES MÉMOIRES. Renaissance (42-08-18-50) (dim., lun.), 21 h ; sam. 16 h (2).

L'ORCHESTRE. Théâtre de la Ville (42-54-91-00) (dim., lun., 20 h 30).

OUI, Cinq Diamants (45-80-51-31), mar., jeu., ven., sam. 20 h 30 et dim. 17 h 30 (2).

LE PÉLICAN. Théâtre national de l'Odéon (44-41-36-36) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 15 h (2)).

LES GAUCHERS. Cité internationale (45-89-38-68) (mar., sam., dim. soir), 20 h 30 ; dim. 16 h 30 (3).

LE HORIA : BOULE DE SUIF. Le Funambule Théâtre (42-23-88-63) (dim., lun., 20 h 45 (3)).

MAN, DORIS, GUS. Le Funambule Théâtre (42-23-88-63) (dim., lun., 18 h 30 ; dim. 17 h (3)).

CROISMENTS, DIVAGATIONS. Cité internationale (45-89-38-68) (mar., dim. soir), 20 h 30 ; dim. 17 h (3).

JE COURS, J'AI TELLEMENT DE

HATE. Arcane (43-38-19-70) (jeu., dim. soir), 20 h 30 ; dim. 17 h (4).

MEURTRE A L'AUBE. Cité internationale (45-89-38-68), ven., sam., lun., mar., jeu. 20 h 45 et dim. 15 h (4).

LITTORINA LITTORALIS OU LE COMPLEXE DU BIGORNEAU. Théâtre Maurice-Ravel (43-48-10-88), dim. et lun. 20 h 30 (5).

ON A MARCHÉ SUR LA TERRE. Cité internationale (45-89-38-68), dim. 17 h, lun., mar. et jeu. 21 h (5).

LE VERGER DES SOLITAIRE. Musée national des Ganges de Port-Royal (43-73-05), dim. 15 h 30 et 16 h 45 (5).

LE MALADE IMAGINAIRE. Théâtre de la Ville (42-54-91-00) (dim., lun., 20 h 30 ; dim. 15 h (5)).

PAROLES EN VOYAGE. Salle de la Roquette (40-04-93-68), lun., mar. 14 h 30, lun. 18 h, mar. 20 h 30, mer. 15 h et jeu. 10 h, 14 h 30 (7).

CHOPÉLA. Tristan-Bernard (45-22-08-40) (dim.), 21 h (8).

COULEURS DE PARIS. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62) (dim., lun.), 19 h (8).

EN ATTENDANT LES BOEUF. Mathurins (42-65-90-00) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 15 h (8)).

L'ENFANT CRIMINEL. Aktéon-Théâtre (43-38-74-62) (dim., lun.), 20 h 30 (8).

L'ŒIL N'A PLUS D'AILLES. Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai (48-05-67-89) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (8).

HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmalion : 20 h 45 ; sam. 16 h 30. Rel. dim. 18 h.

HUCHETTE (43-26-38-89). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. Le Leçon : 20 h 30. Rel. dim.

LUCERNAIRE FORUM (48-44-57-34). Salle Roger Blin. Diderot, le fils naturel ou les Épreuves de la vertu : 20 h. Rel. dim. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. René Descartes, la passion d'un soldat volontaire : ven., sam. (dernière) 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandes : mar., jeu., ven., sam. 20 h 30. Rel. dim. La St Jolie Vie de Sylvie Joly : 21 h 30. Rel. dim., lun.

MADELINE (42-65-07-08). Atout cœur : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (42-22-67-60). Presqu'une déesse : lun. 16 h 30.

MARIE-STUART (45-08-17-60). Tempête sur une toile cirée : 22 h 30. Rel. dim., lun. Hulle clos : jeu., sam. 18 h 30. Je me tiens devant toi nue : mar., ven., sam. (en français) jeu., mar. (en anglais) 20 h 30. (en anglais) 18 h.

MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pas un homme facile : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MATHURINS (42-65-90-00). En attendant les boeufs : mar., jeu., ven. 20 h 30.

MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Le Minir des songes : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Tonnelle d'été : 15 h. Rel. lun.

MICHEL (42-65-35-02). Sexe & jalousie : 21 h ; sam. 21 h 15 ; dim. 18 h 30. Rel. dim. 18 h.

MICHOUDÈRE (47-42-95-22). Participe : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. 18 h.

MOGADOR (46-76-04-04). Les Rustres : 20 h 30 ; dim. 18 h. Rel. dim. 18 h.

MONTMARTRE (43-22-77-74). Mortadelle : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15. Rel. dim., lun.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). La Golem : ven., sam., mar., jeu. (dernière) 21 h.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-88). La loi se meurt : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-75). Tout va bien : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Guy Bedos et Muriel Robin : ven. (dernière) 20 h 30.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). II Signor Bruschino : 20 h 30. Rel. dim.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Pétauchon : 20 h 30. Rel. dim., lun.

PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (42-02-27-17). Bud dans tu t'es vu quand t'es là : 21 h. Rel. dim., lun.

PALAIS-ROYAL (42-67-59-81). Ubu : 21 h. Rel. dim., lun.

P.O.C.H.E-MONTMARTRE (45-48-92-67). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 15 h. Rel. dim. 15 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock : 20 h 45 ; sam. 17 h. Rel. dim., lun.

POTINIÈRE (42-61-44-18). Moli-mélie : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. 18 h.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Les Précieuses : ven., sam. 18 h 30 ; sam. 18 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. 18 h.

RENAISSANCE (42-08-16-50). Le Juv des mémoires : 21 h ; sam. 16 h. Rel. dim., lun.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Un acteur joue Bré : 20 h 30. Rel. dim., lun. L'Homme et son double : 22 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. 18 h.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-93-68). Léonce et Léna : ven. 14 h 30 ; sam. 16 h ; dim. (dernière) 15 h. Perles en voyage : mar. 15 h ; jeu. 10 h, 14 h 30 ; lun. 18 h ; lun., mar. 14 h 30 ; mar. 20 h 30.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). A l'abordage : 20 h 30. Rel. dim., lun.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-33). Gléole et Robert : 20 h 30. Rel. dim., lun. Didier Benureau : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE 13 (48-88-82-22). La Cressa : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). La Dame en noir : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. 18 h.

THÉÂTRE D'EDGAR (42-79-87-87). Union libre : 20 h 15. Rel. dim. Les Sacés Monstres : 22 h. Rel. dim.

THÉÂTRE OIX-HEURES (48-06-10-17). Les Jeunes Pères : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE DE LA LUNE-NOIRE (43-38-70-28). Spectacle en forme de poire : ven., sam., mar., jeu. (dernière) 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Belle de Mai. L'Aberration des écoles fixes : ven., sam., mar., jeu. 21 h ; dim. 17 h. L'oiseau n'a plus d'elles : mar., jeu. 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Orfeo : mar. 20 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (48-34-61-04). Le Théâtre de Bré : 18 h. Rel. dim., lun. A Life in the Theatre (en anglais) : 20 h 30. Rel. dim., lun. On va faire la cocotte, Mais n'te promène donc pas toute nue : jeu., ven., sam. 22 h 15. Trois muses s'amusent : lun. 20 h 30. Elle Kékou dans a ve jaser : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE DU TAMBOR-ROYAL (48-06-72-34). Les Noces de Figeo : mar. 18 h 30.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-84-47). Laurent Violet : 21 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-95). Madame de Sade : 20 h. Rel. dim., lun. Histoires de paroles : mar., jeu., ven., sam. 22 h ; dim. 15 h. Les Symptômes de la vache folle : jeu., ven., sam. 18 h 30 ; dim. 16 h.

THÉÂTRE MAURICE-RAVEL (43-48-10-88). Littorina littoralis ou le Complexe du bigorneau : dim., lun. 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Eve Peron : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. 18 h. Salle Jean Vilar. La Mégère apprivoisée : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. 15 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-36-36). Le Pélion : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. 18 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-68-43-60). Grande salle. Main Kampf (force) : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. 18 h. Petite salle. Statins : 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim. 18 h.

THÉÂTRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-55-74-40). Les Carabiniers : sam. 20 h ; mar., jeu. 20 h 30. La Grande Charge hystérique : ven., mar., jeu. 20 h 30 ; sam. 20 h. Strip et boniments : ven., mar. 20 h 30 ; sam. 20 h.

THÉÂTRE SILVIA-MONFORT (45-31-10-96). Le Peau des autres : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. 18 h.

TOURTOUR (48-67-62-48). M'sieur Offenbach : 18 h. Rel. dim., lun. Chronique d'une mort retardée : 20 h 30. Rel. dim., lun.

TREMPIN-THÉÂTRE DES TROIS-FRÈRES (42-54-81-00). L'Orchestre : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Chopella : mar., jeu. 21 h.

LA VISUELLE GRILLE (47-07-22-11). Le Ticket du pressing : 20 h 30. Rel. dim.

RÉGION PARISIENNE

COURBEVOIE (CENTRE CULTUREL) (43-33-63-52). Les Boozes Brothers : ven. 20 h 45.

FONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JACQUES-BREL) (48-75-44-88). La Françoise frivole : ven. 20 h 30.

IVRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (46-72-37-43). L'Amour médecin : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 16 h.

LE KREMLIN-BICÈTRE (ECAM) (49-66-62). Les Mardis du rire : mar. 20 h 30.

LONGJumeau (THÉÂTRE ADOLPHE-ADAM) (69-09-40-77). Jean-Marie Bigard : sam. 21 h.

MUSÉE NATIONAL DES GRANGES DE PORT-ROYAL (30-43-73-05). Le Verger des solitaires : dim. 15 h 30, 16 h 45.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-63). Il y a des hommes océans, Victor Hugo : ven., sam. (dernière) 20 h 45.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (47-59-90-20). Le Cid : ven. (dernière) 14 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE SAINT-PIERRE) (47-45-75-80). Le Malade imaginaire : lun., mar., jeu. (dernière) 14 h 30.

RUILL-MALMAISON (THÉÂTRE ANDRÉ-MALRAUX) (47-32-24-42). La Lettre : lun. 21 h.

SARTROUVILLE (THÉÂTRE) (39-14-23-77). Un grand méchant : ven. 21 h.

VANVES (THÉÂTRE) (46-46-46-47). Les Aventures du baron Faeneste : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 15 h.

VITRY-SUR-SEINE (STUDIO-THÉÂTRE) (46-81-75-50). Partage de midi : 20 h 45. Rel. dim.

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

VENDREDI
Histoire permanente du cinéma : l'Eau à la bouche (1959), de Jacques Doniol-Valcroze, 18 h ; Comédie drolatique d'une nuit d'été (1982, v.o. s.t.f.), de Woody Allen, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

VENDREDI
Carnes 93 à Paris, un certain regard : le Silence de l'été (1992), de Véronique Aubourg, les Démoniaques ont 25 ans (1993), d'Agnes Varda, 18 h ; Octobre (1983), d'Abderrahmane Sissako, le Fin du monde (1983), de José María Gato, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VENDREDI
Les Cinémas du Canada : Old Orchard Beach (1982, v.o. s.t.f.), de Michèle Courmoyer, Ti-Cul tougas (1975, v.o. s.t.f.), de Jean-Guy Noël, 14 h 30 ; l'Heure des anges (1986, v.o. s.t.f.), de Bratislav Pojer et Jacques Drouin, A corps perdu (1988, v.o. s.t.f.), de Léo Pool, 17 h 30 ; Air (1972, v.o. s.t.f.), de Paul Driessen, le Mort d'un bûcheron (1973, v.o. s.t.f.), de Gilles Carle, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

VENDREDI
Les Septantes - 2^e partie : l'après-Mai 68 : Années militantes : le Fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, 14 h 30 ; Le Dos au mur (1979-1981) de J.-P. Thom, 18 h 30 ; le Fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, 18 h 30 ; l'Histoire d'un crime (1901) de Fernand Zozca, Des enfants gâtés (1877) de Bertrand Tavernier, 20 h 30.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

CARMEN REVIENT AU PAYS. Film japonais de Kikaku Kinoshita, v.o. : 11^e (48-05-61-33).

LES HISTOIRES D'AMOUR FINISSENT MAL... EN GÉNÉRAL. Film français d'Anne Fontaine : Cité Beaubourg, 3^e (42-71-62-38) ; Gaumont Hautes-Filles, 6^e (38-68-75-55) ; La Pagode, 7^e (38-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (38-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13^e (38-68-75-55) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20).

MAD DOG AND GLORY. Film américain de John McNaughton, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{re} (38-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2^e (38-68-75-55) ; Gaumont Hautes-Filles, 6^e (38-68-75-55) ; Gaumont Champs-Élysées, 9^e (38-68-75-55) ; La Sibylla, 11^e (43-07-48-50) ; Gaumont Parnasse, 14^e (38-68-75-55) ; v.f. : Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; 36-65-70-16 ; Gaumont Gobelins 13^e (38-68-75-55) ; Gaumont Alsace, 14^e (38-65-75-14) ; Miramar, 14^e (38-65-70-38) ; Gaumont Convention, 15^e (38-68-75-55) ; Pathe Wexler, 18^e (38-68-20-22).

LE MARI DE LÉON. Film français de Jean-Pierre Mocky : Cité Beaubourg, 3^e (42-71-62-38) ; UGCanton, 6^e (42-25-10-30) ; 36-65-70-16 ; Eyedées Lincoln, 6^e (43-59-36-14) ; George-V, 8^e (46-62-41-48) ; 36-65-70-16 ; Gaumont Alsace, 14^e (38-65-75-14) ; Sept Paroissiens, 14^e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15^e (38-68-75-55) ; Pathe Clichy, 18^e (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20^e (48-36-10-86) ; 36-65-71-44).

NINJA KIDS. Film américain de Jon Turkel, v.f. : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-67-47) ; 36-65-70-16 ; Rex, 2^e (42-36-83-93) ; 36-65-70-16 ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-84-94) ; 36-65-70-16 ; George-V, 8^e (46-62-41-48) ; 36-65-70-16 ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; 36-65-70-16 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-58) ; 36-65-70-16 ; UGC Gobelins, 13^e (46-61-94-95) ; 36-65-70-16 ; Mistril, 14^e (36-65-70-16) ; UGC Convention, 15^e (45-74-84-94) ; 36-65-70-16 ; Pathe Clichy, 18^e (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20^e (48-36-10-86) ; 36-65-71-44).

COMMUNICATION

La crise de la presse quotidienne

M. Carignon préconise la réduction au taux zéro de la TVA sur les journaux

Pour aider la presse écrite, qui traverse une crise profonde, en raison surtout de la baisse de ses ressources publicitaires, Alain Carignon, ministre de la communication, souhaite convaincre les partenaires européens de la France de la nécessité de réduire au taux zéro la TVA sur les journaux. Le ministre a rendu public ce projet jeudi 3 juin à Paris, en même temps qu'il précisait les contours de son plan d'aide à la presse écrite.

La presse écrite française fait figure de lanterne rouge en Europe. Alors que le chiffre d'affaires du secteur avait déjà baissé de 0,5 % en 1991, il chute à nouveau de 0,4 % en 1992 pour s'établir à 56,67 milliards de francs, selon une récente enquête du Service juridique et technique de l'information (STTI), qui dépend du premier ministre portant sur 770 des 3 000 titres existants.

Cette aggravation de la situation des journaux, à laquelle échappent toutefois la presse gratuite et la presse spécialisée grand public - magazines de programmes télévisés, féminins, titres sportifs, etc., est consécutive à la récession du marché publicitaire, qui a commencé en 1990. Dans les années précédentes, la publicité avait été le véritable « moteur » de la presse écrite, puisque les ressources provenant de ce secteur représentaient environ 50 % de son chiffre d'affaires.

La baisse de la publicité commerciale, même si elle s'est ralentie en 1992 (-1,6 % de baisse contre -5,5 % en 1991), traduit sans doute un meilleur rapport de forces à l'égard des médias concurrents et notamment de la télévision. Mais la poursuite de la dégradation des petites annonces « PA », liée à la

crise de l'immobilier et de l'emploi (-23,4 % en 1992 après une chute de 13,6 % en 1991), alors que celles-ci ne constituent pas un terrain de lutte avec le petit écran, accentue la vulnérabilité des journaux, et surtout des quotidiens nationaux où le chiffre d'affaires des « PA » a chuté de 34,4 % l'an dernier, après une première baisse de 27,9 % en 1991.

« Si la presse avait pu développer son lectorat, la crise du marché publicitaire n'aurait pas eu ces conséquences », souligne le STTI. La diffusion, second « moteur » de la presse, n'a pas suffisamment augmenté en 1992 (1,2 % de hausse) et son poids dans le chiffre d'affaires a surtout été accru par la hausse du prix de vente des journaux (+3,6 % alors que la hausse de l'indice général des prix atteignait 2,4 %).

« Une bataille politique »

Ces difficultés de la presse écrite ont incité le ministre de la communication, Alain Carignon, à prendre des mesures à court et à long terme, chiffrées à 200 millions de francs. Parmi les mesures à court terme, précisées jeudi 3 juin par le ministre, figure l'augmentation de l'aide de l'Etat aux journaux à faibles ressources publicitaires (10 millions de francs en plus des 18,6 millions déjà octroyés) qui devrait bénéficier à la Croix, l'Humanité, voire au Quotidien de Paris ainsi qu'aux quotidiens locaux communistes la Marseillaise et l'Echo du Centre.

Autre mesure à court terme, un fonds de restructuration de 40 millions de francs sera consacré aux journaux « en situation très grave ». Le Quotidien de Paris est actuellement le plus souvent désigné, mais les difficultés du groupe Desfossez international - la Tribune-Desfossez, la Cote-Desfossez, l'Agefi - pourraient justifier que l'un de ces

titres bénéficie du fonds spécial. Pour profiter du coup de pouce financier de l'Etat, les éditeurs de journaux devront cependant présenter un plan de restructuration et un tour de table « viables ».

M. Carignon espère que 100 millions seront versés cette année et le reste en 1994 si le gouvernement lui donne l'initiative fin vers (le Monde du 5 mai). Cette « mesure conjoncturelle, qui ne sera pas reconstruite l'an prochain », sera distribuée aux journaux qui en feront la demande, en principe sur la base du chiffre d'affaires de leur diffusion.

Enfin, la presse écrite devrait bénéficier en priorité « d'au moins 50 % des investissements publicitaires » des futures entreprises privatisables et participer à des tables rondes sur les coûts de fabrication, la distribution (et si nécessaire, la réduction de la réflexion actuellement menée par les NMPP) ainsi que sur la publicité, ce septembre.

Enfin, Alain Carignon souhaite que la TVA applicable aux journaux soit réduite de 2,1 % à « zéro ». Cette proposition, qui n'a pas encore été évaluée par le gouvernement, même si M. Carignon l'a évoquée avec le premier ministre, Edouard Balladur, devrait donner lieu à une double bataille sur les plans français et européen, afin d'éviter que d'autres secteurs que la presse revendiquent, dans l'Hexagone, une baisse de leur taux de TVA et afin de convaincre les partenaires de la France, au sein de la CEE, de la nécessité de revenir sur la directive européenne prévoyant un taux de TVA à 5 % en 1997, en arguant de la spécificité de la presse écrite, « service essentiel de la démocratie ».

« Une bataille politique », que M. Carignon entend bien remporter.

YVES-MARIE LABÉ

Pour une photo prise en cour d'assises

La peine maximale pour « Paris-Match »

En sa qualité de directeur de publication de l'hebdomadaire Paris-Match, Daniel Filipacchi a été condamné, jeudi 3 juin, par la deuxième chambre correctionnelle du tribunal de Grenoble à la peine maximum de 30 000 F d'amende pour avoir publié une photographie de Didier Gentil au cours de son procès, au mois de décembre 1992, devant le cour d'assises de l'Isère.

L'initiative des poursuites avait été prise par le parquet général de Grenoble dans le souci avoué de donner un « exemple ». A l'audience, le représentant du ministère public, Jean-Claude Vaucheret, a opposé, en matière de droit de presse, les infractions qui « tiennent souvent à peu de choses » contre la diffusion ou l'atteinte à la vie privée, « toujours difficile à déterminer à l'égard, notamment, d'une personne publique - qu'est-ce qu'un journaliste doit dire ? Qu'est-ce qu'il doit préserver ? ». En revanche, « agissant de l'usage illicite d'appareils son ou image en cours d'audience, il a estimé qu'il n'y avait pas d'hésitation possible ».

« Lorsque la question de la publication de la photo s'est posée, les conseillers juridiques du groupe Filipacchi, forcément, ont été consultés. On leur a demandé : qu'est-ce qu'un risque ? Vu leur réponse, on a décidé de passer outre la loi parce que cela rapporterait plus que cela ne coûterait ».

Dans son numéro qui précède le procès, Paris-Match avait, par son service Minut, également interrogé ses lecteurs à propos de la culpabilité de Richard Roman. Suite aux protestations, notamment de la défense, il avait dû l'interrompre.

N. C.

Le maire de Suze-la-Rousse porte plainte contre TF 1

Mea maxima culpa...

LYON

de notre bureau régional

« Ils auraient mieux fait de rester à Paris... » Dans le bouche d'Henri Michel, maire socialiste de l'ancienne cité de Suze-la-Rousse, jusqu'ici célèbre par son université du vin, ce propos veut condamner sans appel. Il vise l'équipe de TF 1 qui est venue tourner dans le Drôme les images diffusées dans l'émission « Mea culpa » du jeudi 27 mai.

Un reality-show au cours duquel le jeune Nelly, quinze ans, a raconté à la France entière comment son père avait abusé d'elle, en septembre 1989, près d'Orange (Vaucluse), alors qu'elle avait douze ans, en un temps où sa mère souffrait de dépression nerveuse. La huis cloe habituellement pratiqué par les tribunaux lorsqu'ils débattent d'affaires de meurtre ou sont impliqués des mineurs avait une fois de plus été ignoré au nom des impératifs « audiovisuels » de la prétendue télé-vérité.

« Nous nous sentons salis... »

L'autorité parentale n'était pas même bafouée puisque la mère de Nelly était présente sur le plateau, comme la mère du violeur, tentée de justifier, peu ou prou, le comportement du criminel. Ainsi, une égalité de façade avait été instituée entre la « défense » et l'accusation.

Le véritable débat judiciaire avait pourtant déjà été tranché par la cour d'assises du Vaucluse avec la condamnation du père de Nelly à cinq années de détention, une peine que est homme purge actuellement.

L'indignation de M. Michel, qui est un proche du président de la République, a atteint son paroxysme lorsque cinq personnes - « des copains de bistrot du village » - ont affirmé à l'antenne, « à une quinzaine de reprises », que l'ensemble de la population de Suze-la-Rousse ne portait pas un jugement aussi sévère que celui des jurés, en allant même jusqu'à accuser Nelly d'avoir eu quelques attitudes provocantes.

Le maire de Suze-la-Rousse a déposé une plainte contre TF 1 en raison du préjudice collectif subi par les habitants de sa commune. Son conseil, M. Michel Escalon, du barreau de Valence, a dénoncé, jeudi 3 juin, le déshonneur jeté sur une déclaration de justice tout en précisant qu'il n'aurait pas relevé, dans l'émission inconnue, de propos excessifs ou injurieux à l'encontre de la magistrature.

M. Michel a obtenu pour cette procédure l'aval de son conseil municipal, dans la séance publique a attiré, pour une fois, le quart environ de la population de la commune (1 400 habitants). Il a ensuite recueilli, en vingt-quatre heures, quatre cents signatures sur une pétition demandant que la vérité soit établie et que réparation soit donnée, d'une manière ou d'une autre.

Dans son cas, une habitante de Suze a rédigé un texte plus expéditif, dans lequel on peut lire notamment : « Nous nous sentons salis... Il faut éliminer ces soi-disant journalistes qui jettent l'opprobre sur l'ensemble de la profession ».

GÉRARD BUÉTAS

A peine installée

La commission de réflexion sur la télévision publique critiquée... par plusieurs de ses membres

La commission de réflexion sur la télévision de service public, constituée par le ministre de la communication, a tenu, jeudi après-midi 3 juin, sa première séance de travail sous la présidence de Jacques Carpentier, le conseiller maître de la Cour des comptes, chargé par Alain Carignon de diriger ses débats.

Il y avait trois personnes de plus à l'appel : le président de la chambre syndicale des producteurs et exportateurs de films français, Alain Poiré, le secrétaire général de cette chambre syndicale et délégué général de l'ARP (auteurs, réalisateurs, producteurs), Pascal Rogard, le directeur des affaires juridiques et internationales de France 2, Philippe Bélingard, président de la commission juridique de l'Union européenne de radiodiffusion.

Tous trois avaient été nommés le matin même, un peu dans la précipitation. Depuis l'annonce de la composition de cette instance, les professionnels du cinéma s'étonnaient de ce effet d'avoir été « oubliés » par le ministre pendant que certains salariés du service public regrettaient de se voir sous-représentés.

La veille de cette réunion, le syndicat CFDT de la radio et de la télévision avait d'ailleurs ironisé en constatant que cette commission

comprendrait cinq parlementaires de la majorité (deux députés UDF, Jacques Blanc, Michel Pelchat, un député RPR, Michel Péricard, deux sénateurs RPR, Adrien Gouteyron, Maurice Urieli), mais aucun élu de l'opposition, et d'éminents représentants des chaînes privées (Bernard Spitz, chargé de mission à la direction générale de Canal Plus, Thomas Valentin, directeur des programmes de M6, Pierre Wiche, conseiller en programmation de TF 1), mais aucun représentant des chaînes publiques. Cette organisation syndicale en avait conclu : « Contrairement au calme nécessaire, c'est à un bouleversement que va servir la « farce » de cette nouvelle commission ».

« Un grand happening »

Bien qu'elle y soit représentée par son secrétaire général, Nicolas Traube, l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels avait elle aussi relevé la préférence paradoxale accordée au secteur privé dans un comité conçu pour préparer l'avenir du secteur public. Elle avait même tenu à faire savoir au ministre de la communication, par écrit, qu'elle redoutait les conséquences d'un tel déséquilibre potentiel.

ment préjudiciable aux intérêts du service public. C'est comme si l'on demandait à Air Inter de fixer le tracé du TGV ou à Peugeot de se prononcer sur la privatisation de Renault, avait-elle expliqué en substance.

Dans l'entourage du ministre on s'était donc employé à apaiser les chagrins et à calmer les inquiétudes, en laissant entendre, en particulier, que c'est à la demande personnelle du président de France Télévision, Hervé Bourges, que les chaînes publiques n'avaient pas été sollicitées davantage et qu'elles allaient même jusqu'à sursurer, en guise de précision, que celui-ci n'avait pas jugé convenable la perspective d'avoir à s'expliquer, éventuellement, devant certains de ses salariés, insinuations ostensiblement démenties par l'intéressé qui a fait savoir qu'il participait, bien au contraire, les interrogations de la CFDT. Information confirmée au ministre de la communication.

Bref cette première réunion de travail a donné lieu, selon l'expression de l'un des participants, à un « grand happening ». Il est apparu, notamment par l'intermédiaire de la voix forte du réalisateur Marcel Bluval, que plusieurs membres de la commission se demandaient si les dits n'étaient pas pipés - autrement dit si les conclusions n'en étaient pas déjà tirées dans un sens a priori favorable à TF 1 et défavorable à France 2 et France 3 - et, surtout, si le délai imparti à la commission pour redéfinir les missions de la télévision publique était vraiment raisonnable.

Alain Carignon attend ce affet ses conclusions pour le 15 septembre. Le député UDF de l'Essonne, M. Pelchat, n'a pas été le dernier à réclamer un laps de temps supplémentaire en mettant en avant la difficulté de travailler vite à trente.

Ceux de ses membres qui disaient attendre « au pire » déclaraient, jeudi soir, n'avoir « pas été déçus » ; d'autres, plus optimistes, préféraient voir dans ces premiers échanges brouillons la promesse d'un certain pluralisme.

ALAIN ROLLAT

EN BREF

■ ETATS-UNIS : ATT et Viacom tentent ensemble une expérience de télévision interactive. - Le géant américain du téléphone ATT et le groupe de communication Viacom ont décidé de s'allier pour lancer ensemble une expérience de télévision interactive. Cet essai de dix-huit mois dans la région de San Francisco permettra de tester la demande d'un panel de mille foyers sur un ensemble de services audiovisuels composés de films en pay per view (paiement à la séance), de jeux vidéo reliant plusieurs joueurs, de téléachat... Viacom est l'un des principaux cablo-opérateurs des Etats-Unis (un million d'abonnés) et son alliance avec ATT intervient peu après que US West, autre compagnie de télé-

phone, ait annoncé une prise de participation significative dans Time Warner.

■ Nouvelle formule pour l'hebdomadaire Stratégies. - L'hebdomadaire professionnel Stratégies, spécialisé dans la communication, a fait paraître sa nouvelle formule le vendredi 4 juin. Le titre, qui dépend du groupe britannique Reed International, augmente sa pagination, introduit la couleur et change l'aspect général de sa maquette. L'hebdomadaire présentera en outre, chaque semaine, un dossier de synthèse sur un sujet « médias ». L'objectif est d'atteindre une diffusion payée de 10 000 exemplaires au lieu de 8 678 actuellement.

ÉCONOMIE

BILLET

Une réunion de l'OCDE pour rien

Ceux qui attendaient des décisions importantes de la réunion des ministres des finances de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) à Paris les 2 et 3 juin en seront pour leurs frais. Malgré la gravité de la crise économique, aucune mesure nouvelle n'a été annoncée, sinon celle de l'entrée prochaine du Mexique dans l'organisation.

A l'issue de deux jours de réunion, John Dawkins, ministre des finances australien qui présidait, a insisté sur la grave préoccupation que causait aux pays industrialisés l'augmentation du chômage. Les journalistes présents à la conférence de presse ont appris que l'OCDE poursuivait une étude de fond sur les causes du chômage et du sous-emploi, une étude que l'OCDE se propose de mener à bien au cours de l'été.

Dans les coulisses, on apprend que les États-Unis avaient - de façon plus vive qu'à l'habitude - fait pression sur le Japon pour obtenir de celui-ci davantage d'ouverture de ses frontières et, d'une façon générale, une réduction de ses excédents extérieurs. Des excédents courants dont on venait justement d'apprendre qu'ils avaient battu tous leurs records en avril avec un chiffre de 11 milliards de dollars. On apprend aussi que le représentant américain, Lloyd Banister, secrétaire au Trésor, avait demandé à Tokyo une stimulation supplémentaire de la croissance économique, mais que ses interlocuteurs nippons s'étaient réagités.

On a probablement tort d'ironiser sur le côté un peu irréel des réunions de l'OCDE dont le rituel ne semble jamais troublé par les circonstances, même en période de crise grave. Après tout, les réunions du FMI et celles du G7, qui suscitent régulièrement l'aspiration de décisions nouvelles, sont souvent aussi désespérément vides. L'OCDE est à la base d'excellentes études, dont beaucoup ont progressé la connaissance économique. Il n'empêche que, quand l'occasion leur en est donnée, il est un peu consternant de voir les ministres des finances repartir sans avoir fait avancer des questions aussi importantes que la baisse des taux d'intérêt ou l'aide à apporter à la Russie pour ses privatisations. Sur le premier point, l'Allemagne continue à porter l'essentiel de son attention sur les taux à long terme, au grand désespoir des Français arc-boutés sur les taux courts. Sur le deuxième point, les États-Unis se retrouvent seuls dans leur volonté d'aider financièrement et moralement la Russie dans son entreprise de privatisation. La concertation internationale se porte mal au moment où elle apparaît la plus nécessaire.

ALAIN VERNHOLES

Rectificatif. - L'erreur de l'article intitulé « La récession s'installe en Europe occidentale » (le Monde du 3 juin) comportait une erreur. Il attribuait à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) des informations qui émanaient de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), notamment le recul de 0,3 % de la production des pays européens.

Recul de 3,2 % du produit intérieur brut au premier trimestre dans la partie ouest du pays

Récession sans pessimisme en Allemagne

Le produit intérieur brut de la partie ouest de l'Allemagne a chuté de 3,2 % au premier trimestre 1993 par rapport à l'année précédente. Un recul supérieur à ce que prévoyait les économistes. Et les avis sont partagés sur la reprise. Pas avant 1994, estime la majorité des analystes. Dès l'automne, affirment d'autres. La Bundesbank compte au nombre des optimistes.

FRANCFORT

de notre correspondant

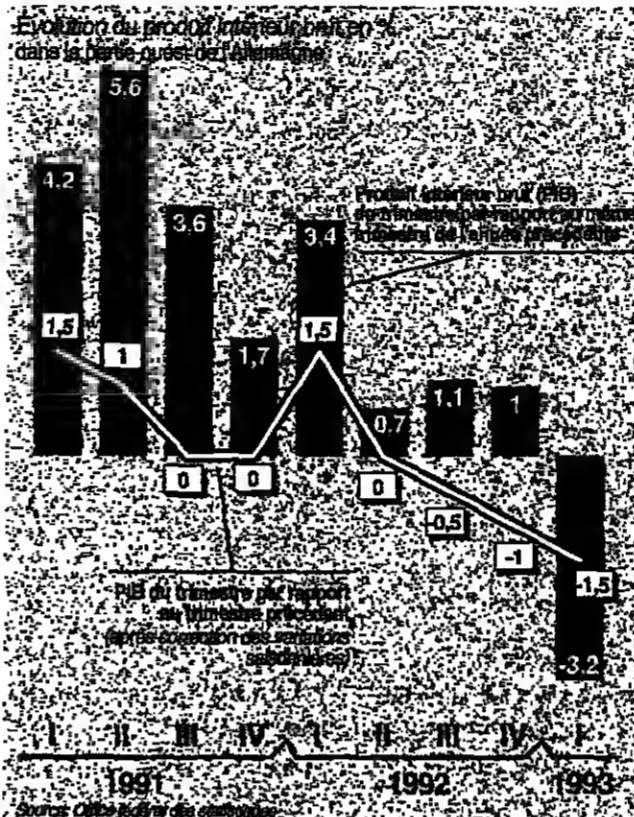
L'Allemagne avait mis longtemps à admettre qu'elle était en récession parce que le boom de l'unification l'avait écartée du contexte mondial dépressif. Puis, les experts avaient avancé que si récession il devait y avoir, celle-ci serait de faible ampleur parce que le pays avait évité les erreurs spéculatives des autres. Vertueuse à son image, l'Allemagne devait sans doute connaître une fin de boom, mais sans entrer dans les affres d'une crise.

A lire les chiffres, la récession est plus grave qu'escomptée. Le recul du produit intérieur brut (PIB) de 3,2 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre de 1992, annoncé par l'office fédéral des statistiques, jeudi 3 juin, pour l'ouest de l'Allemagne, a surpris les observateurs. Il s'agit de la plus forte chute trimestrielle observée depuis le début de l'année 1975, en pleine crise dite pétrolière. Si l'on calcule les évolutions par rapport au trimestre précédent, on relève une régression depuis trois trimestres consécutifs.

Les statistiques du premier trimestre sont déprimantes. Tous les

moteurs de l'activité sont étiés. La consommation privée est en recul de 1 % à cause de la hausse de la TVA d'un point le 1^{er} janvier et de la peur du chômage qui fait monter une épave de déconfort. Les investissements chutent de 14,8 %, chiffre considérable qui alarme le plus les experts du long terme. Le bâtiment reste ples (0,7 %) alors que les arrivées de 400 000 demandeurs d'asile posent de grosses difficultés; il est vrai que ce secteur connaît une floraison prolongée à l'est dont profitent les firmes de l'ouest. Les exportations, moteur traditionnel du dynamisme allemand, subissent le contre-coup de la déprime mondiale et tombent de 3,4 %. Les importations, signe de froid, reculent encore plus (de 6,3 %) et l'excédent de la balance commerciale en décroissance pendant le boom, remonte à 14,6 milliards de marks.

Le ministre de l'économie, Günter Rexrodt, est de ceux qui sonnent le tocsin. Il parle de la plus profonde récession que pourrait connaître la RFA depuis la guerre et souligne « qu'il ne voit pas de signes de reprise ». Il espère qu'ils se présenteront vers la fin de l'année. Le ministre souligne en contrepoint que l'activité à l'est du pays (en croissance cette année de quelque 6 % selon les prévisions) contribue à légèrement améliorer le climat de l'Allemagne entière. Pas de reprise en vue? Les exportations ont peu de chance de se redresser étant donné le contexte mondial. Les carnets de commandes intérieures en mars ont été de 5 % plus maigres qu'au début de l'année et ils sont de 20 % au-dessous du pic de février 1992. L'institut DIW de Berlin prévoit un nouveau recul au deuxième trimestre de 2,5 % pour le PIB. Le rapport à l'année précédente. Mais la récession n'entraîne pas en Alle-



magne - ou pas encore - un climat psychologique comparable à la quasi-panique qui semble, vue d'Allemagne, s'être emparée des esprits en France. On attend grosso modo une chute du PIB de près de 2 % à l'ouest pour l'année entière et une perte de 400 000 ou même 500 000 emplois. Mais les Allemands savent que la décroissance

intervient après une forte montée. Ils vivent une correction de cours somme toute normale avant de retrouver un rythme de 1,5 % en 1994 pour la croissance du PIB. Rythme qui devrait perdurer ensuite puisque la Deutsche Bank prévoit une moyenne de 1,5 % entre 1993 et 1997 en Allemagne (et de 2 % en France).

Il existe même des optimistes qui voient déjà les premiers signes indiquant que le fond de la dépression est atteint et que la reprise pourrait commencer dès le second semestre. Pour étayer leurs dires, ils soulignent que les carnets de commandes dans l'automobile marquent une légère augmentation depuis quelques semaines. Ils rappellent que le PIB mesuré par rapport à l'année précédente n'a baissé que depuis trois mois. Pour Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, le recul de la croissance « n'a pas été jusqu'à présent plus important que lors des précédents retours conjoncturels ». Otmar Issing, l'économiste de la Bundesbank, estime que le second semestre marquera déjà une reprise.

Ce diagnostic de la banque centrale explique qu'elle ait laissé inchangés ses taux directeurs jeudi 4 juin. L'augmentation de la masse monétaire, de 7,3 % en avril, lui laisse penser que si les crédits augmentent tant, l'économie n'est pas si atone. Dans l'arbitrage qu'elle fait en permanence entre reprise et inflation, la Bundesbank a rebasculé, du moins pour un temps. Elle marque une pause dans la baisse de ses taux parce qu'elle craint moins la récession que la perte de crédibilité du mark.

Une politique contestée. Les patrons sont en Allemagne plus pessimistes que les économistes, en particulier ceux de la Bundesbank. Pour eux, la reprise est loin d'être acquise et le meilleur moyen de la faire venir est d'abaisser le loyer de l'argent et de consolider les finances publiques, en évitant les incertitudes sur les impôts futurs.

ÉRIC LE BOUCHER

Reconnaissant ses erreurs de prévisions

Bruxelles veut renégocier avec Tokyo le niveau des importations d'automobiles en 1993

Lors d'un entretien, jeudi 3 juin à Paris, avec Edouard Balladur, les ministres japonais des affaires étrangères, Kōbun Muto, et de l'Industrie et du Commerce, Yoshio Mori, se sont montrés « ouverts » quant à un réexamen de l'accord conclu en avril, limitant les exportations de véhicules japonais vers la CEE pour 1993. De son côté, Martin Bangemann, vice-président de la Commission européenne chargé des affaires industrielles, a écrit au ministre du Commerce extérieur japonais (MITI) pour demander une révision de cet accord.

BRUXELLES (communautés européennes)

de notre correspondant

M. Bangemann vient d'écrire au ministre du Commerce extérieur japonais (MITI), lui demandant que soient repris le plus vite possi-

ble les pourparlers afin de fixer le montant des importations de voitures japonaises dans la Communauté en 1993. Les chiffres sur lesquels les deux parties s'étaient mis d'accord en avril étaient fondés sur une prévision de baisse du marché communautaire de 6,5 % pour l'année en cours. M. Bangemann fait valoir que, compte tenu d'une baisse des immatriculations au cours des quatre premiers mois de l'année de 17,8 %, cette prévision est devenue tout à fait réaliste. En dépit d'une déclaration de Noboru Hatakeyama, vice-ministre du MITI, selon laquelle le Japon refusait de renégocier l'arrangement conclu pour 1993, les collaborateurs de M. Bangemann semblent convaincus que, finalement, Tokyo donnera une réponse favorable.

« Jusqu'à présent les Japonais se sont toujours montrés prêts à rechercher des solutions satisfaisantes pour les deux parties. Ils peuvent difficilement refuser de revoir la décision d'avril, car l'ac-

cord conclu avec eux en 1991 sur la libération progressive des importations de voitures dans la CEE, (accord qui sert de cadre pour la fixation annuelle du montant des importations) prévoit un suivi permanent du marché », a ainsi commenté Ricardo Pansich, directeur général des affaires industrielles de la Commission.

Liberté de mouvement incomplète

L'accord de 1991, qui rappelle-t-on à la Commission, ne porte que sur les importations directes, et pas sur les « transplants », c'est-à-dire les voitures de marque japonaise construites en Europe ou aux États-Unis, prévoit qu'en cas de baisse de la demande, les constructeurs japonais doivent en supporter l'essentiel du poids. Dans la proportion 75 % à 25 %, ont indiqué les Européens, mais ce sont là des paramètres qui n'ont pas été évalués par Tokyo.

Sur quelles bases la Commission va-t-elle vouloir reprendre les pour-

parlers? Les services de M. Bangemann refusent de l'indiquer mais font valoir qu'il faut s'attendre à une reprise de l'activité économique vers la fin de l'année et que, par ailleurs, l'accord de 1991 ne leur laisse pas une complète liberté de mouvement pour répercuter la chute de la demande sur les importations.

L'ajustement que la Commission entend négocier maintenant avec les Japonais (révision à la baisse des montants d'importation fixés en avril 1993) ne touchera pas, ou à peine, les marchés jusqu'à protégés, tel le marché français. Mauvaise nouvelle pour Renault ou PSA? Il affectera donc pour l'essentiel les marchés ouverts, tels ceux du Benelux ou du Danemark. Cependant, les autorités de ces pays ont fait préciser, en 1991, que l'accord conclu avec Tokyo ne devrait pas avoir comme effet de restreindre l'approvisionnement en voitures japonaises de leur marché. D'où la difficulté, explique-t-on à Bruxelles, de réduire trop brutale-

ment le niveau des importations en 1993. Pour fournir lesdits marchés, les constructeurs japonais, ou du moins ceux d'entre eux qui produisent dans la CEE (Nissan, Toyota), pourront, certes, compenser la baisse des importations directes par des livraisons accrues de « transplants », mais seulement dans les limites qu'autorisent les capacités de production de leurs unités européennes.

Les services bruxellois font valoir, au passage, que cette nécessité de livrer des « transplants » pour approvisionner les concessionnaires des marchés libres allègera d'autant la pression sur les marchés protégés... Une démonstration subtile dont on peut se demander si elle n'a pas pour but de préparer les constructeurs européens, qui réclament une application intégrale et rigoureuse de l'accord, à l'idée que la baisse de la demande ne pourra pas être répercutée sur les importations autant qu'ils l'auraient souhaité.

PHILIPPE LEMAITRE

Le patronat refuse de garantir le succès du plan emploi

Suite de la première page

A l'hôtel Marignan, on n'attendait pas du patronat qu'il s'engage sur un quelconque objectif chiffré mais, à tout le moins, qu'il lance un appel pressant aux entreprises pour qu'elles prennent les devants et limitent au strict minimum les suppressions d'emploi.

Espérances déçues. Non seulement le CNPF reste sa position d'attente - s'il a évoqué un « plan de mobilisation », François Perigot, son président, a prévenu jeudi 3 juin sur France 2 que « la confiance doit d'abord revenir chez les consommateurs avant de demander des efforts aux chefs d'entreprise » - mais il continue de revendiquer des avantages supplémentaires et va même jusqu'à avancer des propositions que M. Balladur considère comme de nature à relancer l'inflation et donner des arguments aux tenants d'un retour au protectionnisme.

En invitant, avec M. Perigot, les vingt-huit présidents de fédérations professionnelles membres du conseil exécutif du CNPF -

une première - le premier ministre cherchera, lundi 7 juin, à contourner ses interlocuteurs habituels, à rappeler les employeurs à leurs devoirs et à adresser un message plus direct à la base patronale qu'il souhaite voir s'impliquer davantage dans la lutte contre le chômage.

« L'absence de capacité d'engagement » de la part du patronat, autrement dit son refus de pratiquer une politique de « donnant-donnant », est d'autant plus amèrement ressentie par le gouvernement que celui-ci sait qu'il sera jugé sur les résultats de sa politique sur l'emploi. Or, hostile à l'encouragement direct offert aux formules de partage du travail, le patronat refuse de se porter garant du succès des dispositions gouvernementales. « Il faut convaincre les employeurs à utiliser les nouveaux contrats d'orientation, qui vont prendre le relais de l'Exo-jeune », dit-on au CNPF.

Quant au nombre d'apprentis, il ne s'agit, malgré les incitations

en place, que de « les maintenir, voire les développer » alors que les aides consacrées au bâtiment ne permettraient que de « créer ou préserver » 40 000 emplois là où les pouvoirs publics évoquent la création de 100 000 emplois.

Ce n'est pas du côté de la CGPME que les pouvoirs publics peuvent espérer obtenir davantage. Lucien Rebuffel, son président, décline par avance toute responsabilité, se contentant d'avancer une analyse pour le moins partielle en affirmant que « le mal se situe en amont, dans le système éducatif qui envoie chaque année 200 000 jeunes non qualifiés sur le marché du travail » et en réclamant, au passage, une remise en cause du SMIC.

L'impatience de la majorité à l'égard du patronat - « il n'est plus temps de s'interroger sans cesse », prévient le chef du gouvernement - n'est pas nouvelle. Lors de la dernière campagne électorale, Jacques Chirac ne s'en était-il pas pris à ceux qui n'ont « qu'un critère de réussite : supprimer des emplois »? Pourtant, la prudence du CNPF ne devrait pas surprendre le gouvernement. Depuis fort longtemps, M. Perigot qui récusé énergiquement le titre de « patron des patrons » - a mis les choses au point. Il considère qu'il n'a pas à dicter leur

conduite aux entreprises et n'a nullement l'intention d'imiter Yvon Gattax, son prédécesseur, qui avait aventureusement fait multiplier, en 1985, la création de 371 000 « emplois nouveaux » à l'échelle de la France.

Un climat détestable dans l'industrie

En outre, l'organisation patronale est prisonnière du pessimisme qui se développe parmi ses troupes (« il règne un climat détestable à la base, surtout dans l'industrie », note Pierre Guillen, l'un des dirigeants de la fédération de la métallurgie) qui, pour l'heure, attendent le déblocage des fonds publics avant de répondre aux appels de M. Balladur. La montée de clivages, liés à des conflits d'intérêts qui opposent les secteurs perturbés d'une relance à tout prix et d'une protection accrue contre les importations à ceux qui redoutent que leurs exportations subissent les conséquences d'un retour du protectionnisme, n'arrange rien. Reste que certains dirigeants patronaux déplorent « le manque d'imagination » du CNPF, comme son impuissance à vaincre le comportement attentiste d'un patronat qui, alors que le chômage ne

cesse de monter, attend tout des pouvoirs publics.

« Nous devons nous engager sur certains points, sinon nous apparatrons, à terme, comme des coupables », considère le responsable d'une fédération. « En s'installant dans une attitude de revendication, systématique tout en considérant qu'il ne peut rien promettre en retour, le CNPF s'est enfermé dans une impasse dangereuse », constate pour sa part un autre dirigeant professionnel.

La bronille entre le gouvernement et le patronat ressemble à une double méprise. M. Balladur attend du CNPF qu'il prenne des engagements que M. Perigot considère hors de son champ de responsabilité; ce dernier ne comprend pas qu'on lui reproche d'obtenir des avantages sans contrepartie. Plus largement, cette incompréhension mutuelle est aussi le fruit des difficultés, voire de l'impossibilité, de fonder une politique économique et sociale sur la base d'un contrat et d'obligations de part et d'autre. L'efficacité des parades au chômage tient sans doute en partie à l'absence du dialogue social dans des entreprises où les interlocuteurs patronaux préfèrent adopter un profil bas face à des syndicats affaiblis et divisés.

JEAN-MICHEL NORMAND

حکومت الرشید

ÉCONOMIE

Réunis en congrès à Biarritz

Les jeunes agriculteurs proposent une certaine «renationalisation» des politiques

Le 27^e congrès du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) s'est tenu, mercredi 2 et jeudi 3 juin, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Ce n'était pas un congrès électif, mais les débats n'en ont pas moins été animés, du fait de l'importance des dossiers aujourd'hui en suspens, notamment celui du GATT. Cependant, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jean Puech, a déçu l'auditoire.

BIARRITZ

de notre envoyé spécial

Jamais, de mémoire d'observateur, un congrès du CNJA n'avait été aussi courtisé par le ministre de l'Agriculture en exercice. Même Jacques Chirac ou François Guillaume avaient dû, en leur temps, subir le rituel du chahut et des sifflets. A Biarritz, Jean Puech paraît devant une salle attentive, qui lui décernera même quelques applaudissements.

Ce n'est pourtant pas la densité du discours qui pouvait séduire les congressistes. Jean Puech fut d'une prudence extrême. Selon lui, il faut cultiver l'espoir et non l'inquiétude, mais tout ceci «dans un contexte extrêmement difficile qui réduit à tous les niveaux les marges de manœuvre budgétaires». Les groupes de travail mixtes sont à l'œuvre. Le gouvernement va réunir, «dans les prochaines semaines», un comité interministériel d'aménagement du territoire, puis un autre sur le développement et l'aménagement rural. Seul propos précis du ministre : le préaccord de Blair-House signé en novembre 1992 entre la Commission de la CEE et Washington, n'est toujours «pas acceptable en l'état. Quant au dossier des échanges, je serai intraitable».

Peut-être l'habitude de l'insécurité de l'assistance fut-elle la conséquence des aménagements à

la PAC obtenus la semaine dernière par la France auprès des Douze. Le président du CNJA, Christian Jacob, avait, pendant le congrès, fixé la hauteur de la barre. Ces aménagements, avait-il dit, «ne sont qu'une réponse partielle aux demandes de la profession, avec cependant des avancées positives qui prouvent que tout n'est pas figé par les décisions de Bruxelles dès lors que la protestation se manifeste assez fortement». Mais, avait-il insisté, «ces avancées ne doivent pas être considérées comme une base de marchandage qui se traduirait par un recul sur les autres dossiers en litige». M. Jacob, plus sévère que ses troupes, a dit sa «déception» après le discours du ministre, «qui ne dispense en rien les inquiétudes des jeunes agriculteurs quant à la volonté de fermeté de la France sur les dossiers internationaux».

Clivages géographiques

Ce congrès a pourtant cherché à conforter l'image des «paysans de demain» : c'est celle de gestionnaires responsables d'entreprises performantes et d'un syndicalisme de proposition. Priorité absolue à l'installation des jeunes agriculteurs, vaille le fil rouge de la réflexion du CNJA. Huit mille paysans ont fait agréer leur projet en 1992, mais il y a dix ans ils étaient douze mille. L'urgence de la situation nécessite la prise en compte prioritaire d'une revendication essentielle : que les droits à produire (dont l'exemple le plus connu est celui des quotas laitiers) et les droits aux primes ne tombent pas dans une logique de marché noir et de négociations commerciales. Les jeunes agriculteurs les veulent gratuits et cogérés, ce qui est loin d'être acquis.

Plus généralement, ont dit les congressistes, la soumission à la seule loi du marché est dévastatrice

pour l'économie agricole, et une réforme de la politique agricole commune, même en tenant compte des aménagements annoncés par Jean Puech, «n'est pas de nature à limiter la dépense budgétaire ni à assurer une gestion plus équilibrée dans le long terme». Les aides directes destinées à compenser les baisses de prix pénalisant les producteurs les plus performants et figeront les situations, aux dépens des nouveaux venus. Ce que résume plus crûment un délégué de l'Onet : «Avant, nous gagnions notre vie dans les champs, maintenant, nous la gagnons en jouant aux cartes au bistro».

Le CNJA plaide pour une certaine «renationalisation» des politiques agricoles, par une gestion nationale des soutiens communautaires. Il s'appuie pour cela sur trois points : la suppression des offices par produits (céréaliers, viande, lait...), trop «vericaux» et qui stitissent parfois les rivalités entre filières différentes, et leur remplacement par un conseil d'orientation et de régulation des productions, dont le rôle CORP est tout de suite entré dans le voca-

bulaire ; un «renouveau fiscal» qui fasse évoluer l'agriculture vers la fiscalité d'entreprise et sépare nettement le patrimoine personnel des résultats financiers de l'exploitation ; la création d'un «fonds de gestion des territoires», décentralisé, afin d'adapter localement les grandes orientations et de préparer la nouvelle mission des agriculteurs : assurer l'occupation et la gestion de l'espace.

Ce dernier point a mis en lumière les clivages du monde agricole. Les discussions ont pris alors un tour acide. Les délégués des régions défavorisées craignent les «délocalisations» qui risquent de les priver de leurs productions traditionnelles (élevage en montagne). Au profit de régions plus favorisées. A l'inverse, les zones performantes (Bassin parisien, Ouest) refusent, au nom du dynamisme et de l'efficacité technique, ce qui ressemble à une spécialisation géographique susceptible de leur mettre des bâtons dans les roues dans leurs choix de diversification.

GEORGES CHATAIN

Nouvelle alliance dans le secteur pharmaceutique

Rhône-Poulenc Rorer s'associe avec l'américain AIS pour développer la recherche dans les thérapies génétique et cellulaire

La stratégie d'alliance que développent les groupes pharmaceutiques depuis plusieurs mois pour accélérer leur recherche vient de connaître une nouvelle illustration, jeudi 3 juin, avec l'entrée de Rhône-Poulenc Rorer dans le capital d'une petite firme californienne de biotechnologie, Applied Immune Sciences (AIS), fondée en 1984. Cette filiale de Rhône-Poulenc va consacrer 113 millions de dollars (610 millions de francs) à prendre une participation de 37 % dans AIS, avec la possibilité de la porter à 60 % rapidement.

Les deux firmes vont ainsi collaborer dans la thérapie génétique, qui vise à remplacer chez un malade un gène défectueux par un normal, et dans la thérapie cellulaire, technique consistant à prélever dans le sang ou la moelle osseuse une cellule pour la traiter et la réinjecter. Elle est ensuite réinjectée dans le patient pour éliminer sa maladie. Sur ce deuxième type de recherche, AIS s'affiche comme le numéro un, ayant mis au point le «collector», un appareil permettant d'isoler et de traiter hors du corps humain les cellules. Cette technique trouve actuellement des applications pour les greffes de moelle osseuse, et pourrait en

apporter dans le traitement du cancer et du sida. Les deux groupes vont également constituer une joint-venture à 50-50 pour assurer la commercialisation et la distribution de services de thérapie cellulaire à l'hôpital à domicile. Ils envisagent également de développer à travers le monde un réseau de «centres de thérapie cellulaire».

Il s'agit, selon Thomas Okarma, président d'AIS, «d'hôpitaux pour cellules où les lits seront remplacés par des incubateurs». Le patient, quant à lui, reste à son domicile, ce qui réduit les frais d'hospitalisation. Neuf centres devraient être créés d'ici deux ans. Le premier a été implanté à San-Francisco et un second à Los Angeles.

A cette association avec AIS s'ajoute un deuxième volet. Rhône-Poulenc Rorer a signé avec le CNRS et l'Institut Gustave-Roussy un accord par lequel il acquiert avec Pasteur-Mérieux Connaught et Transgene les droits d'utilisation d'adénovirus dans la thérapie des gènes. Ce procédé, issu des travaux d'un chercheur du CNRS, Michel Perricaudet, devrait permettre, là encore, au groupe pharmaceutique d'accélérer sa recherche.

D. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Foncier : bonne résistance à la détérioration de la conjoncture en 1992



L'activité en accroissement global de 4 %
Malgré les difficultés d'un contexte économique dégradé, les activités du Groupe Crédit Foncier ont poursuivi leur croissance en 1992 avec une production totale de crédits nouveaux s'établissant à 40 milliards de francs, en progression de 4 %.
La production de prêts aidés s'est élevée à 12,7 milliards de francs, en retrait de près de 14 % alors que l'activité du secteur concurrentiel s'est accrue de 14 % avec 27,3 milliards.
Le réajustement structurel vers les crédits acquéreurs à moyen et long terme et vers le financement des collectivités locales s'est poursuivi en 1992. Le court terme, en revanche, n'a représenté qu'une part réduite de la production conformément aux objectifs fixés.
Le Crédit Foncier a consolidé le développement de ses opérations de financement à l'étranger, directement ou par le biais de ses filiales européennes avec une sélection très stricte des dossiers. Une production d'environ 1,8 milliard de francs a été réalisée, comme en 1991.
En fin d'exercice, les encours globaux des prêts ont atteint 316 milliards, soit une hausse de 5 % avec notamment, une vive croissance des encours du secteur concurrentiel. La part des encours globaux, représentée par des crédits à long et moyen terme, demeure prépondérante (96 %).

Les atouts du refinancement
Ces évolutions ont été soutenues par de bonnes conditions d'émission sur le marché des capitaux longs. La qualité de la signature du Crédit Foncier et les opportunités saisies sur les marchés domestiques et internationaux ont permis de lever, dans des conditions favorables, 37,4 milliards de financements à long terme, en progression de 53 % par rapport à 1991. Sur ce total, 17 milliards ont été collectés sur les marchés internationaux. En outre, 3 milliards de francs de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI) ont été émis.

Le maintien du dividende
Le produit net bancaire consolidé du Groupe de l'exercice 1992 s'est établi à 5.039 millions, en progression de 10,3 %. Le résultat brut d'exploitation ressort à 3.028 millions, en augmentation de 13,6 %, eu égard à la bonne maîtrise des charges générales d'exploitation. Le résultat net consolidé, en baisse de 21,2 % à 411 millions tient compte du provisionnement opéré, notamment chez les filiales intervenant dans le secteur des crédits aux professionnels de l'immobilier. Les dotations nettes globales aux provisions affectées aux risques sur prêts ont atteint 1.035 millions contre 333 millions en 1991. Les résultats d'une évolution moins contrastée. Le bénéfice net ressort à 595 millions, en baisse limitée de 9,6 %. Ce résultat s'est affecté non seulement par les moyens

supplémentaires octroyés à certaines filiales mais aussi par l'accroissement des frais d'émission qui s'accompagne de la forte progression de la collecte de capitaux.
La bonne résistance de l'entreprise a permis le maintien du dividende unitaire au niveau de celui distribué en 1991 et conduit à une augmentation de 2,5 % de la distribution globale.
Comme les années précédentes, les actionnaires pourront choisir le paiement du dividende (37,50 F hors avoir fiscal) en numéraire ou en actions. Ils peuvent exercer leur droit d'option du 25 mai au 18 juin inclus. Les actionnaires qui n'auront pas opté pour le paiement du dividende en actions recevront leurs dividendes en espèces le 25 juin.

Perspectives 1993
L'activité du premier trimestre 1993 s'est inscrite dans un cadre conjoncturel toujours difficile. Le Groupe est toutefois parvenu à maintenir sa production globale à 10,5 milliards, en progression de 3 % sur le même période de l'année 1992.
L'émulation des conditions de refinancement a conduit le Crédit Foncier à procéder à une nouvelle baisse des taux de ses prêts qui se situent à leur plus bas niveau depuis 25 ans. Cette situation permet à l'institution d'être compétitive pour défendre ses parts de marché.
Les mesures de relance en faveur de l'habitat prises récemment par les Pouvoirs publics devraient créer des conditions d'activité plus propices. Le Crédit Foncier s'est naturellement mobilisé pour accompagner le plan de soutien du secteur immobilier, en particulier à travers la distribution d'enveloppes supplémentaires de prêts aidés par l'Etat.
L'établissement s'est également engagé dans la distribution des nouveaux Prêts à l'accession sociale garantis par le FGAS (Fonds de garantie à l'accession sociale). La production des financements aux collectivités locales devrait rester à un bon niveau avec le maintien des positions déjà acquises.
Les volumes levés par ailleurs sur les marchés de capitaux à long terme au cours du premier trimestre 1993 ressortent à environ 20 milliards ; cette forte collecte tient compte des besoins de refinancement liés à la gestion active de la dette à long terme.

Les Assemblées générales ordinaire et extraordinaire se sont tenues le 18 mai 1993.

CRÉDIT FONCIER
DÉPARTEMENT D'ACCÈS
Votre allié dans le temps

Allemagne

Tokyo Milles en 1993

REPÈRES

EMPLOI Les effectifs salariés ont diminué de 0,5 % au premier trimestre

Au cours du premier trimestre, les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles ont baissé de 0,5 %, a annoncé l'INSEE, jeudi 3 juin, confirmant ainsi ses estimations provisoires. Au total, 72 300 emplois ont été perdus, dont 50 200 dans l'industrie (-1,1 %), 9 900 dans le bâtiment et la construction (-0,8 %) et 12 200 dans le tertiaire marchand (-0,1 %). Les services, qui permettaient de compenser partiellement les réductions d'effectifs dans les autres secteurs connaissent désormais une évolution négative. En douze mois, ce sont 214 300 emplois salariés qui ont disparu, en contrepartie, correspondant à une baisse de 1,4 %. Le recul est de 3,1 % pour l'industrie, de 4,7 % pour le bâtiment et de 0,2 % dans le tertiaire.

BANQUES Stabilisation du nombre de chèques sans provision

Entrée en vigueur il y a un an, la nouvelle loi sur les chèques sans provision a permis, selon l'Association française des banques (AFB), de stabiliser le nombre d'incidents de paiement, qui, comme l'an dernier, oscillent autour de 500 millions de chèques émis. C'est un progrès indéniable, puisque la quantité de «chèques en bois» augmentait auparavant de 20 % par an.

L'impact du nouveau texte est encore plus net avec l'augmentation des régularisations de paiement. En conditionnant le levée de l'interdit bancaire à la régularisation des chèques sans provision, la loi a modifié le comportement des contrevenants. L'ancienne loi imposait, après un délai de trente jours, une interdiction bancaire d'un an qui disparaissait quel que soit le destin des chèques impayés.

Le nombre total d'interdites bancaires, après une poussée «mécanique» lors de l'entrée en vigueur de la loi, est revenu à son niveau antérieur, soit environ un million. Mais la nature des interdictions a changé. La nouvelle loi impose aux banques une déclaration immédiate à la Banque de France, alors que l'ancienne permettait une régularisation dans les trente jours avant déclaration. La stabilisation relative du nombre des incidents et de celui des interdictions bancaires «nouvelles formule» dans une période de récession constitue plutôt une bonne surprise pour les banquiers, qui avaient évoqué à 3 milliards de francs le coût des chèques sans provision lors de la préparation de la loi.

SOCIAL Les syndicats de la SNCF menacent d'un «conflit majeur»

Le climat social s'alourdit à la SNCF. Après la journée d'action du 27 mai dernier qui s'était traduite par une forte perturbation du réseau ferré, les syndicats de cheminots menacent de recourir, si la direction refuse d'ouvrir «immédiatement» des négociations. Les sept fédérations syndicales de cheminots ont adressé une lettre commune en ce sens à la direction de la SNCF. En outre, elles ont adressé un courrier de la même teneur à Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme. «Faut-il de réponses concrètes de votre part dans un délai rapide, vous prendrez la responsabilité d'un conflit majeur», soulignent dans ces deux lettres les organisations syndicales.

Celles-ci ont décidé de se rencontrer, le 21 juin prochain, pour donner suite à leur mouvement. Interrogé, jeudi 3 juin, par les députés de la commission de la production et des échanges, Jacques Fourrier, président de la SNCF, a par ailleurs confirmé que le déficit de la SNCF pour 1993 «devrait être supérieur à 5 milliards de francs», contre 3 milliards de francs en 1992.

VIE DES ENTREPRISES

Malgré une conjoncture boursière morose

Hermès a réussi son introduction sur le second marché

Les titres de la maison de luxe Hermès ont été introduits, jeudi 3 juin, sur le second marché de la Bourse de Paris. Seuls 2,93 % des ordres d'achat ont pu être servis, les demandes d'actions s'élevant à 145 000 titres pour une offre de 300 actions. Les dirigeants ont dit qu'ils étaient satisfaits, car il y a longtemps que la demande de titres n'avait pas été supérieure de trente fois à l'offre.

Pour ne pas comparer que les dernières introductions concernant les groupes de luxe, même le titre Yves Saint Laurent, introduit en Bourse le 10 juillet 1989, qui avait

Fleurbaey de l'industrie québécoise

Le groupe Bombardier résiste bien à la crise

Partie prenante dans la réalisation du « plus grand chantier du siècle », le groupe industriel canadien Bombardier spécialisé dans le matériel de transports et l'aéronautique poursuit bien son développement. Chargé de la construction des 254 nouvelles voitures et autocars destinés au tunnel sous la Manche, sa filiale Bombardier Eurotunnel a plaidé dans le rouge d'environ 310 millions de francs en 1992, contre un bénéfice de 17 millions en 1991.

En mars, la société québécoise a même pris la décision d'arrêter la chaîne de production des nouvelles dans son site de Bruges, afin de faire pression sur TransManche Link, le consortium en charge de la réalisation du tunnel. La firme Bombardier réclame en effet 2 milliards de francs à TML, en guise de dédommagement pour les nombreuses modifications apportées en cours de contrat. En raison d'un accord sur le plan technique, Bombardier a accepté de livrer les six nouvelles déjà prévues. Mais sur le plan financier, rien n'est réglé, et au final cela pourrait être à la Haute cour de justice britannique de trancher ce différend financier. Bombardier a déjà provisionné la moitié des 2 milliards réclamés sur son exercice 1992-1993.

Les déboires rencontrés dans la construction des nouvelles ont été la seule ombre à porter au tableau du groupe québécois. Cela ne l'a pas empêché d'augmenter son bénéfice net de 23 %, qui atteint 565 millions de francs au 31 janvier 1993, date de clôture de l'exercice. Son chiffre d'affaires a dépassé 4,4 milliards de dollars canadiens, soit environ 19 milliards de francs. 1992 a permis la double acquisition de l'avionneur de Havilland et du constructeur de matériel de transports UTC.

Malgré la déprime du secteur aéronautique, Laurent Beaudoin, président de Bombardier, se montre particulièrement confiant sur le secteur des avions régionaux et d'affaires où son groupe est présent des deux côtés de l'Atlantique avec quatre entités - Canadair, de Havilland, Learjet et Short Brothers - ce qui lui permet de couvrir « tous les segments du marché ». Le redressement du groupe irlandais Short, repris en 1989, est même « plus rapide que prévu ». Une joint-venture dans le domaine des missiles a été mise au point avec Thomson-CSF, et une autre avec Hurl-Dubuis dans les nacelles. Au passage, Bombardier a pris 10 % de l'équipementier français.

Enfin, dans ce qui constitue le cœur d'origine du groupe canadien - les produits de consommation matriciels du type matonelle ou motonelle - Bombardier conforte son avance sur ses principaux concurrents, conservant à lui seul entre un quart et un tiers du marché mondial. Les bénéfices de ce secteur représentent 20 % de l'ensemble de ceux du groupe Bombardier.

ALAIN BEUVE-MÉRY

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GENEFIM

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 26 mai 1993, sous la Présidence de Monsieur Alain Lambolley, a approuvé les comptes de l'exercice 1992.

Le résultat net s'est élevé à 136 176 178,16 F. L'Assemblée a décidé de distribuer un dividende net de 27,30 F par action, sans avoir fiscal, représentant un taux de distribution de 90,6 %. Le paiement sera effectué à compter du 16 juillet 1993.

L'Assemblée Générale Ordinaire a renouvelé le mandat d'Administration de la Société pour une période de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1998.

Avant la fusion du constructeur scandinave avec Renault

Volvo et l'Etat suédois se partagent Procordia

STOCKHOLM

de notre correspondant

Il aura fallu un an et demi de calculs et de négociations pour que Volvo et le gouvernement suédois finissent par mettre un terme à leur brouille initiale et à l'entente sur le partage de Procordia dont ils étaient depuis 1990 les deux principaux propriétaires. Lors d'une conférence de presse, jeudi 3 juin à Stockholm, les principaux acteurs de l'affaire, le premier ministre conservateur Carl Bildt, son ministre de l'Industrie, Per Westerberg, le président de Volvo, Pehr Gyllenhammar et le PDG du groupe, Sören Gyll - ont présenté les mécanismes de l'opération.

Procordia cesse désormais d'être un conglomérat réunissant sous un même chapeau un secteur agroalimentaire et un secteur de produits pharmaceutiques. Volvo, avec 74 % des parts, devient actionnaire majoritaire du nouveau groupe agroalimentaire qui portera le nom de BCP (Branded Consumer Products) et en prendra, à terme, le contrôle total. Quant à sa part dans le nouveau Procordia, c'est-à-dire les produits pharmaceutiques (Kabi Pharmacia, Erbamont et Pharmacia Biotech), elle sera de 25 % avec possibilité de la porter à 35 % lorsque le reste des actions sera mis sur le marché par le gouvernement suédois dans la deuxième phase de la privatisation de Procordia, qui devra être achevée en décembre 1993.

FRANÇOISE NIETO

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

La chaîne de pharmacie Boots améliore son bénéfice annuel de 19 %. - Boots Ca., première chaîne britannique de pharmacies, a annoncé jeudi 3 juin une hausse de 19 % de son bénéfice annuel grâce à une augmentation de ses ventes et de ses marges dans la distribution de médicaments et de produits de toilette, ainsi qu'une réduction de plus de moitié de ses frais financiers. Le résultat imposable s'est élevé à 405,2 millions de livres (340 millions de francs) pour l'exercice annuel clos en mars contre 340,7 millions un an plus tôt sur un chiffre d'affaires en hausse de 8 % à 3,96 milliards de livres contre 3,66 milliards.

Mazda annonce une chute de son bénéfice annuel de 68,3 %. - Mazda Motor Corp. vient d'annoncer à Tokyo une chute de 68,3 % de son bénéfice imposable (société mère) à 6,2 milliards de yens (310 millions de francs) pour l'exercice 1992. Durant cette période (avril 1992-mars 1993), le chiffre d'affaires du grand constructeur automobile japonais, installé à Hiroshima, a aussi baissé de 4,9 % à 2 191 milliards de yens. Les exportations, dont le volume est le double de celui des ventes domestiques, ont augmenté en valeur de 0,9 % mais ont baissé de 7 % en volume (800 000 véhicules).

Jacques Bogart (parfums) : résultat net part du groupe en hausse de 71 %. - Le groupe Jacques Bogart (parfums) a réalisé en 1992 un résultat net, part du groupe, de 14,3 millions de francs, contre 8,4 millions pour l'exercice 1991, soit une hausse de 71 %. Jacques Bogart, qui exploite notamment les parfums Balenciaga et Ted Lapidus, a effectué des ventes consolidées de 345,6 millions de francs contre 328,1 millions l'année précédente.

CONCESSION

Ansaldo Transpori remporte le contrat du métro de Birmingham. La société italienne Ansaldo Transpori, associée au constructeur britannique Taylor Woodrow, a remporté l'appel d'offres de la ville de Birmingham pour la réalisation d'un métro léger. C'est le premier contrat remporté à l'export dans ce domaine par Ansaldo Transpori, filiale du groupe Ansaldo Finmeccanica et surtout connu sur le marché de la signalisation. La concession d'une durée de vingt-trois ans (trois ans de travaux et vingt ans d'exploitation)

porte sur la construction d'une première ligne dont l'ouverture est prévue pour 1997. Sont ultérieurement envisagées deux autres lignes, ce qui portera l'ensemble du réseau à 80 kilomètres. Le coût de réalisation et de gestion de la première ligne est évalué à 255 millions de livres, soit environ 2,1 milliards de francs.

ALLIANCE

US West dépose une offre commune avec Matsushita. - Le groupe américain de télécommunications US West s'est allié au groupe public hongrois Matsushita pour déposer une offre conjointe dans l'appel d'offres lancé par le gouvernement pour la constitution d'un réseau de téléphones cellulaires en Hongrie. L'appel d'offres pour un réseau de 900 mégahertz a été lancé en octobre 1992. US West et Matsushita établissent une société commune en concession pour gérer un réseau digital Global System Mobile (GSM), susceptible de créer plusieurs centaines d'emplois et d'investir des centaines de millions de dollars au cours de ses dix premières années d'existence en Hongrie. US West et Matsushita ont déjà établi une joint-venture il y a deux ans. Baptisée Westel, elle est chargée d'élaborer un réseau national de téléphone mobile à 450 mégahertz. Les travaux ont commencé un investissement total de 85 millions de dollars (339 millions de francs).

INNOVATIONS

ATT (télécommunications) lance un nouveau service mondial. - L'opérateur américain des télécommunications ATT a annoncé récemment la mise en place d'un nouveau « coin d'affaires » : WorldSource, un service de téléphonie internationale, partout dans le monde, les mêmes caractéristiques. Ce service sera disponible dans un premier temps sur l'Asie avant d'être étendu à l'Europe au début de 1994. Il permettra aux entreprises multinationales d'échapper aux difficultés traditionnelles auxquelles elles étaient jusqu'à présent confrontées par suite des différences techniques entre les opérateurs de communications. Désormais, précise ATT, les utilisateurs pourront profiter d'une formule « guichet unique » pour la prise de commande, la fourniture et la maintenance dans le monde entier. La facturation des services WorldSource sera consolidée et facturée dans la devise, le pays et la langue choisis par le client.

France Télécom et Apple lancent le PowerPop, ordinateur portable utilisable sur le réseau de téléphonie sans fil. Bi-Bop. - Le constructeur informatique Apple et France Télécom lancent le PowerPop, un micro-ordinateur portable utilisable à partir du nouveau réseau de téléphonie sans fil Bi-Bop, installé récemment à Paris et à Strasbourg, ont annoncé récemment l'opérateur public et la filiale française d'Apple. Le PowerPop, issu de la famille des Notebooks d'Apple (il possède les caractéristiques du PowerBook 180), permet d'envoyer des fax, d'échanger des documents et de consulter les services Minitel depuis la rue, de chez soi ou de son bureau. Muni d'un modem radio, il est utilisable à proximité

des bornes radio du nouveau service de radiotéléphone Bi-Bop. Il fonctionne également sur le réseau téléphonique traditionnel. Commercialisé en juin, le PowerPop sera vendu 2 500 francs plus cher que l'actuel PowerBook 180, actuellement commercialisé entre 20 000 et 25 000 francs.

CESSION

Philips cède ses appareils de mesure à l'américain Fluke. - Le groupe électronique néerlandais Philips va céder la plus grande partie de ses activités d'appareils de mesures et de tests à la compagnie américaine John Fluke pour 33,8 millions de dollars (182 millions de francs). Au total, 920 salariés de Philips passeront sous le contrôle de Fluke. La compagnie américaine est active dans le domaine des appareils de mesures électroniques et compacts. Elle emploie 2 200 personnes dans le monde et réalise un chiffre d'affaires annuel de 240 millions de dollars environ.

CRISE

L'Américain John Deere va supprimer un quart de ses emplois en Europe. - John Deere, l'un des premiers groupes mondiaux du matériel agricole, va supprimer 2 000 emplois en France, en Allemagne et en Espagne sur les 8 000 salariés qu'elle emploie en Europe, a annoncé récemment le groupe américain. Ces suppressions d'emplois comprendront 1 200 licenciements cette année et le reste sera réparti sur les années suivantes, a ajouté l'entreprise, qui a enregistré une chute de 92 % de son bénéfice au premier semestre par rapport à la même période de 1992. - (AFP)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescour, président
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Marcel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Michel Colombani
Robert Solé
(secrétaire du directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Thomas Fournier
Philippe Hurel
Jean-Pierre Simon

Daniel Vernet

des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Bonin (1984-1989)

Jean-Pierre Pignatelli (1989-1992)

André Laroche (1982-1989)

André Fontaine (1983-1991)

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL :

15, RUE MONTMARTRE

75009 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-55-25-26

Ligne téléc. : 40-55-26-59

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-SÈVE-MÉRY

94000 SURESNES (SEINE-SAINT-DENIS)

Tél. : (1) 40-55-25-26

Télécopieur : 40-50-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 4 juin ↑ Séance ferme

Après le repli de la veille, la Bourse de Paris tentait d'écarter de sa nasse, vendredi 4 juin, dans un marché fermé où les opérateurs attendaient la publication des chiffres du chômage aux États-Unis pour le mois de mai. En hausse de 0,22 % au début des transactions, les valeurs françaises n'ont finalement plus que la hausse de 0,07 % de l'indice CAC 40 à l'issue de la séance, à 1 870 points, à 1 869,03 points.

A l'image des autres séances de la semaine, les intervenants manquant de direction, le seul élément de soutien du marché, une nouvelle baisse des taux d'intérêt, faisant défaut puisque le Bundesbank avait décidé, jeudi 3 juin, le maintien de sa politique monétaire à l'état.

La récession manifeste en Europe n'incite guère à l'achat, et certains intervenants évoquent une chute de l'indice vers les 1 830 points dans les prochaines séances. Toutefois, les grandes valeurs de la cote résistent plutôt bien, notent les opérateurs. Les valeurs de l'automobile souffrent en revanche des mauvais chiffres du marché automobile français.

Sur la MATIF, le notional juin s'échangeait vendredi matin à 118,66 contre 118,78, jeudi soir et l'échéance septembre à 118,66 contre 118,58. Le franc s'est nettement raffermi depuis mercredi, puisque le mark est revenu à 3,3680 francs après une brève incursion en début de semaine au-dessus des 3,38 francs.

Du côté des valeurs, on relevait la hausse de Total, qui progressait, à la mi-journée, de 1,6 % dans un volume élevé de 156 000 titres, ainsi que celle de CGI-Informatique (+ 8,4 %). Parmi les baisses, on notait celles d'Accor (- 3,1 %) et de la Rochelle (- 7 %).

NEW-YORK, 3 juin ↓ Repli

Wall Street a modestement cédé du terrain, jeudi 3 juin, sous la pression de prises de bénéfices et de la nervosité des opérateurs avant la publication vendredi des chiffres du chômage américain pour mai. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 544,87 points, en baisse de 9,59 points soit un repli de 0,24 %. Les échanges ont été soutenus avec quelque 278 millions d'actions traitées. Le nombre de titres en baisse a légèrement dépassé celui des valeurs en hausse : 978 contre 883 ; 658 titres ont été inchangés. L'annonce d'une hausse de 5 000 à 544 000 des demandes d'allocation chômage pour le semestre achevé au 29 mai a également pesé sur le marché.

Wall Street a souffert en outre de la remontée des cours de l'or et de l'argent, qui a réveillé les inquiétudes des opérateurs sur une accélération de l'inflation. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est descendu à 8,85 % contre 8,87 % mercredi.

Le titre d'une des principales compagnies d'assurances américaines, Allstate, a été introduit à Wall Street jeudi et a fini à 29-3/8, en hausse de 2-3/8. Ford a gagné 2-3/8 à 55-3/8 et International Paper 1-1/8 à 87-3/8.

VALEURS	Cours de 2 juin	Cours de 3 juin
Alcoa	88 3/8	88 3/8
AT&T	62	61 1/2
Banque	38 3/4	38 3/4
Chemical Bank	39 1/4	39 1/4
De Post de Newcom	32 3/4	32 1/4
Eastman Kodak	80 7/8	80 3/4
Exxon	43 3/8	43 1/8
Ford	52	52 3/8
General Electric	94	94 1/8
General Motors	40 1/4	40 1/4
Goldman	41 1/2	40 1/8
IBM	137 1/8	137 1/8
ITT	84 5/8	84 3/4
McDermott	70 3/8	70 1/2
Pepsi	71 1/4	71 1/2
Schlumberger	66 1/2	66 3/8
Tesoro	84 5/8	84 1/2
Union Carbide	108 7/8	108 7/8
United Tech.	83 1/4	83 1/8
Westinghouse	10 1/4	10 1/8
Yarnco Corp.	70 3/8	70 3/8

LONDRES, 3 juin ↓

Les valeurs ont été affaiblies par des prises de bénéfices, jeudi 3 juin, au Stock Exchange, et par l'absence d'une baisse des taux d'intérêt allemands. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 10,2 points (0,3 %) à 2 852,8 points. Le recul de Wall Street à l'ouverture a contribué aux pertes en fin de séance. Le volume des échanges a diminué à 555,1 millions de titres contre 591,1 millions la veille.

Les titres immobiliers, qui avaient envolés mercredi en réaction au partenariat entre l'homme d'affaires George Soros et British Land, étaient en tête des baisses, suivis des banques. British Airways a cédé 8,5 points à 297,5 sous la menace d'une grève des employés de cabine et du personnel au sol vendredi. British

Prises de bénéfice

Telecommunications (BT), qui avait annoncé mercredi la formation d'une joint-venture avec l'américain MCI Communications, a baissé de 3,5 points à 418,87 et a réduit ses cours vers l'Amérique du Nord et l'Europe à partir de juillet.

VALEURS	Cours de 2 juin	Cours de 3 juin
Allied Lyons	5,28	5,22
Amalgamated	5,08	5,08
B.T.A.	6,06	6,04
Calsonic	4,47	4,47
De Beers	11,76	11,76
Glaxo	6,06	6,06
G.L.S.	28,13	28,13
Imperial Chemical	1,14	1,14
ICI	13,72	13,62
ICI	6,22	6,22
ICI	6,22	6,22
ICI	6,22	6,22
ICI	6,22	6,22

TOKYO, 4 juin ↓ Recul

La Bourse a clôturé en baisse, vendredi 4 juin, après une évolution en dents de scie, des prises de bénéfices ayant été suivies d'une baisse des cours de clôture. L'indice Nikkei a perdu 183,78 points, soit 0,92 %, à 20 882,24 points. Environ 550 millions d'actions ont été traitées. La cote a également été affectée par des ajustements de positions de fin de semaine, mais les pressions dues aux dénouements d'arbitrages se sont atténuées, selon des opérateurs. L'un d'eux a noté que le marché a

manqué d'élan, mais qu'il y a eu une assez bonne demande sur les bénéfices et les valeurs vedettes.

VALEURS	Cours de 3 juin	Cours de 4 juin
Aigamon	1 380	1 380
Aigamon	1 400	1 380
Canon	1 480	1 470
Canon	1 480	1 470
Canon	1 480	1 470
Canon	1 480	1 470
Canon	1 480	1 470
Canon	1 480	1 470
Canon	1 480	1 470
Canon	1 480	1 470

CHANGES

Dollar : 5,3850 F ↓

Le dollar se replait très légèrement vendredi matin 4 juin au cours des premiers échanges entre banques, à 5,3850 francs. Le Deutschemark restait très déprimé. Il cotait 3,3699 francs contre 3,3714 francs jeudi (cours de clôture). Les marchés ont maintenu à leur niveau des taux directeurs de la Bundesbank.

FRANCOFORT 3 juin 4 juin
Dollar (en DM) 1,6015 1,5983
Tokyo 3 juin 4 juin
Dollar (en yen) 107,87 107,26

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (4 juin) 778-715/16 %
New-York (3 juin) 3 %

BOURSES

2 juin 3 juin
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 515,51 512,82
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1 875,84 1 869,92

NEW-YORK (indice Dow Jones)

2 juin 3 juin

Industriel 3 553,45 3 544,87

LONDRES (indice Financial Times)

2 juin 3 juin

100 valeurs 2 863,99 2 852,80

30 valeurs 2 230,20 2 225,40

Mines d'or 182,50 187,40

Fonds d'état 95,84 95,11

FRANCOFORT 2 juin 3 juin

Dax 1 625,21 1 629,62

Tokyo 3 juin 4 juin

Nikkei Dow Jones 21 876,00 20 882,24

Indice général 1 676,13 1 671,70

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Devise	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,3840	5,3850	5,4410	5,4460
Yen (100)	107,87	107,87	107,87	107,87
DM	3,3699	3,3709	3,3709	3,3714
Deutschemark	3,3699	3,3709	3,3709	3,3714
Franc suisse	5,7111	5,7121	5,7121	5,7126
Lire italienne (1000)	2,0621	2,0631	2,0631	2,0636
Livre sterling	1,6015	1,6025	1,6025	1,6030
Franc français (100)	5,3850	5,3860	5,3860	5,3865

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

Devise	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4
DM	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4
Deutschemark	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4
Franc suisse	5 1/16	5 3/16	5 1/16	5 3/16	5 1/16	5 3/16
Lire italienne (1000)	10 7/16	10 11/16	10 7/16	10 11/16	10 7/16	10 11/16
Livre sterling	5 7/8	6	5 7/8	6	5 7/8	6
Franc français (100)	11 1/2	12 1/2	11 1/2	12 1/2	11 1/2	12 1/2
Franc français	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 4 JUIN

Cours relevés à 13 h 30

COMPAGNIES					Règlement mensuel					COMPAGNIES				
COMPAGNIES	VALUES	Cours précédent	Dernier cours	%	COMPAGNIES	VALUES	Cours précédent	Dernier cours	%	COMPAGNIES	VALUES	Cours précédent	Dernier cours	%
5970	CALTEX	5490	5490	0.00	1010	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50	292	-3.30
1066	R.M.P.	1070	1070	0.00	1040	Cal. Fed.	1040	1036	-0.40	195	Laborers	302.50		

Comptant (sélection)

(selection)

VALEURS	% du nominal	% de cotation	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			Etrangères					
Emp.Ét. 8 1/2 % 78	100 30	0 78	F.F.P.	100	...	A.G.E.	468	...
10 80 % 79/80	103 11	0 07	F.N.A.C.	2281	2280	Alger St. Soc.	468	...
10 45 % 83	103 08	...	Forces Arm.	250	250	Alger Abat.	102 10	...
10 20 % 1984	...	2 36	France L.A.R.D.	424	424	Am. Algérie	171	...
OAT 10 % 5/2000	116 08	0 11	Trans. S.A. (R.T.)	1602	1602	Arab.	471	...
OAT 9 5 % 12/1987	112 23	1 49	Comp. Pub. (R.T.)	246	246	Assurances Algérie	167 70	...
OAT 9 8 % 11/1988	107 50	3 35	Comp. S.A. (R.T.)	545	538	Banq. Algérie Cys.	81	...
PTT 11 25 % 85	...	0 27	C.F.C.	418	411 50	B. Régions Int.	26700	...
CFT 10 25 % 90	117 26	2 27	S.T.T. (Transport)	242 70	...	Cap. Position	95 30	...
Ch. 10 % 1978	...	2 98	Transalpi	417	412	Chryser Corp.	240	240
Ch. 8 % 8000	100 25	2 46	Transalpi	730	736	C.I.R.	3 35	...
Ch. 8 % 8000	100 25	2 46	Transalpi	4620	4620	Commerzbank	540	96
Ch. 10 % 8000	100 05	2 68	Invest. S.A. (R.T.)	2800	2800	Dre. Charbon.	311	30
Ch. 10 % 8000	100 26	3 06	Ind. Doctores	1168	1168	Fin.	32 85	...
Ch. 9 % 80	106 10	1 20	Industrie	2450	2461	Gen. (St. Paul)	535	...
Ch. 10 50 % 40/85	118	4 18	Industrie	210	21	S&W	1000	...
CHAB FCB 3 % 100	...	...	Industrie	177 50	168 70	Glean Holdings Ltd.	62	5
CICA	1074	...	Marine St. Esméralde	250	250	Goodway Tr.	218	...
Ly. Eaux 9 5/8 %	626	...	Unif. Délégt.	280 10	282	Growth and Co. (W.R.)	203	21
Therm. 9 5/8 %	806	...	Wax	43	44	Hessway Int. Co.	65	...
			Navigatio (R.T.)	127 40	128		22	...

SICAV

(selection

[illegible]

3/6

3/6

AS	Emission Funds Inc.	Revenue rate	VALUES	Emission Funds Inc.	Revenue rate
	270.51	25.37	Parsons Capitalization	1731.17	1657.00
	475.34	47.03	Parsons Capitalization	132.54	126.80
	477.96	48.93	Parsons Capitalization	613.56	588.80
	115.41	11.25	Parsons Capitalization	243.46	243.46
	1106.94	112.06	Parsons Capitalization	619.91	639.93
	30.94	3.04	Parsons Capitalization	1246.96	1246.96
	47.43	4.73	Parsons Capitalization	140.54	139.53
	247.17	24.52	Parsons Capitalization	8019.54	8019.54
son C.	194.86	19.81	Parsons Capitalization	72862.56	72862.56
son D.	5543.54	556.12	Parsons Capitalization	10685.67	10685.67
	18573.09	1859.94	Parsons Capitalization	32382.86	32382.86
	186.50	18.48	Parsons Capitalization	1037.34	1037.34
	234.46	23.46	Parsons Capitalization	142.84	142.84
	10387.77	1038.77	Parsons Capitalization	164.43	164.43
	1026.22	102.62	Parsons Capitalization	56.38	56.38
	1827.47	182.74	Parsons Capitalization	1206.03	1175.94
	102.17	10.21	Parsons Capitalization	1001.89	995.87
	10762.54	1076.25	Parsons Capitalization	1226.25	1226.25
	12556.43	1255.64	Parsons Capitalization	730.91	730.91
	151.54	15.15	Parsons Capitalization	730.91	730.91
	176.98	17.69	Parsons Capitalization	1610.82	1646.04
	311.02	31.10	Parsons Capitalization	1900.87	1900.87
	2474.13	247.41	Parsons Capitalization	12204.08	12204.08
	11628.07	1162.80	Parsons Capitalization	1530.13	1530.13
	33080.41	3307.55	Parsons Capitalization	738.54	722.63

Second marché

(sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cible	485	529	Grainograph	188	195
B.A.C.	23 70	....	Guiseux	750	760
Bolores Ely	475	475	L.C.E.	241	....
Bolores Ely	135	186	Marnes	6	8
C.A.I.-Ch.F. (C.F.I.)	905	900	Interact. Hédélec	1130	1198
C.A.I.-Ch.F. (C.F.I.)	905	900	Interact. Computer	1130	....
Carif	590	658	L.F.R.M.	38 50	....
C.E.R.E.P.	170	170	N.S.C. Schneider	659	....
C.F.P.J.	143	143	Phone-Alp-Elec Ely	333	333
C.N.I.M.	1140	1132	Steele Invest Ely	102	....
Cotinter	....	....	Storbo	148	145
Cotinter	85 20	85 10	Sopis	335	335
Daphin	270	270	T.F.I.	257	....
Dorvalley	1180	1206	Thomson-H. Ely	335	340
Educare Belland	900	....	U.S.T.	490	....
Educare Belland	181	....	Vi et Cie	72	75
Euro. Population	240	241	W. S. LAUREN Brown	182	183
Euro. Population	187	187			
E.S.M.	937	807			

Marché des Changes

Marché des Charges

COURS INDICATIFS	COURS prix	COURS 4/6	COURS scolaire
Esprit Unif (1 uni)	5 392		
Rail	357 176		
Allemagne (100 dm)	16 402		
Belgique (100 f)	300 450		
Pays-Bas (100 f)	300 450		
Italie (1000 lire)	300 450		
Danemark (100 lire)	83 070		
Irlande (1 kip)	2 220		
Gda-Bresgane (1 L)	6 320		
Grèce (100 drachmes)	2 470		
Suisse (100 f)	379 010		
Suède (100 k)	74 920		
Portugal (100 esc)	78 930		
Autriche (100 sch)	47 938		
Espagne (100 pes)	4 916		
Portugal (100 esc)	2 510		
France (1 f 5 cent)	2 224		
Japon (100 yens)	5 014		

Marché libre de l'or

FINANCIAL STATEMENT OF 1981		
ACCOUNT	1981	1980

DES BILLETS		MONNAIES	COURS	COURS
sort	vente	ET DEVICES	préc.	4/8
		Or fin (à la on barre)	64400	65300
		Or fin (en lingot)	64300	65300
		Napoléon (200)	370	372
		Pièce Fr (10 f)	330	.....
		Pièce Suisse (20 f)	373	377
		Pièce Lathos (20 f)	368	375
		Souverain	461	470
		Pièce 20 dollars	2350	2360
		Pièce 10 dollars	1275	1275
		Pièce 5 dollars	600	.....
		Pièce 50 pesos	2385	2430
		Pièce 10 Roubles	381	382

Marché à terme international de France MATIF

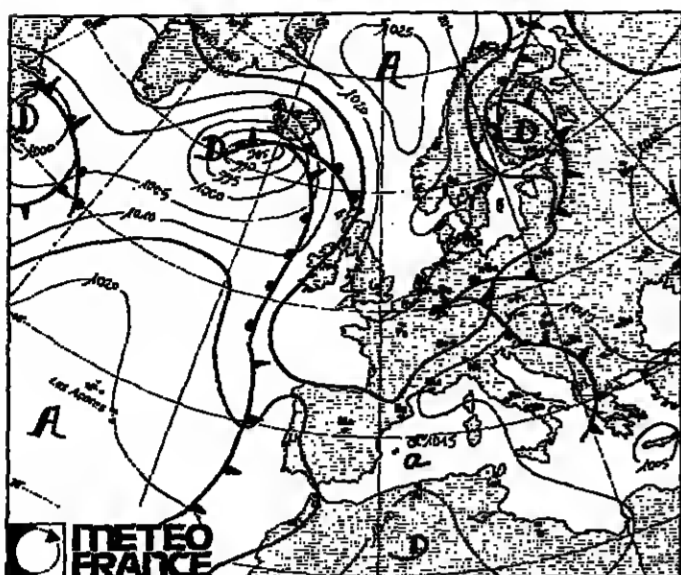
International de F

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 166 664				Volume : 200			
COURS	Juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Juin 93	Juillet 93	Août
Dernier	116,76	116,56	116,02	Dernier	1 856,50	1 854	-
Précédent	116,60	116,40	116	Précédent	1 860	1 858	-

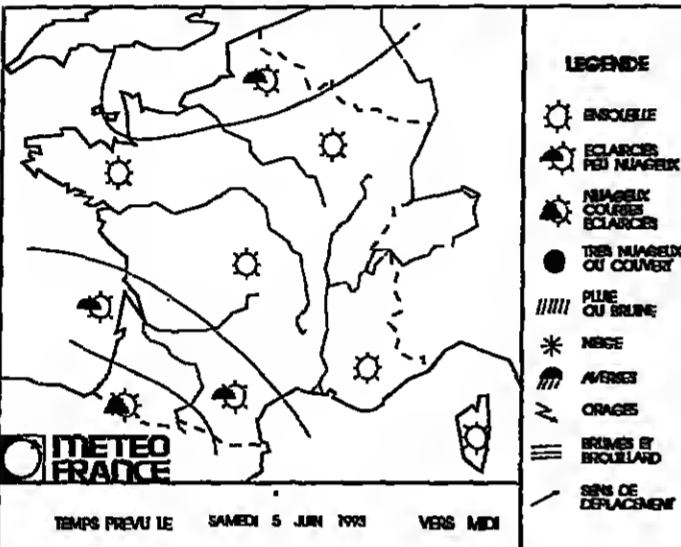
c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 JUIN À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 5 JUIN 1993

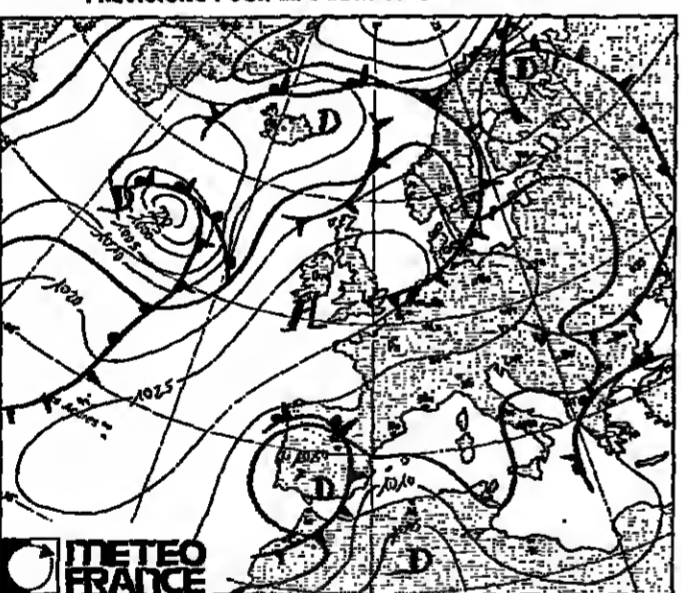


Samedi : ensoleillé, températures agréables. - Le soleil s'imposera sur toute la France, avec tout au plus quelques nuages au-dessus de la région de la Manche au Nord, des passages nuageux inoffensifs au sud-ouest et au début d'après-midi. Le vent de nord-est sera sensible sur ces régions.

Par ailleurs, des nuages élevés circuleront au sud-ouest du pays. Le temps deviendra plus orageux près des Pyrénées l'après-midi, et en soirée quelques orages éclateront sur le relief.

Les températures seront à la hausse, dépassant les valeurs de saison : les minimales s'élèveront entre 8 et 13 degrés sur une bonne moitié nord du pays, jusqu'à 14/16 degrés sur les régions méridionales. Les maximales atteindront 17 à 20 degrés près de la Manche, 22 à 25 degrés sur la moitié nord, entre 28 et 29 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 6 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 03-6-1993 à 18 heures TUC et le 04-6-1993 à 6 heures TUC

FRANCE					STRASBOURG					MADRID				
ALGER	22	11	D	N	TOULOUSE	20	13	C	N	MARSAKRICH	29	11	D	
BIARRITZ	21	12	C	N	TOURS	18	11	C	N	MCCOOK	27	6	D	
BORDAUX	21	13	C	N	ÉTRANGER					MILAN	27	6	D	
BORNEUES	18	11	C	C	ALGER	21	16	8	N	MONTREAL	18	8	C	
RENNES	17	10	C	C	AMSTERDAM	23	9	N	C	MOSCOW	26	13	D	
CHERBOURG	17	12	C	C	ATHENS	23	19	8	N	NAIROBI	26	14	C	
CLERMONT FER	16	11	C	C	BANGKOK	36	29	C	C	NEW JERSEY	22	16	C	
DIJON	16	11	C	C	BARCELONA	24	23	C	C	NEW YORK	22	16	C	
LYON	15	12	C	C	BELO ORE	21	13	M	N	PALMA	26	16	N	
MONTPELLIER	19	11	C	C	BERLIN	20	11	C	C	PEREN	33	21	D	
NICE	17	10	C	C	BIRMINGHAM	16	12	C	C	PO-DE-LANERO				
PARIS	17	10	C	C	BORDEAUX	16	12	C	C	ROME	25	13	N	
SAINT-ETIENNE	17	10	C	C	OPPENHAGEN	17	21	D	N	SARAJEVO	33	16	D	
TOULOUSE	18	11	C	C	DAKAR	27	25	N	N	SEVILLE	33	16	D	
VAL D'AUSE	17	10	C	C	GENOVE	25	21	C	C	SINGAPORE	23	12	C	
YVERDON	17	10	C	C	STANBUL	25	17	D	D	STOCKHOLM	33	5	N	
					JERUSALEM	26	14	D	D	SYDNEY				
					LE CAIRE	26	25	D	D	TOKYO	25	16	N	
					LESBONNE	16	16	C	C	TORONTO	25	16	N	
					LONDRE	24	21	C	C	VIENNE	22	15	C	
					LOS ANGELES	22	16	C	C	WASHINGTON	22	14	N	
					LUXEMBOURG	19	12	N	N	YVERDON	21	15	C	

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

CARNET DU Monde

Naissances

Ludovic BERTRAND
Marie LEROY-LENA
sont infortunés heureux d'annoncer la naissance de

Joy,
le 4 avril 1993.
11 rue, rue Nicolo,
75116 Paris.

Jean-Louis BONAN
et
Stéphane SCHREURS
sont heureux d'annoncer la naissance de

Pierre-Arnaud,
le 2 juin 1993.
2 bis, avenue Camugli,
13600 La Ciotat.

Mariages

Marie-Françoise DAVEZIES
et
Pierre-Eric ROSENBERG
se marient le 5 juin 1993.

Cécile, Rémi et François,
se rejoignent de les accompagner à la mairie.

13, avenue du Général-de-Gaulle,
94170 Le Perreux-sur-Marne.

Décès

François, Odile, Alain et Jean-Luc,
sont heureux d'annoncer la naissance de

M^{me} Michel PERNET,
survenue subitement, dans sa quarante-deuxième année, chez elle, à Genève, le 23 mai 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

François Pernet,
rue de la Vallée,
31450 Montauriol,
Odile Gesteau,
14, rue du Clos,
75020 Paris.

Notre abonné et nos actionnaires
beneficient d'une réduction sur les
interventions du Carnet du Monde,
qui leur est adressé sous pli
communiquant leur numéro de référence.

Le docteur Jean Ragu,
M. et M^{me} Antoine Frey
et leurs enfants,
Les familles Ragu et Frey,
font part du décès de

docteur Janine RAGU-FREY,
ancien professeur de Paris,
professeur honoraire
à l'Institut catholique.

Le 27 mai 1993, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le 3 juin 1993 au matin, après une longue et cruelle maladie,

M^{me} Francis RAOUL,
née Geneviève Henry,
a cessé de souffrir.

Ses cendres seront déposées dans le caveau de famille, au Père-Lachaise, immédiatement après l'incinération, qui aura lieu le mardi 8 juin, à 15 h 45.

De la part de
M. Francis Raoul,
son épouse,
M. et M^{me} Philippe Raoul,
M. et M^{me} Maurice Raoul,
ses enfants,

Olivier et Geneviève, Cécile, Adrien,
Fanny, Félix, Anne-Sophie,
Paul-Emmanuel,
ses petits-enfants,
Nadège,
son arrière-petite-fille.

5, rue de Rivoli,
75004 Paris.

— Nous avons la tristesse d'annoncer le décès de notre chère

Pastine SOMMER,
conservateur honoraire de la bibliothèque de l'Institut de géographie.

le 19 mai 1993 (28 iyar 5753) à Jérusalem.

De la part de
Michel Liber,
son frère,
Michel et Miriam Oppenheimer,
Fé et le grand rabbin Jacob Madar,
Claire et Raphaël Cohen,
Eugène et Hélène Sommer,
Cécile et Jean-Pierre Guitel,
Elie et Porcia Sommer,
Sylvie et Gabriel Weil,
Eve et Shmuel Keren,
Rosa et Benjamin, Benjamin,
ses enfants.

Ses quarante-deux petits-enfants et ses quarante-sept arrière-petits-enfants.

9, rue Bonaparte,
Jérusalem (Israël).

Remerciements

M^{me} Adrienne Chambon
Et ses enfants,
très touchés des marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Adrien CHAMBON,
remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

— Janine Guibert
Et sa famille,
vous prient de bien vouloir penser à

Ensemble GUBERT,
qui aurait eu soixante-treize ans le 4 juin 1993.

— La police de Vichy, complice des nazis, a arrêté, à Paris,

David HORER,
qui fut déporté, le 5 juin 1942, par le convoi n° 2, pour le camp d'extermination d'Auschwitz, où il a disparu.

Sa fille ne l'oublie pas.

— Une pensée est demandée à la mémoire de

Jean PUCELLE,
5 juin 1981.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-05-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F
Abonnés et actionnaires : 90 F
Communications diverses : 105 F
Thèses étudiants : 60 F

LOTOS

RESULTATS OFFICIELS

11 118 000 F
28 4 301 F
296 410 F

7

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

100 000 F
100 000 F
100 000 F

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

5^e arrdt
PK TRÈS INTÉRESSANT
M^{me} CENSER 120 M²
Imm. 1985, bon stand, 45 m², 3 chbres, cuis., 2 bns.
1^{er} ét. Park. 1000 F/mois.
1, rue POLYVAU
San., dm., 14 h à 17 h.

RUE GUY-DE-LA-BROSSE
3 P. 60 M². Rénové.
Équipé 49-95-07-08

7^e arrdt
BAGISTE-GERMAIN
Part. vil. duplex 45 m²
Calm, lumineux, charmant.
Evol. 400 F. Pa. 1 250 000 F
Tél. 45-43-16-54

UNIVERSITÉ SURCOUF
2 P. + MEZZANINE
51 M². CALME. 49-95-07-08

9^e arrdt
BENJAMIN FRANKLIN
170 M². SOUPLOUX
NAPOLEON III 49-95-07-08

14^e arrdt
PLANTER/ALÉSIA
2 P. Cuisine indépendante
37 m². 5^e ét. 49-95-07-08

15^e arrdt
RUE DU COMMERCE
DUPLEX 65 M². RENOVÉ.
CHARRIE 49-95-07-08

18^e arrdt
LEPIC-ABESSES
3 P. 1^{er} ÉTAGE CLAIR.
BON PLAN. 49-95-07-08

locations meublées offres

Paris
APPTS 30/300 M²
de grande qualité
PARIS-PROVINS
25, av. Hoché, 75008 Paris
45-43-25-60 Fax 45-61-10-70

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PAYS PRÉF.
S. P. P. 140 F. 100 F. 40 F.
PAÏE COMPT. chez nous
48-73-48-07 même le soir.

maisons individuelles
A VENDRE dans le Val d'Oise
950, belle maison individuelle
dans impasse, résidence,
5 pièces, poutres en chêne,
cuisine, salle de bains, armoire
à glace, cheminée Pierre Rous
de Provance avec insert.
Sous-sol total, terrasse 100 m².
800 m². Prix : 1 400 000 F.
Prix de notation réduite
1800 F/m². 34-72-32-94

maisons de campagne
A SASSER 100 m Paris
Devant AG. SUD NEMOURS
2 P. + MEZZANINE
51 M². CALME. 49-95-07-08

MAISON CAMPAGNE
DE CARACTÈRE
aménagée, séjour rustique,
chemin, belle cuisine, 3 chbres.
bns, wc, chf. cant. Grange.
Belle grange aménagée.
s'agit terrain clos verges.

4 800 M²
PX TOT. 498 000 F
Crédit total possible.
Taux 8,95 % T.A.T. 24 h/24 :
(16) 38-92-72-32
(16) 38-95-22-92

chalets
Village Savoye, près Megève,
grand chalet, 2 étages.
Prix 3 décat. 49-42-42-58

DEMANDES D'EMPLOI
Cadre confirmé (18 ans d'ex-
périence) Recherche emploi en
formation QUALITE FNE
proposé un stage pratique
(gratuit) de 6 semaines à
entreprises en démarche de
certification ISO 9000 atout
côté de 20 ans de 1400
au 27/07/93.

Pour contact
Tél. 061-72-51-57
Après 19 h ou CORRESP
au 09-21-25-81
M. VIGNERON Claude

locations meublées offres

Paris
APPTS 30/300 M²
de grande qualité
PARIS-PROVINS
25, av. Hoché, 75008 Paris
45-43-25-60 Fax 45-61-10-70

villas

A TRIEL (78) : 5 ans RER Paris,
30 km Chelles-de-Gaule (Seine)
15 km Cergy-Pontoise (SNCF), 100 m
Pays-St-Louis. Particularité
vend MAISON de style unique sur
1 430 m² de terrain arboré, 7 PCE
possibilité 8, dont 2 indépendantes
souterrain creuser à prof. 100 m.
180 m² habitables sur 1/2 lot
total 115 m² - piscine chène, mer-
sant, colonnades, etc. - entre
protections de qualité.
2 450 000 F (fin de notation réduite).
TÉLÉPHONE : 39-74-16-35

viagers
19. Ultra 37 m². 50 et 57 ans.
100 000 F + 3 000 F/mois.
Tél. : 42-05-07-57.

bureaux

Locations
BUREAUX ÉQUIPÉS
Maison, Alfort, indép. park.
Permanence 7j/7j.
3 500 F/mois. 43-75-34-00

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 43-45-17-50

PASSY TROCADERO
ensemble indep. de 4 bur.
Grand avec salle réunion.
AGENCE : 47-23-65-55

L'AGENDA

Artisans

RENOVATION
Tous corps d'état.
Dévis gratuits.
Tél. : (1) 48-08-02-18

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
La plus formidable choix.
« Que des affaires exception-
nelles ». Pour la guide Paris
par chez. Tous bijoux or,
toutes pierres précieuses,
alliances, bagues, argentier.

ACHAT - ECHANGE BIJOUX
angle bd des Halles,
4, rue Ch.-d'Antin, Magasin
d'Étoile - 37, avenue
Foch-Magenta. Autre grand choix.

PERRON OPERA
angle bd des Halles,
4, rue Ch.-d'Antin, Magasin
d'Étoile - 37, avenue
Foch-Magenta. Autre grand choix.

Cours

Cours de gymnastique à domicile
par prof. diplômé d'État.
Travail sérieux.
Tél. 42-38-06-83 (n°3)

Déménagements

ALPHA DEM.
LA COMPÉTENCE
AU JUSTE PRIX
Tél. 49-37-08-10

vacances.

tourisme,

loisirs

HOME D'ENFANTS

JURA
(900 m altitude
près frontière suisse)

Agencement Jeunesse et Sports.
Yves et Liliane accueillent vos
enfants dans une ancienne
ferme XVII^e s., confortab-
lement rénovée 2 ou 3 unités
par chbre avec 4 de bns. wc.
Située au milieu des pittoresques
et forêts. Accueil volont. 1000 F
à 15 ans. Idéal en cas de 1^{re}
séparation. Ambiance familiale
et chaleur. Activ. : VTT, jeux
collectifs, peinture à l'huile, ten-
nis, piscine, minit. échecs,
fabrication du pain.
2 150 F semaine/ent. 100 F
Tél. : (16) 81-35-12-51

CHAMBRES D'HÔTE
à km de la mer.
4 km de la mer.
Rens. (16) 42-22-42-68

WEEK-END D'UN CHINEUR

Faites le plein de verre creux

L'expression « verre creux » désigne, à la Renaissance, la production utilitaire, par opposition au « verre plat », vitraux et fenêtres. Rare à l'époque, le verre utilitaire s'impose au fil des siècles pour se retrouver au dix-neuvième siècle sur presque toutes les tables.

A Sens, une importante collection de verres sera présentée dimanche. Les pièces dix-septième et dix-huitième, fabriquées à l'unité et non par séries, peuvent se rassembler par types avec des dimensions et des décors voisins. Les modèles présentés ici sont estimés entre 800 et 1 000 francs. Au dix-neuvième siècle, le cristal prend la relève du verre sur les tables bourgeoises. Les adresses anciennes démarrent à 350 francs pour six verres à liqueur, entre 600 et 800 francs pour douze verres à vin, et à partir de 1 000 francs pour douze coupes à champagne. Les carafes sont entre 500 et 1 000 francs, et les grands services de 24, 36, 48 ou 62 verres valent entre 5 000 et 12 000 francs. Bon à savoir, les pièces antérieures aux années 30-40 ne sont jamais marquées à l'acide par le fabricant.

Non utilitaires, les verres décoratifs n'en sont pas moins très pratiques pour offrir des cadeaux personnalisés, gravés de lettres de l'alphabet, d'anniversaires, de scènes en tout genre. Dix-neuvième ou début de siècle, ils valent entre 500 et 5 000 francs suivant la beauté et le rareté du décor. Parmi les belles pièces proposées dimanche, un verre de Bohême judaïque de couleur miel, orné du portrait de Thé

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 5 juin

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

Ronde d'inspection

LES ministres de Vaison-la-Romaine, les « sans domicile fixe », les enfants somaliens : autant de silhouettes familières. On les a vues traverser l'actualité. Elles nous ont arraché des larmes. Elles se sont ensuite estompées. On les reverra peut-être. Ou peut-être pas. Pour l'instant, d'autres les remplacent. L'heure est aux Bosniaques. Aux joueuses de tennis. Aux Turcs d'Allemagne. Aux millions d'emplois en voie d'évaporation. Nous avons la tête ailleurs. Le gouvernement et l'ONU aussi. Le gouvernement et l'ONU sont comme nous. Tant que l'urgence, le bouc, les larmes, ne les contraignent pas à toucher les problèmes du doigt, on a toujours d'autres sujets de préoccupation.

Tel est le sentiment qui se dégageait des trois sujets d'« Envoyé spécial », délibérément choisis à contretemps, en plein cœur d'une de ces périodes d'ombre qui sont les oubliettes d'aujourd'hui. Les ministres de Vaison-la-Romaine n'intéressent plus personne. Pourtant, certains se battent encore avec les assurances et les experts. Rendez-vous, promesses, appels téléphoniques, négociations, attentes. Nous vous rappellerons la semaine prochaine. Le conseil régional nous a promis que. L'expert va faire l'impossible pour. On connaît de pires malheurs ? Certainement.

Celui des « SDF », par exemple, à qui l'époque, faute de toit, a trouvé un sigle. « Nous, ce qu'on veut en tant que SDF... », commença l'un d'eux, comme s'il négociait d'une minuscule à la tête d'un syndicat. Mais les « SDF » ne nous apportaient que mourant de froid. À la belle saison, les « SDF » n'arrachent plus de larmes. Faute de subventions, on ferme pourtant au printemps les asiles qui les recueillent l'hiver. « Ce que mes yeux voient, explique le docteur Xavier Emmanuelli, de l'île de Nantaria, on la voyait déjà au dix-huitième ou au dix-neuvième siècle. » Mais on pouvait encore dénichier pire.

Des SDF, on passa donc aux Somaliens. Dans leur majorité, ils ont, depuis l'intervention humanitaire, recommencé à manger. On nous montra quelques enfants, dans un dispensaire, qui se remplumaient. Mais si les troupes étrangères rembarquaient, la guerre civile reprendrait dans les quinze jours, assura l'auteur du reportage.

Sinistrés, peumés, affamés : nous vérifions ainsi que leur vie continue, en dehors des crises. Ce fut comme une ronde d'inspection périodique, dans les recueils de l'actualité.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ à éviter ; ■ on peut voir ; ■■ ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 4 juin

TF 1	M 6
20.45 Divertissement : Histoire d'en rire. Présenté par Roger Zabel.	22.10 Magazine : Macadam. Rock à Berlin, l'avant-garde chinoise.
22.35 Magazine : Ushuaia. Présenté par Nicolas Hulot.	23.05 Documentaire : En compagnie de Walter Benjamin. De Henning Bark.
23.40 Divertissement : Sexy Dingo.	0.00 Musique : Montreux Jazz Festival.
0.15 Journal et Météo.	0.30 Cinéma d'animation : Shark.
0.10 Divertissement : Le Bébé show.	
0.25 Série : Intrigues.	
FRANCE 2	
Devinette : on nous a overdosés avec les Kirides. Que sont-ils devenus ? Et Saddam que fait-il ? ACTUEL de juin	
20.50 Téléfilm : L'Amour assassin. D'Elisabeth Rappeneau.	
22.20 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invités : Claude Lalouch, réalisatrice de Tour 95 pour ça, Marie-Sophie L. et Fabrice Lucchi, interprètes du film.	
23.45 Journal et Météo.	
0.05 Magazine : Côté court. Présenté par Gérard Holtz.	
FRANCE 3	
20.45 Magazine : Thalassa. La Danse des vagues.	
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Bruno Peyron.	
22.50 Journal et Météo.	
23.15 Magazine : Le Divan. Invité : Alain Ducasse, cuisinier.	
23.40 Série : Les Incorruptibles.	
0.30 Court métrage : Libre court.	
CANAL PLUS	
20.35 Série : Antoine Rives. Le juge du terrorisme. DC 10, de Philippe Lefebvre.	
22.05 Documentaire : Les Surprises du sexe. 5. Naissances et apprentissages de la vie.	
22.55 Flash d'informations.	
23.00 Cinéma : Les Nuits, avec mon ennemi. Film américain de Joseph Ruben (1990).	
0.35 Cinéma : L'Amour dans des beaux draps. Film américain de Carl Reiner (1990).	
ARTE	
20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lecomte. Spécial Espagne.	

TF 1
13.15 Magazine : Reportages.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.05 Divertissement : Ciné gag (et à 17.20).
14.10 La Une est à vous.
17.20 Divertissement : Ciné gag.
17.25 Magazine : Trente millions d'amis.
17.55 Divertissement : Les Roucasseries.
18.25 Divertissement : Vidéo gag.
18.55 Série : Beverly Hills.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Divertissement : La Première Folie. Émission présentée par Christophe Dechevaux et Philippe Bourard. Avec Michel Boujenah, Fabienne Égel, Frédéric Mitterrand, Jean Rousseau.
22.40 Téléfilm : L'Enquête interdite. De Bobby Roth.
0.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
FRANCE 2

SAMEDI • 13H25

Géopolis

ESPAGNE : le miroir andalou

13.25 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. Espagne : l'exemple sévillan.
14.20 Magazine : Animalia.
15.15 Tiercé, en direct de Maisons-Laffitte.
15.30 Série : Magnum.
17.10 Magazine : Sport passion. Cyclisme : La Dauphiné libérée ; Tour d'Italie : l'équipe du jour ; Rugby : présentation de la finale du championnat de France.
18.50 INC.

TF 1
11.05 Magazine : Téléfoot. Présentation des demi-finales de la Coupe de France ; Dernière journée et rétrospective du championnat de France ; Cannes-Vallauris, match aller des barrages.
11.55 Jeu : Millionnaire.
12.20 Jeu : La Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
14.15 Série : Perry Mason. Demi-finale de la Coupe de France, en direct : Saint-Etienne-Nantes.
15.55 Des millions de copains.
19.00 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : Charles Pasqua.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Cinéma : Indiana Jones et la dernière croisade. Film américain de Steven Spielberg (1989).
22.55 Magazine : Ciné dimanche.
23.05 Cinéma : Haut les flingues. Film américain de Richard Benjamin (1984).
FRANCE 2
11.00 Messe. Célébrée en direct de l'église Saint-Gilles à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine).
11.50 Série : La Colombe et le Serpent. De Michel Fauri. 7. La parole qui fait vivre.

DIMANCHE • MIDI

Nicolas Sarkozy

à l'Heure de Vérité.

12.00 Magazine : L'Heure de vérité. Présenté par François-Henri de Virville. Invité : Nicolas Sarkozy.
12.59 Journal et Météo.
13.25 Série : Mission casse-cou.

18.55 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo. Invité : Vincent Perez.

19.50 Journal des courses. Météo, Journal et Côté court.

20.35 Sport : Rugby. Finale du championnat de France, en direct du Parc des Princes : A 20.45, Coup d'envoi ; A 21.30, Mi-temps ; A 21.35, 2^e mi-temps.

Devinette : qui chante la prochaine lambada ? Qui chante la mort de la silicone ? **ACTUEL** de juin

22.25 Variétés : Tarantula. Émission présentée par Nagé, Invité : Patrick Kéra. Avec Louis Bertignac, Daniel Lavoie, Yannick Noah, The Kinks.
23.50 Journal et Météo.
0.05 Magazine : Le 25 ^e Heure.

FRANCE 3
13.00 Série : Le commissaire s'amuse.
13.55 Sport : Tennis. Documentaire : Noah bonheur, dix ans déjà, par Adolphe Dréy ; A 13.55, Jeu : Télémaquis ; A 14.30, Intermédiaire de France, en direct de Roland-Garros : finale dames.
18.25 Téléfilm : Longarm, shérif fédéral. De Virgil Vogel sous réserve de la classe du tenon.
17.40 Magazine : Montagne. Invité : François Lagrand.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Un livre, un jour.
19.00 Le 19-20.
20.05 Divertissement : Hugobérère (et à 20.40).
20.15 Divertissement : Yecapa.
20.45 Série : Pubsances 4. De Jacques Comar.
22.15 Journal et Météo.
22.40 Magazine : Zanzibar.
23.35 Magazine : Soit Mana.
0.20 Continentales club.

Dimanche 6 juin

14.20 Sport : Tennis. Documentaire : « Noah bonheur, dix ans déjà », par Adolphe Dréy ; A 15.00, Intermédiaire de France, en direct de Roland-Garros : finale simple messieurs.
17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.20 Magazine : Stade 2.
19.25 Série : Meguy.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Rusty James. Film américain de Francis Ford Coppola (1983).
FRANCE 3
11.00 Magazine : Musicales.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Expression directe. CNF, UNAF.
13.20 Magazine : O'un soleil à l'autre.
13.35 Téléfilm : Le Courrier du pouvoir. De Noël Noesack.
15.30 Tiercé, en direct de Chantilly.
16.00 Téléfilm : La Vénus à Lulu. De Daniel Losser.
17.30 Dessin animé : Les Simpson.
18.00 Magazine : Jamais sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp.
19.00 Le 19-20.
20.05 Divertissement : Yecapa. Présenté par Pascal Bruner.
20.45 Spectacle : Le Grand Cirque du Bolchoï. Présenté par Sergio (4 ^e partie).
22.00 Magazine : A vos amours. Présenté par Caroline Tresca. Invité : Claude Rich.
22.45 Journal et Météo.
23.10 Cinéma : Double assassinat dans la rue Morgue. Film américain de Robert Florey (1931). (v.o.).

CANAL PLUS
En clair jusqu'à 14.05
13.30 Le Journal du cinéma. Le vingtième anniversaire de Chéreau.
14.05 Téléfilm : Piège de feu. De Robert Davi.
15.45 Les Superstars du catch.
16.40 Sport : Basket-ball américain.
En clair jusqu'à 20.35
18.00 Dessin animé : Les Razmoket.
18.25 Décade pas Sunny.
19.20 Clip Toon.
19.30 Flash d'informations.
19.35 La Top.
20.35 Téléfilm : L'Aube de l'Apocalypse. De Jack Sholder.
22.10 Documentaire : Nouvelle-Guinée, dernière terre sauvage. De Neil Nightingale.
22.55 Flash d'informations.
23.05 Documentaire : Le Cheung-gum, cet inconnu.
23.59 Surprises : Di Rosa Girls.
0.00 Le Journal du hard.
0.05 Cinéma : Buttmens' Ultimate Workout. Film américain, classé X, de John Stagliano (1990).

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lecomte (rediff.).
19.00 Magazine : Via Regio.
19.30 Documentaire : Histoire parallèle.
20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Russie 1, l'histoire.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : Mercedes, une étoile et son ombre. D'Elke Schmidt et Helmut Bauer.
22.10 Série : Histoires russes.
23.10 Série : Premiers regards.
23.35 Musique : Montreux Jazz Festival.
0.10 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
0.40 Cinéma d'animation : Snark.

M 6
13.55 Série : Supercopier.
14.50 Série : Les Champions.
15.40 Série : Amicalement vôtre.
18.30 Variétés : Les quarante tubes qui ont fait le rock (1 ^{re} partie). Émission présentée par Christian Bleches.
17.30 Série : Le Saint.
18.15 Série : Brigades de nuit.
19.05 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Série : Cooby Show.
20.35 Divertissement : Tranches de rire.
20.45 Téléfilm : Confusion tragique. De Wladimir Kozlov.
0.00 Série : Soko, brigade des stupés.

FRANCE-CULTURE
20.30 Photo-portrait. Line Vautrin, créatrice de bijou.
20.45 Nouveau répertoire dramatique. L'Enquête de ma vie, de Joseph Danan.
22.00 Nouvelle. Heures de pluie, d'après Christiane Baroche.
22.35 Musique : Opus.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
19.30 Soirée lyrique. Opéra (donné le 6 décembre 1992 à l'Opéra de Berlin) : Cleopatra et Casare, de Gounod, par le Concerto Köln, dir. René Jacobs, les solistes des Tolzenerchor et les choristes de l'Opéra national ; sol. : Janet Williams, Deborah Bonnes, Lynne Dawson, Curtis Rayam, Ralf Popken, Jeffrey Francis, Roman Trekel, Florian Erdel.
23.35 Ciné-radio Days.
0.30 Sortilèges du flamenco.
1.02 Maestro.

CANAL PLUS
En clair jusqu'à 7.25
10.50 Cinéma : Les Nuits avec mon ennemi. Film américain de Joseph Ruben (1990).
En clair jusqu'à 14.00
12.29 Di Rosa Girl.
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Télé dimanche. Présenté par Michel Denisot.
13.30 Divertissement : Les Surprises du sexe. Naissances et apprentissages de la vie.
14.00 Cinéma : Lucky Luke. Film américain de Terence Hill (1991).
En clair jusqu'à 20.30
19.30 Flash d'informations.
19.35 Ça cartoon.
20.25 Sport : Football. PSG-Laval. Demi-finale de la coupe de France, en direct. A 20.30, Coup d'envoi du match.
22.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football ; actualité.

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Documentaire : Chambre 12. Hôtel de Suède. De Claude Ventura et Xavier Villard (rediff.).
18.20 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. Edouard Vuillard (rediff.).
19.00 Série : Ripping Yarns. De Martin Melissen.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ► Soirée thématique : Voyeurs, voir et être vu. Soirée conçue par Vivien Merz.
20.41 Cinéma : Une sale histoire. Film français de Jean Eustache (1977).
21.30 Vidéo : Cut Piece Video.

21.45 Documentaire : Portrait du nouveau voyageur. De Michael Hein et Ghislain Allon.
22.15 Documentaire : Serre les dents et supporte. De Rebecca Russell (v.o.).
22.50 Magazine des regards.
23.15 Cinéma : Le Divoir. Film américain de Jaime Humberto Hermosillo (1990) (v.o.).

M 6
13.50 Série : Cosmos 1999.
14.45 Série : L'Heure du crime.
15.40 Variétés : Les quarante tubes qui ont fait le rock (2 ^e partie).
17.05 Série : Aéroport unité spéciale.
18.00 Série : Clair de lune.
19.00 Série : Tonnerre mécanique.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Série : Cooby Show.
20.35 Sport 8 (et à 1.00).
20.45 ► Magazine : Zone interdite. Présenté par Patrick de Carolis. Invité : François Bayrou, ministre de l'éducation nationale.
22.20 Magazine : Culture pub.
22.50 Téléfilm : Le Parfum d'Emmanuelle. De Francis Lauro.

FRANCE-CULTURE
20.30 Atelier de création radio-phonique. Connexions - Stuart Sherman.
22.25 Poésie sur parole.
22.35 Musique : Le Concert (donné le 18 février à Abbi) : Auteur de Goldoni. Œuvres de Haydn, Mozart, Puccini, Boccherini, par l'ensemble Opus 16.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.35 Concert (donné le 30 mars à Radio-France) : musiques traditionnelles par Hussain el Massry, oud et voix, Alain Carlier, luth et flûte. Annand Kumar, percussion, Bataju Narandra, sitar, Pascal Bournet, guitare.
22.33 Autoportrait. Par Maguy Llovera. François Bayle.
23.35 Film rare. Par Michèle Lejeune et Jean-Claude Bière.
1.00 Les Fantaisies du voyageur.

L'hommage des autorités allemandes aux victimes turques de Solingen

Le président Richard von Weizsäcker plaide pour l'octroi de la double nationalité aux immigrés

BONN

de notre correspondant

Les corps des cinq victimes de l'attentat de Solingen ont été rapatriés en Turquie. Les obsèques devaient avoir lieu vendredi 4 juin dans un village anatolien, en présence du ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, et de plusieurs députés du Bundestag. Un dernier hommage leur avait été rendu jeudi en Allemagne, où des manifestations antiracistes ont rassemblé près de 100 000 personnes dans tout le pays.

Les défilés ont parfois dégénéré dans la violence, comme à Cologne, où des vitrines ont été brisées, des voitures renversées, et vingt-deux personnes blessées, dont une à vue. L'après-midi, à la mosquée de Cologne, le président de la République, Richard von

Weizsäcker, averti par son discours très politique, où il demandait que les Turcs vivant en Allemagne soient progressivement considérés comme des citoyens allemands à part entière.

Le chef de l'Etat s'est prononcé notamment pour un assouplissement du code de nationalité allemand, un thème très controversé au sein du Parti chrétien-démocrate au pouvoir. Clairement, Richard von Weizsäcker a demandé que le principe de la double nationalité soit introduit dans la loi. « Les Turcs qui vivent sous les règles de notre Etat n'ont pas le droit d'exercer d'influence. Est-ce que cela doit rester ainsi ? », a demandé le chef de l'Etat allemand face aux cercuils des victimes de l'attentat, qui étaient recouverts de drapeaux turcs.

Par ailleurs, le président de la

République fédérale a souligné que « les crimes de Mölín et de Solingen n'étaient pas des actes isolés et sans rapport l'un avec l'autre », mais qu'ils étaient le résultat d'un climat d'extrême droite. Cette analyse des événements (plus pessimiste que celle du chancelier Kohl) était doublée d'un appel à la vigilance de tous les instants contre le racisme : « Quondam des jeunes deviennent des incendiaires et des criminels, la faute n'en revient pas qu'à eux seuls, mais à nous tous : familles, écoles, associations, communes, classe politique. »

Le chancelier Kohl, qui se trouvait à Cologne, a décidé de convoquer très bientôt une « table ronde » pour rechercher les causes du racisme en Allemagne et mieux le combattre. (Interim)

Pour une éventuelle révision du procès

L'affaire Seznec va faire l'objet d'investigations supplémentaires

La commission de révision des condamnations pénales, qui devait se prononcer, vendredi 4 juin, sur l'éventuelle révision du dossier Seznec, a finalement ordonné un supplément d'information. Cette commission, composée de cinq magistrats et présidée par Paul Malibert, conseiller à la Cour de cassation, a nommé un nouvel expert en écritures, Michèle Ruffier, et ordonné un supplément d'information pour examiner le témoignage de Louise Héranval, rendu public en mars dernier.

Denis Le Her-Seznec, le petit-fils de Guillaume Seznec, avait déposé une demande de révision du procès. Il soutient que son grand-père était, comme il l'a toujours dit, innocent du meurtre de Pierre Quémener, un conseiller général du Finistère disparu en mai 1923, dont le corps n'a jamais été retrouvé. Le 4 novembre 1924, la cour d'assises du Finistère avait condamné Guillaume Seznec aux travaux forcés à

perpétuité. Après vingt-trois ans de bagne et une campagne de soutien lancée à l'initiative de ses proches, il fut gracié en 1947 et revint en France pour y mourir sept ans plus tard, à l'âge de soixante-seize ans.

Aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans, M^{me} Héranval était, au moment des faits, employée par un vendeur de machines à écrire du Havre. Elle est récemment revenue sur son témoignage de l'époque, déclarant, en mars dernier, qu'elle ne reconnaissait plus en Guillaume Seznec l'acheteur de la machine à écrire, acquise dans son magasin soixante-dix ans plus tôt. Cette machine, qui a été la principale pièce à conviction du dossier d'accusation, avait servi à rédiger une promesse de vente par laquelle Quémener s'engageait à vendre une maison pour un prix très bas à Seznec. Louise Héranval affirme avoir, à l'époque, désigné Guillaume Seznec sous la pression de la police.

Selon deux sondages

Edouard Balladur en tête des « présidentiables » de la majorité

Selon une enquête de la SOFRES, publiée dans le Figaro-Magazine du 5 juin, la cote de confiance d'Edouard Balladur progresse de 1 point en juin. 73 % des personnes interrogées font confiance au premier ministre (au lieu de 72 % en mai), contre 21 % qui ne lui font pas confiance. Une enquête de Louis-Harris pour Valeurs actuelles (du 7 juin) montre, d'autre part, que le premier ministre serait le meilleur candidat de la droite au premier tour d'une élection présidentielle. Au second tour, le premier ministre augmenterait en moyenne de 10 points le score de la droite, que ce soit face à Michel Rocard (64 % au lieu de 56 % pour Valéry Giscard d'Estaing et 54 % pour Jacques Chirac) ou face à Jacques Delors (59 % au lieu de 50 % pour M. Giscard d'Estaing et 51 % pour M. Chirac).

Le premier ministre reste également en tête des personnalités de la droite auxquelles les personnes interrogées par la SOFRES souhaitent « voir jouer un rôle politique important au cours des mois et des années à venir ». Avec 74 %, il devance notamment Simone Veil (63 %) et Charles Pasqua (56 %), qui progresse de 7 points par rapport au mois précédent (il était à 31 % en mars, avant la formation du gouvernement, à 46 % en avril, à 49 % en mai). Dans le sondage de BVA, le ministre de l'Intérieur arrive en tête des ministres dont les personnes interrogées ont une « bonne opinion », avec 81 % contre 80 % à M^{me} Veil. M. Pasqua est également en forte progression dans le baromètre de confiance de BVA, puisqu'il arrive en troisième position avec 50 %, derrière M^{me} Veil (58 %) et M. Balladur (61 %), que cet institut donne en recul (67 % le mois précédent), contrairement à la SOFRES.

L'enquête de la SOFRES a été effectuée du 25 au 27 mai auprès de mille personnes. Celle de BVA a été réalisée du 14 au 19 mai auprès de 961 personnes.

Accord entre Philips et Paramount pour mettre des films sur disque compact interactif. Philips et Paramount ont signé jeudi 3 juin à Chicago un accord pour mettre des films sur CD-I (disque compact interactif). Les longs-métrages enregistrés pourront être visionnés par tous les lecteurs CD-I déjà commercialisés, à condition qu'ils soient équipés à l'arrière d'une cassette FMV (full motion video), dont la mise sur le marché grand public est prévue par Philips à l'automne prochain. Ce nouveau support permettra notamment de stocker plusieurs fins d'un même film, entre lesquelles le spectateur pourra choisir, voire d'offrir à celui-ci la possibilité d'intervenir sur le cours même du récit, grâce à un curseur qu'il peut promener sur l'écran.

La crise du marché de la potasse

L'Entreprise minière et chimique demande 1 milliard de francs à l'Etat

« Nous anticipons une année 1993 qui sera de loin la plus difficile », a reconnu, jeudi 3 juin, Rodolphe Greff, président du directoire d'Entreprise minière et chimique (EMC), en évoquant les difficultés de ce groupe public qui subit de plein fouet la crise de la potasse « sur un marché européen sinistré ». Pas question pour autant de se séparer de cette activité ou de démanteler le groupe, qui demande à l'Etat 1 milliard de francs pour l'aider à traverser cette passe délicate.

La réforme de la politique agricole commune (PAC) limitant les terres cultivables, conjuguée aux importations à bas prix d'engrais de Russie et de Biélorussie, a poussé la faiblesse persistante du dollar et les dévaluations de devises européennes rendant les produits fabriqués dans ces pays plus compétitifs, autant de raisons qui ont fait plonger EMC dans le rouge en 1992. Le groupe a vu ses pertes presque doubler passant de 249 à 438 millions de francs pour un chiffre d'affaires quasi stable de 15,7 milliards de francs.

« Charges inévitables »

Ce déficit provient des Mines de potasses d'Alsace (MOPA), avec 410 millions de francs, et de la Société commerciale des potasses et de l'azote (SCPA), pour 48,9 millions de francs. Hors les engrais, qui représentent 29 % de l'activité du groupe, tous les autres secteurs — chimie, alimentation animale et traitement des déchets — ont été bénéficiaires de 305 millions de francs contre 318 millions en 1991.

Si, à la fin des années 80, l'ensemble de ces diversifications compensait par leurs gains les pertes des mines d'Alsace, dues en particulier au poids des retraits à financer, ce n'est plus le cas aujourd'hui. La situation risque même de s'aggraver puisque au premier trimestre, seule EMC Services (traitement des déchets) enregistre une progression de son résultat.

Dans ces conditions, les dirigeants d'EMC se sont interrogés sur la nécessité de maintenir l'exploitation minière alsacienne, dont la fermeture est prévue dans dix ans. « Un arrêt ne permettant pas

de faire l'économie des charges qui pèsent sur ces sites, une telle mesure ne présente aucun intérêt », a expliqué Rodolphe Greff. Ces « charges inévitables », composées des coûts de retraits, frais financiers et dépenses pour l'environnement, sont estimées à 400 millions de francs par an. Pour les financer, la solution n'est pas de céder les trois pôles de diversification constitués au fil des ans. « Au contraire, il faut renforcer les branches non potassiques, ce qui permettra de mener les mines à bon port jusqu'à leur fermeture. Un démantèlement ne servirait à rien, et ne ferait que déplacer et isoler ce problème. »

Néanmoins, compte tenu de la dégradation de la conjoncture due à la poursuite du « dumping » des pays de l'Est, qui a provoqué depuis octobre une chute de 15 % des prix sur un marché français des engrais en contraction (1), les dirigeants d'EMC ont demandé à leur actionnaire public de les aider. Jusqu'à présent, toutes les ébauches étaient financées par la capacité d'endettement du groupe. Les dettes de 3,5 milliards de francs, risquent d'atteindre rapidement 4,5 milliards, ce qui n'est pas sans risque pour la structure financière d'EMC.

D'où l'idée d'une recapitalisation pour un montant d'environ 1 milliard de francs. Pour l'instant, les pouvoirs publics n'ont pas répondu à cette demande, jugée par M. Greff modérée, compte tenu de l'enjeu social qui est de mener à bien la reconversion des 4 000 salariés des mines de potasse d'Alsace.

DOMINIQUE GALLOIS

(1) Il devrait tomber à 1,3 million de tonnes cette année alors qu'il était de 2 millions en 1990.

Le Monde Editions
Social
Par ici la sortie !
Alain Lebaube

Le Monde de l'éducation

Juin 1993

POUR SUIVRE DES ETUDES
APRES UN IUT OU UN BTS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 25 F

SOMMAIRE

COURRIER DU MONDE

ÉTRANGER

La Russie en panne de loi fondamentale... 3
Serbie : le parquet de Belgrade demande l'interdiction du parti de Vuk Draskovic... 3
L'Espagne désenchantée : IV... 4
Les Bessas déboulent dans la tempête... 4
Etats-Unis : Bill Clinton annule la nomination d'une juriste libérale... 5
Election présidentielle au Nigeria... 6

ESPACE EUROPEEN

Les élections municipales en Italie... 7
Les Turcs en Allemagne : un climat raciste en Grande-Bretagne... 7 à 9

POLITIQUE

Le Conseil d'Etat estime que la France ne se donne pas les moyens de faire face à un droit européen abondant et confus... 11
La commission des finances simplifie le mode de désignation du conseil de la politique monétaire de la future Banque de France... 11

SOCIÉTÉ

Le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangulaire... 12
L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris... 12
Une équipe chirurgicale française a réussi à greffer un poulmon préalablement coupé en deux... 13
L'ONU lance un appel pour lutter contre l'épidémie de névrite qui frappe Cuba... 14
Tennis : les Internationaux de France... 17
Quelle histoire !, par Claude Sarrute : « Belle de jour »... 17

CULTURE

Des jardins par milliers : le mois de

juin est celui de la découverte de notre patrimoine vert... 18

Musiques : l'Opéra de Paris entre deux eaux... 19

COMMUNICATION

La crise de la presse quotidienne... 21
La commission de réflexion sur la télévision publique critiquée... par plusieurs de ses membres... 21

ÉCONOMIE

Recul de 3,2 % du PIB au premier trimestre dans l'ouest de l'Allemagne... 22
Importations automobiles : Bruxelles veut renégocier avec Tokyo... 22
Le congrès des jeunes agriculteurs... 23

SANS VISA

Printemps en clair-obscur à Ervan : Seine-et-Marne : l'art de la fugue... 29 à 36

Services

Abonnements... 9
Annonces classées... 26
Cartes... 26
Jeux... 34
Marchés financiers... 24 et 34
Météorologie... 26
Radio-télévision... 27
Spectacles... 20
Week-end d'un chineur... 26
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folios 29 à 36
Le numéro du « Monde » daté 4 juin 1993 a été tiré à 489 060 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Dates : la révolte ouvrière de Berlin-Est

Il y a quarante ans, en juin 1953, trois mois après la mort de Staline, éclatait la révolte ouvrière de Berlin-Est. La République démocratique allemande, qui sera le premier Etat du « camp socialiste » à connaître pareil soulèvement populaire, sera cependant l'avant-dernier en Europe où s'effondrera le pouvoir du Parti communiste...

« Heures locales » : la politique de la ville

Les jeunes aiment leurs villes, indique un récent sondage. Les élus et les représentants d'entreprise qui viennent de participer aux Etats généraux de la Ville du futur estiment, eux, que les questions d'insertion, de solidarité et de coopération entre les communes restent prioritaires. En outre, au sommaire de ce supplément, un dossier sur les problèmes urbains dont le traitement doit dépasser l'échelle du quartier ; et une enquête à Dole dans la série « Cités ».

Dans une grande Université
CALIFORNIE FLORIDE
Dès Janvier 93
Stage linguistique ou Études
année : 50.000 F
semestre : 28.000 F
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
CEPES 42, avenue Bességat 75007 PARIS
(1) 45 50 28 28

GLOBE
Hebdo
15-25 ans, 1 franc, 100 pages
Mais où est passée la révolte ?
Le mercredi
15F

S A N S V I S A

Printemps en clair-obscur à Erevan



Une à deux heures d'électricité par jour durant les mois d'hiver.

DANS la nuit d'obsidienne qui règne sur Erevan, la place de la République a disparu : seuls les feux de circulation, horloge sans aiguilles, rouge, vert, orange, rythment le néant. C'est une aube d'avril, plutôt douce, légère. Penser à l'hiver qui s'achève, c'est imaginer la neige, abondante et persistante cette année, le froid, intense, et cette obscurité sans fond, dans les rues, dans les appartements. Un couvre-feu forcé, dû à l'absence d'énergie pour alimenter les centrales, à la suite du blocus imposé par l'Azerbaïdjan depuis quatre ans et renforcé, en 1992. Mesure de rétorsion pour faire céder les Arméniens d'Arménie qui appuient ceux du Karabakh (situé en Azerbaïdjan) en lutte pour leur indépendance. « Quand je suis arrivé fin janvier, raconte Armand Sarian, économiste envoyé par la France auprès du

gouvernement arménien pour un an, c'était terrible : le jour tombe à 5 heures, pas de voitures, personne dans les rues, pas de lumières, une ville morte et, dans le silence, un seul bruit, sinistre, celui des arbres qu'on abat. »

Des milliers d'arbres, élagués au plus près, ou même, dans les quartiers périphériques de la capitale et le long des routes nationales, arrachés au pied, dont l'ombrage va cruellement manquer quand l'été se montrera aussi excessif que l'hiver a pu être rude, sous le climat continental qui frappe ces hauts plateaux : Erevan est à 900 mètres d'altitude, mais à une latitude qui est celle de Naples ou de Madrid. Sur 3,5 millions d'habitants (avec les 300 000 réfugiés d'Azerbaïdjan et du Karabakh), un tiers vivent dans la capitale. Dans un pays qui ne connaît jusqu'ici ni le chômage, ni cette insécurité urbaine qui commence à apparaître en même temps que les grandes disparités de revenus dues au développement des circuits parallèles, la teatino devient grande d'émigrer.

Arménie a vingt ans, il ne veut pas quitter son pays, l'Arménie. Etudiant en économie, il espère passer une année dans une université française. « Nos professeurs ont remplacé le plan par le marché, mais ils n'en savent pas plus et sont incapables de nous dire comment ça fonctionne. » Il reviendra et, à son tour, il enseignera. Arménie est originaire de Gumri, la deuxième ville du pays, qui était riche et industrielle et qui s'appelait Leninakan quand elle a été détruite par le tremblement de terre du 7 décembre 1988. Elle devait être reconstruite en deux ans, avait promis le président Gorbatchev, « un maître-menteur », selon les Arméniens ; la solidarité internationale avait joué, les autres Républiques s'étaient mobilisées, mais tout s'est enlisé. La fin de l'URSS a renvoyé chacun chez soi, chacun pour soi ; à cause du blocus, les matériaux n'arrivaient plus, et Gumri, qui était une belle ville, est encore aujourd'hui pour moitié un immense bidonville, parmi les car-



La première à lancer le mouvement de démocratisation dans l'ancienne URSS, l'Arménie, devenue indépendante, vient de vivre deux hivers sans électricité. Sans énergie, comment reconstruire le pays ? Sans trouver le chemin des négociations pour mettre fin au conflit du Karabakh, comment assurer la survie d'une nation en péril ? L'amitié de la France a été consacrée par un traité signé à Paris le 12 mars ; elle ne sera pas de trop pour obtenir ce qu'espèrent les Arméniens : la paix avant l'été.

casées de béton vides et les monuments ruinés.

Espérance et désolation : le chaos conduit à des attitudes extrêmes, comme le montrent deux actions menées, à Gumri, par l'association Solidarité protestante France-Arménie (1). D'un côté, elle soutient l'initiative prise, après le séisme, par un jeune couple qui, pour occuper les jeunes traumatisés par le drame, a créé de toutes pièces un ensemble d'ateliers de dessin, bricolage, couture, danse, chant, une sorte de mini-maison de jeunes fréquentée par près de mille trois cents enfants et adolescents. De l'autre, elle vient d'envoyer une mission de trois médecins et d'une infirmière pour analyser comment faire cesser la détresse d'un orphelinat où vivent une quarantaine de

nourrissons et de jeunes enfants, certains handicapés, d'autres pas, et dont beaucoup pourraient être soignés. Un personnel nombreux mais mal préparé gère l'établissement dans l'indifférence des autorités et, depuis le tremblement de terre, dans des baraquements exigus et insalubres. Le suivi par des équipes médicales françaises peut faire espérer que cesse une situation insupportable (2).

Mardjan fut l'une des innombrables victimes du séisme de Leninakan. Relogée à Erevan, dans un grand ensemble très éloigné du centre, quarante-cinq minutes en bus, elle habite un onzième étage qu'elle n'a pas quitté depuis quatre ans. Depuis son retour d'Allemagne où, amputée des deux jambes, elle a été appareillée. Involontairement mis

eo valeur par la lumière des bougies, son sourire de madone accueille les visiteurs qui ont gravi, en s'aidant de lampes de poche, les onze étages d'un escalier de béton resté inachevé depuis la construction de l'immeuble. Onze étages que les trois enfants de Mardjan connaissent bien puisqu'ils vont chercher l'eau au rez-de-chaussée... comme tous les habitants de l'endroit.

Pas de lumière, pas d'électricité, pas de pompe, donc pas d'eau dans les étages. Tout Erevan vit à ce régime depuis deux ans, et l'étranger de passage ou les experts installés pour quelques mois dans le grand hôtel de la ville sont soumis aux mêmes contraintes : au réveil, pas d'eau, pas de lumière. Une à deux heures par jour seulement, durant l'hiver, car les autorités avaient donné la priorité à quelques industries, les usines à pain notamment, puis jusqu'à 6 heures en avril, une amélioration, mais jamais régulièrement. Parfois, le courant revient en pleine nuit - alors, dit-on, beaucoup se relèvent pour vaquer à quelques occupations domestiques, une lessive, un peu de cuisine.

« Le chauffage et l'eau chaude sont des choses oubliées en Arménie », dit Lydia Kevorkian, qui assure le soutien de familles parvenues, comme celle de Mardjan, par des membres de l'association (1) créée à Paris par le pasteur Samuel Sahagian, responsable de l'Eglise réformée du Luxembourg. Le niveau de vie est tel que 200 francs par mois font vivre toute une famille, quand le salaire moyen - pour ceux qui ont un travail et dont l'usine tourne - est de quelques milliers de roubles, soit quelques dizaines de francs.

« Comment travailler, écrire ou même lire, quand les tâches les plus ordinaires exigent tant de gestes, tant d'attention. Si l'un n'a ni réchaud, ni moyen de chauffage, y penser à temps... Comment vivre quand survivre seulement occupe déjà toute votre énergie ? » se demaade Lillith Zacharian, qui

vient de perdre son mari, un grand savant, mort, terrassé par le froid durant ce dernier hiver. Elle-même est chercheuse au Matevadaran, l'institut des manuscrits anciens où sont conservés des milliers de documents et de précieuses enluminures, un patrimoine lui aussi menacé par les conditions actuelles de vie à Erevan. « La patience, un bien dont nous sommes riches », murmure le peintre Vigen Tsadevossian, tandis qu'on cherche des bougies - encore une coupure de courant - et que la conversation prend un tour désolé.

Durant les mois les plus durs, l'entraide a joué à pleio. Ceux qui avaient la chance d'avoir un poêle - objet de luxe - se servaient pour recevoir famille et proches. « J'ai trouvé à m'embaucher comme menuisier », raconte Vahagn Atabédian, professeur de littérature française à l'université et poète, ainsi j'ai pu chauffer une pièce pour mes deux enfants. Les voisins venaient apporter quelque chose. On se réunissait. L'instinct du peuple... Des sacrifices. Mais je suis heureux d'appartenir à la première génération qui vivra sans les communistes. »

L'hiver a été effroyable, le printemps n'est pas gai. Froid rigoureux, nuit perpétuelle, manque d'électricité, absence de chauffage, denrées introvables, le téléphone même a été coupé pendant plusieurs semaines : les privations ont été endurées par la population avec courage et avec l'espoir de jours meilleurs. Les jours sont plus longs, mais sont-ils meilleurs ?

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois
Lire la suite page 33

AU SOMMAIRE



Haiti pays sous embargo	p. 32
Seine-et-Marne l'art de la fugue	p. 30
A Paris la Bibliothèque polonaise	p. 31
Balouchistan le globe-trotter disparu	p. 36
Jeux (p.34)	Table (p.35)

سكز لمن رلاهل

Seine-et-Marne : l'art de la fugue

Le 12 avril 1992, s'ouvrait, à 32 kilomètres de Paris, une nouvelle destination de vacances pour les Européens. Avec ses 1 943 hectares (un cinquième de la superficie de la Ville lumière), son parc à thèmes (le « Royaume magique »), ses animations nocturnes, son golf, ses hôtels (cinq mille deux cents chambres) et ses capacités d'accueil des congrès, Euro Disney ne pouvait apparaître au département qui l'accueillait comme un atout touristique supplémentaire venant s'ajouter à un patrimoine historique et architectural qui fait de cette région un véritable résumé de l'histoire de France. La Seine-et-Marne, c'est, en effet, à la fois la terre des chevaliers et des prélat (avec, entre autres, Provins la médiévale et Meaux l'épiscopale), la terre des rois (ils présidaient ses forêts giboyeuses et y firent fleurir des châteaux de bois), des princes et des financiers exaltés, enfin, la terre des peintres avec des sites et des paysages qui sont autant de sources d'inspiration. Un département choyé qui n'en attendait pas moins beaucoup de cette « locomotive » venue du Nouveau Monde. Une ambition illustrée par les diverses excursions proposées aux résidents des hôtels d'Euro Disney, conviés à faire du « Royaume magique » une base de départ pour le déconvolement du patrimoine historique environnant. A en croire les professionnels concernés, les résultats sont contrastés. Le fait est que Paris et le château de Versailles séduisent nettement plus que Vaux-le-Vicomte, Fontainebleau, Provins ou Meaux, encore que cette dernière tire plutôt bien son épingle du jeu. Constat décevant (mais est-il vraiment surprenant qu'un étranger venu découvrir Euro Disney accorde, dans le cadre d'un court séjour, la priorité à la capitale ?) même s'il est compensé par le « boom » de l'hôtellerie locale. De quel espoir que le visiteur français, lui, ayant estimé que Mickey valait le déplacement à deux fois de là, valait, eux aussi, largement le détour. Un environnement somptueux dont Ngoc Loan Lam fait ici l'inventaire.

L'abbaye de Jouarre

Fondée vers 630 par Adon, moine irlandais veu christianiser la Gaule mérovingienne, cette abbaye bénédictine comprenait, à l'origine, deux monastères, l'un d'hommes, l'autre de femmes, l'abbatiale Notre-Dame, reconstruite à l'époque romane puis au XVII^e, démolie en 1792 et rebâtie vers 1837, à la restauration de la vie monacale. Seul vestige de l'église romane, la tour héberge un musée historique et archéologique où sont exposés des documents sur l'abbaye et la vie des religieuses. Les cryptes mérovingiennes, parmi les plus anciennes de France, abritent les sarcophages des fondateurs, le chancelier d'une mystérieuse princesse irlandaise, surmonté d'un beau gisant de marbre blanc, et celui de sainte Teclide, chef-d'œuvre d'un lieu riche de marbre et de porphyre.

► Abbaye Notre-Dame, 6, rue Montmorin, 77640 Jouarre, tél. : 60-22-06-11. Visite tous les jours (sauf le mardi), de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures, du 1^{er} avril au 16 septembre, le dimanche de 10 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

Le Fief des Epouses

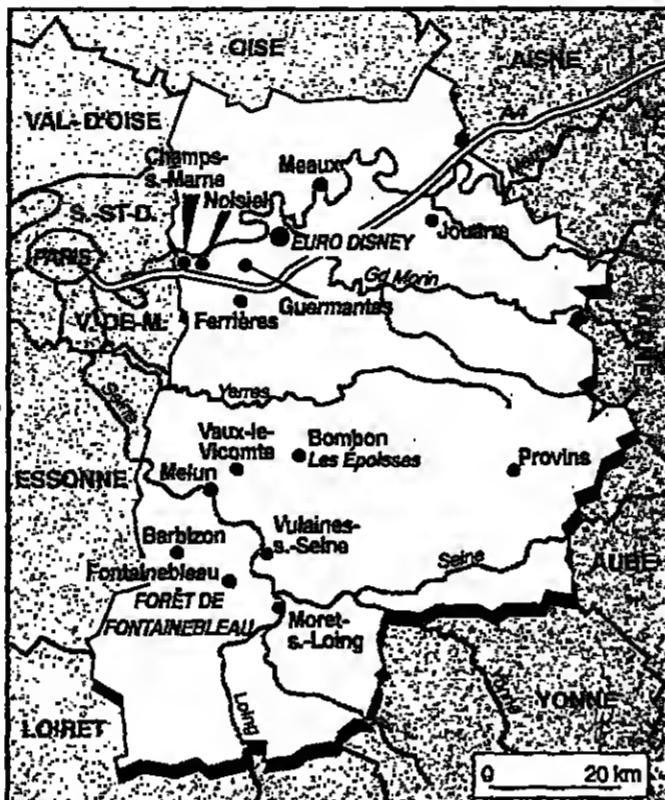
Au Moyen Age, des bandes de pillards battaient la campagne. Pour se protéger, les fermes comme le Fief des Epouses prirent des allures de château-fort, avec douves, portes fortifiées et tours massives. Aujourd'hui, le « seigneur » du lieu est un Parisien, et la visite, pittoresque, assurée par le gardien qui présente le jardin du curé, le pigeonnier monumental du treizième siècle avec ses milliers de niches en terre cuite, le mobilier Louis XIII et les meubles italiens des seizième et dix-septième siècles.

► Fief des Epouses, 77720 Bommou, tél. : 64-38-74-08. Visite tous les jours (sauf mardi) de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, du 1^{er} mars au 31 octobre.

Moret-sur-Loing

Le temps semble s'être arrêté dans cette ville médiévale du douzième siècle : portes fortifiées, donjon, remparts, maisons à colombages, église gothique, moulins romantiques et vieux pont sur le Loing. Autant de motifs qui ont inspiré le peintre Alfred Sisley, qui y passa les vingt dernières années de sa vie et qui repose en cimetière local. Autre célébrité, Georges Clemenceau, dont le fils Michel a rassemblé les souvenirs dans sa propre maison, « La Grange Batellière », au bord du canal de Loing. Dans le parc, des nymphéas rappellent les tableaux de Monet, ami de longue date du peintre.

► Se procurer la brochure « Sur les pas des impressionnistes. Alfred Sisley à Moret-sur-Loing, itinéraire de ses toiles » (25 F) à l'Office du tourisme, 4, place Samois (60-70-41-68). « La Grange Batellière » (60-70-51-21), visite guidée les



dimanches et jours fériés à 15 heures, du 11 avril au 30 septembre. Pour les groupes, visite tous les jours, sur rendez-vous. Du 19 juin au 4 septembre, fresque historique son et lumière, les samedis au soir. Renseignements au 60-70-41-66.

Fontainebleau

« Voilà la vraie demeure des rois, la maison des siècles ; peut-être n'était-ce pas rigoureusement un palais d'architecture, mais assurément un lieu d'habitation bien calculé... », relève Napoléon dans son *Mémorial de Sainte-Hélène*. Tous les rois et tous les styles se succèdent dans cet ancien rendez-vous de chasse. François I^{er} s'entourait d'artistes italiens et en fera « son » palais d'été privilégié. Le parc, ouvert sur la forêt, reflète les goûts de chaque illustre résident : étagère prise des Valois, grotte Renaissance, grand parterre à la française et jardin anglais redessiné sous l'Empire.

► Château de Fontainebleau, 77300 Fontainebleau, tél. : 64-22-27-40. Visite du château tous les jours (sauf mardi), de 9 h 30 à 12 h 30, et de 14 heures à 17 heures ; mêmes horaires pour la Musée Napoléon-1^{er} et le Musée chinois. Visite gratuite des cours et jardins, tous les jours de 6 heures à 17 heures. Office du tourisme : 31, place Napoléon-Bonaparte, tél. : 64-22-25-68.

Barbizon

Théodore (Roussan), Jean-François (Millet) et les autres (Corot, Diaz, etc.) ne supportaient plus les diluats des Salons parisiens du dix-neuvième siècle où le paysage se limitait à un simple décor. Avec ces peintres, la nature devient le sujet même du tableau. La forêt de Fontainebleau et ses environs leur offrirent maintes sources d'inspiration : gorges d'Apremont, landes d'Arbonne, futaies du Baz-Bréant et plaines de Chailly. L'auberge du Père-Gamme, elle, sera le rendez-vous de cette « école » symbolisée par les artistes qui fréquentèrent Barbizon de 1825 aux années 1870, date du premier Salon où exposèrent les impressionnistes.

► Musée municipal de l'Ecole de Barbizon (l'ancien atelier de Théodore Roussan), 55, Grande-Rue, 77630 Barbizon, tél. : 60-66-22-36. Visite tous les jours (sauf mardi) du 1^{er} avril au 1^{er} octobre, avec journée continue samedi, dimanche et jours fériés. Atelier Jean-François Millet, 27, Grande-Rue, tél. : 60-66-21-55. Visite tous les jours (sauf mardi). L'auberge du Père-Gamme a été transformée en musée. Office du tourisme : 41, rue Grande (60-66-41-87).

La maison de Mallarmé

Fuir Paris et son appartement rue de Rome où il aimait, tous les mardis, des soirées littéraires : tel

était l'objectif du poète lorsqu'il loua, en 1874, une petite maison paysanne, à quelques kilomètres de Fontainebleau, au hameau du Pont-de-Valvins, non loin de Samoreau, avec vue sur une boucle de la Seine. Il y recevait ses amis, notamment Paul Valéry, Berthe Morisot et le peintre Edouard Vuillard qui, charmé par le cadre, en fera le sujet de sa *Maison de Mallarmé à Valvins*. La demeure, restaurée et transformée en musée départemental, restituée, avec trois pièces reconstituées « à l'identique » et son jardin, l'univers mallarméen.

► Musée Stéphane-Mallarmé, 4, quai Stéphane-Mallarmé, 77870 Valvins-sur-Seine, tél. : 64-23-73-27. Visite tous les jours (sauf lundi), jusqu'à la fin de l'été.

Meaux

Autour d'une vaste cour rectangulaire, le palais des évêques, le vieux chapitre, la cathédrale Saint-Etienne et la posterie. Haut lieu religieux, historique et culturel, la cité épiscopale de Meaux est un ensemble prestigieux, digne de celui qui régna sur ce lieu. C'est sous les voûtes de la cathédrale (qui résume toute l'évolution de l'art gothique du douzième au seizième siècle) que retentirent en effet sermons et oraisons de l'« Aigle de Meaux », Jacques-Bénigne Bossuet, nommé évêque en 1652. Le palais épiscopal abrite un musée qui lui est essentiellement consacré. Il domine un petit jardin à la française qui, dessiné par Le Nôtre, affecte la forme d'une mitre d'évêque et s'étend jusqu'aux anciens remparts gallo-romains où se trouve le pavillon qui servait de cabinet de travail à Bossuet.

► Cité épiscopale, 5, place Charles-de-Gaulle, 77100 Meaux. Visite de la cathédrale et du jardin tous les jours. Visite du musée Bossuet (64-34-84-46) tous les jours (sauf mardi et jours fériés). Spectacle historique nocturne (2 400 figures), un vendredi et un samedi par mois, de juin à septembre. Réserver au 60-23-40-00 (en semaine) et au 64-33-55-15 le vendredi, à partir de 16 h 30, le samedi à partir de 15 h 30. Office du tourisme, 2, rue Notre-Dame, 64-33-02-26.

Champs-sur-Marne

Madame de Pompadour fit, deux ans durant, de ce château des dix-septième et dix-huitième siècles (béné des banquiers et des financiers), sa résidence favorite, y mettant à l'honneur « chalcidies », et « turqueries ». Aujourd'hui, ce château intimiste et raffiné (on y trouve l'une des premières salles à manger de France) offre un cadre approprié à de petits concerts avec, en vedette, un rarissime piano Erard de 1874. Le salon de musique donne sur un jardin à la française qui descend en paliers vers la Marne.

► Château de Champs-sur-Marne, rue de Paris, 77420 Champs-sur-Marne, tél. : 60-05-24-43. Visite tous les jours (sauf mardi), jusqu'au 30 septembre. Visite gratuite du jardin et du parc. Concerts toute l'année (le samedi et le dimanche).

Le château de Ferrières

Au temps de sa splendeur, ses 3 000 hectares de champs et de forêts incarnaient l'ambition et le faste d'une dynastie, celle des Rothschild. Le baron James, qui fonda la branche française, y fit construire un château en 1857. Napoléon III (qui vint y chasser en décembre 1862) et l'impératrice Eugénie participèrent à l'une des somptueuses réceptions que donnait Bettina de Rothschild. Le château, où l'architecte-paysagiste anglais John Paxton a mêlé Renaissance italienne et style victorien, est entouré d'un parc (réduit aujourd'hui à 130 hectares) considéré comme l'un des plus beaux parcs anglais réalisés en France.

► Château de Ferrières, 77164 Ferrières-en-Brin, tél. : 64-68-31-25. Visite (guidée) du château et du parc, du mercredi au dimanche, de 14 heures à 19 heures, du 1^{er} mai au 1^{er} septembre. On peut ne visiter que le parc (visite payante).

Le château de Guermantes

Un lieu hanté par le fantôme de Proust même si l'écrivain n'y vint que plusieurs années, après la publication d'*Un amour de Swann*. Propriété de la famille Vielle depuis 1580, cette terre s'orna du château actuel au début du dix-septième siècle. La galerie de la Belle-Islette, petite des lieux, a été édifiée en 1670. Avec ses 31 mètres de long, ses dix-huit baies, ses bustes, ses tableaux, ses lustres de cristal, ses glaces et son

parquet chevilé, elle constitue l'un des plus beaux ensembles du début du dix-huitième. L'architecture harmonieuse du château se reflète dans une pièce d'eau, fleuron du parc à la française tracé par Le Nôtre.

► 77600 Guermantes, tél. : 64-30-00-94. Visite guidée du 15 mars au 15 novembre, les amandis, dimanches et jours fériés de 14 heures à 18 heures.

Noisiel

De 1874 à 1900, la famille Menier fit bâtir autour d'une prospère chocolaterie une cité ouvrière de trois cent dix logements en brique ainsi qu'une école, une maison de retraite et un cimetière. Un des rares exemples de ce type à avoir été intégralement conservé. Lire le reportage publié dans le cahier spécial « Terres de France » (« Le Monde sans visa » du 8 mai 1993).

► Visite en groupe et sur rendez-vous exclusivement. Renseignements au 60-06-40-45, poste 417.

Provins

Capitale des comtes de Champagne qui en firent des villes les plus riches de l'Europe du Moyen Age. Paradis des marchands, elle était le cadre de foires réputées. Un patrimoine qui en fait le premier site du Moyen Age au nord de la Loire. Au gré de ses monuments (tour César, Saint-Quirice et Saint-Ayoul, maisons gothiques et romanes, Grange aux dîmes, souterrains) et de ses reines, elle invite à un voyage dans le temps, notamment lors des fêtes qui y ponctuent l'été.

► Office du tourisme, tour César (64-00-16-65). Fêtes médiévales les 12 et 13 juin (64-00-05-31) et fête de la moisson à la fin du mois d'août.

Enquête réalisée par
Ngoc Loan Lam

Guide

► Consulter. Les Guides bleus (Hachette) consacrés à l'Île-de-France, aux châteaux d'Île-de-France (descriptions de Champs, Guermantes, Ferrières et Vaux-le-Vicomte) ainsi qu'à Fontainebleau et à sa forêt. Se renseigner. Maison du tourisme de Seine-et-Marne, château Soubiran, BP 144, 77194 Dammarie-les-Lys Cedex, tél. : 64-37-19-36 ou à la Maison du tourisme Île-de-France/Seine-et-Marne à Euro Disney (60-43-33-33). S'y procurer notamment le carte du patrimoine visitable aux portes d'Euro Disney et diverses brochures présentant sites et circuits ainsi que les guides des hôtels et restaurants, des gîtes en milieu rural et des établissements adhérents à la fédération des Logis de France. ►

Les nuits de Mickey

DEUX nouveautés pour les soirs d'été à Euro Disney. D'abord un passeport « Star-nights » qui, du 12 juin au 12 septembre, donne, pour 150 F (100 F pour les moins de 12 ans), accès au parc de 17 heures à 23 heures (illuminations, parade électrique, feu d'artifice) puis, jusqu'à 2 heures, aux diverses attractions et animations du centre de divertissements « Festival Disney ». En vente à l'entrée du parc, dans les magasins FNAC et Virgin Megastore, dans les agences de voyages et le réseau RATP ainsi qu'à l'Office du tourisme de Paris.

Ensuite, l'un des hôtels situés sur le site, l'Hôtel New-York, ajoute à son architecture gracieuse, son décor Art-Déco et son ambiance des années 20, un vrai

club de jazz. Ouvert aux résidents des hôtels et au public, le Manhattan Jazz Club entend, sous la conduite de François Lacharme, devoir l'ivoire des rendez-vous favoris des amateurs de ce type de musique avec, à l'affiche, le *néo plus ultra* des artistes et des formations. Tous les soirs à partir de 19 heures (on peut y prendre un verre ou y déguster de la cuisine cajun) avec musique live de 21 heures à l'aube.

► Accès. En voiture, l'autoroute A4 en direction de Nancy-Metz, la sortie 14, puis la direction « Hôtels du Parc » et « Hôtel New York ». Parking gratuit. En RER, ligne A, de Paris à Marne-la-Vallée/Chesay, la dernière rame quittant Chesay à 0 h 22. Informations générales sur le parc ou 64-74-30-00.

Fouquet à la bougie

VAUX-LE-VICOMTE

DIFFICILE d'échapper à son destin. Rêve de pierre d'un personnage hors du commun, Nicolas Fouquet, surintendant des finances du royaume de Louis XIV, le château de Vaux-le-Vicomte, édifié, de 1656 à 1661, par l'architecte Louis Le Vau, habillé par le peintre décorateur Charles Le Brun et enchâssé dans un écrin de forêt et de jardins à la française dessinés par André Le Nôtre, n'en finit pas de se souvenir de la célèbre fête du 17 août 1661, offerte à Louis XIV et à sa cour. Une fête qui scellera une disgrâce (trois semaines après, le Roi fera arrêter Fouquet) programmée, en fait, depuis plusieurs mois (lire « Vaux, l'écrin oublié », dans « Le Monde sans visa » du 8 février 1992) avec la complicité de Colbert.

Propriétaire du domaine depuis 1968, le comte Patrice de Vogüé, fait, chaque année, assaut d'imagination pour y attirer les visiteurs qui, dans un contexte difficile, conditionnent la survie d'un monument historique privé auquel, à son grand regret, l'Etat ne facilite guère l'existence. Fidèle à l'esprit des lieux, il y propose donc, en mécène éclairé,

des spectacles dignes de son illustre prédécesseur. Après la visite aux chandelles qui, depuis plusieurs années, permet de visiter le château à la lueur de plus de mille bougies (une formule qui ressuscite à la fois les fastes et la lumière de l'époque), il étend aujourd'hui cette féerie aux chandelles au jardin jouxtant le château. Alignées de part et d'autre des allées, ces milliers de bougies recréent, l'espace d'une soirée, l'atmosphère magique du Grand Siècle.

Certains trouveront peut-être que le décor est un peu fastueux. D'autres, au contraire, sensibles au contraste historique, apprécieront que, de cette magie intimiste, émane, subtilement, une atmosphère de fin de règne, de crêpuscule, plus appropriée au tragique destin de celui qui, ainsi que le résuma Voltaire, « à six heures du soir était roi de France et à deux heures du matin, n'était plus rien ». Comme si, dans la pénombre d'une nuit d'été, dans le silence d'un jardin faiblement éclairé, derrière les fenêtres où dansent les lueurs des bougies, un prince, en crêpuscule de sa magnificence, vous tirait sa révérence.

Patrick Francès

► Situé à 55 kilomètres de Paris et à 5 kilomètres de Meaux, le domaine est accessible par l'autoroute A 4 ou A 9 (sortie Melun-Sénart-Melun) ou par les RN 6 et RN 36 (vers Meaux). Jardins, château et musée des équipages (il fait revivre le temps des voitures à chevaux et présente l'art des maîtres-carrossiers) sont ouverts de 10 heures à 16 heures, le musée restant ouvert jusqu'à 23 heures les soirs de visite aux chandelles. Jour d'eau les deuxième et dernier samedis de chaque mois, de 15 heures à 18 heures. Soirée aux chandelles tous les samedis en mai, juin et octobre, ainsi que les vendredis en juillet, août et septembre, de 20 h 30 à 23 heures. Le spectacle s'apprécie surtout à partir de 22 heures. On peut dîner sur place au grill-café « L'Éclaircissement », ouvert de 19 h 30 à 23 heures. Prix d'entrée pour les visiteurs aux chandelles : 35 F et 28 F (de six à seize ans, étudiants et familles nombreuses) pour le jardin et le musée, 65 F et 52 F avec le château. Renseignements au (1) 60-66-87-05.

de la fugue

Les livres de la liberté

1830 : l'émigration politique commence en Pologne. A Varsovie, « l'ordre règne », selon la formule du ministre français Sebastiani. Huit ans plus tard, la Bibliothèque polonaise de Paris était créée. Elle n'a rien perdu de son esprit.

DANS les *Entrées* qu'il donna à Dominique de Roux (Belfond, 1988), Witold Gombrowicz explique que l'émigration d'un Polonais finit toujours un jour ou l'autre par Paris, mais que la destination n'avait guère de ces parcs obligés et qu'ainsi, loin de l'Europe et de ses « mécanismes linéaires » — il vécut de longues années en Argentine, — il avait pu faire son œuvre.

A quelques pas du chevet de Notre-Dame, la Bibliothèque polonaise a le calme des sanctuaires. On pousse la porte cochère d'un vieux hôtel particulier. Dans la cour intérieure, un aigle de pierre étale ses ailes au-dessus d'un long martyrologe de l'émigration. On grimpe un bel escalier. Une série de portraits de Sobieski moustachus ou de Leszczyński juchés accompagnent le visiteur jusqu'au saint des saints, le Musée Mickiewicz, à travers des salons ouvrant sur la Seine frissonnante, aux murs aussi lourdement chargés de tableaux et de reliques que la poitrine d'un valeureux soldat reconverte de médailles.

La proposition au français de l'âme polonaise s'appuie sur les vicissitudes de l'histoire. Durant le dix-neuvième siècle et une bonne partie du vingtième, les Polonais n'ont connu que la domination étrangère ou l'oppression politique. Au siècle passé, les poètes romantiques utilisaient volontiers cette métaphore. Le sacrifice de la Pologne était comparé, à celui du Christ sur la croix, le corps inanimé de la nation descendu au tombeau où il attendait la résurrection. Comme le dit l'historien Norman Davies, la Pologne au dix-neuvième siècle n'est plus qu'une idée, souvenir du passé ou espoir pour l'avenir.

L'insurrection du 27 novembre 1830 à Varsovie, déclenchée contre l'occupant russe et le « Nabuchodonosor du Nord », le tsar Nicolas I^{er}, avait été suivie d'une folle répression : déportations massives en Sibirie, enrôlements forcés dans les armées, enlèvements d'enfants (les Soviétiques firent de même cent cinquante ans plus tard en Afghanistan). Le général Paskievitch, exécuteur des basses œuvres, avait placé cet ukase : « Il n'y a ni à Sa Majesté l'Empereur d'ordonner que tous les enfants mâles errants, orphelins ou pauvres de la Pologne fassent incorporés dans le bataillon des cantonistes et qu'en conséquence ils seraient enrôlés en masse... » Varsovie croyait revenu le temps du massacre des Innocents. Dans les rues on entendait les cris et les lamentations des mères, courant derrière les charrettes chargées de leurs enfants. « L'ordre règne à Varsovie », s'était exclamé le ministre français Sebastiani.

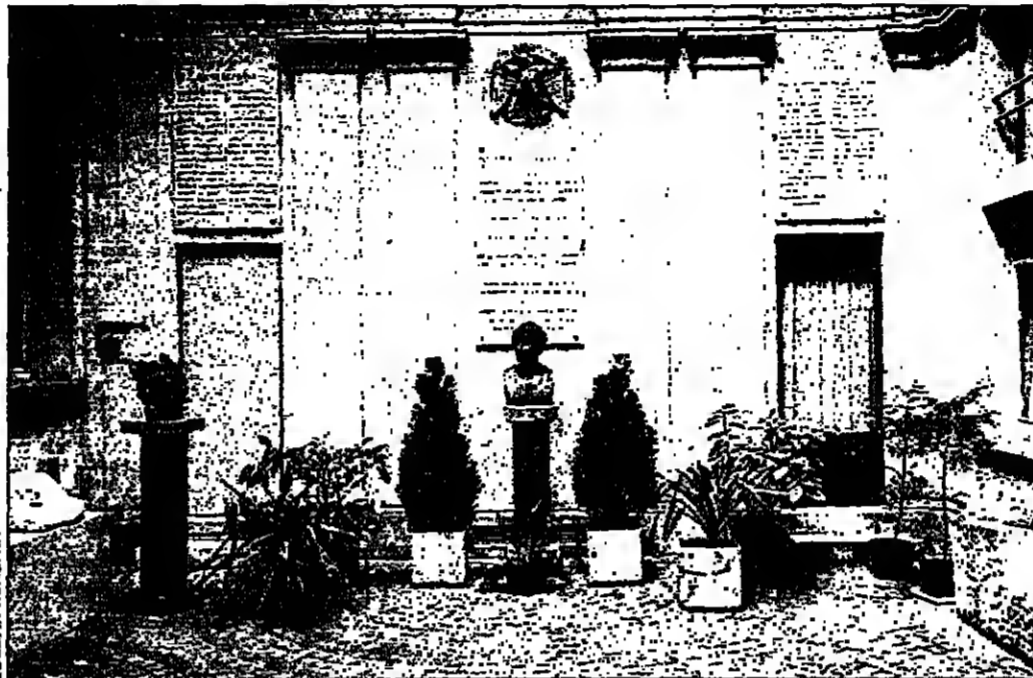
Le secours espéré de la France n'était pas venu. La Fayette et

Lamartine étaient montés en vain à la tribune de la Chambre. La France louis-philippard avait fait le gros dos. Il y avait suffisamment de bons apôtres avec de bonnes raisons pour prêcher la non-intervention. Et Casimir Périer avait grondé : « La rébellion est toujours un crime (1) ». Malgré cela, les proscrits étaient accourus en masse en France. Ils s'étaient installés à Paris et dans nombre de villes françaises (2). Ils étaient venus par réflexe. Français et Polonais se sentaient solidaires. Les monarchies autoritaires qui avaient dépeché la Pologne à la fin du dix-huitième étaient les mêmes qui avaient fustigé les idées nouvelles et s'étaient opposées à la France révolutionnaire. Puis l'étoile de Napoléon avait grandi. Un immense espoir était né. Ils allaient recouvrer leur indépendance. Kosciuszko en doutait et prophétisait du malheur. La retraite de 1812 lui avait donné raison. Quand l'empereur vaincu avait traversé Varsovie, il n'avait même pas revu Marie Walewska. C'était vraiment le signe qu'il abandonnait la Pologne. Et Poniatowski à Leipzig avait préféré disparaître dans les eaux de l'Elbe. La Pologne avait retrouvé ses fers.

Les sociétés regroupées à Paris autour du prince Czartoryski, qui avait présidé l'éphémère gouvernement national, et qui résidaient à l'hôtel Lambert. Plusieurs sociétés d'entraide avaient vu le jour. La Bibliothèque polonaise avait été créée en 1838. Elle serait la seule institution libre polonaise sur laquelle l'oppression n'aurait pas de prise, un morceau de la patrie indépendante. Puis les sociétés avaient fusionné en 1854 pour donner naissance à la Société historique et littéraire polonaise, avec la Bibliothèque polonaise, avait été érigée dans un hôtel particulier de l'île Saint-Louis, acquis grâce aux fonds réunis par les émigrés.

La souscription avait été lancée par Adam Mickiewicz. Le poète patriote avait fait preuve au moment de l'insurrection d'une étrange absence — il s'était attardé à Rome —, et semblait vouloir par son œuvre expier ce péché. Le remords avait libéré peut-être chez lui une force prodigieuse d'inspiration (3). Il s'était fixé à Paris, mais dans « la Babylone des peuples » l'émigration offrait le spectacle de sa misère matérielle et de ses divisions politiques. Désormais il serait son guide. Plus qu'un grand écrivain, il serait la Pologne elle-même « au moment le plus pathétique de son histoire, quand elle est sur le point de disparaître et qu'elle trouve en elle-même une force surnaturelle pour vivre quand même, espérer contre tout espoir et préparer sa libération ». On peut voir dans le petit musée du second étage, aménagé par son fils Ladislas au début de ce siècle, de nombreux souvenirs du poète, le bureau où il composa *Pan Tadeusz* (« Messire Thadée »), de multiples manuscrits, son arrêté de nomination au Collège de France en 1840 — ses cours tumultueux, surveillés de près par la police, furent suspendus en 1844, peu avant ceux de son ami Michiel, des lettres de Goethe, et de Hugo, après sa mort survenue en 1855 à Constantinople, qui lui aussi s'y connaissait en exil. Le plus grand poète de la Pologne ne vint jamais à Varsovie ou à Cracovie : il sera pourtant au cœur de toutes les résistances de son pays, en particulier de la dernière, celle de Solidarnosc.

Dans un petit salon attenant à la grande salle d'honneur de la Société, où se tiennent chaque année les séances commémoratives du 3 mai et du 29 novembre qui marquent les anniversaires de la Constitution de 1791 et de l'insurrection de 1830, ont été rassemblés quelques souvenirs de l'autre grande vedette de l'émigration parisienne, Frédéric Chopin. Le conseil d'administration de la Société, perpétuant la tradition de la « Grande Emigration », issue de l'insurrection, continue aujourd'hui de se réunir régulièrement dans un salon du second étage au mobilier Henri II et au parquet grinçant sous un tableau étrange de Malejko.



Dans la cour intérieure de la Bibliothèque polonaise.

Après la seconde guerre mondiale, il y eut péril en la demeure. Les nazis durant l'Occupation s'étaient livrés à des pillages dans l'immeuble. Hitler, dit-on, écrit s'emparer d'un sonnet écrit par Goethe en langue française. Mais les collections avaient été reconstruites. On s'avisa, que la nouvelle République populaire de Pologne pouvait revendiquer ce patrimoine avec tous ses trésors, et que les communistes pouvaient être tentés de mettre la main sur cet îlot de résistance. En effet, en 1951, la Société, inquiète du rattachement des activités, les rangs des émigrés s'étant clarifiés, avait cédé, avec l'autorisation du gouvernement français, ses biens, ses collections et son immeuble à l'Académie de Cracovie, sous certaines conditions, notamment celle que tout serait conservé à Paris et que la bibliothèque resterait ouverte au public. De son côté, l'Académie de Cracovie avait été autorisée l'année suivante par un décret de François Joseph — la région de Cracovie était sous contrôle autrichien — à accepter l'administration de la Bibliothèque polonaise.

En 1951, le régime communiste en place à Varsovie décidait l'instauration de l'Académie de Cracovie. Dans ces conditions, quelques mois plus tard, la Société, faisant savoir que son attitude n'était dictée que par le seul souci de « maintenir l'indépendance de la bibliothèque à l'égard de toute tutelle gouvernementale », intentait un procès devant les instances de la Seine pour annuler la donation conditionnelle de 1891. Ce fut le début d'un très long marathon judiciaire. La Société fut déboutée en 1955. Les scellés furent apposés sur les portes de la bibliothèque le jour même des émeutes de Poznan, le 28 juin 1956.

Ce fut l'émoi : l'affaire quitta l'enceinte judiciaire et, le 3 juin 1959, l'Assemblée nationale française prit solennellement position, votant par 467 voix contre 10 — celles des députés communistes — une résolution affirmant la nécessité de maintenir « l'entière liberté et l'intégrité de la Bibliothèque polonaise de Paris ». Le débat fut animé. René Pleven s'écria que si le gouvernement français permettait que la bibliothèque fût « livrée » à l'Etat polonais, c'est un peu de l'âme des héros de 1830 et un peu de l'espoir des vivants

(1) Louis-Philippe écrivit plus tard : « C'est nous, bien plus que le vainqueur de Varsovie (le général Paskievitch), que le cabinet de Saint-Petersbourg doit remercier d'avoir écarté la Pologne ».

(2) On estime à plusieurs dizaines de milliers le nombre de ces exilés politiques, qui étaient issus des classes nobles ou bourgeoises de la société polonaise. Cette « Grande Emigration », à caractère politique, est à distinguer de l'émigration économique qui frappa la Pologne par la suite. On évalue en effet à quelque 3,6 millions de personnes le nombre de Polonais qui quittèrent leur pays entre 1870 et 1914, poussés par la misère et des raisons économiques.

(3) Histoire de la littérature polonaise, Czesław Milosz, Fayard, 1986.

que nous livrerions ». Au nom des communistes, Fernand Grenier parla de « l'esprit de Cracovie » de certains exilés polonais, ce qui déclencha un chahut indigné aux cris de « Katyn ! » et de « Vive la Pologne ! », et quelques bons mots du chanoine Kir. Quelques semaines plus tard, le 8 juillet 1959, la cour d'appel de Paris se prononça en faveur de la Société, qui devenait l'unique gérant de la bibliothèque, placée elle-même sous l'autorité d'un administrateur judiciaire en attendant que la question de la propriété soit définitivement tranchée. Elle ne l'est toujours pas aujourd'hui, d'autant plus que l'ancienne académie de Cracovie a été reconstituée depuis 1989. La Société a toutefois obtenu en 1982 le bail de la Bibliothèque jusqu'en 2030.

En décembre 1981, l'état de siège interrompit le printemps de Solidarnosc. De nouvelles vagues d'exilés battirent à l'ouvrage le pavé de Paris. « L'insurrection de 1830 » est suivie du plus grand exode politique qu'on connut le dix-neuvième. Délaissant l'action violente, ces hommes de 1830 ont continué le combat avec d'autres

armes : ils ont choisi la littérature, la musique, les arts, c'est ainsi que la bibliothèque est née, explique Leszek Talko, directeur de la Bibliothèque polonaise. La dernière vogue d'émigration, des dizaines de milliers de gens aussi, est celle qui a suivi les événements de 1981. Parmi eux, il y avait beaucoup de militants de base de Solidarnosc, les responsables sont restés en Pologne. Nous avons cru qu'ils allaient dynamiser la Pologne. En réalité, si beaucoup ont continué la lutte avec les organisations qui soutenaient Solidarnosc en France, beaucoup d'autres ont dû simplement songer à survivre. Nous étions avec eux, du côté de Solidarnosc. C'était clair et net. Nous avions reçu Walewska ici, au siège de la Société, deux mois avant l'état de siège. En 1990, M. Mazowiecki, premier ministre de la Pologne post-communiste, en visite à Paris, a été introduit à son tour dans ce haut lieu de la polonité. La vieille dame très digne du quai d'Orléans respire, mais reste vigilante.

Gombrowicz notait dans son Journal depuis l'Argentine : « Comment ces âmes, nourries du romantisme de Mickiewicz ou de

Slowacki et des utopies de Zeromski, eussent-elles pu opposer une résistance efficace à Mors ? Une fois pris au piège, il était trop tard pour inventer une parade ; aussi les Polonais, intellectuellement désarmés, incertains de la justesse morale de leur cause... se bornèrent-ils à rejeter le marxisme, à éviter d'en prendre conscience. D'où cette conclusion paradoxale : dans les pays d'ancienne bourgeoisie, de type occidental comme la France et l'Italie, la doctrine marxiste est vécue d'une manière infiniment plus profonde qu'en Pologne : chez nous, le marxisme se borne à être un système social dans lequel bien sûr on végète, mais que l'on ne vit pas en profondeur. La Pologne, l'un des pays les moins marxistes du monde », Gombrowicz écrivait ces lignes en 1956.

Régis Guyotat

► La Bibliothèque polonaise, 6, quai d'Orléans 75004 Paris, institution à caractère scientifique, est gérée par la Société historique et littéraire polonaise, actuellement présidée par le professeur André Földeski. Elle est riche de deux cent mille volumes, de milliers de manuscrits et de cartes, auxquels s'ajoutent des collections artistiques léguées par les générations successives d'émigrants. Elle constitue le plus gros fonds d'études hors de Pologne. La salle de lecture est ouverte du mardi au vendredi de 14 heures à 18 heures, et le samedi de 10 heures à 13 heures. Le Musée Mickiewicz et le salon Chopin se visitent le jeudi de 15 heures à 18 heures (visites de groupes sur rendez-vous). Renseignements : tél. (1) 43-54-35-61.

► Bibliographie : — Histoire de la Pologne, de Norman Davies, Fayard, 1986. — Pan Tadeusz, d'Adam Mickiewicz, traduction, préface et notes par Roger Legras, L'Age d'homme, 1992.

— Adam Mickiewicz, de Léon Kolodziej, collection « Poètes d'aujourd'hui », Seghers, 1970. — Journal, de Witold Gombrowicz, tome I, 1953-1958, traduit par Allen Kosko, Christian Bourgois, 1981. Deux autres tomes sont également parus chez Christian Bourgois.

— Entrées avec Witold Gombrowicz, de Dominique de Roux, Belfond, 1988.

Réalisez vos rêves avec Aériomexico.

Séjour de 8 jours au Mexique

A Mexico 5 120 F
Hôtel Casablanca

A Acapulco 5 540 F
Hôtel Hyatt Regency

A Cancun 5 540 F
Hôtel Cancun Playa

Prix "à partir de" comprenant : Les vols Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) en Aériomexico et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à :
Voyageurs Au Mexique
5, Place André Malraux
75001 Paris
Tél : 42 86 17 40
Fax : 42 86 10 15

VOYAGEURS AU MEXIQUE



Voyages

Séjours 1 semaine

IRLANDE : 2530 F*

ECOSSE : 2980 F*

NORVEGE : 3800 F*

Réervations : 40 53 07 11

181, Bd Pécire - 75017 PARIS

M^e Pécire ou Porte Maillet

(* Prix à personnes deux)

Les voyages sont originaux

هكذا من لاصحل

Retour

Sang, sida, dictature. Trois mots terribles qu'Haïti voudrait faire oublier aux étrangers. Et à eux seuls. Comme si le retour des touristes pouvait appeler celui de la démocratie.

QUAND y aller ? L'homme qui était retourné à plusieurs reprises dans son île, après l'avoir quittée, entend cette question sous son angle météorologique. La réponse est simple : d'importe quand. Le climat du nord d'Haïti est à peu près celui des Bahamas. Dans la région de Port-au-Prince, la capitale, il existe deux saisons caractérisées par des pluies fortes la nuit, les jours restant très agréables : le printemps et l'automne. Les journées d'hiver (21 degrés en moyenne) sont les plus belles, avec des pluies très rares. Très chaud l'été, sauf en montagne.

L'homme se surprend à murmurer deux vers d'un poète mort, campé très loin de l'île, aux pieds de l'Europe, le Turc Nazim Hikmet : « La plus belle des mers / Est celle où l'on n'est pas encore allé ». Il se souvient du danger d'être écrasé, se rappelle l'expérience de Graham Greene. C'était dans les années 60 et Papa Doc détestait ça. Un romancier, de surcroît étranger, un Anglais, avait vu : « (...) l'île vers laquelle nous nous dirigeons avait cessé d'attirer les touristes ». Et aussi : « Ce n'est plus ce qu'on appelle le paradis du

touriste ? - Non. En fait ça ne l'a jamais été. - Mais sans doute cela offre-t-il quelques possibilités à un homme d'imagination ? »

L'homme relit les Camédiens, roman de Greene que Papa Doc détestait donc (l'écrivain comme le livre). Nous sommes à Milot, non loin du Cap, dans le nord d'Haïti, où se trouve la Citadelle que Césaire, dans la Trilogie du roi Christophe, décrivait ainsi, donnant la parole au monarque noir du début du dix-neuvième siècle, un des pères fondateurs de l'indépendance haïtienne : « Voyez, sa tête est dans les nuages, ses pieds creusent l'oblique, ses bouches crachent la mitraille jusqu'au large des mers, jusqu'au fond des vallées, c'est une ville, une forteresse, un tour d'ivoire de pierre... » Et où Alejo Carpentier, dans une de ses Chroniques, voyait un « ouvrage sans précédent architecturaux, uniquement annoncé par les Prisons imaginaires de Piranesi... »

Nous étions là. Combien de kilomètres avions-nous faits ? Sans doute le dictateur serait-il furieux, lui qui aimait si peu que les gens circulent. Faut-il compter de Paris ou de New-York ? Ou de cette route de Delmas (qui relie la capitale à Pétionville) que son fils, fortune faite, dut emprunter pour fuir en France ?

On avait eu le temps, entre New-York et Port-au-Prince, dans le Boeing qui relie en trois heures et demie les deux villes, parmi les enfants les plus endimanchés et les plus sages vus de mémoire de voyageur, dans le ciel ensoleillé à mesure, jusqu'à la danse des lourdes valises par 40 degrés à l'ombre, les mots criés, les retrouvailles, les embrasse-



Dans les rues de Port-au-Prince.

ments, on avait eu le temps de se préparer au choc de Delmas. Hier encore, le « chef des toisons macoufées » avait choisi d'y installer son quartier général et, de là, partait à la reconquête de son pouvoir perdu, son houngan (prêtre vaudon) l'ayant, dit-on, assuré que ce serait son jour de gloire, le baroud sans honneur se terminant en farce sinistre, le putschiste et ses acolytes ont été capturés, embastillés, hélas jetés à la poubelle, et tout était rentré dans un ordre provisoire.

Aujourd'hui, Delmas ressemble à Delmas, canicule et poussière, la circulation folle, la mer derrière nous et la montagne s'avancant vers nous, vers l'amas de ferraille qu'un type à l'adoption nous avait présenté comme son taxi. Il n'y avait aucune raison de ne pas le croire, puisque ça roulait.

A Pétionville. Passé quelques rues, dans l'allée bordée d'arbres et de murs où pirogues voquées de carrières proches, tout est calme. Au bord de la piscine de La Villa créole, hôtel très agréable, le premier rhum fut un rite nécessaire, une cérémonie qu'on renouvelle sans se presser, en clignant les paupières sous le soleil, jusqu'à ce que celui-ci disparaisse derrière de gros nuages couleur d'aluminium.

On regagne la chambre en se disant qu'il faut vite se mettre au travail, allez. On travaille debout, sans stylo, accoudé à la balustrade de la villa comme au bastion d'un navire, les yeux ouverts sur des promesses d'éclair, de foudre, le vent gifle les massifs d'hibiscus, les masses écarlates des flamboyants ploient sous la pluie, un déluge comme seule la Caraïbe en a le secret. La nuit, entre deux rêves paisibles, on se rappelle qu'il a fallu attendre une éternité pour goûter l'orange de ce premier jour.

De nouveau le jour resplendissant, chez le plus important écrivain établi dans le pays, dans sa maison de Delmas. Frankétienne parlait d'Haïti comme étant ce qu'on appelle en créole un *kalfou* (littin). C'est-à-dire, explique-t-il, « un non-lieu, l'endroit où l'on tourne sans issue, sans savoir où l'on va, d'où l'on vient, l'heure qu'il est ou qu'il n'est pas ».

Pour l'écrivain, une vieille affaire, elle remonte à l'indépendance : « Depuis 1804, nous tenons un bout de tissu, une pelote de fil, avec une aiguille sans chas, et nous essayons de broder avec ce piège. Nous sommes égarés dans un ghetto, du fait de l'impuissance historique de nos élites qui se sont mises à imiter les anciens colonisateurs après les avoir chassés. Comment gravir une échelle à l'envers ? On a repris le français, la religion catholique, en mettant de côté la tradition, alors qu'il fallait un dosage équilibré. Il y a eu cette coupure, qui demeure : d'un côté, une masse prissanière d'une culture à base africaine, portée par le vaudou, dans un territoire mythique ; de l'autre, une élite exclusivement branchée sur un Occident irréel, prisonnière d'un mimétisme stérile, incapable de gérer le pays. Le grand échec de la France, ce n'est pas d'avoir perdu la guerre contre les forces indigènes à la fin du dix-huitième siècle, après tout ça n'est qu'un échec militaire, ça arrive toujours, mais c'est d'avoir préféré miser sur cette élite parasitaire, laquelle maintenant se tourne vers les Etats-Unis. »

Frankétienne, également peintre, s'inspire au « formidable souffle créateur en Haïti » : les trente mille peintres et quarante mille artisans de ce pays, d'après ses estimations. « Ce peuple merveilleux, j'ai appris à le respecter, on a tout fait pour lui briser les reins, il a survécu

grâce à la création, concrétisation de sa résistance. »

Au sud de Port-au-Prince, le quartier chaud de Martissant. Les lieux ont des noms surprenants : Désir de Dieu. Au bord d'El Caribeno, qui s'étend entre un laboratoire d'analyses médicales et la mer, c'est en vain que nous recherchons (encore) Mathilde, vingt-sept ans, taille moyenne, crinière de lionne frisée, plutôt enrobée, plutôt belle, oui, vous ne l'auriez pas aperçue ?

Quand nous l'avons connue, le conflit séculaire entre Haïtiens et Dominicains retrouvait une détonante actualité. L'heure était à la chasse aux Haïtiens en République dominicaine. Et situation de crise, le débat ne volait pas très haut, le virus servant de balle de ping-pong commode. Or, communauté d'histoire oblige, de la frontière entre les deux Républiques qui se partageait l'île, Mathilde se savait plus très bico à quel côté elle appartenait. Le personnage était exemplaire, l'histoire intéressante : comme on dit pour ces choses, ces tristesses, elle rappelait au peu la Tristesse de Kerouac. Un père sergent retraité de l'armée dominicaine, une mère tenant une échoppe quelque part dans la banlieue de Santo-Domingo, quatre frères, Mathilde gagnait ici - si on peut appeler ça « gagner » - la vie de sa famille.

Au bord de la mer, sous les cocotiers que corgue la rumeur populaire (« même les cocotiers ont le sida », dit-on), sous la tonnelle qui tient lieu de bar dansant, pensionnaires et clients du tapanar prenaient en chœur avec un chanteur hispano un « bolero-rip », une de ces romances à succès où les mots joignent à ne pas désigner ce qu'ils désignent.

Un médecin, membre d'un groupe de recherche sur le sida, en décembre 1990, nous apprenait ceci : « A Martissant, nous avons trouvé, en 1988, 30 % de séropositivité chez les Dominicains qui se prostituent dans les rues, 15 % dans les bordels, 5 % dans les boîtes de luxe, 52 % chez les Haïtiens tous lieux confondus, jusqu'à 100 % dans certains bordels. » Mi-août 1991, il faisait le point : « Officiellement, trois mille cas [de maladies] avaient été déclarés. Il y a trois mois à la direction médicale du ministère de la santé. Le chiffre réel devrait avoisiner le double. Nous utilisons un modèle prévisionnel qui autorise à estimer à un demi-million le nombre total de séropositifs (non pas de malades) dans le pays. »

Et notre interlocuteur d'ajouter, contre toute manipulation de ces données, facteur de détérioration de l'image d'Haïti : « La situation n'est pas plus grave qu'à New-York, San Francisco, Rio, Paris ou les Bahamas. On sait comment le virus circule, comment cela s'évite. En Haïti, la maladie reste circonscrite en zone urbaine et dans certains secteurs précis. Quant aux transfusions sanguines, elles sont aussi sûres chez nous que dans n'importe quel pays développé. Depuis 1986, il n'y a pas eu un seul cas de séropositivité par cette voie. Cette date correspond à la suppression du système de la Banque de sang (où celui-ci était acheté). Nous n'avons gardé que les dons volontaires (à la Croix-Rouge, érigée selon les normes) et on les accompagne de tests de dépistage systématiques. »

Au Cap, paradis du poulet aux noix et du *sébidé* (liqueur à base de rhum blanc), l'atmosphère était à l'optimisme. Le directeur du bureau régional de l'Office du tourisme et un biologiste, à l'initiative d'un « comité d'appui au tourisme dans le Nord », nous recevaient dans l'ancienne Maison de la marine. « Certes la capacité hôtelière de cette deuxième ville du pays n'est que de 150 chambres. Le chantier de l'aéroport prévu pour accueillir des avions gros-porteurs se trouve bloqué. Les coupures continues de courant n'obligent le touriste à se calfeutrer dans son hôtel le soir. L'embellissement de la ville reste un vœu. Quatre bateaux par semaine dévalent sur les plages de Labadie et de Cormier des visiteurs d'un jour, alors que dix-huit autres croisent au large vers des destinations jugées plus heureuses. On n'en

finissait pas d'aligner handicaps et signes d'abandon. Mais nos interlocuteurs parlaient sur l'avenir. »

C'était avant le coup d'Etat. La direction des ventes du Club Méditerranée à New-York : « Je crois qu'on va s'orienter vers un produit de qualité en Haïti. Nous allons ouvrir notre village fermé en 1997 après sept ans de fonctionnement. Cela va nous coûter 2 millions de dollars. L'insécurité, l'instabilité, le flottement perpétuel rendaient impossible un travail méthodique. Le pays prend maintenant la voie de la démocratie, malgré quelques balbutiements. »

Il est vrai que ces « balbutiements » prennent un tour terrifiant. Image de jeunes fanatiques dressant sur la route de l'aéroport des barricades de pneus : il suffit de peu, un bidon d'essence, une allumette, un homme soupçonné du pire, pour qu'un collier de mort - supplice baptisé « Père Lebrun », du surnom d'un marchand de pneus qui n'a rien à y voir - provoque l'autre son de cloche d'un homme d'affaires déconçue, actionnaire d'une compagnie aérienne venue se réfugier ce jour-là au bureau d'un ami, en attendant que les esprits se calment : « Dure journée, les gars. J'ai envie de me barrer définitivement à l'étranger. Il y a des gens dans ce pays qui assimilent le tourisme à une pollution : ça apporte la prostitution, la drogue, le sida... Je me sens piégé dans une équation idéologique où secteur privé, bourgeoisie pourrie, impérialisme des USA et à la limite maoïsme sont mis sur un plan d'égalité. » L'ami répond que lui ne partira qu'avec le dernier avion à quitter le pays, il étendra les lumières.

A Port-au-Prince, Marc Bazin (actuel premier ministre) élargissait l'angle de vue : « Graham Greene a jeté sa lumière d'écrivain sur nos déplorables réalités ; il faut s'attaquer à celles-ci, non pas au miroir. » Dans son bureau du palais national, le président Aristide (en exil) plaçait l'image dégradée du pays « à la croisée de l'information et de la désinformation », mais sa langue dérapait à propos du choléra (« les Haïtiens sont naturellement immunisés contre certains microbes ») et du sida (« la pudeur caractéristique de l'homme haïtien qui ne s'est jamais livré à la pratique de l'homosexualité sans y voir une contrainte comparable au suicide »). Le leader socialiste Serge Gilles plaçait pour un développement du « tourisme d'élite et de masse », même s'il ajoutait : « Le tourisme ne constitue pas une priorité, la priorité, c'est la réforme agraire. »

Un hôtelier, qui voit aujourd'hui son établissement déserté : « Le désastre de 1957-1960, en Haïti comme à Cuba, pour des raisons différentes mais symétriques, nous en sortirons tout doucement. Plus qu'une industrie du tourisme pour faire face aux nécessités du développement économique, Haïti a besoin d'une industrie du voyage. Les besoins d'un homme d'affaires ou d'un touriste étranger sont à peu près les mêmes que ceux d'une famille haïtienne qui se déplacerait un week-end pour visiter un site, un monument. Là, nous ne sommes plus dans l'idéologie. Nous sommes dans l'économie mondiale. Qu'on le veuille ou pas, l'industrie du voyage va se développer en Haïti. Même les plus réticents seront pris dans le mouvement. »

En attendant, plus de sept ans après le renversement de la dictature, un an et demi après le coup d'Etat des militaires, ce pays sous embargo que les damnés ont recommencé à fuir n'en finit pas de dérouler les bobines d'un très vieux film. Au vrai, il est rare qu'un étranger y ait risqué quoi que ce soit, la « reine des Antilles » dévorant de préférence ses propres enfants. « Une nation pathétique », dit l'écrivain Jean Métellus, neurologue en France. Et qui n'en continue pas moins, installée dans cette crise tragique, de faire peur et faire rêver à la fois.

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Charles



Et si le week-end prochain, vous visitiez l'Espagne sans voiture ?

Voilà des idées que les Espagnols montent à cheval. Avec les Conquistadores, le Cid, vous serez une noble compagnie. A hauteur d'encolure, à une allure toute naturelle, vous découvrirez des paysages inouïables : flancs de collines où se mêlent chênes et eucalyptus, hautes pins, le vert profond des plantations d'orangers bien alignés domine par les crêtes enfilées des sierras voisines, champs de campanules, haies de lauriers-roses... • Espagnols à l'heure vespérale, se profile l'auberge où vous avez prévu de faire étape, vous goûterez et apprécierez les délices de la cuisine locale • Hors des sentiers battus, pour quelques heures ou pour plusieurs jours, l'Espagne offre de multiples possibilités de s'adonner à l'équitation • Vous rêvez de chevaucher dans le couchant ? L'Espagne vous attend ! • Pourquoi pas dès le week-end prochain...

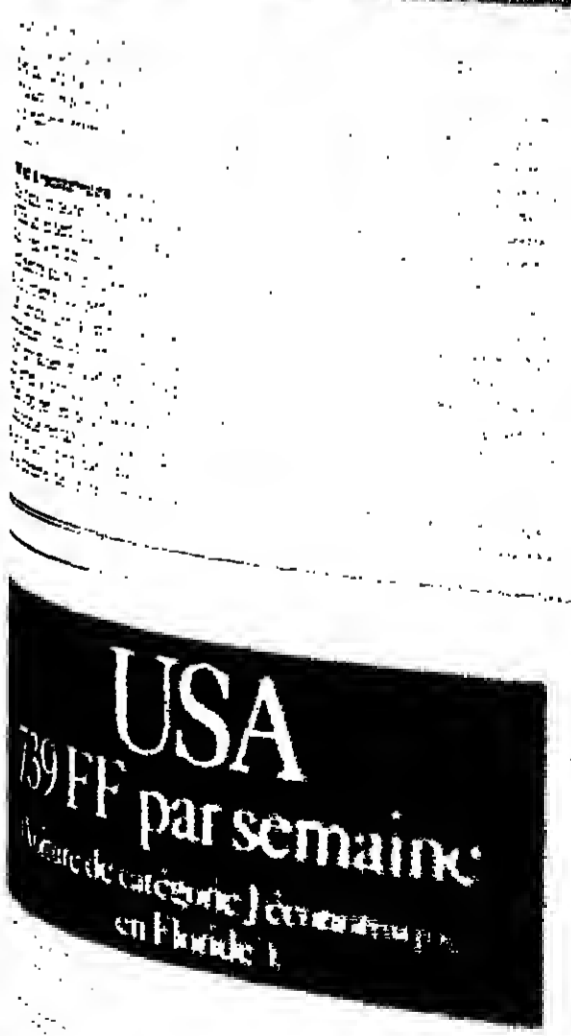


L'Espagne,
une passion :
la vie !

Office du Tourisme Espagnol

43 Ter, av. Pierre 1er de Serbie, 75381 Paris Cedex 08 - Tél : (1) 47.20.90.54 / (1) 40.70.19.92 - Minutal : 3615 Espagne

Temps en clair-obscur
L'été



USA
89 FF par semaine
vente de catégorie J de 1980 à 1990
en France

112102

en Haïti

Printemps en clair-obscur à Erevan

Suite de la page 29

Dans les rues d'Erevan, des voitures circulent à nouveau, les enfants vont en classe, les femmes sont bien habillées, maquillées avec soin, des jeunes gens déambulent en groupes... Mais les regards sont tristes, tournés vers des lendemains incertains. Comme une dépression collective, après la tension de l'attente.

« Je ne reconnais pas la ville que j'ai visitée il y a deux ans », affirme le professeur Alexandre Minkowski, venu de Paris avec la mission médicale et humanitaire de l'association Solidarité protestante France-Arménie. « Ce pays de très ancienne civilisation, l'un des berceaux de l'humanité, est en train de sombrer. » Il y a deux ans, c'était, dans l'euphorie du démantèlement de l'URSS, l'année de l'élection du président Levon Ter-Petrosian au suffrage universel (83 % des voix en octobre 1991). Beaucoup ont cru alors que « l'indépendance serait le grand dîner de gala » et qu'il suffirait d'être libres pour réussir.

L'Arménie était l'une des Républiques où l'on vivait le mieux dans l'ex-URSS, pays industrialisé, urbanisé, au niveau d'éducation et de taux d'ingénieurs, de techniciens et de spécialistes était parmi les plus élevés. Mais le système économique, note Armand Sarian, était maintenu dans une interdépendance voulue avec les autres

territoires. Pour l'industrie, la prudence et la réflexion ont prévalu. Le système français de services publics et d'économie mixte intéresse le gouvernement arménien, et c'est pour l'adapter qu'un expert français leur a été « prêté » : « Tout privatiser serait transformer l'Etat en syndicat de faillites », explique Armand Sarian. C'est pourquoi nous étudions d'autres voies. On veut éviter de livrer les entreprises à ceux qui font fortune dans divers trafics, les seuls à disposer actuellement de moyens suffisants.

L'Arménie manque de tout. Elle a surtout besoin de travailler. L'économie est désorganisée, les usines ne tournent pas. « Il serait navrant que ce pays tellement acharné au travail en perde le goût ou l'habitude », note M. France de Hartingh, ambassadrice de France, qui est installée à Erevan depuis un an dans des conditions matérielles difficiles qui n'ont entamé ni sa rigueur ni sa détermination. La coopération démarre dans plusieurs domaines, notamment culturels et linguistiques. Mais « l'urgence est d'abord politique », note l'ambassadeur, qui déplore beaucoup d'efforts à rechercher, au sein des instances internationales, une solution pacifique au conflit du Karabakh. « L'Arménie n'est pas en guerre avec l'Azerbaïdjan et elle tente de plus en plus de se distinguer des autorités arméniennes du Karabakh, mais c'est très difficile pour elle de le faire ».

onze jours de voyage, malgré les incertitudes de la traversée des zones troubles en Géorgie, manifestaient par leur présence l'attention portée par les organisations françaises à la population arménienne. On remarque d'ailleurs que les associations de taille moyenne, directement reliées à des permanents sur place, et utilisant le seul vol direct entre l'Arménie et l'Europe de l'Ouest (Paris-Erevan une fois par semaine), obtiennent de bons résultats, même si leur volume est forcément limité. En revanche, à la suite de l'opération « pont aérien » lancée par le gouvernement français durant l'hiver, un seul convoi (par chemin de fer) avait pu traverser la Turquie avant le 10 avril, le second avait été refusé et transité tardivement par Bndapest. Quant au transport de mazout via la Turquie, il a fait l'objet d'interminables négociations, sans aucun résultat concret.

« Merci de nous envoyer du lait, mais nous n'avons rien pour le faire chauffer », a dit aux membres de la mission économique française venus en avril à Erevan le vice-premier ministre, Vigen Tchitchikian. Une autre manière d'insister sur la priorité des priorités : l'énergie. Une question qui malheureusement ne peut pas être résolue rapidement. Sinon par la levée du blocus.

Il y aura encore deux hivers, au mieux, avant que puisse à nouveau fonctionner la centrale nucléaire de Medzamor, arrêtée au début de 1989, quand un redoutait qu'elle soit sensible aux risques sismiques et que les manifestants qui réclamaient l'indépendance militaient aussi pour l'écologie. « C'est vrai qu'aujourd'hui on pourrait dire que ce fut une erreur, puisque la nucléaire

rechercher la paix est soutenu par la majorité de la population.

Le nouveau maire d'Erevan, M. Khatchatrian, promet d'organiser l'ouverture - et donc le chauffage - des écoles durant l'hiver prochain.

Mais le véritable espoir, c'est l'espoir de paix, de négociation et d'ouverture des frontières. « Je ne veux pas qu'on présente l'Arménie sous un jour misérable... La paix sera là avant l'été. Alors, les routes s'ouvriront, la Turquie laissera passer les convois, le commerce s'établira », assure Henrik Bakhtchinian, philologue, traducteur de Baudelaire en arménien et directeur de l'Institut d'histoire de la littérature. « Les Arméniens n'ont pas eu d'Etat pendant six siècles. Il est normal que le passage à l'indépendance et à la démocratie pose des problèmes. L'Arménie ne pouvait pas en faire l'économie. » La conversation se déroule en famille, dans le hall d'une lampe à pétrole, autour d'une table déployée à l'improviste, avec un sens de l'accueil et de l'hospitalité qui résiste à toutes les pénuries et qui frappe le visiteur étranger, à la ville, à la campagne et dans tous les milieux.

De notre envoyée spéciale Michèle Champenois



Au marché central d'Erevan.

Etats de l'Union, jusqu'à l'absurde. Il y a des usines qui ne peuvent aujourd'hui honorer des commandes importantes parce que les matières premières n'arrivent plus.

Tout est à reconstruire. Responsable d'une mission financée par la CEE, un expert du Crédit agricole, Yves Amizet, étudie comment mettre au point une banque et un système coopératif, alors que l'agriculture a été, un peu brutalement selon les observateurs, privatisée et que le partage des terres a conduit à des parcelles trop petites pour être d'une quelconque rentabilité. La vigne et le blé sont délaissés au profit de la pomme de terre, immédia-

sans abandonner ceux qui vivent sur ce territoire.

« Ce pays a besoin qu'on l'aide à sortir de la crise énergétique, qu'on stimule son activité économique par des investissements productifs », ajoute Patrick Donabédian, attaché culturel et humanitaire à l'ambassade. La farine, le lait et les médicaments sont des besoins prioritaires, et nous faisons l'impossible pour obtenir le passage des convois humanitaires, mais cela restera marginal si on ne fait pas tourner l'économie sur place. Sur la grande esplanade, face au « socle » de la statue de Lénine sans son socle, cinq poids lourds de l'association lyonnaise Equilibre qui venaient d'atteindre Erevan après

assurait 40 % des besoins et que l'Arménie était même exportateur d'électricité. Mais, à l'époque, il était impossible politiquement de ne pas prendre cette décision », admettent les spécialistes. Aujourd'hui, la décision a été annulée de la remettre en marche. « Il faut compter dix-huit à vingt-quatre mois de travaux », indique Jacques Panossian, qui a mené l'expertise pour Pratomone. « Même si cela coûte 100 millions de dollars, dont une partie en roubles, c'est intéressant, précise l'expert en énergie Pierre Terzian, car l'électricité produite en un an vaudrait quatre fois plus. »

Mais il souligne un autre danger, immédiat celui-là, tant que la pénurie dure : celui de la baisse des eaux du lac Sevan, qui produit, par l'hydroélectricité, 5 % des besoins. Enfin, le peu d'électricité disponible actuellement en Arménie est produit par une centrale thermique alimentée par du gaz qui vient du Turkménistan et qui traverse la Géorgie : or, cinq attentats ont interrompu l'alimentation durant l'hiver, et les prélèvements opérés par la Géorgie ont constamment dépassé ce à quoi elle avait droit.

La liberté n'a pas de prix. Si elle est à un pour les Arméniens, dont l'attention concentrée sur des problèmes de survie au quotidien pourrait faire passer au second plan les acquis politiques. La popularité de leur président est évidemment en baisse, mais les manifestations de mécontentement organisées en février dernier n'ont pas eu de suite et, même si la cause du Karabakh fait toujours lever des combattants volontaires, le désir de

USA

739 FF par semaine

(Voiture de catégorie J économique en Floride)

Pour tous renseignements et réservations, veuillez contacter votre agence de voyages ou l'ortz au (1) 47 88 51 51 ou 78 49 75 75.

*Tarif bas de location hebdomadaire, incluant les cartes de franchise LDW. Hors frais des PDI et autres grandes marges.

SANS VISA VOYAGE

مکانز الفلل

Le Monde • Samedi 5 juin 1993 33

FORFAIT SPECIAL JUILLET-AOÛT 4900 F/SEM.

GOLF ET FARNIENTE QUATRE ÉTOILES EN PROVENCE-CÔTE D'AZUR

Près de Bandol, ouverture de l'Hôtel de Frégate **** sur un golf d'exception. 2 parcours - 18 (homologué) et 9 trous, 3 tennis, 3 piscines, un club équestre; mais aussi la plage, des sentiers de promenade, des VTT et le club enfants. Forfait de lancement juillet-août 1993: 4900 F/pers/sem*. Tenté? Appelez le (16) 94 29 39 39 - Fax: (16) 94 29 39 40.

* Forfait 7 jours/6 nuits en chambre double vue sur mer, 1/2 pension et 5 green fees/personne. Non-golfeur: 4000 F. Possibilité location villas avec services hôteliers.

HOTEL DE FREGATE

Le Monde ÉDITIONS

LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives Alain Giraud

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Un tour et des détours dans la culture valaisanne

Valais

5) Bellwald

Soleil, panorama, Repos, Nature, unique, Vivre, Culture, Sport
Tel. 1941 / 26 / 71 16 64

10) Ovronnaz

Nature exceptionnelle, 130 km de randonnées, centre thermal moderne, une oasis de paix!
Tel. 1941 / 27 / 26 42 93

12) Täsch

près de Zermatt Paradis des promenades, tennis, Cabanes Dôme-Täsch, Workshop, prix raisonnables
Tel. 1941 / 26 / 67 16 69

20) Zermatt

Station de montagne sans voiture. Avec des hôtels familiaux de tradition
Tel. 1941 / 22 / 63 11 81

"4 VALLÉES"

16) Nendaz

Paradis des enfants, glace offerte, promenade des bisets, ski d'été, mountain bike (VTT)
Tel. 1941 / 27 / 88 14 44

18) Verbier

1500 m. Golf 9 parcours, tennis, ski d'été, parapente, natation, mountain bike, promenades.
Tel. 1941 / 24 / 31 62 92

Veuillez m'adresser la documentation des stations suivantes

☐ Valais Magazine 1993 avec le calendrier des manifestations
☐ Offres forfaitaires été 1993
☐ Bolacé

Nom/Prénom

Adresse

Suisse

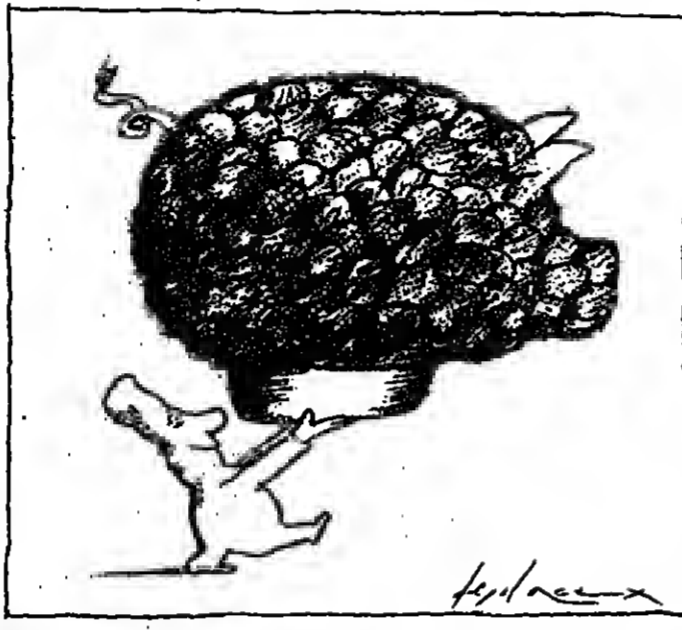
A retourner à: Union Valaisanne du Tourisme, Rue Pré Fleuri 6, CH-1951 Sion Tél. 1941 / 27 / 22 31 61, Fax 1941 / 27 / 23 15 72

TABLE

Dames

La caillette, nous voici !

Ce pourrait être le cri de ralliement des Vivarois pour sang. La caillette, en effet, pour avoir franchi le Rhône et gagné la rive « empi » comme disait mon grand-père et par opposition à la rive « riau » (royaume) ardéchoise reste bien, dans sa rusticité première, un plaisir de bouche. Charles Forot dans son merveilleux ouvrage *Odeurs de forêts et fumets de table* nous donne la recette de son charcutier de Saint-Félicien-en-Vivarois : « Blanchir 250 g de feuilles de blettes et autant d'endives, les rafraîchir et les hacher. Hacher d'autre part 250 g de viande de porc, 250 g de foie de porc, 250 g de mou. Colorer au saindoux un oignon finement haché, y ajouter les viandes puis les herbes, assaisonner de sel, poivre et pointe d'ail. Puis former des boules grosses comme une petite orange, les entourer de crêpe, les serrer dans un vaste plat de terre, les décorer d'un bout de lard et les cuire au four. »



là-bas on trouve les caillettes sur les cartes. Oui, en tout cas sur celle de Christiane Giuliani, cuisinière de l'ARC (Le Vivarais, 5, av. Cl-Expilly à Vals-les-Bains, tél. : 75-94-65-85). Entre la galette de morue à l'embarquée de chou et la blanquette de chevreau voici la caillette triomphante (et même peut-être sera-t-elle « au thoa », comme celle présentée par cette restauratrice-cuisinière imaginative, l'autre jour, au déjeuner « tout au thoa » ?) Et au dessert, ne manquez pas le gâteau de châtaignes sauce caramel.

Les ménagères, autrefois, profitaient du four du boulanger pour cuire leurs caillettes. Elles les mettaient, une fois refroidies, dans des bocaux de grès, recouvertes de saindoux, les conservant ainsi des semaines. On les dégustait alors froides ou réchauffées. Mais, au pays, si l'on n'oubliait point la blette (ou cette comme écrivait Olivier de Serres, la recommandant « pour son utilité, pour son facile accroissement et pour sa longue durée. ») et quelques épinards, toutes les herbes ramassées en chemin s'y ajoutaient : pointes d'orties, pissenlits, oseille et même, comme le faisait ma grand-mère, des feuilles de coquelicot. Tapés que les gens alés

n'hésitaient pas à y adjoindre un peu de foie gras. Et les caillettes se dégustaient aussi dans le Tricastin, aux truffes. A Chabeuil, dans le Drôme, il existe même une confrérie des chevaliers de Taster-caillette et le Larousse gastronomique signale même des caillettes en Cornouailles !

Mais il n'empêche, et je revendique au nom du Vivarais la caillette ancestrale... qui malheureusement ne se trouve pas à Paris. Je devrais dire ne se trouve plus, car je m'en régalerai il y a quelques lustres à l'Enclos de Ninon, à la Bastille, dont les patrons, les frères Tessier, étant des Vans, où

l'oo prépare d'éternité les caillettes et la poaytrole, qui est semblablement même bichis d'herbes mais avec de la viande de porc et mise en boyaux.

J'ai téléphoné au successeur des Tessier pour savoir s'il avait maintenu les caillettes à sa carte, il m'a presque été échoqué. J'ai demandé à Claude Peyrot, du Vivarais, pourquoi il n'en proposait point à la sienne, obéissant et enseigne oblige. Il m'a répondu : « Je ne la ferais jamais aussi bien que mon père ! » On n'oo trouve point non plus chez Guyonne (14, rue de Thann) où Guy Cros est enfant du pays. Alors ? (1). Alors je me demande si même

Mais je ne voudrais point quitter le Vivarais sans parler du coras, le vin local d'appellation contrôlée. Coré et capiteux, il a le goût de terroir qui convient à cette ensiase. C'est un Américain, Alexis Lichon, qui a écrit : « Le coras n'est jamais grand, il est souvent bon et rarement cher. » Mais sur la caillette de Christiane Giuliani, il devient grand !

La Reynière

(1) Si l'En fait, Guy Cros en ajoute quelques-uns à sa carte et vient de me promettre d'y penser plus souvent. Vous les avez vus d'un saint-joseph 1990 de chez Grippe, tout à fait remarquable.

COUTUME

Chabrot et meurette

FAIRE chabrot, c'est mêler un peu de vin avant de finir la soupe et, à même l'assiette, boire à petites gorgées : le usage et une expression du sud-ouest de la France. Le périgourdin « fa chabrot » - en limousin on « fait chabrot » avec la soupe bréjaude - est passé en Provence, où Mistral pense que « cabrot » est issu du latin *caprotius* : faire chabrot (ou chabrol) c'est donc « boire comme une chèvre », c'est-à-dire dans son assiette. Le vieil auteur d'Ambert, à la barbe blanchie, nous confie : « Et les Auvergnats se passionnaient pour le vin. Ils aimaient chabroter, qui est verser un verre de limagne dans l'assiette de soupe chaude. Dans tous les mets relevés devant entrer le vin, coq au vin, ragout de mouton au vin, grenouilles même au vin rouge » (1).

Le domaine de Trévalon - une vingtaine d'hectares plantés par Eloi Durbach dans les années 70 sur la commune de Saint-Etienne-du-Grès, qui produit un rouge de très grande qualité, mi-syrah, mi-cabernet-sauvignon avec des rendements n'excédant pas 30 hectos à l'hectare - peut-il, étant issu d'un cépage ou partie allogène (cabernet-sauvignon) et dans un domaine de création récente, faire partie de la famille ? La décision de l'INAO fera jurisprudence.

Pour Guy Julien, le chef inspiré du restaurant La Beaugravie (N 7, 84430 Mondrago, tél. : 90-40-82-54), le domaine de Trévalon est un des quelques « grands, très grands » vins qui comptent de la Côte Rôtie jusqu'aux Alpes. « La plus belle production viticole de France, avec les vins de Chave, Guigal, des frères Perrin, de Marius Reynaud (6) et quelques autres ».

Voilà évoqués quelques plats au vin rouge cuisiné ; il n'y manque guère que la meurette. Chabroter est donc au usage de table, autrefois largement répandu. S'il existe encore, c'est parce que nous l'avons vu faire dans notre enfance ; le souvenir, peut-être aussi, en Ardèche, de la « soupe à l'ivrogne ».

L'agrément et le piège de la cuisine au vin est qu'on n'utilise pas toujours toute la bouteille. Et le cuisinier se cardinalise en regardant mijoter ses plats, nous laisse entendre le bon Gaston Rouquet, vigneron ami de Bachelard, mort à Gevrey-Chambertin, l'auteur de *Nono, le roman de la vigne* (2). Et Bourgogne comme en Frazehe-Comté voisieraient la matelote, qui peut être faite au vin blanc d'Arbois, et la meurette de la Saône au vin rouge. La meurette, de fait, est une sauce liée, accompagnée de croûtons, dans laquelle on fait cuire poissons d'eau douce, œufs mollets ou cervelle de veau.

C'EST à dessein que ce chef, qui est aussi collectionneur et connaisseur de vins avisé, a nommé les propriétaires, « qui ne se contentent pas de faire pousser la vigne, mais la qualité », plutôt que les terroirs. « Un véritable amateur, dit-il, ne demande plus un châteauneuf, mais cite un propriétaire. » Cet usage peut-il porter un coup au principe même des appellations d'origine, suspecté de favoriser un certain nivellement par le bas ? Ou bien les prudences supposées de l'INAO sont-elles dues au souvenir du « privilège de Bordeaux », toujours vivace lorsque se développaient, ailleurs, des productions de haute qualité concurrentes sur les marchés étrangers ?

Guy Julien se dit plus inspiré par la truffe et le gibier, mais en cette saison, la fricassée d'asperges vertes à la crème d'asperges accompagnée d'un roussane « vieilles vignes » du château de Beaucastel 1991 et le pavé de bœuf poché sauce au vin de syrah, épaule par un herminette 1986 de Gérard Chave, entretiennent le rêve (dans un menu à 198 F), face aux dures réalités du commerce. Tout cela est dit dans le fameux dialogue de l'illustre Gaudissart (Balzac), avec le bonhomme Margariès, vigneron à Vouvray : « Nous y sommes, reprit Margariès. Mon vin est capiteux, capiteux s'accorde avec capital en étymologie, or vous parlez capiteux... hein ! Caput, tête ! Tête de Vouvray, tout cela se tient... » Le bonhomme Margariès a raison. Lorsque le négociant mène un train d'enfer, à fortiori en période de mévente, il coavient de marquer la pause. Faire chabrot, cela coupe la soif !

Jean-Claude Ribant

- (1) *Ceux d'Auvergne*, de Henri Pourrat, Albin Michel, 1939, p. 25.
- (2) *Perrin* en 1910, réédité en 1981, Stock.
- (3) *Chronique de platiné*, de J.-L. Flandrin, Odile Jacob, 1992.
- (4) *La Gastronomie française*, Pite, Fayard 1991.
- (5) *Histoire de la vigne et du vin en France*, de Roger Dion, « Histoires », Flammarion 1959, réédité en 1977.
- (6) Respectivement producteurs à Hermitage (Chave), Côte-Rôtie (Guigal), Châteauneuf-du-Pape (Perrin et châteauneuf de la famille Perrin et châteauneuf de la famille Perrin).

Miettes

Rue Saint-Georges, où a connu durant des décennies la Casa Miguel, minuscule et sombre baraque où les prix bas seuls avaient quelque intérêt. Aux dernières nouvelles, Olympe (mais oui ! l'Olympe) ouvre du bon Bistrot puis vedette du Virgin Café ? Il s'installerait en septembre.

Gérard Besson, le chef-patron du merveilleux restaurant de la rue de Coq-Héron (2 étoiles Michelin) cède à la manie (ou à la nécessité ?) du moment et « coopte et organise » la carte du nouveau *Yachts de Paris* (port de Javel, dans le 15).

Cuisine naïve ! C'est ainsi que la comédienne Macha Méril considère la cuisine des pâtes, préchant pour le tour de main de la ménagère à leur propos (« //

arrive, dit-elle, qu'on soit plus moche en sortant de chez un coiffeur qu'après un shampoing fait à la maison. ») Elle nous donne ici des tagliatelles vertes aux gnocchis au miel, d'intéressantes recettes (Robert Laffont éd.).

L. R.

Le Monde ÉDITIONS

AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclozeaux

Evasion

HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOISIRS DE FRANCE
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Soleil, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-53-71 - Fax : 92-45-50-58

OS EMBRUN
Hotel-Rest** Alt. 1550 m
SOLEIL-DÉTENTE-FORETS-LAC
B&B, très actif, nautiques
(lac de Serre-Ponçon) et de montagne
Tous les jours, 1/2 pension à part
200 F, T. : 93-92-57-03, Fax : 93-92-57-08
ou « KORN », 03200 Les Orres.

PARIS
SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F
Tél. : 43-54-92-55 - Fax : 46-34-24-30

SUISSE
L'HÔTEL WASHINGTON***
CH-6903 LUGANO
Situation calme près gare et centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 86 à 93 par pers.
Tél. : (041) 9156-41-36

CH-1938 Champex-Lac
Valais Suisse
Ch. douche/w.-c. TV-radio
DP. FS. 65 - à 90 -
réd. enfants 30 % à 100 %
*Hôtel Splendide***
Tél. : 1941/26/831145.

VACANCES EN SUISSE ITALIENNE
La vie en « villa » - ou l'avantage de se sentir vraiment chez soi - dans l'une des dernières demeures d'époque de Locarno. Chambres sur le lac avec bains ou douche. W.-C. et balcon. Jardins, dépendance, vaste terrasse panoramique.
HÔTEL VILLA PALMIERA
CH-6600 LOCARNO/LAC MAJUR
Tél. : 19-41 93-33-14-41 ou 42.

CHARENTE-MARITIME
Saint-Jean-d'Angély
Tourisme Orival sur le canal du Midi et la Charente. Location de bords-bords. Saint-Jean-d'Angély - BP 53
17413 Saint-Jean-d'Angély - Charente
Tél. 46-59-01-30 Fax 46-54-09-58
Ouverture 18 h 00 aux vacances de la Toussaint

PROVENCE
3615 LUBERON
INFOS TOURISME
Parc naturel régional du Luberon

HÉRAULT
TOURISME FLUVIAL
3615 code CF
Le Plaisir, la Découverte. Bateaux habitables 2 à 12 personnes.
Tél. : 67-29-15-78
Fax : 67-56-22-83
CANAU DE FRANCE
BP 8 - 34280 LA GRANDE-MOTTE

SAVOIE
LA MONTAGNE-AUTHENTIQUE
EST À SAINT-JEAN-D'ARVES (1 km) m
Vivres, sport, détente nature dans un village typique de la haute vallée de l'Arve. Bacs aux superbes signaux d'Arves. Tennis, tir à l'arc, mini-golf, centre équestre. VTT, kites de village, journée télévisée, randonnées facile et dure, journées calmes, animation permanente.
Location de studios, appartements, chalets, collectifs, à tout prix, de toutes capacités, pour tous les goûts.
HÔTEL CHAMBRÉS PHOTOS**
Tous renseignements et réservations : office du tourisme, 73530 Saint-Jean-d'Arves. Tél. : et Fax 79-59-72-97.

Le Monde
PUBLICITÉ ÉVASION
Renseignements :
46-62-73-22

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS
Juin 1993
■ L'ONU à la recherche d'un nouveau souffle
A l'approche de son cinquantième anniversaire, l'Organisation des Nations unies est confrontée à une véritable crise de croissance. En dépit de son impuissance en Yougoslavie, l'ONU est de plus en plus sollicitée, et éprouve de grandes difficultés à assumer fidèlement ses diverses missions. En outre se pose un problème de représentativité : le Conseil de sécurité s'ouvrira-t-il au Japon et à l'Allemagne ?

■ Le commerce extérieur de la France
En 1992, pour la première fois depuis 1978, la balance commerciale de la France a été excédentaire. La « contrainte extérieure » se dessine, grâce notamment aux efforts de maîtrise de l'inflation. Mais ce rééquilibrage des échanges semble précaire : les entreprises françaises devront batailler durement pour continuer à exporter vers des pays touchés par la crise ou dont les monnaies ont été dévaluées.
Au sommaire des Clés de l'Info : les mécanismes de la récession, l'IRA et le conflit en Irlande du Nord, la gauche et les entreprises, la crise du Parti socialiste, la CSG, l'indépendance de la Banque de France, le code de la nationalité, l'assouplissement du vote par procuration, la naissance du journal « le Jour », la fin de l'enseignement obligatoire du français en Algérie.
En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Gastronomie

LE DEY
Couscous et spécialités algéroises
Menu : 115 F. Tâgne du jour : 70 F
109, rue Croix-Nivert, 15-
Fdim., lun. Tél. : 48-28-81-64

Le Monde
PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-75-31

Un globe-trotter au péril du Baloutchistan

An mépris de la canicule, deux Français partent ces jours-ci pour le Pakistan central. Ils ne vont pas acheter des tapis baloutches ou admirer Mehrgahr, le plus vieux site néolithique du sous-continent, mais rechercher Jacky Bleunven, sportif breton disparu en 1992 dans ce pays en accomplissant un tour du monde solitaire à pied.

Au début, tout avait marché comme sur des roulettes. Jacky Bleunven (trente-cinq ans, 1,66 mètre, 56 kilos) était parti de Brest, *pedibus cum jambis*, le 14 septembre 1991. Breton bretonnant, athlète complet (lutte bretonne, rugby, boxe), ouvrier à pied chevronné (Lima-Rio en trente jours en 1989; 700 kilomètres en Bretagne en quatorze jours en 1991 etc.), célibataire boute-co-train adoré par tous ceux qui l'ont connu organisé la Fête du peuple breton, le nettoyage de rivières polluées ou relevant à l'ancienne un méhar avec quatre cents copains, il allait, en quatre mois et demi, parcourir saos encombrés, à pied, 5 500 kilomètres, y compris le Duché de Bretagne, à travers onze États. Dont la Turquie et l'Iran (!) réputés peu commodes. Il atteignait le Pakistan dès le 29 janvier 1992,

un peu en avance sur son plan, à cause d'une Perse bâclée faite de visa suffisamment long.

Marchant, ou plutôt courant, d'un pas élastique sur environ 50 kilomètres par jour, cinq jours par semaine, chargé seulement d'un sac à dos de 5 kilos tout compris (une combinaison antirouille et une combinaison antipluie, quelques médicaments et ustensiles, cartes et lexiques renoués en principe à chaque frontière linguistique ou politique et des carnets de notes envoyés en France par poste tous les cents jours), Jacky comptait être de retour auprès de ses parents et de ses cinq frères et sœurs cadets, à son village natal de Plabennec (chef-lieu de canton finistérien de six mille cinq cents âmes), en octobre 1994, via une soixantaine de pays d'Europe, d'Asie, des Amériques et d'Afrique.

Au total, 50 000 kilomètres à parcourir à pied, les mers étant, quant à elles, traversées en avion. Un authentique globe-trotter, comme on n'en fait plus de nos jours, réalisant ce qui, apparemment, aurait pu être une première, le tour du monde en course à pied solitaire par Vienne, Téhéran, Tokyo, Vancouver, Buenos-Aires, Le Cap et Le Caire. Sans bêtise médiatique. Financement sur les économies personnelles de ce diplômé de Sup de Co-Brest (1977), ancien chef comptable à Quimper puis responsable d'un projet informatique en Bretagne, économies augmentées des abonnements à l'envoi de cartes postales des sites majeurs visités, souscrits par cent vingt amateurs, et du soutien moral du Rotary-Club et de nombreuses écoles du Finistère apprenant la géographie sur les traces de Jacky.

Ces traces, justement, on put les

suivre jusqu'au 13 février 1992. Ce jour-là, à la poste de Sibi - au cœur du Baloutchistan, une bourgade oubliée depuis qu'elle fut, à la fin du quatorzième siècle, la capitale d'un éphémère Royaume baloutche - notre coureur expédia deux cartes postales à l'Association des coureurs à pied de Plabennec et à une école de Bretagne où sont inscrits ses neveux.

Tout va bien. Sauf qu'au Pakistan, contrairement aux étapes précédentes, Bleunven, et il s'en plaindra par téléphone à un correspondant breton, n'a pas reçu le colis (chaussures, médicaments) envoyé de France à son intention et qui sera retourné plus tard par la poste de Quetta à l'expéditeur, l'association Courir le monde (2).

L'immense province pakistanaise du Baloutchistan (345 000 kilomètres carrés, soit près de la moitié de la superficie nationale) est un cas à part au « Pays des purs » : en dehors de Quetta, son chef-lieu, dans la région seule vraie ville (et encore!) avec ses 350 000 habitants, le séjour des étrangers est, sinon toujours interdit, du moins vivement déconseillé par Islamabad. Déserts bruns, 750 kilomètres de côtes vierges, oasis d'autant plus envivantes que rarissimes, montagnes altières (le Zarghoun, point culminant régional, atteint 3 570 mètres), nomades au turban circonflexe nécessitent 2 mètres de tissu pour composer l'humble et violente beauté de ce Baloutchistan battu, selon la saison, de vents brûlants ou glacés.

Sibi, avec 50 degrés à l'ombre enregistrés certains étés, passe pour le point habité le plus chaud de la planète... L'antique Gédrosie, traversée avec mort et passion par une

partie de l'armée d'Alexandre le Grand de retour des conflits indiens, donne la chair de poule depuis plus de deux mille ans... Quant aux quatre millions d'habitants actuels du Baloutchistan (sur les quelque 100 millions que compte le Pakistan), ce sont surtout des tribus errantes et malgrement pastorales ou colportaises, mais souvent armées, tribus en majorité baloutches. Au cours du premier millénaire de l'ère chrétienne, les Baloutches, ces cousins des Perses et des Kurdes, parlant une langue indo-européenne et venant du nord, probablement de la Caspienne, ont détruit, assimilé, refoulé ou cantonné leurs prédécesseurs, notamment les Brahuis, réputés de souche dravidienne. L'islamisme a été apporté dès les années 700 par les conquérants arabes, mais le *rimel*, la coutume baloutche, est restée en vigueur jusqu'à nous avec son épreuve du feu pour les justiciables et son hospitalité jalouse, le *meherman*.

Les Britanniques, grâce au doigt d'un Lyauté écossais, Sir Robert Sandeman (1835-1892), dotèrent les Baloutches d'un statut de « tribu », intégrèrent le Baloutchistan à l'Empire des Indes, mais, d'autre part, ils avalèrent l'annexion de quelque 100 000 kilomètres carrés de terres baloutchophones, pérennisant un irrédentisme local latent qui s'adresse tant à l'Iran qu'au Pakistan. En 1970, l'armée gouvernementale pakistanaise réprima sans ménagements une révolte autochtone menée par la tribu baloutche des Marris.

C'est vers les Marris, précisément, qu'un groupe de quatre amis français de Jacky - insatisfaits à la fois par l'impuissance diplomatique française à obtenir des informations vraies sûres et par les réponses vagues ou embarrassées des autorités pakistanaises - partirent en juin 1992, après une fête bretonnante destinée à financer leur déplacement. Depuis le Rotary-Club de Quetta jusqu'au gouvernement, chacun essaya d'aider les quatre hommes qui, grâce à une annonce dans la presse du cru, apprirent par des témoins que, vers le 20 février 1992, Bleunven était passé par la localité de Telli, tentant apparemment de gagner le Pendjab via Kohlou dans les monts Sulayman.

Cette voie secondaire coupe le territoire de la farouche tribu des Marris dont des représentants firent savoir aux quatre enquêteurs amateurs que certains guerriers de leur clan avaient, toujours en février 1992, « intercepté » puis gardé « cinq à dix jours » le pion français. Le djebel Sulayman est un secteur où, dit-on, ne manquent pas les caches d'armements et de drogues, deux produits transitant entre l'Afghanistan en pleine anarchie et Karachi, port de toutes les exportations interdites. Mieux vaut, dans ces montagnes, ne pas être témoin, même involontaire, de quelque trafic illicite... On ne peut exclure non plus que la petite somme portée sur lui par le sportif, reliquat d'un mandat tancé en Iran, n'ait pu tenter quelque malandrin de rencontre.

Cet étrange étranger qui dormait

à la belle étoile, regardait longuement le ciel, souriait à tous mais ne parlait ni ourdou ni baloutche et prenait des notes dans une langue qu'un interprète, amené de Quetta par des Marris, reconnut pour être ni de l'anglais ni du français - et pour cause, c'était du breton! - fut, selon des chefs marris, rendu à sa route ou, selon d'autres sources locales, remis, par d'autres Marris, à la police pakistanaise - peut-être en signe de « bonne volonté » de la part d'une ethnique habituellement

En deçà de cette « intervention » téléphonique, une impression domine dans ce mystérieux Pakistan parfois sujet à des accès d'espionnage - en 1979, l'ambassadeur de France et un autre diplomate français excursionnant au vieux fort de Kahouta, près d'Islamabad, furent battus comme plâtre par des « voyous patriotiques » (3) qui les accusèrent d'avoir photographié des installations nucléaires - et où le gouvernement central n'a jamais pu faire appliquer la loi nationale dans sa totalité parmi nombre de tribus baloutches et pathanes, ni faire fermer les prisons privées clandestines entretenues ici et là par des potentats ruraux (« Le Monde sans visa » du 9 juillet 1988).

Cette impression, c'est qu'une « bavure », peut-être mortelle, a pu être commise, par exemple au cours d'un interrogatoire trop musclé, et que les civils, théoriquement aux commandes à Islamabad, n'en ont jamais été clairement informés par les tout-puissants militaires solidaires de leurs subordonnés « gaffeurs ». La position officielle pakistanaise, aujourd'hui, est que Bleunven ne se trouve présentement dans aucune prison d'Etat du Pakistan. Mais hier?

Ou bien tout bêtement, comme l'orientaliste Michel Seurat au Liban, Jacky est-il mort de maladie là où il était, légalement ou non, retenu?

Aussi bien le plus jeune frère de Jacky, André (vingt-six ans) comptable à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à Paris, et leur ami Alain Gestin, vétérinaire maraîchier de quarante-huit ans qui, en juillet 1992, a relié Moscou à son bourg breton de Pléneuf-Val-André (Côtes-d'Armor) en cinquante-quatre jours, à pied, se rendent-ils



La dernière étape du Breton.

réfuge? Certains Marris ont précisé, pour leur part, que le Breton avait été relâché début 1992 le long de la voie ferrée reliant Sibi aux mines de charbon de Harani, mais aucun souvenir de son passage par ce chemin n'a pu être recueilli.

En septembre 1992, Alain Debos, ancien reporter à La Cinq, se rendit au Baloutchistan au cours d'un voyage financé par le « Tapis breton », Ahmed « Charly » Chaker, Français d'origine yéménite-marocaine, bienfaiteur de l'équipe de football Brest-Armorique, brasseur de toutes sortes d'affaires et procès, et reconnaissant aux Bretons, pour avoir, dans les années 70, commencé sa fortune en leur vendant des fringues.

À la fin de ses contacts avec les différentes administrations pakistanaïses et diverses autres sources, notre confrère Debos, qui reçut d'autre part, lors de ses investigations *in situ* tout le soutien voulu de la part de l'ambassade de France, acquit *in fine* la certitude que Bleunven avait séjourné début 1992 à la prison de Kohlou avant d'être transféré à Dera-Ghazi-Khan, proche cité pendjabie, puis d'être ramené à Quetta par les services secrets de l'armée pakistanaise. Ensuite, plus rien!

Plus rien sauf, si on retourne un peu en arrière, le 22 juin 1992, jour où les quatre amis de l'aventureux athlète arrivèrent à Quetta et où la femme d'un autre camarade de Bleunven, à Plabennec, eut la surprise en décrochant son téléphone d'y entendre à 22 heures (2 heures du matin au Baloutchistan), durant trente secondes, « la voix de Jacky », lequel s'identifia avant que la communication ne soit coupée au moment où, semble-t-il, il allait donner sa position géographique...

maintenant au Baloutchistan en

enquête de la dernière chance.

Les deux sœurs de Jacky, Marie-Hélène, à Brest, et Marie-Jeanne dans son calé de Plabennec (Finistère), L'Eume des jours, devant une carte du périple fatidique mystérieusement interrompu à Sibi (Baloutchistan) martèlent : « Ce que nous voulons, c'est avoir le cœur net. Que Jacky soit déclaré ou détenu, mais que nous le sachions! Nous nous battons, parents et amis, tout jusqu'au bout de nos forces, pour avoir le droit de savoir ce qui est arrivé ».

Seize mille personnes, dont d'anciens journalistes otages, comme Jean-Paul Kauffmann, Philippe Rochot et Jacques Abouchar, l'écrivain Max Gallo, le navigateur Gérard d'Aboville, l'évêque Jacques Gaillot, ont signé une pétition pour le petit Breton candide qui croyait, en ce siècle des plus grandes migrations de l'Histoire mondiale, qu'on peut, seul, sortir impunément des sentiers balisés et courir librement la Terre...

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugon

- (1) En Iran, pour ne pas dépasser la durée de son visa limité à deux semaines, Jacky Bleunven, à titre exceptionnel, dut utiliser des cartes sur une partie de son trajet.
- (2) Association Courir le monde. Auteurs : Jean-Alain Tanné, « La Gare », 27500 Plabennec. Tél. : 98-40-88-61. A la suite de la disparition de Jacky Bleunven, ce groupement, au départ informel et purement amical, s'est fait légitimer selon la loi de 1901, et concurre depuis lors l'activité de ses activités à retrouver le coureur disparu.
- (3) Le Financial Timescrivit alors que lesdits « voyous » étaient des agents spéciaux pakistanaïses déguisés.

Croisières de 10 jours en Méditerranée Orientale A la découverte des racines de notre civilisation

VOUS RÉVÊZ DE PARTIR À LA DÉCOUVERTE DES PLUS BEAUX SITES DE LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE... CYTHÈRE, À LA RENCONTRE DU PASSÉ, MAIS AUSSI DES PAYSAGES RARES ET DE PLAGES AUX EAUX PURES. AU COURS DE CETTE CROISIÈRE, CERTAINS COSTA, LE COSTA ALLEGRA ET LE COSTA MARINA, LE SPECTACLE SE PROLONGE À CHAQUE ESCALE. DE GÈNES OU DE VENISE, DÉPART POUR UN PÉRIPE MAGIQUE ET PREMIÈRE ESCALE À ALEXANDRIE, AVEC VISITE DES PYRAMIDES ET DU MUSÉE DU CAIRE AVANT DE REJOINDRE ISRAËL ET SES LIEUX CHARGÉS D'HISTOIRE : JÉRUSALEM, BETHLÈM, PUIS LE NAVIRE VOGUE VERS RHODES ET



Costa Croisières, la plus belle histoire d'amour entre vous et la mer.

INSCRIPTIONS : AGENCE CLUB AMIRAL COSTA ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

Départs de juin à septembre de Venise ou de Gênes 10 jours à partir de 8000 F

INFORMATIONS : SERVICE CONSEIL COSTA CROISIÈRES

N° Vert 05.42.33.00

(hors service)

Indépendance

